
*Proletaires de tous les pays,
unissez-vous!*

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

ORGANE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

PARAÎT SIMULTANÉMENT EN RUSSE, EN FRANÇAIS, EN ALLEMAND ET EN ANGLAIS

Parait sous la direction de *G. Zinoviev* avec la collaboration immédiate des camarades *Lénine, Trotsky, Boukharine, Lounatcharsky, Pokrovsky, Riazanov, Kaménev* (Russie), *Sirota, Manner, Kuussinen* (Finlande), *Höglund, Stråma, Chillbaum, Grimlund* (Suède), *Tranmel* (Norvège), *Roland Holst, Pannekak, Hörter, Weincup, Rutgers, Ravestein* (Hollande), *Blagov, Kolarov, Kirkov, Kabakchieff* (Bulgarie), *Grüber, Tomann* (Autriche), *C. Zetkin, M. Albert, Lévy, K. Radek* (Allemagne), *Rothstein, Pankhurst* (Angleterre), *Larlot, Saumoneau, Guilbeaux, Sadoul, Fériat* (France), *Serrati, Balabanova* (Italie), *Platten, Münzenberg, Münch, Humbert-Droz* (Suisse), *Béla-Kun, Rudas, Roudnyansky* (Hongrie),
o o o o *Marchlevsky-Karsky* (Pologne), etc. o o o o

L'Internationale Communiste a déjà publié des articles des camarades *M. Albert, A. Balabanova, V. Bystriansky, N. Boukharine, Henri Guilbeaux, M. Gorky, H. Görter, K. Grüber, Z. Höglund, N. Lénine, A. Lounatcharsky, D. Madlean, J. Marchlevsky (Karsky), E. Münch, E. Pankhurst, F. Platten, A. Roudnyansky, J. Sadoul, Sirota, K. Timiriassoff, L. Trotsky, Clara Zetkin,*
o o o o o *G. Zinoviev.* o o o o o



№ 7—8

NOVEMBRE—DÉCEMBRE 1919

BUREAUX
PÉTROGRAD, SMOLNY, 32-33
Tél. 161-20 et 1-19.

RÉDACTION:
PÉTROGRAD, SMOLNY,
CABINET DE G. ZINOVIEV



QUAND NOUS NOUS RÉVEILLERONS D'ENTRE LES MORTS

Deux années se sont donc écoulées mais riches de combien d'événements plus mémorables que des siècles! Voici deux années déjà que dure la révolution ouvrière en Russie, — deux années que dure le drame grandiose, le drame du plus puissant, du plus poignant intérêt que l'histoire du monde ait jamais enregistré. Ces deux années signifient le réveil des morts, la révolte des foules écrasées par un joug séculaire et surgissant de leurs tombes pour monter à une vie nouvelle fondée sur la liberté et la solidarité. C'est le grand cri d'appel qui réveille le prolétariat mondial et annonce l'aurore des temps nouveaux. *Ex Oriente lux!* la lumière vient de l'Orient. Les plus asservis des esclaves ont sonné le tocsin de la révolution universelle. Les derniers sont devenus les premiers. Tandis que les masses ouvrières de l'Europe occidentale hésitaient et s'attardaient le prolétariat russe s'élevait d'un puissant mouvement unanime en tête de la classe ouvrière internationale combattant la guerre, le capitalisme et l'impérialisme.

La guerre mondiale a porté le coup de grâce au tsarisme depuis longtemps pourri et dépourvu de forces vives. En mars 1917 l'édifice du despotisme érigé au cours des siècles s'écroulait à grand fracas. Ouvriers et soldats étroitement unis s'insurgeaient contre la classe gouvernante et n'avaient aucune difficulté à jeter bas le joug du tsarisme. La bourgeoisie tenta bien de diriger les destinées de la nouvelle Russie et de faire dévier le torrent révolutionnaire afin que la révolution politique ne se transformât pas en révolution sociale. Ce fut le but que se donna Kérénsky pendant sa courte et peu glorieuse carrière. Voyant où les menait cette politique du gouvernement bourgeois, les travailleurs révolutionnaires s'insurgèrent une seconde fois, conduits par un parti nettement conscient de son but, le parti bolchévique. Et la seconde révolution s'accomplit, la grande, la glorieuse révolution prolétarienne qui après une très courte lutte (6—11 novembre 1917), presque sans effusion de sang, fut couronnée de succès et permit de fonder en Russie, sur les assises de la dictature prolétarienne, une république socialiste.

La dictature du prolétariat apparaît comme une forme d'organisation de l'État, indispensable dans la période de transition entre l'ordre capitaliste et l'ordre socialiste. Elle écarte la classe dominante des possédants de toute influence sur les destinées du pays et transmet le pouvoir économique et politique au prolétariat des villes et des campagnes. La dictature du prolétariat se réalise en Russie par le moyen des Soviets en qui nous voyons une des formes d'organisation de la nouvelle démocratie. De même que le parlement apparaît comme l'expression de la démocratie *bourgeoise* le système des Soviets apparaît comme l'expression de la démocratie prolétarienne. Le travail devient le fondement de tous les droits civiques. Quoiqu'en disent nos réactionnaires et nos socialistes droitiers c'est là un principe purement socialiste que la dictature prolétarienne affirme et réalise en Russie. Et le fait est qu'en Russie, actuellement, plus que partout ailleurs, des couches considérables de la véritable démocratie exercent le pouvoir, tandis que dans les états démocratico-bourgeois de l'Europe occidentale la démocratie tant vantée n'est qu'un mot dépourvu de sens ou, plus exactement, qu'un décor habilement peint derrière lequel se dissimule le capitalisme rapace.

Les ouvriers et les paysans russes adoptant pour point d'appui, leur dictature se sont mis à l'œuvre pour appliquer un immense programme socialiste. La terre qui était en Russie, comme partout, aux mains de quelques propriétaires fonciers fut expropriée et donnée aux masses pour être cultivée sous le contrôle de la société. Tout achat, tout échange, toute vente de terre, toute spéculation sur la terre a été prohibée et cette mesure écarte les causes mêmes de l'inégalité sociale. L'industrie, les transports et les communications, nationalisés, ont été placés sous la direction et le contrôle directs des travailleurs. Les banques et les capitaux sont devenus propriétés de l'état; les habitations propriété sociale. L'obligation du travail est proclamée pour tous les adultes valides. La durée du travail est restreinte jusqu'à 6 ou 7 heures, et dans certains

cas exceptionnels jusqu'à 8 heures, durée maximum. Une série de réformes sociales assure l'existence des vieillards, des malades, des invalides et des enfants. En un mot, la révolution ouvrière affirme la volonté consciente et rationnelle de fonder toute la vie économique et sociale sur les saines bases du socialisme.

Et c'est aussi une révolution spirituelle. Le danger le plus grand de la misère, de l'esclavage, de l'indigence vient surtout comme leur caractère avilissant de ce qu'ils tuent chez l'homme l'esprit. Et les plus hautes, les plus nobles conquêtes de la révolution découlent précisément de ce que, comme elle l'a fait en Russie, elle brise les chaînes spirituelles des peuples et allume son éclatant flambeau au-dessus des pays où régnaient les ténèbres et l'ignorance. La séparation de l'église et de l'état a été le premier pas dans cette direction. *Ecrasez l'infâme!* telle a été la devise de tous les révolutionnaires à commencer par Voltaire. L'église s'est effondrée et l'école a été érigée à sa place. En deux ans des milliers et des milliers d'écoles se sont ouvertes en Russie. Des milliers et des milliers de bibliothèques populaires ont été fondées. Les écoles supérieures et les universités bénéficient de tous les concours. Les œuvres qui éveillent la conscience et éclairent l'esprit sont répandues dans les couches les plus basses de la population à des millions d'exemplaires. Les sources pures et claires de la science ont arrosé la Russie de leurs eaux bienfaisantes, fécondant des terres jusqu'ici stériles. Et quel merveilleux tableau que celui des masses populaires avides de savoir, se précipitant avec joie vers l'instruction enfin mise à leur portée! La révolution prouve ainsi qu'elle ne tendait pas seulement à des conquêtes matérielles mais qu'elle était aussi pour les masses laborieuses une source inépuisable d'énergie intellectuelle et morale. Ceux qui parlaient de l'infériorité intellectuelle du prolétariat russe n'ont plus qu'à se taire. Le prolétariat russe a surpassé dans ce domaine aussi le prolétariat de l'Europe occidentale, qu'il surpassait déjà en vaillance, en abnégation, en vertus prolétariennes.

L'œuvre créatrice du socialisme ne pouvait naturellement pas ne pas susciter la résistance désespérée des défenseurs de l'ancien régime. Ceux-ci, dans leur désir d'étouffer la révolution, ne reculent devant rien. Sabotages, complots, trahisons, assassinats de militants ouvriers, insurrections armées, telles sont leurs méthodes de lutte. La bourgeoisie s'est révélée en présence de la république des Soviets, comme un ennemi perfide et sans scrupules dont une dictature de fer, seule, peut venir à bout. La république socialiste avait cependant aussi à combattre des ennemis extérieurs: en guerre d'abord avec les empires centraux qui lui imposèrent la paix honteuse de Brest-Litovsk, puis avec l'Entente et ses vassaux des pays limitrophes de la Russie. L'Entente poussait ces derniers contre la république socialiste, comme une meute de chiens courants lancés à la poursuite d'une proie. Tout homme de bonne foi comprendra que toutes les énergies du prolétariat russe étant consacrées à la défense contre ses multiples ennemis son travail de transformation sociale devait rencontrer à l'intérieur des obstacles de nature à rendre

presque impossible son développement calme et progressif. On ne saurait créer en deux ans, même en disposant des meilleures ressources, un ordre social idéal. Mais quand la guerre ensanglantée plusieurs fronts, quand un ennemi impitoyable se dissimule à l'intérieur du pays même, quand le tsarisme a laissé après lui un état corrompu et désorganisé, l'impossibilité de cette tâche apparaît plus grande encore.

Gloire au prolétariat russe qui malgré ces énormes difficultés, malgré l'abandon des travailleurs des autres pays, malgré la lutte titanique qu'il a dû soutenir seul contre l'élite du capitalisme international à su remplir quand même, si rationnellement et avec tant d'esprit de suite, son œuvre créatrice socialiste! Ses mérites sont encore augmentés par l'indifférence criminelle des travailleurs des autres pays, bernés par les social-patriotes, à l'égard de la révolution russe.

La réaction internationale prépare en ce moment avec le conseil suprême de l'Entente, un nouvel effort pour achever son œuvre, en étouffant la Russie libre. Quelle haine furieuse, contre ce pays, contre ces bolchéviques qui menacent le paisible avenir des parasites! Ils savent bien que le cœur de la révolution mondiale bat en Russie, que son cerveau y travaille. Ils savent que si la révolution russe demeure victorieuse, ses vagues, tôt ou tard, déferleront sur les états capitalistes d'occident. Et la seule idée de cette éruption future suffit à exciter chez les capitalistes la colère et l'horreur. «Mort aux bolchéviques»: tel est désormais le mot d'ordre du capital international.

Le prolétariat d'Europe et d'Amérique doit se hâter de secourir le prolétariat russe. Jamais les bolchéviques ne se sont dissimulés que les ouvriers anglais et américains décideraient finalement du sort du prolétariat russe. Si les peuples morts se réveillent, la victoire du prolétariat international est assurée. Mais s'ils dorment dans leurs tombes, s'ils permettent à leurs gouvernements de prolonger le blocus et d'approvisionner en armes, munitions et argent la contre-révolution russe ils se feront les assassins de la république des Soviets russes. Ainsi se confirme ce principe essentiel du socialisme: que la libération de la classe ouvrière ne peut être atteinte que par les moyens d'une solidarité internationale absolue.

La chute définitive du capitalisme est devenue une nécessité historique et nulle force des armes ne peut désormais la prévenir. Le chaos, la démoralisation, le retour à la barbarie sont les conséquences inévitables du capitalisme. L'ordre social véritable qui permettra le développement de la production et la prospérité de la culture intellectuelle ne peut renaitre que sur les bases du socialisme. C'est pourquoi la victoire du bolchévisme ne peut être mise en doute, si seulement l'humanité n'est pas destinée à périr.

Rendons justice à nos camarades russes pour la part inoubliable qu'ils ont prise à la grande lutte libératrice, pour la puissante impulsion révolutionnaire qu'ils ont imprimée au monde et qui loin de se perdre dans la nuit des temps, doit réveiller les prolétaires de leur mortel sommeil et les appeler à une vie nouvelle libre et fraternelle.

Z. HÖGLUND.

(Parti Communiste Suédois).



LES ÉLECTIONS À L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE ET LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Le recueil publié par les socialistes-révolutionnaires sous le titre: *L'Année de la révolution russe. 1917—1918* (Moscou, 1918, édition *Zemlia y Volia*) (1) contient un article remarquablement intéressant signé N. V. Sviatitzky. Il est intitulé: *le Résultat des élections à l'Assemblée Constituante*. L'auteur cite des chiffres pour 54 districts électoraux sur un nombre total de 79 districts.

Presque tous les gouvernements de la Russie d'Europe et de la Sibérie ont été étudiés par l'auteur excepté les suivants: Olonetz, Esthonie, Kalouga, Bessarabie, Podolie, Orenbourg, Yakoutsk et Doug.

Nous citerons d'abord les totaux les plus importants publiés par N. V. Sviatitzky et nous en déduirons ensuite les conséquences politiques.

I.

36.262.560 électeurs en tout ont voté au mois de novembre 1917. L'auteur donne le chiffre de 36.257.960 qui se répartit sur sept régions (plus l'armée et la flotte), mais le total des chiffres qu'il indique séparément donne exactement le nombre que je viens d'énoncer.

La répartition des voix entre les partis est la suivante: les socialistes-révolutionnaires russes ont obtenu 16,3 millions de voix et, si l'on y ajoute les socialistes-révolutionnaires des autres nations (ukrainiens, musulmans, etc.), 20,3 millions de voix, soit 58% du total.

Les menchéviks ont obtenu 668.064 voix et si on leur ajoute les groupes analogues, socialistes-populistes (312.000), *Edinstvo* (*l'Unité*, 25.000), coopérateurs (51.000), social-démocrates ukrainiens (95.000), socialistes ukrainiens (507.000), socialistes allemands (44.000) et finlandais (14.000) nous obtenons un total de 1,7 millions.

Les bolchéviks ont obtenu 9.023.963 voix.

Les cadets en ont obtenu 1.856.639. En leur ajoutant l'*Union des propriétaires terriens et des agriculteurs* (215.000), les droïliers (292.000), les vieux croyants (73.000), les nationalistes: juifs (560.000), musulmans (576.000), bashkirs (195.000), lettons (67.000), polonais (155.000), cosaques (79.000), allemands (130.000), blancs-russiens (12.000), et les «listes de divers groupes et de diverses organisations» (418.000) on obtient pour le total des voix accordées aux partis bourgeois le chiffre de 4,3 millions.

On sait que menchéviks et socialistes-révolutionnaires firent bloc de février à octobre 1917.

D'ailleurs le cours des événements, à cette époque et depuis, a démontré que ces deux partis représentaient la démocratie petite-bourgeoise qui se qualifie à tort socialiste—comme tous les partis de la seconde Internationale.

En réunissant les trois groupements fondamentaux des partis nous obtenons, pour les élections à l'Assemblée Constituante, les totaux suivants.

| | |
|---|----------------------|
| Parti prolétarien (bolchévik) | 9,2 millions = 25% |
| Partis de la démocratie petite-bourgeoise (menchéviks, s.-r., etc.) | 22,41 millions = 62% |
| Partis des propriétaires et de la bourgeoisie (cadets, etc.) | 4,42 millions = 13% |

En tout . . . 36,03 millions = 100%

Reproduisons à présent les chiffres fournis par N. V. Sviatitzky pour chaque région:

Nombre de voix (en mille).

| Régions ¹⁾ (l'armée sépa- rément) | Soc.-rév. (russes) % | Bolché- viks % | Ca- dets % | En tout |
|--|--------------------------------|-------------------|---------------|---------|
| du Nord | 1.140,3 38 | 1.177,3 40 | 393,0 13 | 2.975,1 |
| des Centres In- dustriels | 1.987,3 38 | 2.305,3 44 | 550,3 10 | 5.242,3 |
| du Volga, Ter- res noires | 4.733,3 70 | 1.115,3 16 | 267,3 4 | 6.764,3 |
| Occidentale | 1.242,3 43 | 1.282,3 44 | 48,3 2 | 2.961,3 |
| Orientale, Oural | 1.547,3 43 (62%) ¹⁾ | 443,3 12 | 181,3 5 | 3.583,3 |
| Sibérienne | 2.094,3 75 | 273,3 10 | 87,3 3 | 2.786,3 |
| Ukraine | 1.878,3 25 (77%) ¹⁾ | 754,3 10 | 277,3 4 | 2.581,3 |
| Armée et flotte | 1.885,3 43 | 1.071,3 38 | 51,3 1 | 4.363,3 |

(1) Le chiffre entre parenthèses (62%) est obtenu par Sviatitzky en ajoutant les voix des s.-r. musulmans et tchouvaches.

(2) Le chiffre entre parenthèses, 77, est trouvé par moi en ajoutant les s.-r. ukrainiens.

(3) L'auteur n'a pas exactement suivi l'habitude division de la Russie en secteurs du Nord: Arkhangel, Vologda, Pétrograd, Novgorod, Pskov, Liffande; — des Centres Industriels: Vladimir, Kostroma, Moscou, Nijni-Novgorod, Riazan, Toula, Tver, Yaroslav; du Volga et des Terres noires: Astrakhan, Voronège, Koursk, Orel, Penza, Samara, Saratov, Tambov; Occidental: Vitebsk, Minsk, Mohilev, Smolensk; Oriental, Oural: Viatka, Kazan, Perm, Oufa; Sibérien: Tobolsk, Toumsk, Aïtat, Ionissé, Irkoutsk, Transbaikalie, Amour; d'Ukraine, Volhynie, Ekaterinoslav, Kiev, Poltava, Tauride, Kharkov, Kherson, Tchernigov (1).

On voit d'après ces données régionales que les bolchéviks formaient pendant les élections à l'Assemblée Constituante le parti du Proletariat, tandis que les socialistes-révolutionnaires formaient celui des paysans. Dans les régions pure-

(1) Note du traducteur: il s'agit partout ici non des villes mais des gouvernements.

ment agricoles de la Grande Russie (Volga et Terres-Noires, Sibérie, Orient-Oural) et en Ukraine les s.-r. réunissaient 62% à 77% des voix. Dans les centres industriels les bolchéviks avaient sur eux la prédominance. Cette prédominance est amoindrie dans les chiffres régionaux cités par N. V. Sviaitzky, parce que les districts les plus industriels sont groupés chez lui avec des districts peu ou pas industriels. Les chiffres fournis par Sviaitzky par gouvernements pour les partis s.-r., bolchévik et cadets et pour «les autres groupes nationaux» démontrent, par exemple, que:

Dans la région du Nord la prédominance des bolchéviks paraît insignifiante: 40% contre 38%. Mais dans cette région se trouvent des districts non-industriels (gouvernements d'Arkhangel, de Vologda, de Novgorod, de Pskov) où les s.-r. prédominaient, et des districts industriels: Pétrograd-ville—45% (du nombre des voix) bolchévik, 16% s.-r.; Pétrograd-gouvernement 50% bolchévik,—26% s.-r.; Lïtlande 72% bolchévik,—0 s.-r.

Des gouvernements de la région industrielle centrale, celui de Moscou a donné 56% aux bolchéviks, 25% aux s.-r.; le rayon de la ville de Moscou 50% bolchéviks et 40% s.-r.; le gouvernement de Tver 54% bolchéviks,—39% s.-r.; celui de Wladimir 56% bolchéviks,—32% s.-r.

Notons en passant combien sont ridicules en présence de tels faits les reproches adressés aux bolchéviks de n'être soutenus que par une «minorité» prolétarienne. Or, ces allégations les menchéviks (668 mille voix et avec celles de Transcaucasie 700 ou 800 mille voix contre 9 millions aux bolchéviks) et les social-fraîtres de la II-e Internationale ont coutume de les répéter.

II.

Comment donc ce miracle, la victoire des bolchéviks—n'ayant obtenu que le quart du nombre total des voix—sur les démocrates petits-bourgeois alliés à la bourgeoisie et disposant avec elle des $\frac{3}{4}$ des voix, a-t-il pu s'accomplir?

Car il serait tout à fait ridicule de contester encore cette victoire après que la toute puissante Entente ait, pendant deux années entières, fourni son aide à tous les ennemis du bolchévisme.

Mais le fait est, précisément, que la furieuse haine politique des vaincus—et tous les adhérents de la II-e Internationale sont de ce nombre—ne leur a pas même permis de poser avec sérieux la question politique et historique du plus puissant intérêt, des causes de la victoire bolchévik. Le fait est, précisément, qu'il n'y a «miracle» que du point de vue de la vulgaire démocratie petite-bourgeoise dont la profonde ignorance et les préjugés se révèlent dans cette question et dans la réponse que l'on y fait.

Du point de vue de la lutte des classes et du socialisme,—de ce point de vue auquel la II-e Internationale a cessé de se placer—la question est incontestablement franchée.

Les bolchéviks ont vaincu d'abord parce qu'ils avaient avec eux l'immense majorité du prolétariat et parmi le prolétariat l'élite la plus consciente, la plus énergique, la plus révolutionnaire, l'avant-garde véritable de la classe avancée.

Prenons les deux capitales, Pétrograd et

Moscou. Au total 1.765,1 mille voix y ont été données à l'Assemblée Constituante. De ce nombre

les s.-r. en ont obtenu . . . 218,0 mille
les bolchéviks en ont obtenu. 837,0 »
les cadets en ont obtenu . . . 515,4 »

Les démocrates petits-bourgeois qui s'intitulent socialistes et social-démocrates (Tchernoff, Martoff, Kautsky, Longuet, Macdonald et C-ies) auront beau se frapper le front devant les idoles de l'«égalité», du «suffrage universel», de la «démocratie», de la «démocratie pure» ou de la «démocratie conséquente», le fait économique et politique de l'inégalité de la ville: et de la campagne ne disparaîtra pas pour cela.

Ce fait est inévitable sous le régime capitaliste en général et pendant la période de transition du capitalisme au communisme en particulier.

La ville ne peut pas être l'égal de la campagne. La campagne ne peut pas être l'égal de la ville dans les conditions historiques de notre époque. *La ville entraîne inévitablement après elle la campagne. La campagne suit inévitablement la ville.* Toute la question est de savoir quelle classe, parmi celles «de la ville» saura entraîner après elle la campagne, et quelles formes revêlera cette direction de la ville.

En novembre 1917 les bolchéviks avaient avec eux l'immense majorité du prolétariat. Le parti qui rivalisait avec eux, celui des menchéviks était à ce moment complètement défait (9 millions de voix contre 1,4 en additionnant les 668 m. de Russie et les 700 à 800 m. voix menchéviks de Transcaucasie).

D'ailleurs ce parti avait été vaincu pendant une lutte de quinze ans (1903—1917), au cours de laquelle l'avant-garde du prolétariat s'était aguerrie, organisée, éclairée, lui forgeant une véritable avant-garde révolutionnaire. En outre, la première révolution, celle de 1905, avait préparé les développements ultérieurs et, pratiquement, les rapports mutuels des deux partis, faisant, par rapport aux événements de 1917—1919, une sorte de répétition générale.

Les démocrates petits-bourgeois qui s'intitulent «socialistes», dans la II-e Internationale éludent volontiers la plus sérieuse des questions historiques en n'y répondant que par quelques douces phrases sur l'«unité» du prolétariat. Cette douce phraséologie leur fait oublier le fait historique de l'accumulation de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier de 1871 à 1914; elle leur fait oublier (ou ne pas vouloir y penser) les causes du krach de l'opportunisme en août 1914 et les causes de la scission du socialisme international en 1914—1917.

Sans une préparation sérieuse, variée et complète de la partie révolutionnaire du prolétariat à l'expulsion et à l'écrasement de l'opportunisme il est absurde de penser à la dictature du prolétariat. Cette leçon de la révolution russe, il faudrait l'imprimer au visage des chefs de la social-démocratie «indépendante» d'Allemagne, du socialisme français, etc., qui voudraient maintenant se lier d'affaire par une reconnaissance purement verbale de la dictature du prolétariat.

Voyons plus loin. Les bolchéviks n'avaient pas seulement avec eux la majorité du prolétariat, et l'avant-garde prolétarienne révolutionnaire, l'impée

dans une lutte longue et opiniâtre contre l'opportunisme. Ils avaient, si l'on peut employer ici un terme militaire, dans les capitales, de magnifiques «troupes d'assaut».

Avoir au moment décisif et au lieu où l'action se décide une écrasante suprématie des forces, — cette loi régissant les succès militaires régit aussi les succès politiques, surtout pendant l'ère guerre des classes qu'on appelle la révolution.

Les capitales ou, plus généralement, les grands centres du commerce et de l'industrie (en Russie, les capitales sont aussi des grands centres industriels et commerciaux, ce qui n'est pas nécessaire) décident dans une assez large mesure les destinées politiques du peuple, à condition, naturellement, de recevoir un appui suffisant des forces locales de la campagne, — appui qui peut n'être pas immédiat.

Dans les deux capitales, dans les deux centres industriels et commerciaux les plus importants de la Russie les bolchéviks avaient une supériorité numérique écrasante. Nous avons ici presque quatre fois plus de voix que les s.-r. Nous étions ici plus forts que les s.-r. et les cadets ensemble. Nos adversaires, en outre, étaient divisés car la coalition des cadets, des s.-r. et des menchéviks (à Pétrograd et à Moscou les menchéviks n'obtinrent que 3% des voix) était extrêmement compromise devant les masses. A ce moment il ne pouvait être question d'aucune union véritable des s.-r. et des menchéviks avec les cadets, contre nous. Comme on sait, en novembre 1917, les leaders mêmes des s.-r. et des menchéviks, cent fois plus familiers avec l'idée du bloc cadet-s.-r.—menchévik que les ouvriers et les paysans de leur parti, pensaient à s'allier avec nous contre les cadets (et nous marchandait même leur appui).

C'est avec certitude que nous conquîmes en octobre et novembre 1917, les capitales, où nous avions une écrasante supériorité de forces et la meilleure préparation politique, tant au sens du recrutement, de la concentration, de l'instruction, de l'épreuve et de la trempe des «troupes» bolchévik qu'au sens de la désagrégation, de la débilité, de la désunion, de la démoralisation de celles de l'ennemi.

Ayant ainsi la possibilité de nous emparer par une action décisive, à coup sûr, des deux capitales, des deux centres (sous les rapports économique et politique) de tout l'appareil de l'état capitaliste, nous pouvions malgré la résistance exaspérée de la bureaucratie et des «intellectuels», malgré leur sabotage, etc. prouver en fait au moyen de l'appareil gouvernemental central, aux masses laborieuses que le prolétariat est leur seul allié sûr, leur seul guide et ami.

III.

Mais avant de passer à cette question de la plus haute importance — celle de l'altitude du prolétariat à l'égard des masses laborieuses non-prolétariennes — il convient de nous arrêter sur l'armée.

Pendant toute la durée de la guerre impérialiste l'armée a concentré en elle, toute la fleur des forces populaires et si les chefs opportunistes de la II-e Internationale (non seulement les social-

chauvins, c'est-à-dire les Scheidemann-Renaudel passés complètement à la «défense nationale, mais aussi les «centristes») confirmaient par leurs actes et leurs paroles la soumission de l'armée aux bandits impérialistes des groupes allemands et anglo-français, les vrais révolutionnaires prolétariens n'oubliaient pas ces paroles de Marx, prononcées en 1871: «La bourgeoisie enseignera au prolétariat le maniement des armes!» — Les renégats austro-allemands et anglo-franco-russes du socialisme pouvaient seuls parler de défense nationale! Quant aux révolutionnaires prolétariens ils consacraient toute leur attention à faire de l'armée une force révolutionnaire, à la retourner contre les bandits de la bourgeoisie impérialiste, à transformer l'inique «guerre de rapine» entre deux groupes de rapaces impérialistes en une lutte juste et légitime des prolétaires et des travailleurs opprimés de chaque pays contre «leur» bourgeoisie «nationale».

Les social-traitres se gardèrent bien de préparer de 1914 à 1917 l'emploi de l'armée contre les gouvernements impérialistes de chaque nation.

Les bolchéviks le préparaient, eux, par toute leur propagande, leur agitation, leur travail clandestin d'organisation depuis août 1914. Certes les social-traitres, les Scheidemann et les Kautsky de toutes les nationalités ont pu prononcer à ce sujet bien des phrases sur la désagrégation de l'armée par suite de la propagande bolchévik; mais nous demeurons fiers d'avoir accompli notre devoir en désagrégeant le plus puissant ennemi de notre classe, en lui arrachant de haute lutte les masses ouvrières et paysannes armées pour les diriger vers la lutte contre les exploitateurs.

Les résultats de notre travail se sont fait sentir, entre autres, aux élections à l'Assemblée Constituante, en novembre 1917, pendant lesquelles l'armée participa au scrutin.

Voici les principaux résultats de ce scrutin, tels que les cite N. V. Sviatitzky:

Nombre de voix (en milles) recueillies aux élections à l'Assemblée Constituante, en novembre 1917.

| Subdivisions de l'armée et de la flotte. | s.-r. | bolchéviks. | Ca-dets. | Groupes nationaux et autres. | Total. |
|--|---------|---------------------------|----------|------------------------------|---------------------------|
| Front nord | 240,0 | 480,0 | ? | 60,0 ⁽¹⁾ | 780,0 |
| " occidental | 180,0 | 653,0 | 16,7 | 125,0 | 974,0 |
| " sud-ouest | 402,0 | 300,1 | 13,7 | 290,0 | 1.007,4 |
| " roumain | 679,0 | 167,0 | 21,4 | 260,0 | 1.128,0 |
| " du Caucase | 360,0 | 60,0 | ? | — | 420,0 |
| Flotte de la mer Baltique | — | (120,0 ⁽¹⁾) | — | — | (120,0 ⁽¹⁾) |
| Flotte de la mer Noire | 22,3 | 10,3 | — | 19,3 | 52,3 |
| Total | 1.885,3 | 1.671,3 ⁽²⁾ | 51,3 | 756,0 | 4.364,3 |
| | | + (120,0 ⁽¹⁾) | + ? | | + (120,0 ⁽¹⁾) |
| | | 1.791,3 | | | + |

(1) Chiffre approximatif: 2 bolchéviks sont élus. — N. V. Sviatitzky adopte la moyenne de 60.000 voix par député, ce qui me fait indiquer ce nombre: 120.000.

(2) Les renseignements sur le parti qui obtint 19,3 voix de la flotte de la mer Noire, font défaut. Les autres chiffres de cette colonne semblent se rapporter presque en entier aux socialistes ukrainiens, 10 d'entre eux ayant été élus, en compagnie d'un menchévik.

Le total donne aux s.-r. 1.885 (mille) voix; aux bolchéviks 1.671,3 m. Si l'on ajoute à ce

dernier chiffre les 120.000 voix (environ) de la flotte de la mer Noire, ont obtenu 1.791,3 m. voix.

Les bolchéviks ont donc obtenu un nombre de voix un peu moindre que les s.-r.

L'armée était donc en octobre-novembre 1917, plus qu'à moitié acquise aux bolchéviks.

Sans quoi nous n'eussions pas vaincu.

Mais, ayant presque la moitié des voix dans l'armée en général, nous avions une supériorité décisive sur les fronts rapprochés des capitales ou pas trop distants. Si l'on déduit du total les chiffres du front du Caucase les bolchéviks obtiennent plus de voix que les s.-r. Et si l'on considère le front du Nord et le front occidental, les bolchéviks ont plus d'un million de voix contre 420 mille aux s.-r.

Les bolchéviks avaient donc vers novembre 1917, dans l'armée aussi, une « colonie d'assaut » politique qui leur assurait, au point décisif, à l'instant décisif une supériorité écrasante. Il ne pouvait être question d'aucune résistance de l'armée à la révolution prolétarienne d'octobre, à la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, puisqu'au front nord et au front occidental nous avions une énorme majorité, et sur tous les autres fronts, éloignés des centres, le temps et la possibilité de conquérir sur le s.-r. la masse paysanne,—ce dont nous parlerons plus loin.

IV.

Nous avons étudié, en nous basant sur les données fournies par les élections à l'Assemblée Constituante trois conditions de victoire du bolchévisme: 1) l'écrasante majorité bolchévik au sein du prolétariat; 2) la moitié environ de l'armée acquise au bolchévisme; 3) la certitude d'avoir au point décisif, à l'instant décisif—c'est-à-dire dans les capitales et aux fronts rapprochés des centres—une supériorité écrasante.

Mais ces conditions n'eussent pu nous donner qu'une victoire précaire et momentanée si les bolchéviks n'avaient pas su mettre de leur côté la majorité des masses laborieuses non prolétariennes s'ils n'avaient pas su les conquérir sur les s.-r. et sur les autres partis petits-bourgeois.

C'est là l'essentiel.

Et la raison principale de l'incapacité des « socialistes » (lire: des démocrates petits-bourgeois) de la II^e Internationale de comprendre la dictature prolétarienne c'est précisément qu'ils ne comprennent pas que

le pouvoir politique peut et doit devenir entre les mains d'une classe—du prolétariat—le moyen d'attirer de son côté les masses laborieuses non-prolétariennes, le moyen de conquérir ces masses sur la bourgeoisie et sur les partis petits-bourgeois.

Bourrés de préjugés petits-bourgeois, ayant oublié l'essentiel de l'enseignement de Marx sur l'État, M.M. les « socialistes » de la II^e Internationale considèrent le *pouvoir gouvernemental* comme un objet tabou,—l'idole du suffrage formel—équivalent à l'absolu « de la démocratie consécutive » (comme on appelle ces sortes de balivernes). Ils ne voient pas que le pouvoir n'est qu'une arme dont différentes classes peuvent et doivent se servir (et savoir se servir) selon leurs intérêts de classe.

La bourgeoisie s'est servie du pouvoir gouvernemental comme d'une arme de la classe capitaliste dirigée contre tous les travailleurs. Il en fut ainsi dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques. Les renégats du marxisme l'ont seuls oublié.

Le prolétariat doit (ayant organisé pour cela suffisamment de « troupes d'assaut » politiques et militaires) renverser la bourgeoisie et lui arracher le pouvoir politique pour mettre cette arme au service de ses buts de classe.

Et quels sont les buts de classe du prolétariat?

Ecraser la résistance de la bourgeoisie; neutraliser la classe paysanne, et, dans la mesure du possible, l'attirer à soi (et en tout cas, attirer à soi, sa majorité laborieuse);

organiser la grande industrie dans les fabriques expropriées à la bourgeoisie, et, d'une façon générale, en se servant de tous les moyens de production;

organiser le socialisme sur les ruines du capitalisme.

• •

M.M. les opportunistes—et avec eux les gens de l'acabit de Kautsky—« enseignent » au peuple, tout au contraire de l'enseignement de Marx, que le prolétariat doit d'abord conquérir—au moyen du suffrage universel—la majorité, recevoir ensuite, en se fondant sur les votes de la majorité, le pouvoir politique, et fonder alors sur cette base de démocratie consécutive (d'aucuns disent « pure ») le socialisme.

Quant à nous, nous disons en nous basant sur l'enseignement de K. Marx et sur l'expérience de la révolution russe:

Le prolétariat doit d'abord renverser la bourgeoisie et conquérir le pouvoir politique; ce pouvoir politique, c'est-à-dire la dictature prolétarienne, il doit ensuite s'en servir comme d'un moyen pour s'attirer la sympathie de la majorité des travailleurs.

• •

De quelle façon le pouvoir gouvernemental peut-il devenir entre les mains du prolétariat un moyen d'affermir—par la lutte des classes—son influence sur les masses laborieuses, afin de les attirer à soi, afin de les arracher à la bourgeoisie?

Le prolétariat atteint son but non en mettant en action l'ancien mécanisme gouvernemental, mais en le brisant, en n'en laissant pas pierre sur pierre (quelles que soient les jérémiades des petits-bourgeois épouvantés et les menaces des saboteurs) et en créant un nouvel appareil. Ce nouvel appareil gouvernemental est adapté à la dictature du prolétariat et à la lutte qu'il doit soutenir contre la bourgeoisie pour l'influence sur les masses prolétariennes. Ce nouvel appareil n'a pas été imaginé par qui que ce soit; il est produit par la lutte des classes, par son élargissement et son approfondissement. Ce nouveau mécanisme de gouvernement, ce nouveau type de pouvoir politique (¹), c'est le *pouvoir des soviets*.

(¹) Note du traducteur. Nous avons quelquefois employé l'expression consacrée en terminologie marxiste française de *pouvoir politique* là où il est plus littéral de traduire *pouvoir gouvernemental*. C'est ici le cas.

Le prolétariat russe, ayant conquis le pouvoir politique, proclama aussitôt—après quelques heures—la dissolution de tout l'ancien appareil de l'état (adapté par les siècles, comme l'a démontré Marx, à servir, même dans les républiques les plus démocratiques, les intérêts de la bourgeoisie) et transmit *tout le pouvoir aux Soviets*.

En second lieu le prolétariat peut et doit tout de suite conquérir sur la bourgeoisie et sur la petite-bourgeoisie démocrate *leurs masses*, c'est-à-dire les masses qui les suivent, les conquérir *en satisfaisant révolutionnairement leurs besoins économiques essentiels au prix de l'expropriation des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie*.

Cela, quelle que soit la puissance du pouvoir gouvernemental dont elle dispose, la bourgeoisie ne peut le faire.

Le prolétariat dès le lendemain de la prise du pouvoir, peut le faire, possédant l'appareil nécessaire (les soviets) et les moyens économiques (l'expropriation de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers).

C'est précisément de cette façon que le prolétariat russe a conquis la classe paysanne, et l'a conquise littéralement *en quelques heures*, après s'être emparé du pouvoir politique. Car, quelques heures après sa victoire sur la bourgeoisie le prolétariat vainqueur, à Pétrograd, publia le «décret sur les terres», décret qui *satisfaisait* immédiatement, en bloc, avec une rapidité, une énergie, une résolution toute révolutionnaire tous les besoins essentiels de la *majorité* des paysans, en expropriant totalement et sans indemnité les propriétaires fonciers.

Pour prouver aux paysans que les prolétaires, loin de les vouloir gouverner veulent les aider en amis les bolchéviks victorieux n'introduisirent dans le décret sur les terres pas un mot qui leur fut propre, se bornant à le copier mot à mot des cahiers de revendications des paysans (les plus révolutionnaires) publiés par les *socialistes-révolutionnaires* dans leurs journaux.

Les s.-r. en furent indignés, dépités, exaspérés; ils crièrent que les bolchéviks leur avaient «dérobé leur programme»—mais ils ne faisaient que prêter à rire: Il est beau le parti qu'il faut vaincre et chasser du gouvernement pour réaliser tout ce qu'il y a de révolutionnaire, tout ce qu'il y a d'utile pour les travailleurs dans son programme! Cette dialectique, les représentants de la II-e Internationale n'ont jamais pu la comprendre: le prolétariat peut vaincre sans avoir conquis la majorité de la population. Mais limiter ou conditionner cette conquête à l'acquisition de la majorité des voix en période électorale, *sous la domination bourgeoise*, témoigne ou d'une inguérissable indigence intellectuelle ou tout bonnement, du désir de tromper les travailleurs. Pour mettre de son côté la majorité de la population le prolétariat doit, tout d'abord, renverser la bourgeoisie et s'emparer du pouvoir gouvernemental, introduire ensuite le système des Soviets, après avoir brisé l'ancien appareil de l'état,—ce qui anéantit instantanément la domination, l'autorité de la bourgeoisie et des petits-bourgeois conciliateurs sur les masses laborieuses non-prolétariennes. Il doit enfin, en troisième lieu, *achever* de détruire l'influence de la bourgeoisie et des conciliateurs petits-bourgeois sur la *majorité* des masses laborieuses non prolétariennes en réa-

lisant *révolutionnairement* leurs desideratas économiques, aux dépens des exploités.

La possibilité de ces faits est naturellement conditionnée par un certain degré d'évolution capitaliste. Sans cette condition fondamentale il ne peut y avoir ni formation du prolétariat en une classe distincte, ni succès de sa longue préparation, de son éducation, de son agguerrissement par des années de grèves, de manifestations, de lutte contre les opportunistes chassés et déshonorés. Sans cette condition fondamentale on ne peut concevoir le rôle économique et politique des centres, dont la conquête équivalait pour le prolétariat à celle de tout le pouvoir politique, ou plus exactement de son nœud vital, de son nerf essentiel. Sans cette condition fondamentale cette proximité, cette parenté de situation du prolétariat et des classes laborieuses non-prolétariennes qui est indispensable à l'influence du prolétariat sur ces masses, au succès de son action à leur encontre, ne peut exister.

V.

Voyons plus loin.

Le prolétariat peut conquérir le pouvoir politique, réaliser l'organisation sociale des Soviets, satisfaire, en économie, l'ensemble des travailleurs au défrichage des exploités.

Est-ce suffisant pour que sa victoire soit complète et définitive?

Non.

Seules les illusions des petits-bourgeois démocrates, des «socialistes» et des social-démocrates de même que de leurs leaders actuels les plus marquants peuvent faire croire qu'en régime capitaliste les masses laborieuses peuvent atteindre un degré de conscience assez élevé, une fermeté de caractère, une perspicacité, une largeur de vues politiques suffisante pour avoir la possibilité de décider *par le seul vote*, ou, d'une façon générale, pour *décider* de quelque manière que ce soit, sans une longue expérience de lutte, de suivre telle classe, tel parti défini.

Illusion! Fable douce et plaisante des pédants et des socialistes mielleux du genre des Kautsky, des Longuet, des MacDonald.

Le capitalisme ne serait pas le capitalisme s'il ne condamnait d'une part les masses à un état d'abrutissement, d'intimidation, d'éparpillement (voyez la campagne), d'ignorance,—et si d'autre part, il ne mettait à la disposition de la bourgeoisie un gigantesque appareil de mensonge et de duperie, pour tromper et abrutir les masses ouvrières et paysannes.

C'est pourquoi le prolétariat seul peut conduire les travailleurs du capitalisme au communisme. Que les masses laborieuses petites-bourgeoises ou à demi petites-bourgeoises puissent résoudre à l'avance le plus grave des problèmes historiques: «être avec la classe ouvrière ou avec la bourgeoisie», il n'y faut pas penser. Les *hésitations* des masses laborieuses non-prolétariennes sont inévitables; il est inévitable aussi qu'elles aient besoin de leur propre *expérience pratique* afin de *comparer* le gouvernement de la bourgeoisie et celui du prolétariat.

Les adorateurs de la «démocratie conséquente» qui s'imaginent que les questions politiques les

plus importantes peuvent être tranchées par des votes perdent constamment cette circonstance de vue. En fait, ces questions, si la lutte les rend très aiguës et très âpres sont tranchées par la guerre civile et dans cette guerre civile, l'expérience des masses laborieuses non prolétariennes (celle des paysans en premier lieu) joue un rôle énorme : elles ont à comparer le pouvoir du prolétariat et celui de la bourgeoisie.

En Russie les élections à l'Assemblée Constituante en novembre 1917 sont, comparées à cet égard avec une guerre civile de deux ans, tout à fait édifiantes.

Voyez plutôt dans quel rayon les bolchéviks ont eu le moins de succès. D'abord c'est dans l'Orient-Oural et en Sibérie : ils y obtiennent 12 et 10% des voix. En second lieu en Ukraine où ils n'en obtiennent que 10%. Des autres rayons le moindre pourcentage nous est fourni par la grande Russie paysanne, région du Volga et des Terres-Noires, mais le pourcentage des voix bolchéviks s'y élève à 16%.

Or c'est précisément dans les régions où le pourcentage des voix bolchéviks avait été le moindre en 1917 que nous observons les succès les plus marquants des mouvements contre-révolutionnaires, des insurrections, de l'organisation des forces de la réaction. C'est précisément dans ces régions que le pouvoir de Kolchak et de Dénikine s'est maintenu pendant de longs mois.

Les hésitations de la petite bourgeoisie dans les endroits où l'influence du prolétariat est la plus faible s'y sont révélées d'une façon particulièrement remarquable.

D'abord on fut avec les bolchéviks parce qu'ils donnaient la terre, parce qu'ils démobilisaient les soldats, parce qu'ils annonçaient la paix. Ensuite on fut contre eux quand dans les intérêts de la révolution internationale, pour lui conserver un foyer en Russie, ils consentirent à la paix de Brest-Litovsk, blessant ainsi les sentiments les plus profonds de la petite bourgeoisie, ses sentiments patriotiques. La dictature du prolétariat déplut surtout aux paysans, là où il y a abondance de pain, quand les bolchéviks eurent montré qu'ils exigeraient fermement et sévèrement la remise de l'excédent de céréales à l'Etat, aux prix légaux. La classe paysanne de l'Oural, de la Sibérie, de l'Ukraine se tourna alors vers Kolchak et Dénikine.

Par la suite l'expérience de la « démocratie » de Kolchak et Dénikine dont le moindre gazetier des deux royaumes parlait abondamment dans chaque numéro des journaux blancs montra aux paysans que ces phrases sur la démocratie et sur la Constituante ne servaient en réalité qu'à dissimuler la dictature du propriétaire foncier et du capitaliste.

Un retour vers le bolchévisme commence : les révoltes paysannes se multiplient à l'arrière chez Kolchak et Dénikine. Les armées rouges sont reçues par les paysans comme des libératrices.

En somme ce sont précisément ces hésitations de la classe paysanne c'est-à-dire du représentant le plus important, de la masse des travailleurs petits-bourgeois, qui ont décidé du sort du gouvernement des Soviets et de celui de Kolchak et Dénikine. Mais avant d'en arriver à cette fin de compte une période assez longue de luttes

pénibles et de douloureuses épreuves — qui n'est pas encore terminée — a duré en Russie pendant deux ans et se prolonge encore justement en Sibérie et en Ukraine. Et l'on ne peut affirmer que cette période se clora définitivement dans un an, voire plus tard.

Les partisans de la démocratie « conséquente » n'ont pas réfléchi à la signification de ce fait historique. Ils se sont imaginés, et ils s'imaginent un conte enfantine : que le prolétariat peut sous le capitalisme vaincre la majorité des travailleurs et les attirer solidement de son côté au moyen des votes. La réalité démontre que seule l'expérience d'une lutte longue et cruelle amène la petite bourgeoisie hésitante à conclure de la comparaison entre la dictature du prolétariat et celle des capitalistes que la première est préférable à la seconde.

En théorie tous les socialistes qui ont étudié le marxisme et se soucient de tenir compte de l'expérience de l'histoire politique des pays cultivés au cours du XIX^e siècle, reconnaissent l'inéluctabilité des hésitations de la petite bourgeoisie entre le prolétariat et la classe capitaliste. Les racines économiques de ces hésitations sont montrées avec évidence par la science économique dont les socialistes de la seconde internationale ont répété des millions de fois dans leurs journaux, leurs manifestes et leurs brochures les vérités élémentaires.

« Mais les gens ne savent pas appliquer ces vérités à la période si spéciale de la dictature prolétarienne. Les illusions et les préjugés démocratiques petits-bourgeois (sur l'égalité des classes, sur la démocratie conséquente ou pure, sur la décision des grandes questions historiques par le vote, etc.) ils les mettent en lieu et place de la lutte des classes. Ils ne veulent pas comprendre que le prolétariat ayant conquis le pouvoir politique, ne termine pas ainsi sa lutte des classes, mais la continue sous une autre forme et par d'autres moyens. La dictature du prolétariat c'est la lutte des classes menée par le prolétariat au moyen d'une arme qui est le pouvoir gouvernemental, c'est la lutte des classes dont l'une des tâches est de démontrer par une longue expérience, par une longue série d'exemples pratiques aux masses laborieuses non prolétariennes qu'il leur est plus avantageux de se prononcer pour la dictature prolétarienne que pour la dictature bourgeoise et qu'il n'y a pas de moyens termes.

Les données des élections à l'Assemblée Constituante en novembre 1917 constituent le fond du tableau que nous a montré pendant deux ans le développement de la guerre civile. Les forces principales de cette guerre sont déjà nettement perceptibles pendant les élections : on voit le rôle des « troupes d'offensives » de l'armée prolétarienne, on voit celui de la classe paysanne hésitante, on voit celui de la bourgeoisie. N. V. Sviatitzky écrit dans son article : « Les cadets avaient le plus de succès dans les mêmes régions que les bolchéviks : au Nord et dans les centres industriels ». Il est naturel que dans les centres capitalistes les plus développés les éléments intermédiaires entre le prolétariat et la bourgeoisie soient les plus faibles. Il est naturel que dans ces centres la lutte des classes atteigne sa plus grande acuité. C'est précisément là que se trouvaient les forces

principales de la bourgeoisie, c'est précisément là et rien que là que le prolétariat pouvait la vaincre. Et seul le prolétariat pouvait lui infliger une défaite complète. Et ce n'est que l'ayant complètement défait que le prolétariat pouvait conquérir, en se servant d'une arme telle que le pouvoir politique, la sympathie et l'appui des couches petites-bourgeoises de la population.

Ces données sur les élections et l'Assemblée Constituante si l'on sait en tirer partie, si l'on sait les lire nous montrent une fois de plus les vérités essentielles de l'enseignement marxiste sur la lutte des classes.

Ces données nous montrent entre autres le rôle et la signification de la question nationale. Voyez l'Ukraine. L'auteur de ces lignes s'est vu au cours des dernières conférences consacrées à la question ukrainienne accusé par plusieurs camarades de noircir exagérément la question nationale dans ce pays. Les données concernant les élections à l'Assemblée Constituante montrent que dès novembre 1917 les socialistes révolutionnaires *Ukrainiens* eurent dans le pays la majorité (3,4 millions de voix $- 0,5 = 3,9$ millions contre 1,0 aux s.-r. russes, pour un total de 7,4 m. de voix dans toute l'Ukraine). Au front du sud-ouest et au front roumain les socialistes ukrainiens obtinrent 30 et 34% du total des voix (40 et 59% étant accordés aux s.-r. russes).

Ignorer en présence d'une telle situation l'importance de la question nationale en Ukraine, et tel est souvent le péché des grands-russiens (et peut-être un peu moins souvent celui des israélites)—c'est commettre une faute profonde et grave. La division entre les s.-r. russes et ukrainiens en Ukraine dès 1917 ne peut pas être l'effet du hasard. En qualité d'internationalistes nous avons pour devoir de combattre avec la plus grande énergie les restes (parfois inconscients) de l'impérialisme et du chauvinisme grand-russien chez les communistes «russes»; en second lieu, nous avons pour devoir, précisément dans la question nationale, relativement peu importante à nos yeux (au point de vue internationaliste la question des frontières d'un état est toujours secondaire si elle n'est du dixième ordre), de faire des concessions. D'autres questions nous importent; les intérêts essentiels de la dictature prolétarienne nous importent, ceux de l'unité et de la discipline de l'armée rouge en lutte avec Dénikine nous importent; le rôle dirigeant du prolétariat à l'encontre de la classe paysanne nous importe; la question de savoir si l'Ukraine constituera ou non un état indépendant est beaucoup moins importante. Nous ne devons même pas nous étonner, ni nous effrayer de la perspective de voir les ouvriers et les paysans d'Ukraine essayer successivement de divers systèmes et, pendant quelques années, s'unir tantôt à la République Socialiste Fédérative des Soviets russes, tantôt s'en séparer, pour former la république socialiste des Soviets de l'Ukraine, ou encore expérimenter telles ou telles formes d'union plus ou moins étroites, etc., etc.

Vouloir trancher à l'avance «fermement» et définitivement cette question ce serait ou faire preuve d'étroitesse d'esprit ou manquer de compréhension car les hésitations des masses laborieuses non prolétariennes en cette matière sont tout à

fait naturelles, inévitables mêmes et le prolétariat n'a rien à en redouter. Le représentant du prolétariat qui sait réellement être un internationaliste doit se montrer à l'égard de ces hésitations des plus circonspects et des plus patients; il doit laisser aux masses laborieuses non-prolétariennes *elles-mêmes* la faculté d'épuiser elles-mêmes ces hésitations par leur propre expérience. C'est en d'autres questions plus importantes dont quelques-unes ont été indiquées plus haut que nous devons nous montrer impatientes et impitoyables, irréductibles et inflexibles.

VI.

La comparaison des élections à l'Assemblée Constituante en novembre 1917 et du développement de la révolution en Russie, d'octobre 1917 à déc. 1919 nous permet de tirer des conclusions sur le parlementarisme bourgeois et la révolution prolétarienne dans tout état capitaliste. Essayons de les énoncer brièvement:

1. Le suffrage universel permet de mesurer dans quelle mesure les classes comprennent leurs tâches. Il révèle comment elles *tendent* à résoudre les problèmes qui se posent devant elles. Mais les solutions se *décident* non par le vote, mais par toutes les formes de la lutte des classes, jusques et y compris la guerre civile.

2. Les socialistes et les social-démocrates de la II^e Internationale se placent au point de vue de la petite-bourgeoisie démocrate, partagent ses préjugés et pensent avec elle qu'il est possible de franchir par le vote les questions essentielles de la lutte des classes.

3. La participation aux luttes parlementaires en régime bourgeois est indispensable aux partis du prolétariat révolutionnaire dans un but de propagande parmi les masses, but que les périodes *électorales* et les débats parlementaires permettent d'atteindre. Mais limiter la lutte des classes à l'action parlementaire, ou considérer cette dernière comme étant la forme supérieure de la lutte, à laquelle toutes les autres doivent être subordonnées c'est se ranger en fait du côté de la bourgeoisie, contre le prolétariat.

4. Ce passage du côté de la bourgeoisie est, en réalité, le fait de tous les représentants et les défenseurs de la II^e Internationale et de tous les leaders de la social-démocratie allemande dite «indépendante», quand, reconnaissant en paroles la dictature du prolétariat, ils propagent en fait la croyance en la nécessité d'obtenir en régime capitaliste l'acquiescement formel de la majorité de la population (c'est-à-dire la majorité des voix dans un parlement bourgeois) avant de transmettre le pouvoir politique au prolétariat.

Toutes les jérémiades des leaders de la social-démocratie «indépendante» d'Allemagne et des autres meneurs du socialisme gangrené contre la «dictature de la minorité», etc. ne signifient que leur incompréhension de la dictature bourgeoise, régnant en fait dans les républiques les plus démocratiques, et des conditions nécessaires de sa destruction par la lutte des classes du prolétariat.

5. Cette incompréhension se manifeste surtout par l'oubli du fait que les partis bourgeois régissent, dans la plus large mesure, en trompant les masses, grâce à l'oppression capitaliste. Les

masses en outre se dupent elles-mêmes quant au capitalisme.—fait surtout remarquable chez les parvis petits-bourgeois souhaitant habituellement remplacer la lutte des classes par des formes plus ou moins voilées de la paix des classes.

«Le parti du prolétariat ne peut s'emparer du pouvoir que si, en régime de propriété privée, c'est-à-dire d'oppression capitaliste, la majorité de la population se prononce en sa faveur» — ainsi s'expriment les démocrates petits-bourgeois, larbins véritables de la bourgeoisie mais qui s'intitulent encore «socialistes».

— «Que le prolétariat révolutionnaire renverse d'abord la bourgeoisie, se libère du joug du capital, détruit le mécatisme gouvernemental de la bourgeoisie et il saura s'affirmer le concours et la symphonie des masses laborieuses non-prolétariennes, en satisfaisant leurs besoins au détriment des exploités» — ainsi nous exprimons-nous. Le contraire serait dans l'histoire une exception rare (et la bourgeoisie pourrait encore dans ce cas recourir à la guerre civile, comme le prouve l'exemple de la Finlande).

6. Ou, en d'autres termes:

«Proclamons d'abord l'obligation de reconnaître le principe égalitaire — ou celui de la démocratie conséquente — en conservant la propriété privée et le joug du capital (c'est-à-dire l'égalité officielle et l'inégalité de fait); ensuite, efforçons-nous d'obtenir sur ces bases les suffrages de la majorité» — ainsi s'expriment la bourgeoisie et les démocrates petits-bourgeois qui s'intitulent socialistes et social-démocrates.

«La lutte des classes du prolétariat détruit d'abord, par la conquête du pouvoir politique, les bases de l'inégalité de fait ou de la démocratie conséquente; puis, le prolétariat, ayant vaincu les exploités, conduit les masses laborieuses à l'abolition des classes, c'est-à-dire à la seule égalité socialiste qui ne soit pas un leurre» — disons-nous.

7. Dans tous les pays capitalistes, à côté du prolétariat ou de cette portion du prolétariat qui, consciente de ses devoirs révolutionnaires, était capable de combattre pour les accomplir, on observe des masses nombreuses, inconscientes, prolétariennes, à demi-prolétariennes, à demi-petites-bourgeoises, qui suivent la bourgeoisie et la petite bourgeoisie démocrate (et notamment les «socialistes» de la II^e Internationale); trompées par la bourgeoisie, ne croyant pas en leurs propres forces et en celles du prolétariat, elles ne se rendent pas compte de la possibilité d'obtenir, par l'expropriation des exploités, la satisfaction de leurs besoins essentiels.

Ces couches des masses laborieuses fournissent des alliés à l'avant-garde du prolétariat; mais le prolétariat ne peut conquérir ces alliés que par l'exercice du pouvoir politique, c'est-à-dire après avoir renversé la bourgeoisie et détruit son mécanisme de gouvernement.

8. Dans tout pays capitaliste les forces du prolétariat sont incomparablement plus grandes que sa puissance numérique par rapport à l'ensemble de la population. Le prolétariat domine

économiquement le centre et les nerfs du système économique capitaliste, tout entier. Et il représente en même temps, économiquement et politiquement les intérêts véritables de l'immense majorité des travailleurs.

C'est ainsi que le prolétariat, même quand il ne forme dans la population qu'une minorité (ou quand l'avant-garde consciente et véritablement révolutionnaire du prolétariat ne forme qu'une minorité dans la population) peut renverser la bourgeoisie et attirer ensuite de son côté, du sein des demi-prolétaires et des demi-petits-bourgeois, de nombreux alliés, qui ne se prononceraient jamais, par anticipation, pour la dictature du prolétariat (dont ils ne peuvent comprendre ni les conditions, ni les tâches) s'il ne leur était facile de se convaincre par leur propre expérience, de l'inévitabilité, de la légitimité et de la rectitude de la dictature prolétarienne.

9. Il y a enfin, dans tout pays capitaliste, de larges couches de petite bourgeoisie, inévitablement ballotées entre le capital et le travail. Afin de vaincre, il appartient au prolétariat de bien choisir le moment de son agression décisive contre la bourgeoisie en tenant compte notamment des désaccords entre la bourgeoisie et ses alliés petits-bourgeois, — ou de l'instabilité de leur accord, etc. Après sa victoire il appartient au prolétariat de tirer parti des hésitations de la petite bourgeoisie, afin de la neutraliser, afin de l'empêcher de se ranger du côté des exploités, afin de se maintenir pendant quelque temps en dépit de ses hésitations, etc., etc.

10. Une lutte, constante, opiniâtre, impitoyable contre l'opportunisme, le réformisme, le social-chauvinisme et toutes tendances ou influences bourgeoises, inévitables tant que le prolétariat milite dans les cadres de l'ordre capitaliste, est la condition de sa préparation à la victoire totale.

Sans cette lutte et sans avoir préalablement remporté une victoire complète sur les tendances opportunistes du mouvement ouvrier, il ne peut être question de dictature du prolétariat. Le bolchévisme n'eût pas vaincu la bourgeoisie en 1917—1919 s'il n'avait d'abord appris en 1903—1917 à vaincre et à bannir impitoyablement de l'avant-garde prolétarienne, les menchéviks, — c'est-à-dire les opportunistes, les réformistes, les social-chauvins.

Et nous voyons la plus dangereuse duperie de soi-même — ou l'intention de filouter les travailleurs — dans l'attitude des «indépendants» allemands, des longueuillistes français, etc., qui admettent en paroles la dictature du prolétariat mais continuent en fait leur habitude politique de petites et de grandes concessions à l'opportunisme, de conciliation et de servile respect envers les préjugés de la démocratie bourgeoise (démocratie conséquente) ou «démocratie pure», dit-on, de parlementarisme bourgeois, etc.

N. LÉNINE

16 déc. 1919.

JEAN LONGUET

I.

Cher ami,

Servie par un hasard heureux l'amabilité proverbiale de Jean Longuet a réussi à placer sous mes yeux le compte-rendu sténographique prononcé par l'honorable député le 18 septembre (deux mois avant les dernières élections) à la tribune de la chambre française. Ce discours est intitulé: *Contre la paix impérialiste. Pour la Révolution russe*. La lecture de cette brochure m'a plongé pendant une demi-heure au cœur même du parlementarisme, à cette époque de décadence de la république bourgeoise. Elle m'a rappelé le mépris salulaire avec lequel Karl Marx parlait de l'atmosphère empoisonnée du Parlement.

Visiblement soucieux de conquérir immédiatement la bienveillance de ses adversaires, Longuet commence par évoquer devant ses collègues la mesure et la courtoisie dont il ne s'est jamais départi au sein de l'honorable assemblée. Il s'associe pleinement aux « considérations si judicieuses que notre collègue Viviani vient de développer avec sa remarquable éloquence ». Pourtant lorsque Longuet tente de se servir de l'adroite lancelette de sa critique les brailards les plus cyniques du nationalisme lui jettent aussitôt à la face « l'Alsace-Lorraine... Mais l'esprit de conciliation est la vertu cardinale de Jean Longuet et le contraint à rechercher avant tout un terrain d'entente avec l'ennemi. L'Alsace-Lorraine! Longuet ne vient-il pas de dire lui-même qu'il salue dans le traité de paix toute une série de paragraphes heureux? « On vient de faire allusion à l'Alsace-Lorraine. Nous sommes tous d'accord à ce sujet » et Jean Longuet d'enfourer instantanément dans la poche de son gilet sa lancelette-critique qui d'ailleurs ressemble étrangement à un cure-ongles.

Dans son examen du traité de paix Longuet adopte pour critérium l'idée de Patrie, telle qu'elle est définie par Renan, ce jésuite réactionnaire athée. De Renan qui doit lui assurer sa communion avec le parlement nationaliste Longuet passe au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes « proclamé par la révolution russe et adopté par le président Wilson ». C'est précisément ce principe, oui, messieurs, ce grand, ce généreux principe de Renan, de Lénine et de Wilson que Jean Longuet voudrait voir inscrit dans le traité de paix. Mais « dans un certain nombre de cas (*sic*: dans un certain nombre de cas) ce droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes n'a pas été sanctionné », ce dont Jean Longuet se déclare peiné.

Cet orateur si courtois est cependant qualifié avocat de l'Allemagne par des interpellateurs grossiers. Jean Longuet se défend énergiquement contre l'accusation de plaider la cause de l'Allemagne, c'est-à-dire de soutenir un peuple écrasé et opprimé contre la France ou plutôt contre les bourreaux qui gouvernent et déshonorent la France. « Mes amis en Allemagne, s'exclame Longuet, ce sont ceux qui s'insurgeaient contre le kaiser, ceux qui ont subi des années de prison et dont quelques-uns ont donné leur vie à la cause que nous

défendons ». De quelle cause, au juste, s'agit-il? Est-ce de la réparation du droit lésé en 1871 ou de la destruction de l'ordre bourgeois? Longuet oublie de le préciser. Les cadavres de Liebknecht et de Rosa Luxembourg lui servent de bouclier contre les attaques des impérialistes français. Vivants ces héros du communisme allemand reniaient et flétrissaient les Longuets de toutes espèces attelés au char nationaliste sur le siège duquel (ou attachés au bloc nationaliste à la base duquel) se trouvait le tsar. — Mortis, ils sont adroitement accaparés par cet homme qui se glorifie malhonnêtement devant les travailleurs français d'une amitié qu'on lui refuse et qui jette leur martyre aux impérialistes français comme on jette un os à des chiens enragés.

Ensuite Jean Longuet parle de « l'éloquent discours de notre ami Vandervelde ». — Trois courtes lignes de texte séparent l'évocation du martyre de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, du renvoi à « notre ami Vandervelde ». Alors que la vie a creusé un abîme entre Liebknecht et Vandervelde ne laissant comme unique lien entre ces deux hommes que le mépris du révolutionnaire pour le renégat, le doux Longuet embrasse dans une même étreinte le héros et le renégat. Ce n'est pas assez. — Afin de donner force légale à son respect parlementaire pour Liebknecht, Longuet appelle à la rescousse le royal ministre Vandervelde qui a proclamé — et qui donc pourrait mieux que lui le savoir? — que deux hommes ont sauvé l'honneur du socialisme allemand: Liebknecht et Bernstein. Mais Liebknecht traitait Bernstein de misérable valet du capitalisme. Mais Bernstein traitait Liebknecht de fou et de criminel. Comment sortir de ce dilemme? Devant ce Parlement agonisant, dans cette atmosphère artificielle de mensonges et de préjugés Jean Longuet unit courtoisement, sans effort Liebknecht, Vandervelde et Bernstein, comme il unissait tout à l'heure Renan, Lénine et Wilson.

... Mais les commis parlementaires de l'impérialisme ne témoignent nulle hâte à suivre l'éloquent Longuet sur le terrain d'entente où il se propose de les entraîner. — Non, ils ne céderont pas un pouce de leur position. Quelle que soit l'opinion de Vandervelde sur Liebknecht et Bernstein, les socialistes belges ont voté pour le traité de paix. « Répondez, M. Longuet, les socialistes belges ont-ils, oui ou non, voté pour le traité de paix? (*Très bien! Très bien!*) » Or Jean Longuet lui-même afin de replâtrer un peu tardivement sa réputation socialiste se prépare à voter contre le traité dont il a préparé l'élaboration par toute son attitude antérieure. C'est pourquoi il s'abstient tout simplement de répondre à cette question. Oui ou non? Ses « amis » ont-ils voté l'infâme traité cupide, féroce et déshonorant, oui ou non? Jean Longuet se tait. Les faits non énoncés à la tribune parlementaire sont réputés inexistantes. Rien n'oblige Jean Longuet à faire connaître les actions malpropres de « son éloquent ami Vandervelde », tandis qu'il est extrêmement commode de citer ses discours travaillés avec soin, au style châtié!

Et puis... Vandervelde! La Belgique, la violation

de la neutralité belge! «Ici nous sommes unanimes», nous flétrissons tous cette atteinte portée à l'indépendance d'un petit pays. Il est vrai que les Allemands ont également protesté—un peu tard.— Hélas, tel est le cours de l'histoire. «La conscience du peuple assujéti et trompé ne s'éveille que lentement, par degrés, explique mélancoliquement Longuet. N'en était-il pas de même chez nous, il y a 47 ans, après l'Empire?» Et au moment où les commis attentifs du capitalisme prêtaient l'oreille, se demandant si Longuet n'allait pas dire: «Notre propre peuple ne subit-il pas aujourd'hui encore votre joug? N'est-il pas dupé, écrasé, avili par vous? N'en avez-vous pas fait le bourreau des nations? Vit-on jamais une époque où un peuple ait joué par la volonté et par la tyrannie de ses gouvernants un rôle plus criminel, plus misérable, plus honteux que le rôle joué à l'heure actuelle par le peuple français, complètement asservi?»—à ce moment précis le très affable Jean Longuet abandonna galamment le peuple français de 1872 pour dénoncer la coterie criminelle qui trompe, opprime et violente le peuple non dans le gouvernement victorieux de Clémenceau, mais dans celui de Napoléon III des longtemps abattu et dont les turpitudes ont été, depuis, infiniment dépassées.

Mais voici que brille de nouveau dans les mains de notre député l'inoffensive lanceette de poche. «Vous soutenez Noske et ses 1.200.000 soldats qui peuvent constituer demain, contre nous, les cadres d'une puissante armée». Crief stupéfiant! Pourquoi ces représentants de la finance ne soutiendraient-ils pas Noske, sentinelle de la Bourse allemande? Une haine commune contre le prolétariat les unit? Mais cette question capitale n'est pas posée par Jean Longuet. Il préfère effrayer ses collègues en leur faisant craindre que l'armée de Noske n'intervienne «contre nous». Contre qui? Noske assassine Rosa Luxembourg, Liebknecht et les spartakistes. «Contre nous»—serait-ce contre les communistes français? Non certes, mais bien contre la Troisième République, contre la raison sociale Clémenceau—Barthou—Briand—Longuet.

Et voici que reparait l'Alsace-Lorraine. De nouveau «là-dessus nous sommes unanimes». Il est assurément regrettable que l'on se soit passé de plébiscite. Et d'autant plus que «nous» n'avions rien à en redouter. D'ailleurs les prochaines élections en tiendront lieu. Et d'ici là M. Millerand aura accompli en Alsace-Lorraine le travail préparatoire d'épuration et d'éducation, afin que le futur plébiscite puisse réconcilier définitivement la conscience juridique—tellement courtoise—de Jean Longuet et les réalités de la politique Foch-Clémenceau. Longuet supplie seulement que le travail d'épuration soit fait avec mesure, afin de ne pas «diminuer les profondes sympathies de l'Alsace et de la Lorraine pour la France». Adoucissez légèrement Millerand et tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Le Capital français s'est emparé du bassin houillier de la Sarre. Là, il n'est plus question de la «réparation des atteintes au droit» et nul reporter zélé n'a découvert sur les lieux de «profondes sympathies». Nous sommes en présence d'un acte de banditisme commis ouvertement. Longuet en est peiné, Longuet en est affligé. Et son affliction n'est point exclusivement issue de

considérations humanitaires: «La houille du bassin de la Sarre, nous dit-il, n'est pas, au rapport des experts, de la meilleure qualité». Ne pouvions-nous pas, demande Longuet, obtenir de l'Allemagne crucifiée la houille dont nous avons besoin et la prendre au bassin de la Ruhr où elle est d'une qualité infiniment supérieure? Cela nous eût évité des débats parlementaires sur le droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes. M. le député n'est pas, le moins du monde dépourvu de sens pratique.

Naturellement Jean Longuet est internationaliste. Il le proclame, et qui pourrait le mieux savoir que lui-même? Mais qu'est-ce que l'internationalisme? «Nous ne l'avons jamais compris, comme signifiant un amoindrissement des patries et la notre, est assez belle pour n'avoir pas besoin qu'on lui oppose les intérêts de quelque autre nation». (Chœur des amis: «Très bien! Très bien!») L'internationalisme de Jean Longuet ne songe nullement à empêcher cette belle patrie, où règnent maintenant les Foch et les Clémenceau, d'utiliser le charbon,—d'excellente qualité,—du bassin de la Ruhr. Il demande seulement qu'on respecte la forme parlementaire, qui nous procure, ici-même, vous le voyez, l'approbation de tous nos amis.

Jean Longuet passe ensuite à l'Angleterre. Pour apprécier la politique de son propre pays il s'est abrité derrière Renan. C'est aussi dans la plus respectable compagnie qu'il descend dans l'arène de la politique britannique. Ayant à parler de l'Irlande «ne; nous sera-t-il pas permis d'évoquer la mémoire des grands hommes d'état anglais, Gladstone et Campbell-Benneman?» Si l'Angleterre avait accordé l'autonomie à l'Irlande rien n'eût empêché les deux pays de former une fédération. Ayant ainsi assuré, par les méthodes de l'illustre Gladstone, le bonheur de l'Irlande, Jean Longuet se heurte à de nouvelles difficultés: la France aussi a son Irlande. Longuet nomme la Tunisie. «Vous me permettez, messieurs, de vous rappeler que ce pays a fait à la France, au cours de la guerre, les plus nobles et les plus lourds sacrifices. Des 55.000 combattants que Tunis a donnés à la France, 45.000 ont été tués ou blessés—tels sont les chiffres officiels. Et nous avons le droit de dire que cette nation a conquis par ses sacrifices le droit à plus de justice et à plus de liberté». (Chœur des amis: «Très bien! Très bien!») Pauvres arabes tunisiens jetés par la bourgeoisie française dans le creuset ardent de la guerre, triste chair à canon noire qui—sans une lueur de conscience—périssait sur les champs de bataille de la Somme et de la Marne, comme les chevaux importés d'Espagne et les bœufs importés d'Amérique—cette tâche écoeurante sur l'immonde tableau de la grande guerre est représentée par Jean Longuet comme un noble et grand sacrifice que doit récompenser l'octroi de quelques libertés. Après quelque terne radotage sur l'internationalisme et le droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes, voici que l'on discute le droit des Arabes tunisiens à une liberté inférieure, à un pourboire que la Bourse française généreuse parce que repue, cédant aux sollicitations d'un de ses faiseurs parlementaires, jettera à ses esclaves!

Enfin nous approchons de la Russie. Avec le

fact qui lui est propre, Jean Longuet adresse d'abord un profond salut à Clémenceau lui-même. «N'avons-nous pas, ici-même unanimement applaudi M. Clémenceau quand il nous a donné lecture du haut de la tribune de la chambre du paragraphe annulant le traité honteux de Brest-Litovsk?» A l'évocation du traité de Brest-Litovsk, Jean Longuet sort de lui-même; il tonne: «La paix de Brest-Litovsk reste un monument de l'impudence et de la lâcheté du militarisme prussien». Des mains de Longuet partent les foudres. On le devine: les foudres parlementaires contre le traité de Brest-Litovsk déchiré depuis longtemps par la révolution composent, pour les délicates opérations critiques de l'honorable député sur la paix de Versailles, un fond du plus heureux effet.

Jean Longuet est partisan de la paix avec la Russie des Soviets. Il va sans dire qu'il ne conseille aucune démarche compromettante. Plaise à Dieu! Longuet connaît admirablement le bon chemin pour arriver à la paix. C'est celui que traça Wilson lui-même, quand il envoya en Russie Soviétiste son chargé d'affaires M. Bullit. La portée et le but de la mission Bullit sont maintenant suffisamment connus. Ses conditions ne faisaient que répéter en les aggravant les clauses dictées à Brest-Litovsk par von Kühlmann et Czernin. Le démembrement de la Russie y était consacré en même temps que son dépouillement économique. Mais... cherchons plutôt un autre thème à nos variations oratoires. Wilson (qui ne le sait pas?) est partisan du droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes, tandis que Bullit... «Je considère M. Bullit comme un homme des plus droits, des plus probes, des mieux intentionnés...» Qu'il est doux d'apprendre de M. Longuet que la race des justes ne s'est pas encore éteinte à la Bourse américaine et qu'il y a encore, au sein du parlement français, des députés qui sont capables d'estimer le prix de la vertu américaine!

Ayant rendu justice à MM. Clémenceau et Bullit quant à leurs bonnes dispositions envers la Russie, Longuet ne refuse plus ses approbations à la République des Soviets. «Personne ne croira, dit-il, que le régime des Soviets ait pu se maintenir pendant deux ans s'il n'avait pas avec lui les masses profondes du peuple russe. Il n'aurait pu sans cela former une armée de 1.200.000 hommes, commandée par les meilleurs officiers de l'ancienne Russie et qui combat avec l'enthousiasme des volontaires de 1793. Nous arrivons au point culminant du discours de Jean Longuet. Evoquant les armées de la Convention il plonge dans la tradition nationale, il l'utilise pour dissimuler l'antagonisme des classes, il communique avec Clémenceau dans ces souvenirs héroïques, — et il crée par dessus le marché la formule historique d'une justification, d'une adoption par l'Europe de la République des Soviets et de son armée.

Tel est Longuet. Tel est le socialisme officiel français. Tel est, dans son expression la plus «démocratique», le parlementarisme de la III^e République. Routine et phraséologie, équivoque et impuissance, mensonges doucereux, tours et dé-

tours d'un avocaillon qui confond les bas degrés de sa tribune aux harangues avec l'arène immense de l'histoire.

A l'heure où la lutte violente des classes est engagée, où les idées historiques, armées jusqu'aux dents, jouent leur fortune au sort des armes, les «socialistes» du type Longuet sont une insultante dérision. Nous venons de le voir: il adresse un salut à droite, une révérence à gauche, une prière à Gladstone. Il s'incline devant Marx son grand père qui haïssait et méprisait l'hypocrite Gladstone, fait l'éloge de Viviani, homme de paille du tsar, premier Président du Conseil de la guerre impérialiste. Il associe Renan et la révolution russe, Wilson et Lénine, Vandervelde et Liebknecht, fonde le «droit des peuples» sur le charbon de la Ruhr et les ossements des Arabes de Tunis — puis, ayant accompli toutes ces merveilles, auprès desquelles avaler de l'étaupe enflammée n'est qu'un jeu d'enfants, il devient lui-même l'incarnation courtoise du socialisme officiel, le dernier fleuron du parlementarisme français.

Cher ami! Il est temps d'en finir avec ce long malentendu. De tâches trop graves sont posées devant la classe ouvrière française et sont posées dans des conditions trop difficiles pour qu'on puisse tolérer davantage l'accouplement du méprisable longuetisme et de ces grandes réalités: la lutte du prolétariat pour le pouvoir. Par dessus tout nous avons besoin de netteté et de vérité. Il faut que chaque ouvrier sache bien où sont ses ennemis, où sont ses amis, quels sont les compagnons d'armes sur lesquels il peut compter et quels sont les traîtres. Liebknecht et Rosa Luxembourg sont des nôtres, — Longuet et Vandervelde doivent être impitoyablement rejetés à la bourgeoisie corrompue — dont ils tentent vainement de se séparer pour se réserver une place sur la route claire qui mène au socialisme. Ce qu'exige notre époque, ce sont des pensées claires et des paroles franches préjudant à des gestes francs et à des actes clairs. Loin de nous les décors usés du parlementarisme, ses clairs obscurs, ses illusions d'optique. Ce qu'il faut, c'est que le prolétaire français aspire à plains poumons l'air de sa rue, emplie de lumière et de vaillance, qu'il ait des idées nettes dans la tête, une volonté ferme au cœur, un bon fusil entre les mains. Se guérir du longuetisme, voilà la tâche la plus impérieuse et la plus urgente commandée par l'hygiène publique. Et c'est pourquoi en répliquant au discours de Longuet j'étais animé de sentiments que le trop courtois langage parlementaire ne sait pas exprimer avec assez de virilité. Mais au terme de cette lettre je songe avec joie à l'œuvre magnifique de nettoyage que l'ardent prolétariat français accomplira dans le vieil édifice social, souillé, infecté d'ordures par la République bourgeoise dès qu'il abordera la solution de sa dernière tâche historique.

L. TROTSKY.

Moscou,
18 décembre 1919.



L'Italie devant la révolution

«L'Italie est déjà en état de révolution», nous dit un camarade hongrois qui a pris une part active au mouvement révolutionnaire dont la création des Soviets hongrois fut le résultat.

«L'Italie est aujourd'hui ce que la Hongrie était hier. Les mêmes caractères révolutionnaires y apparaissent. On y observe de même la cherté des vivres, le manque des articles de première nécessité, le chômage, la désorganisation dans tous les domaines, tant civils que militaires».

La lutte pour Fiume, dit-il, hâtera la désorganisation de l'armée: les soldats désireux de désertir se rendront à Fiume ou, plutôt laisseront croire qu'ils s'y sont rendus. L'excuse sera valable aux yeux des officiers approuvant l'annexion. D'Annunzio a donné avec impunité un exemple de désobéissance que d'autres suivront. L'armée et le gouvernement ont adopté dans la question de Fiume des attitudes opposées; un fossé s'est ainsi creusé entre l'armée et le gouvernement: il peut devenir un abîme. L'esprit nationaliste italien a été surexcité; s'il se déchaînait il pourrait amener à la création d'une République nationaliste. Ainsi surviendrait la révolution bourgeoise après quoi l'Italie éprouvée par le blocus qu'on ne manquera pas d'exercer contre elle en manière de châtiement, passera, avec le soulèvement des masses, à la dictature du prolétariat, aux Soviets, au Communisme.

Fiume est convoitée par le capitalisme car sa possession faciliterait les relations commerciales de l'Italie et de l'Europe centrale et le ravitaillement de l'Italie en charbon, en pétrole et en matières premières. Fiume italienne peut être le point de départ de nouvelles conquêtes. Et les Italiens pensent l'impérialisme anglais hostile à leur dessein parce que l'Angleterre exercerait plus facilement son contrôle sur ce port et sur le territoire qui en dépend s'ils étaient aux mains d'une faible nationalité slave nouvellement créée que s'ils appartenaient à l'Italie.

C'est pourquoi le nationalisme italien stimulé par la presse envénime la question de Fiume. «A quoi sert la Ligue des Nations si elle accorde à l'Angleterre et à la France un butin de guerre considérable, tandis qu'elle le refuse à l'Italie?»

Par ailleurs nos camarades socialistes parlent d'autres tendances. L'unité italienne est récente. Sous le poids des dettes et des privations—fruits de la guerre—des tendances au séparatisme se manifestent ça et là. Si telle partie du royaume s'en séparait elle refuserait de reconnaître sa part des dettes de la guerre: et c'est une bonne raison de se séparer. Si l'un des anciens royaumes se séparait il deviendrait une république et ferait valoir des prétentions démocratiques; prétentions inévitables à l'heure présente. Mais la démocratie, en temps de disette, ne connaît pas de demi-

mesures: ou il faut partager le peu de vivres qui reste et le partager en parts égales, ou le riche prend la part du lion tandis que le pauvre crève de misère. Devant la famine et le danger il n'y a que deux alternatives: les Soviets ou la dictature du Riche.

Tandis que l'état capitaliste italien lutte contre les difficultés inouïes que la guerre a suscitées, le mouvement prolétarien croît en nombre, en force, en cohésion, en conscience nette et vigoureuse de ses buts.

Le mouvement ouvrier à Turin. Le Parti Socialiste.

A Turin, le Parti Socialiste compte 1000 membres (*) dont 50 femmes. Les cotisations des membres varient selon leurs occupations: étudiants et ouvriers non qualifiés payent 70 centesimi par mois; les ouvriers qualifiés payent 5 lire par mois. Tout membre doit appartenir aussi au Parti Socialiste national dont la cotisation annuelle est de 2 lire. Les adhérents du Parti signent son programme et nul n'est admis en son sein si, depuis moins d'un an, il a appartenu à un parti politique bourgeois. Les membres du P. S. doivent aussi être membres du syndicat correspondant à leur profession.

Les clubs socialistes.

Outre le Parti Socialiste 25 clubs Socialistes travaillent à Turin, groupant 5000 personnes. Tout membre du parti doit appartenir à un club, mais les membres des clubs ne sont pas tenus de s'affilier au parti: En fait les clubs sont les centres de recrutement et d'éducation de parti. Chacun a ses statuts propres et se divise en trois sections: 1) Adultes hommes; 2) Jeunes gens de 14 à 25 ans; 3) Femmes et jeunes filles de plus de 14 ans.

Le cas des jeunes filles est en ce moment débattu; on fait valoir qu'aucune mesure spéciale n'a été prévue pour elles, et l'on examine si elles doivent adhérer aux sections de jeunes gens ou former des groupes distincts.

Jeunesses Socialistes.

Les 25 clubs socialistes de Turin forment une Fédération et les sections de Jeunes Gens des clubs se rattachent à la Fédération Nationale des Jeunes Socialistes. Les groupes de jeunes socia-

(*) Note du traducteur. Nous croyons devoir ajouter que ce petit nombre de militants organisés dans le parti n'est pas une preuve de faiblesse; comme tous les événements récents l'ont prouvé le P. S. italien peut compter presque partout et à Turin sans nul doute, sur le concours des masses ouvrières.

listes des villes et des villages forment des fédérations provinciales, groupées à leur tour en une fédération nationale. L'organisation des Jeunes Socialistes a 27.000 adhérents; elle dispose d'un organe hebdomadaire tirant à 1.700 ex. la *Vanguardia*. Un journal pour enfants (*Germoglio*) était publié avant la guerre et va reparaitre après une période de suspension. Dans certaines régions agricoles particulièrement arriérées où il n'y a pas de socialistes parmi les adultes, le mouvement de la Jeunesse Socialiste a poussé des rameaux vigoureux, et l'on trouve parmi ses adeptes des militants qui sont parmi les meilleurs socialistes italiens.

Les Jeunes Socialistes de Turin tiennent des meetings et des réunions, vendent les journaux, organisent des excursions. Leurs brigades de Cyclistes rouges, formées chacune d'une centaine d'hommes environ, visitent les campagnes, y improvisant des meetings, y distribuant la littérature de propagande, cherchant à y jeter les fondements de clubs ou d'organisations socialistes.

Les clubs socialistes remplissent dans le mouvement un rôle considérable; c'est à eux qu'est dévolue la plus grande part de la propagande quotidienne. On reproche quelquefois à leurs membres d'accorder trop de temps aux divertissements et à la danse. Le fait est que la section des Jeunes Socialistes de Sao-Paulo — l'un des faubourgs ouvriers de Turin — se retira à un moment donné du club, trouvant que, sous l'influence des adultes, on s'occupait trop de récréation et pas assez d'éducation et de propagande.

Remarquons toutefois que si les divertissements étaient trop sévèrement exclus le recrutement, parmi les prolétaires les moins éduqués, en souffrirait.

Organisations socialistes de soldats démobilisés.

Plus de 300.000 soldats démobilisés ont été organisés dans des groupes socialistes spéciaux. A cette œuvre les jeunes socialistes ont largement contribué. La tendance des soldats renvoyés dans leurs foyers à se réunir, au village, pour discuter leurs expériences de guerre s'était fait remarquer; et, comme ils appartenaient à divers métiers — sabotiers, forgerons, etc., — et comme beaucoup d'entre eux étaient d'ailleurs ineples au travail, il fut aisé de les organiser en groupes socialistes. Une semblable organisation bourgeoise existe aussi.

Syndicats.

80.000 ouvriers sont organisés à Milan, les uns sur une base industrielle, les autres sur une base corporative; dans l'imprimerie et dans les industries connexes, les deux principes sont combinés.

Comme en Angleterre des Conseils ouvriers (shop stewards) existent dans l'industrie métallurgique mais leur organisation a été jusqu'à ce jour établie sur des bases curieuses et plutôt désavantageuses. Les mécaniciens avaient conclu un accord avec les patrons, accord d'après lequel les Conseils ouvriers devaient être élus par les travailleurs, sur proposition du Comité Exécutif des mécaniciens,

les manoeuvres et les ouvriers des industries voisines n'ayant pas droit de suffrage. Un mouvement se manifeste actuellement qui tend à accorder le droit de suffrage à tous les travailleurs; il gagne en toutes les usines.

Les syndicats et les groupements ouvriers ne pratiquent pas de mutualisme. Ce sont uniquement des organisations de combat et ce point est à nos yeux très important.

La „Camera del lavoro“.

(Bourse du Travail).

Tous les groupements corporatifs et les syndicats sont affiliés à la Camera del lavoro, fondée il y a vingt ou vingt-cinq ans. La Ligue Mixte (Lega Mista) réunissant ceux qui ne peuvent adhérer à nul autre syndicat y est aussi affiliée.

Bien que les syndicats ne pratiquent pas de mutualisme, une mutualité existe (la *Lutua*) à laquelle les travailleurs peuvent adhérer individuellement et qui est affiliée à la Camera del lavoro. Ses membres ont droit à des secours en cas de maladie, d'accident, de grossesse; ils reçoivent gratuitement l'assistance médicale et légale.

La Société Coopérative adhère de même à la Camera. La *Mutua* et la Coopérative ont formé l'*Alleanza Cooperativa Torinese*, qui possède à ce jour un capital de 45 millions de lires. La *Mutua* a 20.000 membres, la Coopérative n'en a que 1.000, tous anciens fondateurs. Le Comité Exécutif de l'Alliance est annuellement élu par les membres des deux organisations parmi les candidats présentés par le Parti Socialiste. Ceci n'est ni obligatoire ni officiel; d'autres nominations peuvent avoir lieu; mais en fait les candidats du parti socialiste ne manquent presque jamais d'être désignés.

Le Parti Socialiste a fait à la guerre une constante opposition. Après les émeutes de Turin contre la guerre certains membres patriotes de la Coopérative et de la *Mutua*, pour la plupart cheminots, tentèrent de s'emparer du Comité Exécutif. Le parti de fondateur de la Coopérative est de 50 lires et rapporte un bénéfice de 1,50; les parts valent maintenant 600 lires environ. Les chauvins promirent que s'ils étaient élus les intérêts seraient payés, pour chaque part non pour 50 lires mais pour 600. Ils promirent aussi que la Coopérative ne vendrait plus qu'à ses membres, question des plus importantes; en temps de disette, les coopérateurs eussent été ainsi avantagés. En dépit de ces promesses les candidats du Parti Socialiste furent élus à la majorité écrasante de 3 contre 1.

L'*Alleanza* possède une colonie alpine et une colonie au bord de la mer où les enfants de ses membres peuvent passer gratuitement leurs vacances. Tous les enfants ne pouvant y être reçus ces avantages sont réservés à ceux dont la santé exige des soins spéciaux.

La *Camera del lavoro* a de vastes locaux hébergeant les bureaux de ces multiples organisations. Elle est pourvue de plusieurs grandes salles de réunions, d'un café, d'un théâtre pouvant contenir 1.200 personnes et dirigé par l'*Alleanza*, d'une bibliothèque appartenant aussi à l'*Alleanza*. Le parti socialiste, les Jeunes, les syndicats, la *Mutua*, la Coopérative, le médecin et l'oculiste de la *Mutua*, les sages-femmes (dont la permanence est ouverte

jour et nuit ont à leurs bureaux ou leurs cabinets. Le travail n'a rien de pareil en Angleterre!—Tous les soirs une foule d'ouvriers se presse dans ces locaux et au café où l'on peut consommer du thé, du café, de la bière, des vins, de la glace, etc. On sent bien que c'est le home des foules ouvrières de Turin, un des centres de leur vie, un facteur de leur évolution.

Les 25 Clubs Socialistes de Turin ont tous des locaux particuliers qui, sur une moindre échelle, répètent la Camera del lavoro. Nous avons visité à Sao-Paolo un de ces clubs. Un bal avait lieu dans la plus vaste salle; on jouait aux cartes dans une salle voisine. Ailleurs des membres se choisissaient quelques livres parmi ceux de la bibliothèque. On se récréait aussi dans un jardin. Dans les bureaux nous vîmes les photographies des membres du club tués pendant l'insurrection de Turin. Sao-Paolo est l'un des centres révolutionnaires de Turin et a reçu le surnom de «République de Sao-Paolo».

La majorité socialiste de Turin est pour les Soviets et considère l'insurrection armée comme une nécessité. Le soir même de notre visite un meeting avait lieu à la Camera del lavoro; il devait discuter l'organisation militaire des travailleurs.

Trois courants principaux se manifestent dans le mouvement socialiste italien.

1) *Les uns croient que le socialisme peut être établi par l'action parlementaire et veulent obtenir au parlement une majorité socialiste.*

2) *D'autres comptent établir le régime des Soviets et ne veulent user de l'action parlementaire que dans des buts de propagande. Ils pensent que les socialistes ne doivent pas chercher à obtenir une majorité électorale et que l'insurrection peut être nécessaire.*

3) *D'autres encore veulent l'abstention de toute action parlementaire afin de tendre toutes les énergies vers la préparation des Soviets et de l'insurrection.*

Ces deux dernières tendances prédominent à Turin mais il est digne de remarque que toutes les trois se manifestent dans un Parti Socialiste Unique.

Pietro Rabuzzana, secrétaire du Parti Socialiste de Turin, et Gramsci, rédacteur de l'*Ordine nuovo*, hebdomadaire soviétiste, défendent tous les deux l'emploi de l'action parlementaire dans des buts de propagande.

Rabuzzana et d'autres camarades demandent que tout membre socialiste du parlement soit tenu, au moment de sa candidature, de remettre au Comité Exécutif du Parti une lettre de démission signée à l'avance et dont le Parti pourrait se servir s'ilôt que son représentant dévierait de la ligne politique établie. De cette manière la discipline du Parti serait observée parmi les membres socialistes du parlement et assurerait leurs fidélités aux principes qu'ils sont chargés de défendre.

Gramsci, bien que nul député socialiste italien ne satisfasse à son point de vue, ne s'intéresse

pas à cette idée. Il dit avec raison que si un député socialiste trahissait le Parti et si le Parti le «démissionnait», les forces de la réaction s'uniraient pour le soutenir et le renverraient probablement au parlement. Gramsci fonde surtout sa défense de l'action parlementaire sur cet argument, que, si le Parti y renonçait, les travailleurs trop arriérés pour voir au delà du parlement sortiraient de la sphère d'influence du Parti et tomberaient dans celle du capitalisme. Il fait aussi valoir son importance au point de vue de la propagande; en ajoutant que si la censure met toute propagande en échec, les propagandistes peuvent la défier en période électorale.—Pendant ces périodes, dit-il, les ouvriers sont plus révolutionnaires que jamais. La pression arbitrairement exercée dans certains cas sur le corps électoral nous rend ce fait intelligible. On nous a donné à ce sujet des précisions.

A Iglezias (Sardaigne), les mineurs soutenaient, nous dit-on, la candidature d'un socialiste. La police, pendant une de leurs réunions, glissa des couteaux dans les poches de certains enthousiastes et marqua leurs vêtements à la craie. Arrêtés à la sortie il furent trouvés porteurs d'armes prohibées et emprisonnés jusqu'après les élections. A Gioia del Calle 500 à 600 socialistes ont été emprisonnés jusqu'après les élections. Dans un autre district une table fut placée à l'entrée du local où se trouvaient les urnes. Les amis du gouvernement entraient en rampant dessous; les électeurs de l'opposition étaient chassés à coups de gourdin...

Gramsci pense que la révolution italienne peut éclater pendant une période électorale; et nous avons tenu à lui faire remarquer que les cas qu'il venait de nous citer fournissaient des arguments remarquables à la propagande contre le système parlementaire bourgeois et pour les Soviets, arguments faciles à employer en période électorale.

Les élections générales en Italie ont été décidées par M. Nitti, président du Conseil, désolé de ne pouvoir résoudre la question de Fiume en contentant à la fois l'opinion de la bourgeoisie italienne et le Conseil des Quatre.

Gramsci et les autres militants pensent que le résultat de ces élections sera l'entrée au parlement d'un grand nombre de socialistes, l'élimination des libéraux, un accroissement de forces pour les partis de réaction (y compris les socialistes chrétiens qu'ils considèrent comme plus réactionnaires que les libéraux et qui, disent-ils, obtiendront peut-être un assez grand nombre de sièges en faisant des promesses qu'ils ne peuvent tenir). Un gouvernement fort et militariste est à prévoir et l'on croit qu'il provoquera l'insurrection des travailleurs italiens.

E. Sylvia PANKHURST.

L'INTERNATIONALE SYNDICALE ⁽¹⁾

La tendance des Syndicats ouvriers à s'unir en une Fédération Internationale se précisa déjà clairement dans la I-re Internationale, à Genève, en septembre 1886.

Le Congrès de Genève reconnut l'utilité des associations professionnelles dans la lutte quotidienne pour la défense des intérêts de la classe ouvrière contre «les abus incessants du capital», en même temps qu'il souligna la nécessité pour ces associations d'élargir leur activité en «ralliant les associations des différents pays sous un drapeau international».

Ce premier Congrès formula comme suit les fins du mouvement professionnel qui, dans les pays capitalistes, n'ont rien perdu de leur signification. «Indépendamment de la lutte contre les abus du capital ces associations seconderont par leur activité consciente tout mouvement révolutionnaire social et politique, ayant pour but idéal l'affranchissement complet de la classe ouvrière. Elles formeront des noyaux de militants entreprenants, capables de défendre les travailleurs le moins bien partagés et notamment ceux de la campagne. Cette attitude amènera à l'Internationale des couches nouvelles du prolétariat jusqu'ici demeurées indifférentes aux appels des militants et sera de nature à inspirer aux masses laborieuses la conviction que l'Internationale, loin de poursuivre des fins étroitement intéressées, combat pour la libération de millions d'opprimés».

Les premières tentatives de mettre en pratique les résolutions du Congrès de 1866 eurent lieu vingt-cinq ans plus tard lors du deuxième Congrès International de Bruxelles (août 1891). A cette époque l'Internationale avait déjà acquis la possibilité d'exercer une pression efficace sur le mouvement ouvrier dans tous les pays.

C'est afin de recourir à cette pression que le Congrès de Bruxelles recommanda d'organiser dans chaque pays des secrétariats d'ouvriers, afin de pouvoir, en cas de conflit entre le travail et le capital, informer les travailleurs des différents états et de leur donner la possibilité de prendre sans retard toutes mesures utiles.

Le Congrès International de Londres fit encore un pas dans cette direction en adoptant la résolution suivante: «Dans le but de rendre possible une activité syndicale uniforme, il est urgent de créer dans chaque pays un Comité Central des Syndicats. Ces comités se renseigneront sur la situation du marché de travail; ils échangeront régulièrement les résultats de leurs informations statistiques et fourniront des comptes-rendus sur tous les événements importants de la vie ouvrière de leurs pays respectifs. Le soin leur incombera également de veiller à ce que les syndicats des différents pays accueillent et s'efforcent d'attirer dans leurs organisations des travailleurs étrangers, ce qui doit prévenir l'abaissement du taux

des salaires au détriment des travailleurs du pays même, par suite de l'emploi de la main d'œuvre étrangère. En cas de grèves, de lock-out, de boycottage, ces comités centraux seront tenus d'accorder une aide matérielle aux comités locaux dans la mesure des moyens dont ils disposent».

Dès lors l'Internationale des Syndicats fit des progrès marquants. La création d'unions internationales patronales étroitement unies aux syndicats capitalistes internationaux et aux trusts, imprima une forte impulsion au développement d'un service de renseignements et à la solidarité des associations ouvrières des différents pays. Les Comités Syndicaux se lièrent plus étroitement pour débattre les questions d'intérêt général, les comptes-rendus du mouvement professionnel parurent régulièrement. Au début de la guerre les syndicats ouvriers comptaient déjà plus de 9.000.000 membres.

Et pourtant, malgré cette affluence de membres, des conflits se produisaient au sein même du mouvement professionnel international, conflits qui, au début de la guerre, amenèrent une rupture presque complète des relations internationales et suscitèrent un antagonisme tel entre les associations ouvrières des pays belligérants qu'elles parurent disposées à défendre les armes à la main chacune les intérêts particuliers de son propre pays.

Dès alors, une animosité toujours croissante se manifesta parmi les associations ouvrières, nourrie par la rivalité des pays capitalistes sur les marchés du monde. A tous les congrès internationaux des métallurgistes, des peaussiers, des travailleurs de l'industrie textile, des travailleurs du bois, des discussions acharnées avaient lieu quand il s'agissait de fixer la résidence de la Centrale internationale des syndicats; on ne parvenait pas à tomber d'accord. Serait-ce Londres, Paris, Berlin, Bruxelles ou Genève? Les Français accusaient les Allemands de vouloir usurper le pouvoir en imposant leur hégémonie à l'univers entier, les Allemands reprochaient aux Français leur manque d'esprit d'organisation, les trade-unionistes anglais choquaient les susceptibilités par leur aristocratie et leur manque de sociabilité.

Dans cette rivalité pour la prépondérance de chaque groupe, coïncidant en bien des points avec la rivalité des cercles capitalistes des différents pays pour la primauté économique sur le marché mondial, les résolutions adoptées par la I-re Internationale se modifièrent au point de perdre toute leur force, et lorsque les organisations capitalistes des pays rivaux, hésitant de même entre l'internationalisme et le désir de transformer leur internationalisme en un principe d'hégémonie, se virent acculées à la guerre mondiale, elles ne rencontrèrent que l'opposition d'une Internationale fictive, et trouvèrent les travailleurs professionnellement organisés tout disposés à seconder le capital.

La facilité, avec laquelle dès les premiers

(1) Nous croyons devoir traduire par le terme «syndicat» l'expression russe «union professionnelle». Pour n'être point littérale cette traduction n'en est pas moins exacte.

jours du sanglant conflit, Lèghien, Jouhaux, Gompers, Henderson renièrent leurs obligations internationales, s'explique parce que ce reniement avait été préparé longtemps avant la déclaration de guerre par les relations hostiles qui s'étaient établies entre les syndicats des différents pays par suite de la politique impérialiste des principaux états capitalistes.

Pendant la guerre les mêmes tendances du mouvement ouvrier continuèrent à se manifester avec cette différence que l'état de guerre en augmentant l'acuité des conflits, rendit nécessaire des formules précises et fit dresser le bilan. Dès ce moment les syndicats de rouges qu'ils étaient en lutte contre le capital «jaunissent» de plus en plus quoique demeurant encore sous la pression du régime capitaliste. Vers la fin de la guerre, durant l'armistice armé, les syndicats devinrent tout à fait «jaunes»; si bien que, dans les milieux prolétariens avancés et notamment parmi les travailleurs conscients d'Allemagne et de Hongrie une attitude négative fut adoptée par rapport au mouvement syndical, considéré comme une forme surannée de la lutte ouvrière, devenue nuisible aux intérêts des travailleurs.

Basée sur cette attitude une révision des principes de l'organisation syndicale a lieu en ce moment, facilitée par la nette conscience, que des cercles étendus des masses prolétariennes ont acquis, pendant «l'armistice», des véritables buts de la guerre impérialiste et de toutes ses conséquences.

Les pays conquérants sont tout aussi ruinés que les pays conquis, sans parler des pays neutres. Partout le capital triomphant et arrogant s'est montré l'ennemi irréconciliable de la classe ouvrière. Partout il a déclaré non-avenus tous les avantages conquis par le mouvement ouvrier. Un simple trait de plume abolit le droit de grève et des réunions, la liberté de parole des ouvriers. De toutes parts le capital fait prévaloir l'absolutisme de sa dictature avec tant d'insolence et de cynisme que les masses ouvrières n'ont eu d'autre ressource que de revenir aux décisions de la I-re Internationale et, guidées par ses principes, de s'efforcer de reconstruire à neuf tout l'édifice du mouvement syndical.

Cette révision progresse rapidement. Elle a déjà amené le prolétariat de tous les pays à décider, au lieu de renoncer, à l'action syndicale, de lui imprimer une nouvelle direction, de lui donner une nouvelle signification afin de s'en servir comme d'une arme puissante contre le capital dans la grande lutte universelle. On élabore de nouveaux principes, le mouvement redvient «rouge» et renie énergiquement ses anciens chefs «jaunes» et leurs adeptes. La rupture entre le capital et le prolétariat s'est déjà avérée dans tous les pays capitalistes.

En Angleterre les anciennes Trade-Unions perdent toute autorité aux yeux des masses et les grèves grandioses des derniers mois se passent complètement en dehors d'elles. Le rôle dirigeant passe souvent aux comités des fabriques et des usines, qui se donnent des tâches jusqu'à ce jour ignorées du mouvement professionnel.

On peut observer le même phénomène en Amérique, où la création de la Grande Union Unique (One Big Union) relègue au second plan

les leaders jaunes de l'espèce de Gompers dont le rôle se réduit à un minimum.

Non moins curieuse est la renaissance du mouvement professionnel en Allemagne, où l'on bénéficie de l'expérience des organisations russes. Les comités des fabriques et des usines balayent sans miséricorde les anciennes formes et l'autorité des chefs jaunes qui se sont trouvés inopinément de l'autre côté des barricades. De nouveaux problèmes sont posés hardiment, le contrôle de la production est exigé, de même que la nationalisation des grandes industries; l'idée depuis longtemps gangrenée de la neutralité du mouvement syndical est battue en brèche et l'on veut s'engager à fond dans la lutte politique de l'ensemble du prolétariat.

Les syndicats de toute une série d'entreprises industrielles sont déjà passés à la direction des rouges... C'est le cas de puissantes associations, comme, par exemple, l'union des métallurgistes.

L'évolution révolutionnaire du mouvement professionnel a jeté un défi à l'impérialisme international. Si les syndicats italiens s'opposent aujourd'hui à l'envoi des armes et des munitions aux généraux blancs russes; si les ouvriers anglais organisent des grèves monstres en exigeant la paix avec le gouvernement des soviets et le rappel immédiat des troupes anglaises de Russie; si les syndicats français proclament ouvertement leur solidarité avec nous — la logique d'une guerre des classes, rendue plus âpre par la ruine générale et la misère toujours croissante, les obligera demain à se prononcer d'une façon décisive sur les affaires de leurs propres pays.

L'intérêt qu'ils nous témoignent, et souvent même les secours matériels qu'ils nous prêtent, prouvent autant leur force que leur faiblesse. Ils font l'apprentissage de la lutte en prenant la défense des travailleurs russes, sans s'aventurer encore à livrer eux-mêmes une bataille décisive à leurs propres ennemis. Leur accord avec nous est une école pour les syndicats des pays de l'Europe Occidentale; il crée une ligne de démarcation tous les jours plus accentuée entre les tendances rouges et jaunes.

Les défenseurs des formes mortes du mouvement professionnel s'efforcent de galvaniser les anciens syndicats et de ressusciter des méthodes de travail abandonnées depuis longtemps. Peu après la «Paix de Versailles» les Jaunes des différents pays ont fait dans cette intention diverses tentatives séparées pour ramener le mouvement ouvrier international dans les cadres de l'ancien trade-unionisme. Ils s'imaginaient qu'en ressuscitant l'internationale des syndicats ils réussiraient à revêtir à nouveau les masses ouvrières de la cuirasse invulnérable d'une solidarité apparente et qui dans la pratique se réduit à l'entente avec les capitalistes et à une hostilité déguisée envers les travailleurs des différentes nationalités. L'échec des misérables efforts du Congrès d'Amsterdam où les représentants de l'Entente ne purent se refuser le triste plaisir d'agenouiller une fois de plus les infortunés travailleurs allemands devant les capitalistes, est généralement reconnu, même par les défenseurs des syndicats jaunes. Ces efforts n'ont obtenu l'approbation de personne. Ils ont été accueillis sans enthousiasme. Il faut aussi considérer comme une pitoyable comédie,

la tentative totalement manquée, faite par les syndicats dans le but de s'entendre avec le patronat et de poser les fondements d'une nouvelle Internationale du Travail à Washington. Le marche des travaux de la conférence de Washington, sans parler de l'attitude adoptée par rapport aux pays conquis et même neutres, ne peut pas ne pas provoquer un sourire de pitié chez les organisateurs mêmes de cette hypocrite et malpropre cuisine. La même atmosphère malsaine entourera la récente tentative de Léghien (le Jaune par excellence) autrefois un des leaders du prolétariat allemand, mais qui pour l'instant se trouve être le premier de ceux qu'il bannit de ses rangs. Au nom de 12 millions de travailleurs unis, disait-il, en une mythique Internationale résidant on ne sait où, il s'est adressé, à en croire les journaux, aux unions professionnelles de Moscou, de Pétersbourg et d'Odessa en les sollicitant de lui fournir des renseignements sur leur organisation et d'entrer en relations avec les Jaunes au nom desquels il promet des secours matériels aux soviets russes. On ne sait qui l'a chargé de faire ces déclarations. Ce ne sont certes pas les Comités des fabriques et des usines d'Allemagne, ni les syndicats révolutionnaires d'Italie, ni les syndicats français, ni les masses ouvrières anglaises, car tous ils font aux Jaunes une opposition irréductible.

La seule réponse plausible de nos travailleurs à tous les invités d'Amsterdam, de Washington et des Léghiens désireux d'abuser encore les masses, ce ne peut être qu'une mobilisation de toutes les forces véritablement révolutionnaires, agissant en liaison avec les rouges des pays occidentaux pour créer une nouvelle Internationale, qui se séparera des Jaunes par un fossé impossible à combler et, précisant les positions réelles des deux partis en présence, préparera, sur l'arène internationale, la dictature du prolétariat.

Nous pouvons constater avec satisfaction que la création de cette Internationale des syndicats ne se fera certainement pas trop attendre. La conférence internationale des travailleurs du Transport, actuellement en voie d'organisation, prouvera sans nul doute avec évidence, que les sympathies de la majorité des travailleurs vont à la III-e Internationale.

Chaque jour nous apporte de nouvelles preuves d'une union de plus en plus étroite des syndicats des différents pays et de la communauté d'aspirations des ouvriers en présence de leurs nouvelles tâches.

L'écroulement rapide de la II-e Internationale, forcée de capituler devant l'Internationale Communiste laisse entre les mains des rouges une arme puissante pour les luttes politiques. Le premier

résultat à atteindre, c'est de consolider la fraternité des syndicats de tous les pays et de nous allier non seulement par les liens de l'idée, mais aussi pratiquement.

La première des tâches des syndicats de tous les pays c'est de former non seulement en principe, mais aussi pratiquement une puissante organisation internationale, prête à combattre sur tous les fronts aux côtés de l'Internationale Communiste afin d'établir la dictature prolétarienne et, parallèlement, de susciter dès aujourd'hui les formes nouvelles des relations internationales prolétariennes, et de l'organisation de la vie communiste.

La première Internationale n'exigeait de ses membres qu'un échange de renseignements et de sympathie; il s'agit à présent d'étendre à tous le bénéfice des expériences organisatrices et techniques acquises et de coordonner les manifestations et les offensives; il s'agit d'élaborer un plan d'ensemble pour le contrôle de la production mondiale, le ravitaillement et la répartition des produits; il est question de créer un centre unique pour dresser le compte des forces ouvrières et les répartir et pour uniformiser la protection du travail et la prévoyance sociale; telles sont, esquissées à grands traits, les tâches de la nouvelle Internationale des Syndicats.

Sans s'isoler de la III-e Internationale elle devra au contraire marcher sur ses traces en établissant partout la dictature du prolétariat sur les bases solides des liens établis entre les producteurs de tous les pays. Cette solidarité des problèmes politiques et industriels du prolétariat du monde entier se présente à nous avec une incontestable évidence; elle est d'autant plus nécessaire qu'on peut préciser dès aujourd'hui les mesures pratiques à adopter pour rétablir les liens relâchés un instant entre les syndicats professionnels de tous les pays, établis sur les nouveaux principes de la cohésion de classe. La lutte pour la dictature du prolétariat devient désormais le seul mobile du mouvement syndical, la création d'un édifice communiste universel—son unique but. On peut prophétiser sans craindre de se tromper que le temps n'est pas éloigné, où les deux grands courants du mouvement prolétarien se confondront dans la III-e Internationale et où les partis communistes de tous les pays, en plein accord avec les syndicats rouges ne formeront qu'un front unique contre le capitalisme. Ils suivront en cela les directives vagues encore, mais indubitablement justes de la I-e Internationale.

G. TSIPÉROVITCH.

(Président des Unions Professionnelles de Pétersbourg).





APPEL AUX OUVRIERS ET AUX PAYSANS DE FRANCE

Camarades!

Aucun grand peuple ne sacrifia jamais autant de victimes que le vôtre sur l'autel de la Patrie, cette monstrueuse idole. Aucun n'a contemplé sur son territoire une telle accumulation de dévastations, de ruines et de morts. Le corps de la malheureuse France n'est qu'une immense plaie. Ses meilleurs fils sont tombés. Ses provinces les plus riches sont ravagées. Elle est accablée sous le poids d'une dette effroyable. Ses finances prospères qui faisaient d'elle le banquier du monde sont en pleine débâcle. Plus même que l'Allemagne vaincue, la France victorieuse sort écrasée de la boucherie impérialiste de 1914-1918. En aucun pays la guerre n'a manifesté avec une évidence aussi affreuse la férocité, la sottise, l'impéritie et l'impuissance irremédiables des classes dirigeantes. En aucun pays, la faillite de la démocratie bourgeoise et l'inéluctabilité de la révolution ne s'imposent avec un tel éclat.

Malgré la victoire triomphale et malgré la paix impitoyable, grosse de guerres futures, la crise économique et politique se développe catastrophiquement. L'industrie est dans le marasme. Le combustible et les matières premières manquent. Les chômeurs se multiplient. La vie chère condamne les travailleurs à l'affaiblissement physiologique. Le maintien du régime capitaliste n'entraînerait pas seulement un assujettissement et une exploitation plus insupportables des masses ouvrières et paysannes, mais encore une aggravation du chaos et finalement la décomposition totale de l'organisme social. Dès maintenant il apparaît que l'oligarchie financière qui gouverne sous le masque des laquis parlementaires et qui se trouve d'ores et déjà en conflit avec les capitalistes d'Angleterre et d'Amérique ne prolongerait son agonie qu'en précipitant le peuple dans une nouvelle aventure sanglante, consommant par là-même la ruine de toute civilisation.

A tant de maux, il n'est qu'un remède: la Révolution. Pour échapper à la misère, à la famine et à la mort, il n'est pour la classe ouvrière qu'une ressource: prendre entre ses mains tout le pouvoir. Seules les masses laborieuses sous l'impulsion et la direction du prolétariat industriel mieux organisé, plus conscient, mieux aguerri, sont capables de supprimer l'antagonisme entre classes par l'écrasement systématique de la bourgeoisie et l'antagonisme entre nations par l'ouverture des frontières, de sauver et de régénérer l'humanité en coopérant à l'organisation de la communauté internationale des prolétaires dont les efforts méthodiquement et scientifiquement combinés sauront relever les ruines enlassées par

la guerre, puis donner aux forces productrices un prodigieux essor.

L'observation sincère des faits contraint tout homme de bon sens à constater la bienfaisante fatalité du développement de la révolution prolétarienne.

Allumé à Pétrograd et à Moscou, l'incendie court déjà à travers l'Europe. La marche de l'histoire a conduit le peuple russe à briser le premier ses lourdes chaînes. Pénétré des enseignements de la Commune de Paris, le Parti Communiste (bolchévik) Russe a pris la direction du mouvement libérateur au moment où les socialistes conciliateurs de connivence avec la bourgeoisie, machinaient l'étranglement de la révolution. Il a forgé peu à peu, dans le feu de la lutte, à la lumière des faits, les armes nouvelles qui donneront la victoire aux prolétaires du monde entier.

Au début de mars 1919, le premier Congrès de l'Internationale Communiste, adoptant les thèses du bolchévisme russe, rappelait que seule la dictature du prolétariat peut permettre de briser la résistance économique et politique des exploités, d'anéantir l'appareil étatique bourgeois, de faire table rase du passé et de poursuivre jusqu'au bout la construction progressive de la cité socialiste.

L'Internationale communiste soulignait en outre que la démocratie bourgeoise, démocratie des propriétaires d'esclaves, n'est jamais autre chose que la dictature de la bourgeoisie, c'est-à-dire l'écrasement violent de la majorité par l'infime minorité des exploités. Elle ne dissimulait pas que sur la route du communisme la première étape est inévitablement la dictature du prolétariat, c'est-à-dire une forme transitoire d'Etat nécessaire à l'écrasement violent et rapide de la minorité exploiteuse par l'énorme majorité de la population.

Elle établissait enfin que le système parlementaire de la démocratie bourgeoise écarte en fait les masses de l'exercice du pouvoir monopolisé par quelques rois de la banque et de l'industrie tandis que la démocratie prolétarienne, par le régime des Soviets, appelle au contraire successivement tous les ouvriers et tous les paysans à la direction effective des affaires publiques.

La dictature du prolétariat et la République des Soviets, ces deux mots d'ordre lancés par le Parti Communiste Russe, inscrits en lettres d'or sur le drapeau rouge de la III^e Internationale, sont en train de conquérir le monde. Le prestige exercé sur les masses laborieuses par ces devises est tel que les chefs des vieux partis socialistes

ou social-démocrates officiels, pourris de réformisme et d'opportunisme, sont obligés désormais ou bien d'avouer leur trahison en passant ouvertement au service de la bourgeoisie, ou bien de renoncer à leurs espérances insensées de résoudre la question sociale par la collaboration des classes.

Au congrès de Lucerne comme au congrès de Berne, les pontifes de la II-e Internationale se sont montrés tels qu'ils sont, incapables ou imbéciles, hypocrites ou lâches. Divisée contre elle-même, déchirée par des contradictions internes, la II-e Internationale n'est plus qu'une ombre vacillante. Traîtresse au prolétariat, instrument docile de la bourgeoisie capitaliste, elle est devenue l'Internationale des Jaunes, flétrie par la classe ouvrière, réduite de plus en plus à un état-major de parlementaires corrompus et de fonctionnaires ankylosés. Les uns après les autres, les éléments les plus vivants du prolétariat mondial se détachent avec dégoût de cet organisme en putréfaction.

Tout à tour le Parti Social-démocrate Norvégien, la gauche du Parti Social-démocrate Suédois, le Parti Ouvrier Socialiste Danois, le Parti Socialiste Italien, le Parti Socialiste Britannique, le Parti Communiste Hollandais, le Parti Socialiste Bulgare (Icesniaki), le Parti Socialiste Serbe, le groupe Socialiste Grec de Salonique, le Parti Communiste Polonais, le Parti Communiste de la Galicie Orientale, le Parti Socialiste de Bohême, le Parti Socialiste d'Alsace-Lorraine, le Parti Communiste Américain, le Parti Socialiste Mexicain, etc., etc., ont adhéré à l'Internationale Communiste.

Enfin, les sept cents mille membres du Parti socialiste indépendant d'Allemagne, la plus puissante des organisations politiques germaniques, en leur congrès de Leipzig, ont résolu d'adhérer à l'Internationale de Moscou. A la fondation de celle-ci avait participé le vaillant parti spartakiste dont les chefs héroïques Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg ont été lâchement assassinés par les junkers de Scheidemann et de Noske, amis et complices des chefs de la II-e Internationale.

Ainsi, dans les pays civilisés du monde, ou bien les partis socialistes officiels ont adhéré en bloc à l'Internationale Communiste, ou bien, de ces partis, se sont détachés, pour venir à nous, les groupes les plus vigoureux, les plus sains, les plus chers au prolétariat.

Seuls les camarades français ne sont pas encore parvenus à s'unir dans un grand parti communiste adhérant officiellement à la III-e Internationale.

Camarades! Votre pays dont le passé est chargé de gloire révolutionnaire est aujourd'hui la forteresse principale de la réaction mondiale. Il est le foyer de toutes les intrigues tramées contre la liberté des prolétaires et des peuples. C'est à Paris que sont préparés les attentats contre les nations révolutionnaires, les combinaisons imaginées par une bourgeoisie aux abois pour affirmer son hégémonie.

Nous savons dans quelle situation difficile se trouve la France saignée, ruinée, épuisée plus qu'aucune autre grande nation par la guerre impérialiste. Nous savons que vos gouvernants, pendant le conflit, se sont ingénies à faire massacrer en masses les militants socialistes et syndicalistes.

Nous savons que jusqu'en ces derniers mois a pesé sur vous l'angoissante menace des troupes d'occupation anglo-américaines et de l'armée noire. Nous savons qu'une partie de votre peuple, dupe du mirage de la victoire, espère encore qu'une politique de violence chauvine lui permettra de faire réparer par l'Allemagne toutes les ruines de la guerre. Nous savons que vos Clémenceau et vos Poincaré, vos Millerand et vos Tardieu, vos ministres, d'hier et de demain, sont des hommes tarés, vendus corps et âme à la bourgeoisie, cyniques, capables de tous les crimes pour écraser sous leur talon de fer la suprême insurrection des esclaves salariés.

Mais nous connaissons aussi la valeur du prolétariat français. C'est avec son sang qu'ont été écrites les plus belles pages de l'histoire révolutionnaire. Nous savons ce que vaut la France de Babeuf et de Blanqui, la France de 1830, de 1831, de 1848, la France glorieuse de la Commune, pays prédestiné des révolutions, terre sacrée du communisme et du syndicalisme.

Camarades! Noblesse oblige et vous saurez être dignes de votre passé.

Mais pourquoi jusqu'ici tant d'hésitations et de retards?

Beaucoup d'entre vous ont déjà adhéré au communisme. Le Comité de Défense Syndicaliste, le Comité pour la Reprise des Relations Internationales, le Parti Communiste de la III-e Internationale, bien d'autres groupements provoquent à l'aide d'organes comme la *La Vie Ouvrière* et *L'Internationale*, le réveil et le développement rapide en France des vraies traditions révolutionnaires. Nous apercevons chez vous beaucoup de groupes. Nous en voyons trop, camarades. Cet éparpillement des hommes d'avant-garde empêche toute volonté et toute action commune. Ces divisions funestes condamnent vos efforts à la stérilité et vos mouvements à l'échec. Imitiez vos ennemis. Contre la classe ouvrière ils sont étroitement unis. Au bloc réactionnaire opposez le bloc révolutionnaire.

Et d'abord, il faut rompre brutalement d'une part avec les socialistes traîtres, laquais de la bourgeoisie, d'autre part avec les socialistes opportunistes qui défendaient hier la démocratie bourgeoise et la république parlementaire, qui font semblant aujourd'hui d'admettre—sous la pression des masses—la dictature du prolétariat et le régime soviétique, mais qui formulent mille réserves, hésitent, temporisent, gémissent, éternuent, retardant, ruinant toute action révolutionnaire.

Les socialistes de droite (groupe Albert Thomas, Renaudel) ne sont plus dangereux. Ils sont dès maintenant vomis par les travailleurs. C'est contre les socialistes du centre (groupe Longuet, Cachin) que vous devez concentrer vos attaques. Ce sont les plus dangereux ennemis de la révolution. En paroles avec le prolétariat, ils sont en fait avec la bourgeoisie. Ce sont eux qui ont fait notamment échouer la grève générale du 21 juillet dont l'avortement a eu pour conséquence directe la chute de la République des Soviets de Hongrie et l'assassinat des communistes de Budapest. Ce sont ces hommes dont les flottements éternels jetent la méfiance, le découragement et le désarroi dans le cœur des ouvriers. Ce sont

eux qui dans les périodes de crise se précipitent, pris de terreur, aux genoux de la bourgeoisie. Ils se rapprochent du prolétariat après les victoires. Ils l'abandonnent lâchement aux jours de défaite. Si vous ne les chassez pas vos socialistes du centre, vos menchéviks vous trahiront comme ont trahi toujours et partout les menchéviks de Russie, d'Allemagne, d'Ukraine, de Hongrie.

Cette rupture totale avec les renégats de droite et les hérétiques du centre a été réalisée déjà en France par un grand nombre de prolétaires. Telle est la signification de la défaite subie aux élections parlementaires non pas par la classe ouvrière, mais par le Parti Socialiste. Le jeune parti communiste français répétant l'erreur commise avant lui par le parti spartakiste, n'a pas présenté ses candidats. Il renonçait ainsi à utiliser pour l'agitation révolutionnaire la campagne électorale et la tribune parlementaire. Il détermine ainsi l'abstention d'un grand nombre des plus conscients travailleurs. En boycottant les élections, ceux-ci ne voulaient pas seulement manifester leur scepticisme quant à la valeur démocratique du suffrage universel et des moyens parlementaires. Ils refusaient avec raison de placer leurs bulletins de vote sur des listes où se trouvaient mêlés de façon paradoxale les communistes qu'ils acclament, les opportunistes qu'ils méprisent et les social-patriotes qu'ils haïssent.

Enregistrant cette leçon de bon sens politique donnée par les prolétaires français, nous sommes d'autant plus surpris que des camarades dont la foi et la loyauté communistes sont indéniables, qui méritaient dès 1917 les socialistes sincères en demeure de quitter la II-e Internationale reculent aujourd'hui l'heure de cette rupture par raison d'opportunité, par un respect mystique du sacrosaint principe d'unité.

Les camarades français resteront-ils superstitieusement attachés jusqu'à la mort à cette unité qui, mal comprise, les a entraînés à commettre tant d'erreurs graves?

Qu'est-ce donc que l'unité, sinon l'unité dans la doctrine et l'unité dans la tactique? Et quelle unité de doctrine et de tactique pourraient réaliser les socialistes communistes avec les socialistes traîtres ou les socialistes opportunistes?

L'unité de doctrine ne peut être pour vous, camarades, que l'union des travailleurs décidés

à commencer immédiatement la transformation sociale et à la poursuivre jusqu'à la constitution intégrale d'une société communiste.

L'unité de tactique ne peut assembler que les communistes déterminés à employer l'action révolutionnaire, l'action directe des masses, pour arracher le pouvoir politique et les moyens capitalistes de production à la bourgeoisie, pour réaliser la doctrine, pour exécuter le programme de la III-e Internationale.

Cette double unité de doctrine et de tactique est la seule unité admissible et possible. C'est l'unité révolutionnaire. Cette unité-là vous avez le devoir de la fonder immédiatement—contre tous ceux qui n'admettent pas intégralement la doctrine et la tactique révolutionnaire communiste, même s'ils ont emprunté l'étiquette socialiste et communiste—avec tous ceux qui adoptent intégralement notre doctrine et notre tactique, même s'ils ne portent pas une étiquette orthodoxe.

Les informations qui viennent de France prouvent qu'entre ces derniers, qu'ils s'appellent socialistes communistes, syndicalistes ou anarchistes-communistes, l'accord est acquis sur les points fondamentaux de notre programme. Les divergences ne sont plus essentielles. L'entente est facile à réaliser. Elle doit l'être sans retard.

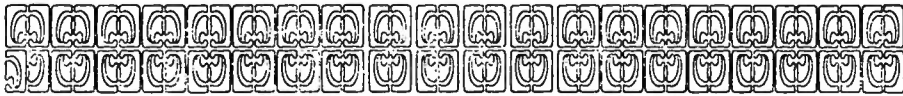
Vos efforts dispersés sont condamnés à une impuissance qui deviendrait inexcusable si elle se prolongeait davantage. La décomposition du régime capitaliste, la situation absolument inextricable dans laquelle la guerre et la paix abominables de Versailles ont jeté les classes dirigeantes, doivent assurer une efficacité irrésistible à une propagande faite par le grand parti formé grâce à l'unification de tous les éléments révolutionnaires.

Le mouvement d'émancipation grandit dans le monde entier avec une rapidité inouïe. Prolétaires de France, venez ajouter la force de votre action concentrée à l'action grandiose menée pour le salut de l'humanité par les deux millions de travailleurs groupés sous l'étendard de l'Internationale Communiste.

Prolétaires de France, unissez-vous!

Jacques SADOUL.





LE CONGRÈS DE GLASGOW

Le Congrès annuel des Trade-Unions britanniques était tombé, cette fois, dans un ancre bolchéviste. C'est de Glasgow que sont parties—très tôt—des protestations ouvrières contre la guerre, et, plus tard, les mouvements en faveur de la révolution russe. Dès le lendemain de l'amnistic, toute la région de la Clyde fut secouée par une grande grève déclenchée pour arracher la semaine de quarante heures. C'est à Glasgow que se publièrent les journaux révolutionnaires les plus agissants: *The Socialist*, organe du *Labour-Socialist Party*, dont l'influence va sans cesse croissant; *The Worker*, organe des comités d'ouvriers qui, malgré les persécutions gouvernementales renouvelées, emprisonnements, déportations, saisies de journaux, de tracts, de manifestes, ont toujours si courageusement lutté.

Tout de suite, on voit qu'il y a quelque chose de changé. La réception des congrégations par la municipalité—rite obligatoire jusqu'ici—a été supprimée. Au cours d'un meeting organisé à côté du congrès, Henderson et Thomas ont dû renoncer à parler, l'assistance acclamant Lénine et Trotsky et chantant le *Drapeau Rouge*.

Au Congrès, Brownlie, président du syndicat des mécaniciens, veut d'abord s'expliquer au sujet d'une lettre écrite à Bowerman, publiée par la presse et qui a fait grand bruit. C'était quelque chose dans le goût de la formule confédérale: maximum de production, minimum de temps, etc..., etc..., où les patrons retiennent surtout: maximum de production. Brownlie faisait allusion à un sabotage ouvrier de la production et les journaux capitalistes lui avaient fait un grand succès.

Il en a moins au Congrès. Il prétend qu'on l'a mal compris. Il veut préciser sa pensée. Les délégués, par leurs interruptions, ne lui en laissent guère le moyen. Ben Turner, des tisseurs, lui dit:

«Brownlie, je n'aime pas vos associés. Si l'on veut enrayer la banqueroute qu'on commence par renoncer sincèrement et complètement à l'intervention en Russie; qu'on cesse de gaspiller 75 millions par jour. L'humanité entière appelle une nouvelle classe d'hommes. Elle ne veut plus de ceux qui voudraient augmenter encore les travaux forcés des travailleurs, ceux qui poussent à l'accélération de la production pour les profits personnels qu'ils en tirent.»

Discours de Smillie.

Après cet intermède, Robert Smillie prit la parole et entra tout de suite dans le vif débat:

«Il y a peu d'hommes ici qui soient dis-

posés à contester que le gouvernement ne détienne le pouvoir au moyen de mensonges: qu'il n'ait trompé le pays et n'ait été amené au pouvoir sur un programme qu'il a depuis répudié. Si cela est vrai, un tel gouvernement, fut-il travailliste, qui viole tous les engagements pris par lui, doit être chassé.»

Puis, après avoir fait un historique de l'action de la Triple Alliance et de l'inaction du Comité parlementaire, il déclare:

«J'estime que le comité parlementaire n'a plus la confiance du mouvement ouvrier. Les hommes qui le composent devraient être les interprètes de la puissance du mouvement. Ils devraient être assez forts vis-à-vis du gouvernement pour imposer la volonté des travailleurs. Le gouvernement prête peu d'attention aux simples déclarations ni aux délégations qui vont le visiter.

La question du blocus, par lequel des centaines de mille d'hommes, de femmes et d'enfants sont conduits par la famine à la mort, la question de l'intervention en Russie, étaient chacune suffisante à rendre un Congrès nécessaire. On dira peut-être que ce sont des questions politiques. Il n'y a pas de plus grande question ouvrière dans le monde que la question de l'intervention en Russie (Applaudissements). Si le gouvernement capitaliste réussissait à écraser le gouvernement socialiste en Russie—ce qui ne sera pas—les capitalistes patriotes—des hommes qui sont devenus millionnaires pendant la guerre—se mettraient tout de suite à exploiter les immenses richesses naturelles de la Russie avec de la main d'œuvre à bon marché et ils inonderaient le marché de leurs produits.

Ces faits suffisaient amplement à justifier la convocation d'un Congrès. Mais M. Churchill fit des déclarations sur l'intervention en Russie, sur la conscription et le Comité parlementaire se déclara satisfait.»

Robert Williams, des transports, appuya vigoureusement Smillie. Clynes ancien ministre du ravitaillement essaya, habilement, de sauver le Comité. Il n'y réussit pas et, par 2.586.000 voix contre 1.876.000, le rapport moral du Comité fut rejeté. La majorité comprend les mineurs, les cheminots, les mécaniciens, un grand nombre de travailleurs des transports et beaucoup de syndicats moins importants en nombre.

La nationalisation des mines

Ce devrait être maintenant une question réglée et les dispositions du rapport Sankey, qui constituent une socialisation atténuée, devraient être sur le point d'entrer en application. Le gouvernement s'était engagé, en effet, à endosser les conclusions de la commission d'enquête spéciale nommée par lui: sur ce point, comme sur les autres, le gouvernement manque à ses engagements les plus nets, obéissant docilement aux capitalistes. En même temps, il essaie de mobiliser l'opinion publique contre les mineurs dont les prétentions folles—fait-il dire par ses journaux—vont ruiner toute l'industrie du pays.

Pour déjouer cette manœuvre, les mineurs décidèrent de faire endosser leur action par le mouvement ouvrier tout entier. Ils ont pleinement réussi puisque leur proposition a recueilli 4.478.000 suffrages. Il n'y a eu qu'une infime opposition 77.000.

Cette proposition stipule que si le gouvernement persiste dans son refus d'approuver le rapport Sankey, il est d'ores et déjà décidé qu'un

Congrès spécial sera convoqué pour déterminer la forme d'action à adopter pour obliger le gouvernement à tenir ses engagements.

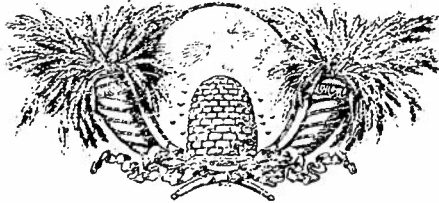
Action directe

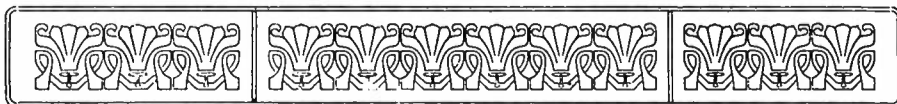
Un long débat s'engagea sur une motion de Tom Shaw ainsi conçue: «Le Congrès se prononce contre le principe de l'action directe dans les questions purement politiques».

Contrairement à ce qu'ont dit la plupart de nos journaux, cette motion n'a pas été adoptée par le Congrès.

Après que plusieurs discours eurent été prononcés pour et contre la motion, Jak Mills, des mécaniciens, posa la question préalable, qui fut adoptée par 2.255.000 contre 2.086.000. La question n'est donc pas franchée mais ce vote doit être considéré comme un échec pour les adversaires de l'action directe qui escomptaient fortement l'approbation par le Congrès de la motion de Tom Shaw.

Alfred ROSMER.





L'AMÉRIQUE ET LA RÉVOLUTION RUSSE

La nouvelle de la révolution de février fut recueillie avec joie par la presse capitaliste américaine. L'abolition du tsarisme était agréable à l'idéologie traditionnelle du grand public et ouvrait la voie à la politique d'appui ouvert, à l'entente désormais tout entière «démocratique». Et, ce qui plus est, la révolution qui s'était produite promettait de sérieux avantages matériels.

La France et l'Angleterre étaient liées à l'ancien régime par des liens financiers, économiques et politiques très étroits et devaient fatalement apparaître devant le nouveau gouvernement bourgeois dans le rôle de vieux usuriers. Toute intervention ultérieure de ces puissances dans la vie économique et financière de la Russie ne pouvait reposer exclusivement que sur d'anciennes promesses et obligations, quo la Russie nouvelle, fût-elle bourgeoise, ne pouvait s'empêcher de considérer comme un obstacle au développement du pays.

La jeune Amérique, pour qui l'exportation de capitaux et de produits industriels n'est devenue que tout récemment une question vitale, prit une tout autre attitude à l'égard du nouveau régime en Russie. Elle ne participait pas aux frottements politiques causés par les questions des Balkans, de Constantinople, de la Perse, de l'Afghanistan; etc., et n'avait pas de prétentions financières ni de concessions ou de promesses de concessions industrielles. C'est pourquoi les Etats-Unis pouvaient espérer que le nouveau gouvernement bourgeois aurait recours en premier lieu à l'aide du capital américain pour développer les possibilités économiques illimitées de la Russie.

La joie de la presse américaine et des milieux capitalistes était donc tout à fait sincère. Une commission fut nommée, à la tête de laquelle se trouvait le réactionnaire Root, avec quelques «socialistes» en queue, dans le but de faire une enquête sur les possibilités d'exploitation de la Russie et de conclure le plus rapidement possible les contrats s'y rapportant. Une brigade de spécialistes des chemins de fer fut également constituée afin de répandre rapidement et sans obstacle l'action bienfaisante de l'Amérique sur l'immense territoire de la Russie.

Les représentants du capital financier et ceux qui leur servaient de supports furent favorables à Kérénsky aussi longtemps qu'ils virent en lui l'homme fort, capable, avec l'aide de l'or américain, de sauver la situation conformément aux intérêts du capital. Dans ce but, la Russie devait continuer la guerre avec l'Allemagne, non seulement parce que la concurrence de l'Allemagne victorieuse pouvait avoir des conséquences fatales pour les intérêts américains en Russie et en Sibérie, mais surtout pour des considérations de politique mondiale générale.

Aussi, la condition imposée à Kérénsky, pour qu'il fût assuré de la continuation d'un appui plein et entier,

fut qu'il entreprit dans le délai fixé une offensive contre l'Allemagne.

En formulant cette exigence, Wilson garantissait à la fois, d'une part, les intérêts directs du capital américain en Russie, et, d'autre part, la situation politique de Kérénsky et de la bourgeoisie russe.

Après l'échec complet de cette offensive, un revirement marqué se manifesta dans l'opinion publique et la presse. La partie était provisoirement perdue. L'Amérique devait désormais ne plus se borner à machiner des intrigues militaires contre l'Allemagne, mais bien entreprendre des hostilités contre elle et toute la haine de la bourgeoisie américaine se tourna nécessairement contre les bolchéviks.

Quand en novembre ces derniers se furent emparés du pouvoir et eurent dissous l'Assemblée Constituante, la colère des Américains ne fut tempérée que par la certitude que toute cette «scandaleuse aventure» prendrait bientôt fin.

Non moins grandes furent les doléances que firent entendre la presse socialiste américaine, — par exemple l'organe semi-officiel «Call», — et surtout les intellectuels socialistes qui avaient des sympathies pour la révolution russe, au sujet de la «dissolution antidémocratique du parlement populaire».

Cependant, la «Ligue de Propagande Socialiste», socialiste de gauche, défendit énergiquement la dissolution, et le «Comité d'information bolchéviste», fondé par elle avec le concours de camarades russes, publia plusieurs proclamations exposant le bien-fondé de la politique de la jeune République des Soviets.

Sur les grandes masses des ouvriers américains, qui étaient déjà sans cela sceptiques au sujet du parlementarisme et même hostiles à ce dernier, la politique énergique et conséquente des bolchéviks produisit véritablement une puissante impression. Toutes les nouvelles relatives à ce qui se passait dans la Russie ouvrière et paysanne, toutes les réunions et tous les écrits qui lui étaient consacrés furent accueillis avec enthousiasme; la seule chose à regretter, c'est que, durant la période qui suivit immédiatement la révolution d'octobre, les forces des camarades russes comme celles des communistes actifs d'Amérique, étaient trop faibles et trop peu organisées pour tirer entièrement profit d'une situation si favorable.

La paix de Brest-Litovsk fut aussi appréciée justement par les ouvriers américains.

Evidemment la presse capitaliste s'efforça de profiter de la situation pour créer un mouvement anti-bolchéviste. Mais le refus de Trotsky de signer la paix, puis sa déclaration que le traité signé sous la pression des circonstances ne serait pas de longue durée, produisirent en Amérique une forte impression. Lorsque, plus tard, Trotsky commença à organiser l'Armée Rouge, l'enthousiasme aux Etats-Unis devint

si grand qu'il se produisit même un courant en faveur de l'envoi de volontaires américains.

Chaque fois que la Ligue de Propagande Socialiste organisa des meetings à ce sujet, des centaines de volontaires se firent inscrire pour se rendre en Russie et s'enrôler dans l'Armée Rouge. Justement à cette époque, le gouvernement américain songeait sérieusement à reconnaître la République des Soviets, avec l'intention secrète, évidemment, de la saper intérieurement au moyen d'une propagande et d'intrigues contre-révolutionnaires, et, extérieurement, en spéculant sur les difficultés du ravitaillement.

Les sympathies des ouvriers américains pour les méthodes révolutionnaires des communistes, de même que la force manifestée par la République des Soviets, force qui s'exprima notamment dans la note pleine de dignité du 3^{ème} Congrès des Soviets à l'adresse de Wilson, empêchèrent alors les capitalistes américains de faire une expérience, dangereuse pour eux. Mais en même temps s'évanouit l'espoir d'un appui actif du prolétariat américain à l'Armée Rouge.

À l'interpellation formulée dans le but de faire préciser si les volontaires rouges seraient autorisés à se rendre en Russie, le gouvernement des Etats-Unis répondit que l'aide à la Russie ne pouvait être apportée que sous forme d'enrôlement dans l'armée américaine destinée au front français.

Bientôt fut conclu un accord avec le Japon pour une action commune en Sibérie Orientale; à la même époque aussi, l'Amérique adhéra activement aux opérations militaires d'Arkhanguelsk et à la politique d'encerclement et d'affaiblissement de la jeune République Socialiste.

Sur ces entrefaites, le mouvement révolutionnaire au sein des ouvriers américains commença à grandir, grâce à la propre expérience de ces ouvriers, aussi bien que sous l'influence des événements de Russie et le gouvernement jugea nécessaire de lutter contre le danger qui le menaçait directement.

La Ligue de Propagande Socialiste avait été remplacée par une organisation plus importante, qui avait reçu le nom de «Left Wing Section of the Socialist Party» et d'où sortit à son tour le parti communiste américain, section de la III^e Internationale.

En outre, les ouvriers industriels faisant partie du «I. W. W.» se placent sur le terrain révolutionnaire et la réunion des deux groupements susmentionnés, dans le but de mener la lutte révolutionnaire, est à l'ordre du jour.

La vénale justice américaine, qui jeta en prison des milliers de militants, rendit, par ses actes infâmes,

un grand service à la révolution. Le chômage, qui a pris des dimensions inouïes, le renchérissement incessant des produits de première nécessité et l'influence de la révolution prolétarienne russe ont préparé, en Amérique aussi, un terrain favorable à la lutte décisive des classes.

La politique impérialiste de Wilson, cherchant avant tout à atteindre les buts immédiats du capital américain, les visées panaméricaines, la convention avec le Japon au sujet du partage du butin chinois, l'appui de la politique anglaise en Europe, l'utilisation directe des conditions dans lesquelles se trouve la Russie, fût-ce au prix de la reconnaissance du gouvernement des Soviets—tout cela paraît insuffisant aux membres des syndicats américains.

Les forces puissantes de l'impérialisme américain, de même que la situation intérieure du pays, poussent vers une politique nouvelle, plus grandiose. Wilson est l'objet de vives critiques; on reproche à sa politique de tendre à accroître la force du Japon et de l'Angleterre sans apporter à l'Amérique une compensation suffisante, conforme aux circonstances, et l'on entend déjà s'élever des voix contre la ratification de la paix de Versailles.

À la politique jusqu'à présent toujours hésitante de Wilson, se substitue une tendance impérialiste plus clairvoyante et plus logique, qui aboutira à un conflit avec le Japon, et finalement avec l'Angleterre.

En matière de politique intérieure, cette tendance nouvelle approfondira encore davantage la scission entre les couches supérieures, «soulignées», du prolétariat et les grandes masses des exploités; elle amènera une répression implacable du mouvement de ces dernières ainsi que des persécutions cruelles contre les propagandistes communistes et syndicalistes révolutionnaires (I. W. W.).

Quant à la politique d'intervention anglo-française directe (au moyen de forces expéditionnaires) dans les affaires russes, commencée avec l'appui de l'Amérique, elle a complètement échoué. De plus en plus, on entend dire, surtout en Amérique, qu'il faut se mettre à saper la Russie par l'intérieur et il est question de renouer avec elle des relations d'affaires.

La paix, fût-elle des plus précaires, entre la république du Dollar et la République des Soviets n'est concevable qu'à la condition que le prolétariat américain exerce une forte pression. Cette pression, selon toutes les apparences, ne tardera pas à se faire sentir. Mais alors, ce sera la fin du règne du capital américain et la victoire de la révolution mondiale sera assurée.

S. RUTGERS.



EN ALLEMAGNE.

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE INDÉPENDANTE ET LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Le programme pratique de notre parti a été créé par la lutte même. Il a reflété la tendance déterminée des éléments conscients de la classe ouvrière vers une lutte révolutionnaire précise dans ses principes et sa tactique ; créant des conditions nouvelles absolument différentes de celles auxquelles nous étions habitués. Voici ce que dit ce programme sur la question fondamentale de la lutte révolutionnaire et de la dictature du prolétariat :

„Le parti socialiste indépendant tend à la réalisation de la dictature du prolétariat, qui est le représentant de l'immense majorité du peuple, comme à une condition provisoire, indispensable à la réalisation du socialisme“.

Ce programme qui joue un rôle si décisif dans les différents milieux du parti reçoit des interprétations différentes selon les différents points de vue sur la dictature du prolétariat et sur les moyens de la réaliser.

Les uns ne reconnaissent la dictature du prolétariat que dans le cas où elle représenterait effectivement la dictature de la majorité, autrement dit si la majorité du peuple se prononce pour cette dictature. L'adoption d'un tel point de vue équivaut à la reconnaissance du principe démocratique.

D'autres considèrent que la dictature du prolétariat n'est possible que dans le cas où elle s'appuie sur la majorité de la classe ouvrière. Les avocats de ce point de vue oublient absolument que les mouvements révolutionnaires ne se produisent jamais artificiellement.—qu'ils surgissent d'en bas, lorsque la pression atteint une intensité si grande que les éléments actifs du prolétariat se trouvent irrésistiblement projetés en avant. Il est tout à fait insensé de s'imaginer qu'on peut à son gré donner le signal de la révolution juste au moment où l'on est certain d'être suivi par une majorité absolue de la classe ouvrière. Lorsque la révolution a déjà éclaté, elle ne peut être menée à bonne fin qu'au moyen de la dictature du prolétariat quand même ce ne serait au début que la dictature d'une minorité prolétarienne. Jamais encore une majorité énorme n'a dirigé aucune révolution et ce sont toujours les résolutions pleines de détermination de la minorité qui y ont joué au contraire un rôle dominant. Ce n'est qu'au cours même du processus de la lutte révolutionnaire et seulement au moyen de la dictature, en exploitant énergiquement les victoires remportées, que l'avant-garde du prolétariat militant peut entraîner la majorité à sa suite.

Le prolétariat, dans le sens le plus large de ce mot, représente effectivement la majorité du peuple.

Il n'est pas dit dans le programme que la dictature du prolétariat soit la dictature de la majorité du peuple ; il y est seulement dit que le prolétariat est le représentant de la majorité du peuple. Et pourtant c'est précisément ce point du programme qui donne naissance aux deux tendances indiquées plus haut et qui prête en effet à des interprétations diverses. Le prochain congrès du parti devra établir dans quelle mesure ces interprétations correspondent à la volonté de la majorité du parti. En se prononçant pour la dictature du prolétariat avec les réticences indiquées, les représentants de ces deux directions sont encore loin de la reconnaître effectivement. D'ailleurs aucun commentaire aussi catégorique qu'il puisse être ne saurait remplacer un texte nettement rédigé. *Dans l'intérêt d'une clarté absolue il est indispensable qu'au point indiqué du programme les mots „représentant de la grande majorité du peuple“ soient rayés du texte.*

La dictature du prolétariat au moment où la veille de la révolution est une exigence de l'heure courante et non pas celle d'une perspective éloignée. Le parti révolutionnaire dans de telles circonstances doit concentrer toute son activité non sur le rapprochement de ce but dans les cadres du régime existant, mais bien sur sa réalisation même. Les exigences actuelles doivent donc également aller de pair avec ce but principal. A l'ouverture de l'Assemblée Nationale le Parti Socialiste Indépendant d'Allemagne au lieu de lutter pour le pouvoir soviétiste a combattu pour l'admission des soviets dans la constitution, pour la réalisation d'un compromis impossible entre la démocratie bourgeoise et le pouvoir soviétiste. Seul un mouvement venu d'en bas a obligé les leaders du parti à faire un pas en avant. Le programme tactique a exigé en même temps que l'admission du système des soviets dans la constitution, que les décisions des soviets aient force exécutive. La satisfaction de cette revendication aurait eu pour résultat que dans l'existence parallèle des parlements bourgeois et des soviets les premiers se seraient trouvés réduits au rôle d'organes délibératoires. Mais une telle situation est absolument impossible à une époque révolutionnaire.

La bourgeoisie aurait sans nul doute tenté de faire de ces organes délibératoires une nouvelle arme de combat pour le pouvoir et le prolétariat se serait trouvé dans l'obligation d'en finir immédiatement avec ces parlements. La rédaction de l'article 1-er des revendications du Parti Socialiste Indépendant reflète les opinions arriérées qui tiennent le parlementarisme, pour la voie la plus commode

menant au socialisme. La dictature du prolétariat étant reconnue en principe, il devient nécessaire dans l'intérêt d'une clarté absolue du programme de remplacer les exigences citées plus haut au sujet de l'admission des soviets dans la Constitution et de leur influence prépondérante, qui ne font que compliquer la situation, par la revendication suivante nettement formulée: *la création dans la république allemande unitaire d'une constitution basée exclusivement sur le principe du pouvoir soviétiste; la création d'une constitution économique sur la base des soviets d'usines, dont l'organe principal devra être investi du pouvoir absolu sur toute la production du pays.*

La lutte parlementaire du parti devrait être menée conformément à ce dessein. Elle ne doit pas se prodiguer en tentatives inutiles en vue de corriger les lois fondamentales dirigées en principe contre le prolétariat — telle que la loi sur la Constitution par exemple — au moyen de commentaires et de correctifs innombrables, elle doit souligner nos principes fondamentaux et opposer au programme de la bourgeoisie le programme du prolétariat révolutionnaire. Tout ce qui pourrait être atteint par la voie de ces correctifs ne serait qu'un compromis avec les ennemis mortels du prolétariat. La période révolutionnaire et celle qui la précède immédiatement, ne conviennent pas aux compromis qui n'ont de raison d'être que dans le cas où ils peuvent conserver leur force pendant un temps plus ou moins long. Pour la même raison le prochain congrès devra élucider la question du parlementarisme. Cette question est très importante en principe, si l'on reconnaît que le parlementarisme mène au socialisme. Mais une telle opinion est inconciliable avec l'essence même du parti révolutionnaire. Il s'agit de décider si, oui ou non, nous devons prendre part aux élections parlementaires et envoyer des représentants au parlement. Au moment où une lutte révolutionnaire ouverte est engagée, les représentants du parti révolutionnaire n'ont rien à faire dans les parlements bourgeois. Il est superflu de dire qu'au cas où des insurrections éclateraient on ferait tout pour les étouffer. Dans les conditions actuelles, à la veille de la révolution, la tribune parlementaire doit servir à enflammer les masses et à lancer des appels à l'insurrection; mais s'occuper à un pareil moment du minutieux travail parlementaire ne serait qu'une perte de forces sans résultat appréciable.

Il en est de même de la question des élections. Dans la situation où nous nous trouvons actuellement, alors que l'explosion d'une lutte révolutionnaire est si proche que quelques mois et peut-être même quelques semaines à peine nous en séparent, prendre part aux élections ce serait affaiblir l'élan révolutionnaire. *Et la situation en Allemagne est précisément telle qu'on peut dire avec certitude que nous nous trouvons à la veille de la révolution.*

Une autre question se trouve en relation avec la dernière. C'est de savoir si les soviets et le parlementarisme sont des armes révolutionnaires de valeur égale. Le parlementarisme ne peut servir qu'à exploiter les conditions de la lutte, tandis que les soviets représentent les armes mêmes du prolétariat contre le capitalisme. Une trouée décisive vers le socialisme ne peut-être faite qu'à l'aide des soviets.

Notre programme tactique dans sa rédaction actuelle dit:

„Pour atteindre ce but (c'est-à-dire le socialisme) le Parti Socialiste Indépendant se sert de toutes les armes de combat politiques et économiques y compris le parlement“.

Afin d'atteindre sur ce point également une clarté parfaite il est indispensable d'indiquer d'une façon déterminée que le Parti Socialiste Indépendant considère les soviets comme l'arme principale du combat pour le socialisme et qu'il tient tous les autres moyens y compris le parlementarisme pour des moyens auxiliaires.

La précision d'une telle rédaction mettra fin à toutes les tentatives d'amener le parlementarisme à ses dernières conclusions et d'entraîner par là le parti dans la voie de la politique opportuniste des compromis. Celui qui dans la situation actuelle cherche un rapprochement, sur le terrain du parlementarisme, avec le parti socialiste de droite ou, ce qui plus est, travaille à la formation sur cette base d'un gouvernement commun avec les socialistes de la droite — celui-là s'engage dans la voie politique qualifiée révisionniste, avant la guerre.

Le parti socialiste de droite n'est resté socialiste que de nom. En réalité il représente le parti bourgeois des réformes et soutient sans restrictions le régime bourgeois. Et les reproches que nous adressons à ce parti pour avoir formé un gouvernement de concert avec les partis bourgeois, se retourneraient contre nous si nous ne refusions en principe de former un gouvernement quel qu'il soit avec ce parti bourgeois qui se pare du titre mensonger de „parti socialiste“.

L'unification du prolétariat ne s'opérera pas au moyen de cette union mécanique du Parti Socialiste Indépendant avec le parti socialiste de droite. Ce dernier est notre ennemi, et celui de la révolution dans la même mesure que n'importe quel autre parti bourgeois. Notre lutte est dirigée contre lui. Notre but est de le vaincre définitivement, d'ouvrir les yeux aux ouvriers qui le soutiennent encore, sur l'essence réelle de ce parti et de les déterminer à s'unir avec nous sur le terrain du programme révolutionnaire conformément aux paragraphes concluants de notre programme tactique. Celui qui considère que notre devoir est, entre autres, de lutter contre les éléments plus gauches que nous et de collaborer avec les éléments de la droite fait preuve d'une incompréhension totale des buts poursuivis par le Parti Socialiste Indépendant.

Notre ennemi se trouve à droite et non à gauche.

C'est en partant de ce point de vue que nous devons résoudre définitivement la question de l'Internationale. Les organes centraux de notre parti ont décidé d'envoyer à Lucerne des délégués, ayant résolu que notre parti n'entrerait dans la II^e Internationale que dans le cas où les socialistes de droite en seraient exclus et à la condition que notre programme y serait tout au moins soumis aux délibérations.

Ni l'un ni l'autre n'a eu lieu. Néanmoins les organes du parti n'ont tiré aucune conclusion de ce fait. Ils sont d'avis que le P. S. I. doit malgré tout être représenté au congrès de Genève.

Au lieu de prendre une résolution déterminée ils veulent prolonger cette insupportable situation d'incertitude, ils veulent renoncer aux conditions qu'ils avaient posées avant Lucerne. *Il faut que le congrès du parti déclare catégoriquement que la II^e*

Internationale n'existe plus pour le P. S. I. et qu'il n'enverra pas de délégués au congrès de Genève.

Il s'ensuit que le Parti Socialiste Indépendant allemand doit chercher à établir des relations internationales ailleurs. *Moscou* est actuellement le point de concentration de tous les partis socialistes vraiment révolutionnaires. Rien ne sépare en principe les socialistes indépendants allemands des propositions fondamentales de la III-e Internationale, qui sont les conclusions logiques des opinions professées par le P. S. I. lui-même. Nous ne devons pas compter avec le fait que les partis voisins du nôtre et les groupes des pays de l'Europe occidentale où le courant opportuniste est plus fort que chez nous, veulent nous détourner de cette démarche. Notre but n'est pas de nous trainer à la suite de ces partis arriérés, mais bien de les précéder, de les pousser en avant et d'activer par notre exemple le processus d'éluclidation de leur programme et de leur tactique. *L'adhésion à la III-e Internationale* — telle est la résolution que nous devons prendre si nous voulons en fin de compte la création d'une Internationale vraiment active.

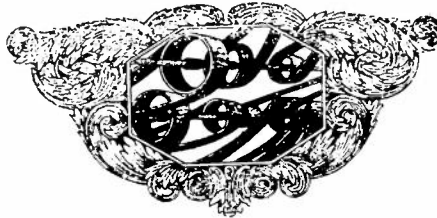
Telles sont dans leurs traits généraux les questions à résoudre au congrès du parti. A la conférence générale de l'empire elles seront soumises à des délibérations provisoires. Dans les différents milieux de notre parti ces questions sont depuis longtemps déjà considérées comme devant être placées à l'ordre du jour. Le mouvement qui nous pousse à l'éclaircissement de ces questions de principe vient d'en bas. La réunion du congrès du parti répond également aux exigences d'en-bas. Les masses se rendent compte que l'éluclidation de ces questions est indispensable pour conserver au parti son rôle actif.

La période qui a précédé le congrès de mars nous sert d'avertissement menaçant. L'existence

dans le parti des courants les plus divers, tantôt travaillant côte à côte, tantôt luttant entre eux, au moment même où les adeptes de la démocratie bourgeoise, qui considéraient le parlementarisme comme la source de tous les maux marchaient tantôt avec les partisans du pouvoir soviétiste, tantôt avec leurs ennemis, les adversaires de la dictature prolétarienne — tout cela a désorganisé le parti et l'a rendu incapable de s'attirer de nouveaux adeptes. *La clarté atteinte au congrès de mars* dans l'élaboration du programme tactique, a marqué la *régénération du parti*. Mais la netteté de la situation à laquelle on était arrivé alors n'existe plus à l'heure qu'il est. Grâce à la trêve survenue dans la lutte et à l'affaiblissement de la pression venant des masses, le mouvement en faveur du parlementarisme recommence à prendre le dessus. La tentative d'interpréter le programme dans l'esprit du parlementarisme nous ramènera en fin de compte à la situation qui a précédé le congrès de mars. C'est pourquoi il est absolument indispensable que les principes révolutionnaires du parti soient établis dans le programme avec une netteté et une fermeté telles que toute tentative de l'en faire déroger puisse être à l'avance considérée comme une atteinte aux principes fondamentaux du parti.

L'Allemagne se trouve actuellement à la veille de la révolution. Les forces croissantes de la révolution en marche se développeront dans toute leur ampleur pendant les mois d'hiver. Dans cette prévision notre parti doit s'armer pour la lutte au moyen de l'éluclidation complète de ses principes. Chose d'autant plus indispensable que nous ne nous contentons pas d'observer l'approche de la nouvelle révolution — que nous la désirons.

Kurt GEIER



L'Internationale qui meurt

et

L'Internationale qui se lève...

Pour le mois de janvier de 1920, la Deuxième Internationale préparait, à Genève, son congrès de gala. Très affairés, les trouvères officiels de cette association de jaunes, remplissaient avec zèle le «travail» préparatoire et faisaient mine de trouver que tout allait bien. «Il suffit,—pensaient-ils, de se rassembler à Genève, d'y élaborer une nouvelle résolution, diffuse à souhait — et la chanson changera aussitôt de ton!» — Pauvres gens! Ils semblaient ne pas comprendre qu'ils vivaient leurs derniers jours. Ils ne voyaient pas que leur Deuxième Internationale avait déjà souhaité le bonsoir à la compagnie.

C'est ainsi que le phthisique, à la veille de sa mort, se redresse parfois dans son lit et se met à faire de radieux projets d'avenir. Et c'est précisément l'instant où la mort, armée de sa faux, se profile déjà au chevet du moribond.

A la dernière heure cependant, les leaders de la Deuxième Internationale revinrent subitement sur leur décision et crurent bien faire en ajournant jusqu'à l'automne de 1920 le congrès qu'ils avaient convoqué à Genève. Il eut été beaucoup plus simple, messieurs, de renvoyer votre congrès *ad calendas graecas* — aux calendes grecques. — M.M. Kautsky et Henderson, Huysmans et Noske espèrent que pendant le printemps et l'été de 1920 le char de l'histoire rebrousse peut-être chemin. Espérances dénuées de fondement! Si l'Europe continue à évoluer dans la voie révolutionnaire avec autant de rapidité que pendant les deux dernières années — et tout porte à croire qu'il en sera ainsi — les restes de la Deuxième Internationale seront, bien avant la date, fixée par M.M. les social-démocrates pour leur congrès, recouverts d'un blanc linceuil. Et, l'Internationale communiste gouvernera déjà une partie considérable du globe terrestre.

La Deuxième Internationale se meurt. Ni l'air vivifiant des montagnes de la Suisse, ni la savante alchimie du socialisme chauvin, professé par Herr Kautsky, docteur en médecine tibétaine, — ni même l'épée du spécialiste militaire de la Deuxième Internationale, monsieur Noske, ne la sauveront.

Il est difficile de s'imaginer une atmosphère aussi pénétrée de décomposition et de pourriture que celle qui enveloppe maintenant la trop fameuse Deuxième Internationale. La Deuxième Internationale, dans son état actuel de décadence, présente, en vérité, un spectacle peu attrayant.

Voici d'ailleurs quelques exemples.

On sait qu'avant la guerre de 1914, le Bureau de la Deuxième Internationale siégeait à Bruxelles, et était présidée par M. Vandervelde, le repré-

sentant le plus autorisé de la Deuxième Internationale. Son collègue de parti, Camille Huysmans, (qui était aussi pour M. Vandervelde son collaborateur le plus intime et un compagnon d'armes fidèle et dévoué) était le secrétaire du Bureau. En 1914, au premier coup de feu, ces deux prétendus socialistes se rangèrent instantanément aux côtés de «leur» roi Albert et, de ce fait, aux côtés des impérialistes de l'Entente. Mais à la troisième ou à la quatrième année de la guerre, Huysmans, émigré — ou à peu près — en Hollande eut l'imprudence d'écrire quelques articles inoffensifs dans lesquels il se permettait timidement de susurrer à l'oreille des rois de la Finance, qu'il était temps, — à son humble avis — de mettre un terme à la guerre «libératrice», qui avait déjà coûté, à cette époque, plus d'un million de vies humaines au prolétariat européen. Ce breddouillage de protestant couard suffit pour faire taxer Huysmans de... «défaitisme». Or, que voyons-nous à présent? La guerre a pris fin. Le roi Albert et son épouse couronnée ont fait leur entrée solennelle à Bruxelles. La Deuxième Internationale, on le sait, a été restaurée, et M. Vandervelde en est toujours un des plus grands dignitaires. Mais ce M. Vandervelde exerce, outre sa profession principale de représentant altitré de la Deuxième Internationale, une autre profession secondaire: il détient dans le cabinet bourgeois de «son» roi Albert le portefeuille de la Justice. Et c'est à ce titre qu'il a tout récemment, ordonné des poursuites judiciaires contre son collaborateur le plus intime, le secrétaire de la Deuxième Internationale, Huysmans, coupable d'avoir publié, pendant son séjour en Hollande, des articles «défaitistes». N'est-ce pas, en vérité, un spectacle digne des dieux?

Nous ignorions encore l'issue de ce procès. Mais la mise en scène en est à elle seule très significative.

Voici maintenant un autre personnage. Celui-ci incarne la Deuxième Internationale en France. Nous parlons de M. Albert Thomas.

Depuis longtemps, déjà M. Albert Thomas est en France le représentant le plus autorisé de la Deuxième Internationale. Avec M. Renaudel, M. Albert Thomas est le leader reconnu des socialistes-patriotes. On sait qu'il s'est deux fois rendu en Russie au cours de la guerre. Il y fut reçu la première fois par l'ex-impératrice Marie Féodorovna, choyé par les dames de la cour, et il y fut même honoré des encouragements «personnels» de Grégoire Raspoutine. M. Albert Thomas vint ensuite en Russie à l'époque où

Kérénsky, Tchédzè et Miloukoff y délaient le pouvoir; cette fois c'est par les banquiers russes et les futurs inspirateurs spirituels de Dénikine et Koltchak qu'il fût très gracieusement accueilli. Au cours de la guerre, M. Albert Thomas fut, pendant deux ans environ, ministre de l'armement, du gouvernement bourgeois de la République française. A l'heure présente, n'étant visiblement plus bon à rien, M. Albert Thomas n'occupe plus aucun poste officiel. Jouissant désormais de loisirs abondants il s'intéresse de nouveau au «socialisme». Ses anciens maîtres n'ont pourtant pas oublié complètement leur fidèle serviteur. L'autre jour, un radiotélégramme nous annonçait la nouvelle nomination de M. Albert Thomas à un poste d'honneur... devinez un peu lequel?... Il est attaché à l'un des premiers secrétariats de la Ligue des Nations, c'est-à-dire de l'organisation impérialiste que les bandits de l'Entente ont créée avec l'espoir d'étrangler définitivement la classe ouvrière du monde entier.

Karl Kautsky flétrit jadis, à maintes reprises, le traître socialiste bien connu, Samuel Gompers, simultanément président des Trade-unions ouvrières et vice-président d'une Association patronale. Nous nous souvenons qu'en 1910, quand Samuel Gompers vint à Berlin, Kautsky publia un article moqueur qu'il terminait par cette salutation ironique: «Soyez le bienvenu, M. le Président des Trades-Unions, — et bon voyage, M. le Vice-président de l'Association patronale!»

Nous rappelons cet incident à la mémoire de M. Kautsky et nous espérons que si M. Albert Thomas, son plus intime ami au sein de la Deuxième Internationale, a l'idée de visiter à l'heure présente, la capitale de Noske, de Scheidemann, de Kautsky et de Ludendorff, M. Kautsky écrira derechef un article qu'il terminera par ces mots: «Soyez le bienvenu, tribun de la Deuxième Internationale, — mais bon voyage, monsieur le chef de cabinet à la Ligue des Nations spoliatrice!»

Et, pour en finir, voici encore deux exemples: On sait qu'Ebert est le leader le plus influent de la social-démocratie allemande, qui adhère à la Deuxième Internationale. Or, un radio de Nauen nous communiqua, il y a quelque temps que: — «Le président Ebert avait adressé un télégramme de félicitations, avec ses vœux les plus chaleureux, à l'évêque de Breslau, à l'occasion de sa nomination à la dignité cardinalice».

Pas mal, n'est-ce pas?

On sait aussi que Karl Kautsky était le grand pontife de la Deuxième Internationale. Il est resté jusqu'à ce jour le théoricien de cette honorable société. Or, tout travailleur conscient en Europe connaît les attaques «théoriques» de Kautsky contre le pouvoir des Soviets en Russie et contre les communistes allemands et ceux du monde entier. On sait aussi que les articles de Kautsky, attaquant la République des Soviets, servent d'articles de fond aux journaux publiés par Dénikine, par Koltchak et par d'autres généraux réactionnaires du régime tsariste. Le même Kautsky a récemment publié une brochure intitulée *Terrorisme et Communisme*, qui a fait quelque bruit. Nous avons déjà donné dans ces colonnes une analyse critique de cette œuvre, mais nous tenons à en reproduire la perle que voici: pour déshonorer et compromettre les bolchéviks,

Kautsky déclare dans son essai «scientifique» (qui traite de la question, selon l'habitude de M. Kautsky, à fond et en parlant de l'époque d'Adam), que dans toutes les villes importantes de la Russie Soviétique toutes les femmes ont été nationalisées et qu'il a des preuves irréfutables de l'authenticité de ce fait (!)

Telle est la profondeur de l'abîme où sont tombés ces personnages qui furent des hommes et qui ne sont plus, en ce moment, que les meilleurs représentants spirituels de la Deuxième Internationale agonisante. Il serait difficile de se représenter une dégénération plus profonde que la leur.

La lutte entre la Deuxième et la Troisième Internationales commença au début même de la tuerie impérialiste. Ayant béni la guerre impérialiste, les social-démocrates de la Deuxième Internationale creusèrent leur propre tombeau. Chaque coup de feu, tiré sur les champs de bataille de l'impérialisme, chaque salve de pièces de 420 diminuait l'ancienne popularité de la Deuxième Internationale.

Pendant la première période de la guerre, la Troisième Internationale traversa sa phase préparatoire; elle fut pour ainsi dire en gestation. L'élite des travailleurs européens, jetés les uns contre les autres par une main criminelle, traversait une crise spirituelle des plus graves. L'automne, l'hiver pendant les terribles nuits de froidure les ouvriers français, allemands et anglais, couchés dans leurs tranchées tout proches les uns des autres, réfléchissaient avec amertume aux causes qui les avaient fait choir dans cet enfer; et pendant ces nuits tragiques, une idée nouvelle s'éveillait dans les masses du prolétariat européen; elles concevaient la nécessité d'une véritable camaraderie internationale de tous les travailleurs: l'idée de la Troisième Internationale.

La lutte spirituelle entre la Deuxième et la Troisième Internationales touche à sa fin. La Deuxième Internationale a essuyé une débâcle spirituelle complète. Rien ne survit de son idéologie, réduite à néant par les grands événements révolutionnaires des cinq dernières années. En ce moment si des collisions se produisent entre les deux Internationales elles n'ont plus le caractère d'une lutte théorique, d'une lutte d'idées, elles deviennent des combats à main armée.

Telle était, d'ailleurs, la seule issue naturelle. Le prolétariat armé se lève contre la bourgeoisie. Mais la Deuxième Internationale combat du même côté de la barricade que la bourgeoisie. Si bien qu'en attaquant, l'arme au poing, la bourgeoisie, on attaque aussi la Deuxième Internationale.

Voyez ce qui se passe en Allemagne. Quel est, dans ce pays, le représentant le plus en vue de la Deuxième Internationale? C'est évidemment Noske. Loin de le chasser la Deuxième Internationale voit en lui et en son parti son principal appui. Quel est, par contre, en Allemagne, le représentant le plus en vue de la Troisième Internationale? C'est évidemment le Parti Communiste, fondé par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

(*) Kautsky cite une brochure inconnue, publiée à Berlin par un mystificateur anonyme et qui reproduisait à ce sujet un document inepte. Kautsky daigne, au reste, ajouter que cette nationalisation se fit probablement sans l'approbation des leaders bolchévistes...

bourg, que MM. Scheidemann et Cie ont assassinés. Ainsi, la lutte entre la Deuxième et la Troisième Internationales est bien sur le sol allemand une lutte ouverte à main armée. A ce point de vue, l'Allemagne est un pays où les collisions entre les deux Internationales revêtent une forme nette et classique, et ces collisions disent sans équivoque à tout travailleur: la Deuxième Internationale est celle des assassins de la classe ouvrière; elle est une agence des capitalistes; la Troisième Internationale est celle des travailleurs conscients, prêts à mourir ou à vaincre le capitalisme.

Dans les petits pays tels que l'Esthonie ou la Géorgie, où le pouvoir est entre les mains des social-démocrates menchévicks, adeptes de la Deuxième Internationale, et où les ouvriers communistes, amis de la Troisième Internationale, sont fusillés, après des procédures sommaires, par dizaines et par centaines,—dans ces pays la lutte entre les deux Internationales revêt la même forme nette et classique. A vrai dire nous observons la même chose en Angleterre, en France, en Amérique et en Italie. Au fur et à mesure que la lutte des classes dans ces pays prendra les formes plus âpres de la guerre civile, ce tableau se présentera, avec une netteté toujours croissante, à l'esprit des travailleurs du monde entier.

Le 5 décembre 1919, le congrès des social-démocrates indépendants allemands, réuni à Leipzig, décidait par 227 voix contre 54, de sortir de la Deuxième Internationale et d'entrer en relations avec la Troisième Internationale Communiste.

C'est là un fait historique d'une importance énorme. C'est un coup de masse porté à la Deuxième Internationale pourrie et qui succombe sous nos yeux. C'est un coup, dont la Deuxième Internationale ne se remettra jamais. Il atteste sa fin.

Quels sont ceux qui demeurent, à l'heure présente, dans la Deuxième Internationale?

Les gendarmes «social-démocrates», les bourreaux de la classe ouvrière dont Noske est le véritable chef y demeurent seuls.

Les pontifes de l'Internationale de Berne avaient réussi jusqu'à présent à retenir dans leurs rangs nombre de travailleurs, parce que l'adhésion à la II-e Internationale des «indépendants» et d'autres éléments semblables couvrait les traitres socialistes, les Scheidemann, les Renaudel et consorts. Mais cette feuille de vigne leur est arrachée. La Deuxième Internationale apparaît maintenant devant les ouvriers du monde entier comme l'agent avéré de la bourgeoisie, comme le porte-voix reconnu de la Ligue des Nations. La Deuxième Internationale se présente maintenant au monde entier comme une institution que tous les travailleurs honnêtes ne peuvent que mépriser, que tous les prolétaires conscients bafouent et conspuent. La Deuxième Internationale meurt sans gloire.

Le vote du congrès des Indépendants de Leipzig est la plus grande victoire morale de l'Internationale Communiste. Kautsky était le grand théoricien du parti des Indépendants et son fondateur. Il était aussi le diffamateur sans vergogne de l'Internationale Communiste. Kautsky s'étant fait renégat et scyphante, prêt pour spécialité de

calomnier et de dénoncer le communisme. Et le voilà, repoussé et désavoué de son propre parti. L'organisation qu'il a créée lui tourne le dos. Il ne lui reste qu'une chose à faire: se mettre ouvertement du côté de Scheidemann.

Nous ne possédons encore que des matériaux insuffisants sur la lutte de divers courants, des diverses tendances au congrès des Indépendants à Leipzig.

Les résolutions du congrès, pour autant que permettent d'en juger des radios sommaires, abondent de nouvelles à double sens. Il semble que des discours à demi-chauvins furent prononcés au congrès sur les dangers que présente pour l'Internationale «l'influence russe». La résolution relative à l'adhésion immédiate à la Troisième Internationale ne réunit qu'un tiers des voix. D'autre part, la résolution votée par la majorité renferme bien des éléments «de nature diplomatique». Et nous ne doutons pas qu'il se trouvera parmi les leaders de la droite des Indépendants de subtils commentateurs pour démontrer que ces résolutions sont tout à l'avantage de la Deuxième Internationale. Quoiqu'il en soit, le plus gros de la besogne est fait. La glace est rompue. Les ouvriers ont forcé leurs meneurs à faire un pas en avant.

Le parti des Indépendants allemands compte 750.000 membres. Les ouvriers qui en font partie sont, en majorité, des amis fidèles de l'Internationale Communiste. Kautsky et ses pareils employaient à les tromper tous les moyens imaginables. Les «leaders» sabotaient les décisions des travailleurs ou faisaient avorter leur action. Les ouvriers commencent maintenant à prendre leur revanche.

La décision du parti des Indépendants allemands aura une influence énorme sur tous les éléments indécis des autres pays. La différenciation se fera plus rapidement en France, en Angleterre et en Amérique. Nous avons eu il y a quelques jours l'occasion d'étudier les journaux social-démocrates du *Bund* polonais. Jusqu'ici, le *Bund* était en Pologne l'ardent défenseur de la Deuxième Internationale. Depuis la décision du congrès des Indépendants de Leipzig, même le *Bund* opportuniste avoue la nécessité de se séparer nettement de la Deuxième Internationale (voir les articles de V. Moedem, leader bien connu des opportunistes du *Bund*). Le voisinage de Noske déplaît même à M. V. Moedem.

Le *Bund* tournant ainsi le dos à la Deuxième Internationale rappelle... les rats de la fable qui se sauvent du navire en détresse.

Dans presque tous les pays, exception faite de la Russie, la Troisième Internationale est réduite au travail illégal et clandestin. Il n'y a pas de vilénie que la bourgeoisie, soutenue par les gens de la II-e Internationale, n'ait tentée contre les communistes. Les ouvriers communistes des différents pays ont toutes les peines du monde à communiquer entre eux. Nous nous heurtons partout, sur notre chemin, à des fils barbelés tendus par les mains expertes du sinistre Clémenceau et par celles des habiles «diplomates» de la Deuxième Internationale. Nous avons à surmonter d'innombrables obstacles. Et, malgré tout, la fraternité internationale des ouvriers, marchant sous le drapeau du communisme, croît à chaque heure,

en extension et en vigueur. Neuf mois se sont à peine écoulés depuis la fondation à Moscou, de l'Internationale Communiste, et notre organisation a déjà acquis une large extension. Une énumération sommaire des adhésions à l'Internationale Communiste le prouvera suffisamment.

Vingt-quatre partis et organisations avaient en mars 1919 participé au premier congrès de l'Internationale Communiste, à Moscou. Depuis nous avons reçu les adhésions officielles qui suivent (1) :

19 mars 1919. Le Comité du Parti Socialiste Italien à Milan décide d'adhérer à l'Internationale Communiste.

8 avril. Le congrès du parti social-démocrate ouvrier norvégien vote l'adhésion à l'Internationale Communiste.

10 mai. Nous sommes informés de l'adhésion de l'Union de la Jeunesse social-démocrate suédoise.

14 juin. La conférence de l'aile gauche du parti social-démocrate suédois vote l'adhésion à la Troisième Internationale.

22 juin. Nous sommes informés que le congrès du parti social-démocrate bulgare (Tiesniaki) a voté une résolution analogue.

20 juillet. Nous recevons le texte d'une décision du Comité Central du Parti Communiste polonais, nous annonçant son adhésion formelle à la Troisième Internationale.

16 juillet. Le congrès Socialiste Italien, tenu en Suisse, vote une résolution se prononçant pour l'adhésion à la Troisième Internationale.

Le congrès du Parti Social-démocrate suisse s'est prononcé pour l'adhésion à la Troisième Internationale. Au cours du referendum, organisé à cet effet, une minorité très importante s'est prononcée dans ce sens.

Août. Le congrès du Parti Socialiste des Etats-Unis vote l'adhésion à l'Internationale Communiste. On compte même présentement en Amérique deux partis communistes — tous deux partisans de la Troisième Internationale.

Août. Adhésion à l'Internationale Communiste du Parti Communiste de la Galicie Orientale.

Septembre. Nous apprenons l'adhésion à l'Internationale Communiste du Parti Socialiste d'Alsace-Lorraine.

Des nouvelles analogues sont reçues, de la Fédération Ukrainienne du Parti Socialiste des E.-U. d'Amérique et de plusieurs organisations ouvrières finlandaises.

Octobre. Au congrès du Parti Socialiste Italien réuni à Bologne une majorité écrasante confirme l'adhésion à l'Internationale Communiste.

23 octobre. Nous apprenons l'adhésion du Parti Socialiste Britannique.

(1) Nous tenons à faire remarquer que ces données sont incomplètes. En réalité, un nombre beaucoup plus important de partis et d'organisations ont adhéré à la Troisième Internationale. Rien qu'en France c'est par dizaines que se comptent les organisations locales qui ont adhéré à l'Internationale Communiste. Mais les renseignements exacts ne nous parviennent que très difficilement.

30 octobre. Une nouvelle analogue nous parvient du Parti Socialiste Indépendant de Bavière.

20 novembre. Nous sommes informés de l'adhésion partielle à la Troisième Internationale du parti social-démocrate danois.

En décembre, nous apprenons les adhésions des partis socialistes de Bohême, de Lorraine et du Mexique.

Décembre. Nous sommes officiellement informés de l'adhésion à l'Internationale Communiste des socialistes et des communistes yougo-slaves (120.000 membres).

Décembre. Les socialistes Coréens annoncent leur adhésion à l'Internationale Communiste.

Décembre. Le congrès international de la jeunesse ouvrière, dont les délégués représentaient 220.000 membres vote à l'unanimité l'adhésion à l'Internationale Communiste.

Décembre. Au congrès du Parti socialiste espagnol, 12.500 voix se prononcent pour la Deuxième Internationale et 14.000 — pour l'Internationale Communiste.

Au congrès des Ouvriers des pays scandinaves (décembre 1919) 268 délégués, représentant 300.000 ouvriers, votent unanimement des résolutions communistes.

Et, pour terminer, les Indépendants allemands adoptent (début de décembre), à Leipzig, la résolution que nous avons déjà citée.

Au pays où la bourgeoisie, avec le concours des social-démocrates blancs, a massacré, il y a dix-huit mois, 70.000 ouvriers (nous parlons de la Finlande) un journal ouvrier (*Wiestt*) publie un article intitulé: *La marche victorieuse de la Troisième Internationale*.

Nous lisons dans cet article:

«Tout est calme, à première vue, en Finlande, en Hongrie et en Allemagne, après que la bourgeoisie contre-révolutionnaire et ses serviteurs social-démocrates y ont massacré les meilleurs des travailleurs. Mais les apparences sont trompeuses. Pendant que les meneurs astucieux cherchent partout — comble de l'absurdité, — à faire entrer les courants populaires révolutionnaires dans la voie bourgeoise des petits intérêts et s'efforcent de déshonorer la Troisième Internationale et ses meilleurs militants; pendant que des bavards, qui ont extorqué subrepticement aux ouvriers leurs mandats parlementaires emploient tous les moyens à user et diminuer les énergies de leur classe; — l'esprit de la révolution prolétarienne croît et se fortifie en dehors des parlements, et la Troisième Internationale Communiste poursuit irrésistiblement sa marche victorieuse.

« Dans un pays où le jeu équivoque de «leaders ouvriers» a atteint une virtuosité extrême, dans un pays où les mille manières de dupier les masses deviennent un art véritable, dans un pays, tel que la France, les ouvriers, consciemment ou instinctivement se rallient, en masses compactes, sous le drapeau de l'Internationale Communiste. Les injustices de l'ordre social actuel y sont devenues intolérables. Les promesses les plus solennelles des gouvernants y ont amené à de lamentables déceptions. La guerre ayant commencé par une calamité, a conduit à une autre calamité, plus grave. Les parlements ont prouvé qu'ils n'étaient que des institutions peuplées de maîtres-chauteurs. Les baronnets, affilés pour l'ennemi extérieur, s'y sont tournés contre l'ennemi intérieur, contre les ouvriers. Le poing et la baïonnette de la violence démocratique menacent les travailleurs voués à la misère.

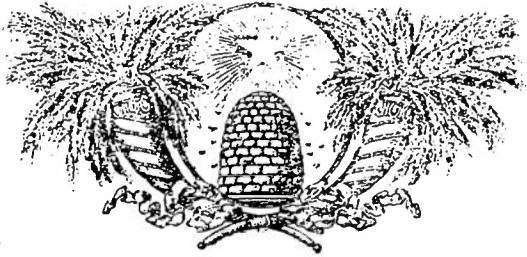
Faut-il ensuite s'étonner si les masses laborieuses font la sourde oreille aux douces chansons de leurs leaders retors; si le chantage, qui ne cesse point, les lasse à la fin et si elles cherchent le salut avec la résolution de ne s'arrêter devant rien? Faut-il s'étonner si les masses laborieuses aspirent à la lutte des classes, à la Troisième Internationale, à l'émancipation?...

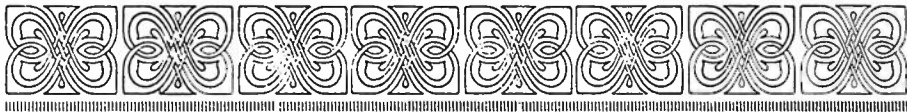
Il est impossible de lire sans une émotion profonde ces lignes, publiées dans l'organe des travailleurs finlandais, qui ont traversé de si dures épreuves... Oui, les ouvriers finlandais ont raison. L'Internationale Communiste poursuit, en vérité, une marche victorieuse. Et notre ami français Loriot avait aussi mille fois raison, en donnant pour titre à l'un de ses articles de *La Vie Ouvrière* ces mots: *L'Internationale seule et unique, c'est la Troisième.*

L'Internationale Communiste, c'est une étoile qui se lève.

La Deuxième Internationale meurt sans gloire. La Troisième croit avec une rapidité étonnante. La lutte qui se livre entre les deux Internationales est celle de la bourgeoisie et du prolétariat. La bourgeoisie est une classe condamnée; le prolétariat se lève pour prendre entre ses mains le pouvoir. Devant le prolétariat, s'étend un avenir illimité. L'Internationale Communiste ralliera bientôt autour d'elle les ouvriers du monde entier. Comme une étoile dans le ciel, l'Internationale Communiste luit à tous les pauvres et les opprimés de ce monde.

G. ZINOVIEV.





LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE EN AMÉRIQUE.

1. La terreur blanche.

Il y a un an, les Etats-Unis faisaient encore la guerre. Les leaders de la Fédération Américaine du Travail (American Federation of Labour), ayant à leur tête M. Samuel Gompers, avaient mis au service du gouvernement le concours des trade-unions et parcouraient l'Europe où ils défendaient la cause du capitalisme international et cherchaient à détruire l'esprit révolutionnaire, toujours croissant, des ouvriers du vieux continent. Tout comme en Angleterre, les trade-unions américaines avaient renoncé à une grande partie de leurs droits et privilèges et confié leurs intérêts à une institution gouvernementale d'arbitrage, dénommée « War Labour Board » (Ministère du Travail de Guerre). Selon toute évidence, les trade-unions américaines étaient foncièrement patriotiques: elles achetaient pour des millions de dollars de « bons de la liberté » et faisaient des dons au profit de la Croix rouge, de l'Y. M. C. A. (1) et d'autres instituts de bienfaisance militaires; elles assaillaient les personnes qui refusaient de se mettre debout quand les orchestres exécutaient l'hymne national américain.

Il semblait donc que tout esprit d'opposition à la guerre fut détruit. Les leaders des partis socialistes, qui avaient été forcés par les tendances révolutionnaires, toujours de plus en plus vives, des soldats à publier le « manifeste de Saint-Louis », invitant les ouvriers à faire une campagne active contre la guerre, sabotaient celle-ci d'une façon délibérée. Non seulement ils n'avaient rien fait pour organiser cette campagne, mais quelques-uns parmi eux approuvaient même ouvertement les mesures et dispositions de guerre du gouvernement. — M. Meyer London, le seul membre socialist du Congrès, a donné lecture de l'adresse officielle du Congrès, célébrant l'anniversaire de l'adhésion de l'Italie à la coalition antigermanique. Les chefs des groupes socialistes de New-York ont voté les fonds nécessaires pour la construction d'un arc de triomphe en l'honneur des troupes rapatriées et sur lequel se trouvent gravées les victoires américaines, parmi lesquelles figure celle de Mourmansk. Et sur ces entreprises, des centaines d'ouvriers ont été jetés dans les prisons, rien que pour avoir tenté de mettre en pratique le programme de St-Louis; toutes les manifestations socialistes et tous les meetings ont été interdits et les journaux socialistes suspendus.

Les *Industrial Workers of the World* (Union Universelle des Travailleurs Industriels) — la grande organisation d'ouvriers non-spécialistes parmi les institutions syndicalistes — furent persécutés sans merci, bien qu'ils ne se prononçassent point officiellement contre la guerre. La bourgeoisie comprenait instinctivement que

les I. W. W. présentaient pour elle un grand danger. Quoiqu'aucune loi prohibitive ne fût publiée contre les I. W. W., les membres de cette organisation furent néanmoins partout déclarés hors la loi, arrêtés, maltraités et même tués; 500 mineurs, membres, I. W. W., qui s'étaient mis en grève dans l'état d'Arizona, furent déportés aux régions incultes du pays par les agents des polices privées, au service de la compagnie; plus de cent leaders des I. W. W. furent condamnés à des peines de détention variant entre quinze et vingt-cinq ans.

Sous la protection du régime de guerre, la bourgeoisie a inauguré un régime de terreur blanche. La loi contre l'espionnage militaire — dont les dispositions visaient tout particulièrement les agents politiques allemands — a été appliquée dans l'intention de détruire les organisations ouvrières et d'envoyer en prison les propagandistes des idées socialistes et des I. W. W. Vers la fin de la guerre, on ne comptait qu'une douzaine d'agents allemands, tout au plus, tombés sous le coup de la susdite loi contre l'espionnage militaire, tandis que des milliers de détenus politiques américains, dont Debs, Haywood et beaucoup d'autres, se trouvaient incarcérés dans les prisons des Etats-Unis. Au fur et à mesure que la bourgeoisie se rendait consciente de sa force et s'enivrait de son pouvoir, elle attaquait même les leaders conservateurs du parti Socialiste, Victor Berger, Adolphe Germer et d'autres membres du Comité exécutif national qui furent tous arrêtés et mis sous les verrous. L'auteur de ces lignes lui-même a été, à deux reprises, l'objet d'inculpations de cette nature: une fois notamment pour avoir cité dans un discours un article du *Manchester Guardian*!

Le gouvernement avait autorisé le recrutement d'une garde blanche bourgeoise, toujours dans le même but officiel — de donner la chasse aux espions allemands. Cette garde était formée de fabricants, de banquiers, d'étudiants et de fonctionnaires; elle portait diverses dénominations: c'était par exemple « La Ligue de la Sécurité nationale », « La Ligue de Protection américaine », « La Société pour la Défense de l'Amérique », « Les chevaliers de la Liberté », etc. Toutes ces organisations faisaient une guerre implacable, ouverte et secrète, non seulement aux révolutionnaires, mais à tous les propagandistes ouvriers. Leur but était de détruire toutes les organisations ouvrières qui fonctionnaient dans le pays. Aux fabriques et usines elles terrorisaient les ouvriers, en se servant de mouchards, et obtenaient le renvoi de tout ouvrier, membre actif d'une trade-union ou d'un parti socialiste. — On forçait, les ouvriers à acheter les « bons de la liberté », à faire des dons à la Croix rouge, le tout sous menace de perdre leur travail en cas d'opposition; en province, on boycottait et ruinait les fermiers qui refusaient d'acheter

(1) Association Chrétienne des Jeunes-Gens.

des bons de la liberté, en proportion de leurs revenus respectifs.

Quant aux travailleurs d'origine étrangère, on les persécuta avec un acharnement extraordinaire, et tout particulièrement pendant la période qui suivit la révolution russe. Une loi spéciale fut promulguée, autorisant le gouvernement à expulser du pays tout étranger qui «sympathisera ou fera partie d'une organisation se prononçant pour le renversement du gouvernement actuel ou pour la suppression de la propriété privée». Sous le coup de cette loi, des centaines d'ouvriers d'origine étrangère furent chassés des Etats-Unis, sans même avoir été entendus par les tribunaux et uniquement pour cette raison qu'ils étaient socialistes ou membres de l'I. W. W. Parmi les travailleurs ainsi maltraités, les Russes étaient considérés par le gouvernement comme étant de beaucoup les plus dangereux. A New-York, par exemple, cinq jeunes Russes, quatre jeunes gens et une jeune fille, furent arrêtés et traînés en justice sous l'inculpation d'avoir imprimé et propagé une feuille dans laquelle ils accusaient d'hypocrisie la politique d'expansion et de spoliation des Etats-Unis en Sibérie. L'un de ces jeunes gens, Jacques Schwartz, a été assassiné à coups de poings pendant l'interrogatoire et la fouille qu'on lui a fait subir au poste de police; les quatre autres ont été condamnés à vingt-cinq ans de prison. La police envahit à quatre reprises, la «Maison du Peuple» russe de New-York, et toute l'œuvre d'instruction et d'éducation de cette Maison a été complètement anéantie par ces actes de violence.

La presse bourgeoise déclama une campagne de provocation des plus fuyives contre toutes les organisations socialistes ou ouvrières et contre leurs agents de propagande. Chaque grève fut représentée par ces journaux comme un attentat cherchant à renverser de vive force le gouvernement des Etats-Unis. Les deux branches de la haute administration américaine, notamment les gouvernements fédéraux et le gouvernement central, ont créé des commissions chargées d'enquêter sur le «bolchévisme»; ces commissions ne faisaient comparaître devant elles, en qualité de témoins, que des personnes manifestement hostiles aux Soviets et des contre-révolutionnaires dont les dépositions furent ensuite imprimées, — titres en caractères gras! — dans tous les journaux bourgeois. En même temps, le Directeur général des Postes, chaque fois qu'il le jugeait utile et nécessaire, ôtait à la presse socialiste et ouvrière les moyens de communication et d'information; et il était inutile de protester contre ses décisions dont il n'expliquait jamais les motifs. Quant aux journaux publiés en langues étrangères, ils furent tous soumis à une censure préalable.

L'atmosphère de répression créée par cette terreur blanche a facilité aux capitalistes la destruction des organisations ouvrières. Le Ministère du Travail de Guerre, sorte de commission d'arbitrage instituée par le gouvernement, se trouvait sous le contrôle d'éléments libéraux et se montrait très favorable aux intérêts des travailleurs. Mais bien que ce Ministère eût derrière lui tout le pouvoir gouvernemental et que ses décisions fussent obligatoires, les grands capitalistes refusaient de s'y soumettre, alors que les ouvriers leur devaient une obéissance complète et se voyaient mobilisés militairement, tout comme en Russie sous le régime du Tsar. Les restrictions établies par les trades-unions étaient violées; les fabricants et les industriels se mirent à remplacer les ouvriers qualifiés, hautement rétribués par des travailleurs peu expérimentés et non-

qualifiés. Ainsi, par exemple, l'Union des Mécaniciens se composait d'ouvriers spécialistes hautement payés. A Bridgeport, contre très important d'industrie militaire, les mécaniciens maintenaient le système de la «closed shop» («boutique fermée»). Mais, au cours de la guerre les manufacturiers ont engagé et mis au travail des ouvriers de peu d'expérience et médiocrement salariés, en leur faisant exécuter à chacun le quart du travail d'un mécanicien spécialiste et en mettant ainsi quatre ouvriers basement rétribués et n'appartenant pas à l'Union des Mécaniciens à la place de travailleurs hautement rétribués. De cette manière, l'adresse et l'expérience professionnelles de vieilles trades-unions se trouvèrent anéanties et leur puissance fut ruinée. D'un autre côté, le coût de la vie, prix des vivres, etc., quoique contrôlé par le gouvernement, augmentait sans cesse et atteignit enfin un niveau tel que même les salaires militaires très élevés ne suffirent plus pour vivre, ce qui rendit nécessaires d'incessantes augmentations de tarifs et donna lieu à des grèves systématiques.

Toutes ces grèves rencontraient l'opposition des administrateurs officiels des trades-unions qui, tous, occupaient des postes élevés dans le mécanisme militaire du gouvernement. Ils virent tout de suite que ces grèves de forme nouvelle — grèves sans l'autorisation des administrations, grèves de sympathie, avec une tendance à la grève générale — menaçaient l'existence même des trades-unions et celle de leurs propres affaires... La Fédération Américaine du Travail (A. F. L.) compte environ cent cinquante unions industrielles, ayant chacune ses propres administrateurs grassement payés et ses propres contrats et arrangements avec les fournisseurs de commandes. Quand une union ouvrière se mettait en grève, les autres poursuivaient leur travail et, parfois, remplaçaient même les grévistes. La tendance vers une action commune, qui se manifestait parmi les ouvriers spécialistes et à laquelle ceux-ci initiaient la masse des ouvriers non-qualifiés, qu'ils conduisaient et dirigeaient, menaçait la puissance des unions bureaucratiques. Aussi, ont-elles fait cause commune avec les capitalistes contre le «bolchévisme». Samuel Gompers a inauguré la grande campagne du «travail organisé» contre le «bolchévisme», et, comme suite, de nombreuses unions ouvrières et professionnelles, qui s'étaient mises en grève pour des raisons purement économiques et sans l'autorisation de leurs administrateurs officiels, ont été suspendues dans leur activité et même expulsées de la Fédération Américaine du Travail.

La guerre terminée, la terreur blanche n'a pas cessé de faire rage dans le pays; elle a même revêtu un caractère encore plus sévère qu'auparavant. Aucun programme de réorganisation ou de démobilisation de l'industrie n'a été élaboré aux Etats-Unis. Au moment, où l'armistice fut signé, l'industrie de guerre tomba en jetant dans la rue des milliers d'ouvriers. En même temps, le contrôle que le gouvernement exerçait sur les prix de vente des denrées alimentaires fut supprimé, et les prix de tous les articles de première nécessité firent un saut extraordinaire. De nombreuses entreprises, particulièrement dans l'industrie textile, réduisirent également et d'une façon inattendue les salaires de leurs ouvriers, en forçant ceux-ci à se mettre en grève, ce qu'ils firent sans le concours d'autres unions professionnelles et, assez souvent, même, contre les ordres officiels. Les manufacturiers, profitant de la stagnation des affaires que la fin de la guerre avait déterminée, instiguaient les ouvriers à la grève, dans

le but de décimer complètement leurs rangs. Simultanément, les «gardes blanches», qui avaient cessé d'être des institutions officielles, commirent de nouveaux actes de terrorisme à l'égard des ouvriers. Des soldats rapatriés et qui n'avaient pu trouver aucun travail dans le pays, furent payés pour disperser les meetings socialistes et pour faire des raids dans les centres ouvriers. Des bandes nombreuses de soldats ivres cernaient donc les meetings socialistes et rouaient de coups tous ceux qu'ils prenaient pour des militants. De leur côté, la police privée et les détectives au service des grandes entreprises industrielles inaugurèrent une série d'assassinats. Plusieurs organisateurs et propagandistes de la Fédération Américaine du Travail tombèrent sous leurs coups.

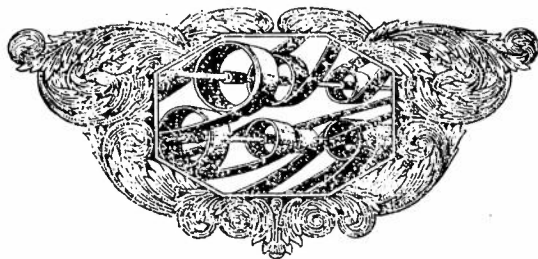
La paix signée, les capitalistes se sont empressés de légaliser la terreur blanche. Dans la plupart des villes d'un grand nombre d'états américains, le fait d'arborer un drapeau rouge est considéré comme un acte illégal, très sévèrement puni. En seize états une «loi pénale syndicaliste» promulguée punit de longue détention tous ceux «qui se seront prononcés pour le renversement du gouvernement ou pour la suppression de la propriété privée, ou tous ceux qui seront trouvés possesseurs de pamphlets ou de journaux se prononçant dans le même sens». Thomas Mooney, dont l'innocence

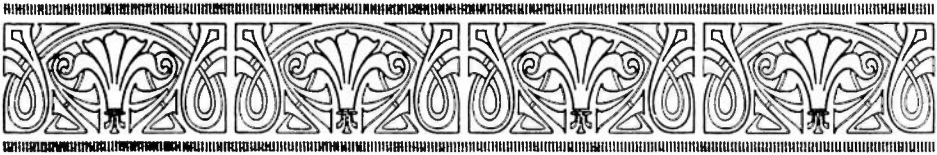
n'est plus en doute, est toujours en prison, condamné à la détention *perpétuelle*. Cependant l'homme qui a assassiné Frank Little, l'organisateur de l'I. W. W., n'a subi jusqu'ici aucun châtement. Les administrateurs du «Cooper Trust» («Trust du Cuivre»), qui ont déporté au désert d'Arizona les grévistes de l'I. W. W., sont toujours libres. Des centaines de socialistes et de membres de l'I. W. W. pourrissent dans les prisons où ils sont odieusement brutalisés. De nombreux militants y sont morts, d'autres se sont suicidés, d'autres encore sont devenus fous. Et jetant bas le masque qu'il portait, le gouvernement fédéral envoie lui-même des troupes pour réprimer les grèves...

Le capitalisme, en Amérique, est à son déclin. Les événements qui vont se produire dépendront entièrement de l'intelligence et du courage des travailleurs. Si ces derniers ne sont pas encore prêts à agir, les capitalistes établiront sur l'immense masse des ouvriers, crouissant dans un véritable esclavage, une dictature militaire avouée. La seule alternative contraire est la dictature du prolétariat.

Je dirai, dans un autre article, à quel point les ouvriers d'Amérique se sont réveillés de leur sommeil.

John REED.





LE MOUVEMENT SOCIALISTE EN ROUMANIE

Dans cet abrégé d'histoire du mouvement socialiste en Roumanie, embrassant les dernières années de son développement, je passerai sous silence les faits généralement connus, tels que l'état arriéré de l'industrie et de la culture dans ce pays, la faiblesse numérique du prolétariat industriel dans les villes (150 à 160.000 h. sur six millions et demi de population rurale) et, enfin, la triste situation des paysans roumains opprimés, humiliés et traînant, depuis des siècles, une existence d'esclaves.

On sait que la Roumanie est un pays où les tendances les plus sauvages de la féodalité orientale avaient permis au capitalisme de prendre son essor, et tout particulièrement pendant les quarante dernières années. Pendant cette période, la bourgeoisie roumaine, représentée par le parti libéral au pouvoir, a réussi à passer successivement par toutes les phases de l'évolution capitaliste et, après de longues années d'épanouissement qui la conduisirent, enfin, à la décadence et à la ruine, elle a terminé sa carrière par une débâcle complète, amenée par la guerre. Plus énergiquement, peut-être, que dans tout autre État, la bourgeoisie roumaine a cherché à utiliser toutes les richesses et toutes les forces du pays pour son propre enrichissement; en quelques dizaines d'années, elle a réduit la Roumanie à une ruine, presque complète, après avoir exploité et opprimé sans mesure les paysans et la classe ouvrière.

Maintes fois les paysans, exaspérés et désespérés, se soulevèrent en masse contre leurs oppresseurs, les grands propriétaires fonciers et les fermiers; la dernière de ces révoltes, éclatée en 1907 et qui était un écho indubitable de la première révolution russe, fut noyée dans une mer de sang par le gouvernement libéral, qui fit fusiller alors près de dix milles paysans. Après cette sanglante répression le gouvernement libéral promit aux paysans de réformes très larges, notamment une généreuse distribution des terres qu'il se proposait de prendre aux grands propriétaires fonciers, et le suffrage universel. Toutefois, quand une Assemblée Constituante fut convoquée en Roumanie, trois ans avant la guerre, pas un représentant de la nation, paysan ou ouvrier, ne figura aux séances de cette Constituante. Le gouvernement traînant aussi en longueur la réalisation des réformes annoncées, n'accorda que le minimum des lois promises, et persista dans cette ligne de conduite jusqu'à la guerre mondiale. On créa, à cette époque, pour combattre les révoltes de paysans, un corps spécial et très nombreux de gen-

darmes ruraux, qui devinrent bientôt dans les villages, les maîtres absolus et séparèrent, comme d'une grande muraille infranchissable, les villes et les campagnes. La création de plusieurs banques foncières, dont la bourgeoisie rurale s'empara aussitôt, fut une seconde arme très puissante, qui permit à la bourgeoisie libérale de maintenir et même de renforcer l'autorité qu'elle exerçait sur les paysans manquant de terre ou ne possédant que des terrains sans importance. On sait qu'un vaste mouvement ouvrier avait commencé en Roumanie en 1905, sous l'influence directe de la révolution russe; il faut constater ici, que, malgré la nature quelque peu artificielle du capitalisme roumain, il se développa en Roumanie, ainsi que la grande industrie de ce pays, avec beaucoup plus de rapidité que dans tout autre État balkanique, et, par exemple, qu'en Bulgarie. Le mouvement ouvrier roumain avait, au commencement, un caractère purement économique, mais plus tard, en 1907, quand le gouvernement eut recours à l'expulsion en masse des ouvriers juifs, hongrois et roumains, originaires de Transylvanie, et chassa du pays le tribun ouvrier—le camarade Rakovsky,—ce mouvement commença à revêtir un caractère politique. En automne 1909, l'arrestation du camarade Rakovsky à la frontière roumaine, coïncidant avec le meeting de protestation contre l'exécution de Ferrer, détermina la première collision sérieuse entre les masses ouvrières et la police; celle-ci assomma à Bucarest plusieurs dizaines de travailleurs, opéra, peu après, de nombreuses arrestations, et enfin, un peu plus tard, suscita le premier procès des ouvriers socialistes. En 1911, après la chute du gouvernement libéral et le vote par le parlement d'une loi qui ôtait aux employés et ouvriers de l'État le droit de grève et de coalition, un Parti Ouvrier Social-Démocrate se constitua; ce parti groupa tous les cercles ouvriers socialistes et se rattacha étroitement aux syndicats dont le programme avait pour base le principe de la lutte des classes. Le congrès de ce parti, qui eut lieu la même année, adopta et vota un programme copié sur celui d'Erfuhr; ce congrès accorda une attention toute particulière au projet de programme agraire rédigé par M. Bonjor, sous la haute direction de Constantin Dobrojanou; dans cette partie de son programme, le parti réclamait l'expropriation *partielle* (sans rachat) des grandes propriétés foncières et leur remise, en jouissance à long terme, aux communes rurales; il demandait aussi la répartition des pâturages parmi les paysans et l'éman-

pation complète de la classe rurale des redevances et des corvées féodales.

Un émigré russe, Constantin Dobrojanou, qui était le théoricien du parti, a fait, dans son livre *Un Nouveau Servage*, une analyse brillante de la situation des paysans en Roumanie et y a soumis les réformes agraires du parti libéral à une critique sans réplique; ce livre a déchaîné une tempête au camp de la bourgeoisie roumaine et a servi de prétexte à une série d'attaques acharnées lancées par les intellectuels libéraux contre son auteur.

Avant la guerre, le parti social-démocrate roumain observait strictement, dans sa tactique, le principe de la légalité, imitant ainsi la ligne de conduite de la démocratie socialiste allemande. Le parti réclamait en ce qui concernait son programme politique, que la législation électorale fût révisée, et faisait dans ce but au cours des élections, une propagande active en faveur de ses candidats; il dirigeait, en outre, l'action économique des organisations professionnelles. Cette action employait comme armes principales la presse du parti, les meetings populaires et les manifestations pacifiques dans les rues. Le parti socialiste roumain refusait catégoriquement tout accord ou compromis avec les partis politiques bourgeois. La propagande que faisait le parti visait exclusivement le prolétariat urbain, les petits artisans et les employés. Le parti ne faisait pas de propagande ni dans l'armée, ni dans les campagnes. Ses membres appartenaient tous à la classe ouvrière (sauf les artisans et les employés de commerce). Les intellectuels y étaient peu nombreux mais ceux d'entre eux qui dès le commencement s'étaient rangés sous le drapeau du parti, lui sont restés fidèles jusqu'à ce jour.

La guerre mondiale surprit le parti au milieu d'une crise intérieure, marquée par d'âpres querelles sur les questions de programme. Cependant, les événements qui menaçaient l'existence même du socialisme universel, la nouvelle foudroyante de l'assassinat de Jaurès, celle de l'approbation donnée à la guerre par le parti social-démocrate allemand, ainsi que les tendances chauvines si inopinément manifestées par les socialistes français, tous ces faits réduisirent vite au silence toutes les tendances au sein du parti et reconcilièrent provisoirement les «autonomistes» avec les «centralistes». Une conférence extraordinaire, convoquée en toute hâte, vota une résolution qui protestait contre la guerre, déclarait la guerre à la guerre et proclamait la nécessité d'une lutte active pour la neutralité de la Roumanie; en outre, cette résolution faisait ressortir que la guerre mondiale devrait amener inévitablement une révolution sociale. A partir de ce moment, c'est-à-dire depuis le mois d'août 1914 jusqu'au 15 août 1916, date à laquelle la Roumanie intervint dans la guerre européenne, toutes les forces et toute l'activité du parti roumain se trouvèrent concentrées sur la guerre à la guerre et sur la lutte économique contre la vie chère.

Au point de vue numérique, le parti ne représentait pas une force importante: il ne comptait que 1.000 membres environ et 10.000 travailleurs, tout au plus, faisaient partie des syndicats. Mais ayant mobilisé, pendant les deux premières années de la guerre mondiale, toutes ses forces pour

développer une propagande des plus énergiques, et en faisant propager dans tout le pays son journal *Lupta (La Lutte)* et toute une série d'appels et de brochures populaires, organisant en même temps, de nombreux meetings, le parti réussit à gagner les sympathies des masses prolétariennes. Les meetings de protestation contre la guerre organisés par les militants socialistes attirèrent habituellement des milliers de personnes, particulièrement des ouvriers; 10.000 hommes environ prenaient part aux manifestations du 1-er mai en 1915 et 1916; tandis, qu'un millier d'assistants, tout au plus, se rendaient ordinairement, aux réunions organisées par les gouvernants partis bourgeois, et cela malgré la coopération très énergique que la police accordait aux organisateurs de ces réunions. En octobre 1914, le parti commença la publication d'un organe quotidien—*Lupta*, tandis que *l'Union de la Jeunesse* faisait paraître une revue mensuelle intitulée *Victorial Social*.

En février 1915, le parti ouvrier socialiste bulgare organisa à Sofia une grande réunion de protestation contre la guerre. Le parti roumain y envoya des délégués. Un discours y fut prononcé, entre autres, par le camarade Lapichevitch, représentant du parti socialiste serbe.

C'est à ce moment que fut conçu, à Sofia, le projet de grouper les partis socialistes de tous les États balkaniques dans leur lutte contre la guerre et que la décision fut prise, de n'avoir plus rien de commun avec les social-patriotes et de rompre définitivement avec les «socialistes» bulgares, dits «socialistes larges».

Au mois de mai de la même année, les socialistes roumains et leurs camarades de parti, les socialistes bulgares, dits «tiesniakis», firent une réunion commune à Bucarest, et au mois de juillet, une autre conférence commune fut organisée dans la même ville par les socialistes bulgares; outre les camarades roumains, des représentants du parti des «tiesniakis» bulgares et des représentants du parti socialiste grec y assistèrent. Les conditions spéciales du temps de guerre empêchèrent les représentants du parti serbe de s'y rendre. On sait que cette conférence élaborait un projet de Fédération de tous les États balkaniques en une seule république démocratique. Elle vota aussi une résolution blâmant la politique de compromis de la Deuxième Internationale. A l'automne 1915, le parti socialiste roumain fut représenté à la conférence de Zimmerwald par le camarade Rakovsky et adhéra officiellement à la commission de Zimmerwald.

La propagande politique du parti roumain, qui organisa, à maintes reprises, des grèves politiques de 24 heures, se poursuivit jusqu'au 15 août 1916, c'est-à-dire jusqu'à l'entrée de la Roumanie dans la guerre mondiale. Pendant toute cette période, le gouvernement libéral ne cessa pas de jouer un rôle très équivoque; d'un côté, il faisait pour la guerre des préparatifs secrets et s'humiliait devant le tsar Nicolas II, qui finançait généreusement la propagande pro-illie; et de l'autre côté, jusqu'à l'été de 1916, il continuait officiellement ses relations avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, accordant, en même temps, une liberté relative à la propagande socialiste contre la guerre et pour la neutralité de la Rouma-

nie. Mais tout le monde voyait clair dans ce jeu. La population, soumise à l'influence de la presse gouvernementale, le disait sans façon: «Nous marcherons avec celui qui sera le plus fort».

En juin 1916, un revirement très net se produisit dans l'attitude du gouvernement à l'égard de la propagande socialiste. Quand les ouvriers du port de Galatz eurent déclaré une grève de 24 heures, non seulement en formulant des revendications économiques, mais en protestant aussi contre la guerre, le préfet de Galatz, Gussy, agent bien connu du gouvernement du tzar, leur fit connaître, en termes catégoriques, qu'il s'opposerait à toute manifestation. Et quand les ouvriers, accompagnés de leurs femmes et enfants, eurent formé, malgré tout, un cortège pacifique, dans les rues de Galatz, Gussy fit mander des troupes pour tirer sur la foule: dix travailleurs furent tués et plus de cent blessés. Le 15 août 1916, le gouvernement roumain déclara la guerre à l'Autriche-Hongrie. Le parti socialiste organisait aussitôt un meeting de protestation contre la guerre et ce meeting fut le dernier. Il ferma la série des réunions publiques libres. A midi, le cirque, où il devait se tenir, fut subitement entouré de troupes, et la foule qui s'y rendait dispersée par la cavalerie. C'est ainsi que prit fin cette période de lutte du parti roumain contre la guerre.

Quinze jours après la déclaration de guerre, le gouvernement ordonna la suspension de *Lupta*, l'organe du parti. En même temps, Christian Rakovsky, membre du comité central, était arrêté et interné, comme un dangereux criminel politique. Presque tous les membres du parti furent mobilisés. Il n'en resta que deux au Comité Central: l'auteur de cet article et le camarade Kripesku. Cependant, à la suite d'une protestation contre l'arrestation du camarade Rakovsky, adressée sous forme de lettre, à l'ex-socialiste Morzun, ministre de l'intérieur, et au Président du conseil, Brătianu, nous fûmes aussi arrêtés. Quelque temps après, plusieurs de nos camarades étaient remis en liberté, mais cinq secrétaires de divers syndicats restèrent emprisonnés. La police mit les scellés sur les locaux des cercles socialistes et toutes les réunions furent sévèrement interdites, y compris celles de trois personnes! De ce fait, toute activité légale nous devint impossible. C'est alors que plusieurs de nos camarades soulevèrent la question de l'opportunité d'une activité clandestine et de l'emploi de méthodes de lutte plus révolutionnaires: ces camarades estimaient qu'une attitude inerte et indifférente serait criminelle et absurde par un temps où le sang de nos frères, paysans et ouvriers roumains, coulait pour les intérêts impérialistes de la bourgeoisie. Mais le changement de tactique du parti, qui devait rendre son activité clandestine, ne pouvait se faire tout d'un coup. Aussi, cette proposition fut-elle accueillie avec indignation dans le parti. «Le parti social-démocrate ne peut agir qu'ouvertement», — soutenaient obstinément certains camarades.

Pendant les trois premiers mois de la guerre, le mouvement socialiste en Roumanie ne donna donc pas signe de vie. Les troupes austro-allemandes et bulgares ruinèrent la majeure partie du pays. Le gouvernement et la plupart des

notabilités bourgeoises s'enfuirent de Constantza, que les Bulgares occupèrent, et, après s'être rendus sur les bords du Danube, allèrent s'installer en Moldavie et en Russie. Des convois interminables et de longues files de fuyards et de réfugiés encombraient les chemins de fer et les grandes routes. Le 6 décembre 1916, les troupes allemandes, commandées par le feldmaréchal Mackensen, firent leur entrée à Bucarest. Les trois quarts de la Roumanie se trouvaient déjà occupés par les troupes allemandes. Le camarade Rakovsky et les autres camarades internés avec lui furent transportés, eux aussi, en Moldavie, et leur sort nous inspira de vives inquiétudes car nous savions la haine que nourrissaient à leur égard le gouvernement et les officiers supérieurs. Quelques-uns de nos amis, membres du parti, restèrent à Bucarest; ils pensaient que l'occupation allemande améliorerait la situation du parti et rendrait possible un certain légal. Mais ces illusions ne furent que de courte durée. Il est vrai que nos camarades ouvriers, qui avaient été arrêtés, furent remis en liberté, que notre cercle fut rouvert et que pendant les trois premiers mois de l'occupation nous réussîmes même à organiser, presque sans empêchement de la part de la police allemande, plusieurs petites réunions; mais il nous fut impossible d'obtenir des autorités allemandes l'autorisation de publier un journal, d'ouvrir une école du parti ou même une école ordinaire, voire celle d'organiser une réunion légale. La situation des ouvriers et de la population pauvre, en général, à Bucarest et dans les autres villes, était désespérée; la disette commençait, et les familles des soldats envoyés sur le front demeuraient sans moyens d'existence. Le parti social-démocrate adressa aux autorités allemandes une déclaration officielle, leur signalant la situation désespérée de la population, mais ce document ne produisit naturellement aucun effet. En Moldavie «libre» la situation était encore pire et la mortalité y prenait des proportions terrifiantes; et nos militants avaient à connaître dans ce pays toutes les sévérités d'un implacable régime de terreur blanche. Toutes les communications avec la Moldavie étaient interrompues; tout le pays, toute la population, — et notre parti de même — se trouvaient divisés en deux parties, selon les territoires (occupés ou non); et cet état de choses dura pendant deux ans.

Et voici que tout-à-coup, au bout d'un hiver rigoureux, quand notre désespoir se trouvait à son comble, quand notre cause nous semblait ruinée pour longtemps, voici qu'un soleil éclatant parut devant nos yeux. Je me rappelle parfaitement la belle matinée d'hiver, quand je lus, à la première page du *Vorwärts*, l'annonce de la révolution en Russie. Et les jours suivants nous lûmes avec une avidité insatiable les informations brèves et poignantes concernant les événements de Péetrograd. Les ouvriers discutaient indéfiniment des destinées futures de la révolution.

Notre cercle peu nombreux se ranima. A la mi-mars la première manifestation des masses affamées eut lieu; 2.000 femmes demandèrent aux autorités allemandes «du pain et la paix». La manifestation se passa sans incident. Le parti avait mis en circulation une feuille lithographiée qui

expliquait l'importance mondiale de la révolution russe et réclamait la paix immédiate. Ces faits firent peur à la police allemande qui opéra des perquisitions dans les locaux de notre cercle et à nos domiciles privés, arrêtant cinq membres du parti (dont l'auteur de ces lignes). D'ailleurs, quelque temps après, la liberté nous fut rendue, mais l'ordre fut donné, en même temps, de nous placer tous sous la surveillance très stricte de la police. Les autorités interdirent toutes les réunions publiques. Cette fois encore cependant notre cercle demanda aux autorités allemandes l'autorisation de célébrer la fête du 1-er mai, autorisation accordée puis retirée sans motifs. Pour autant que je m'en souviens, la fête du 1-er mai, en 1917, fut très agitée à Berlin, en Allemagne et tout particulièrement en Hongrie. A Jassy, ce jour-là, l'armée révolutionnaire russe avait remis en liberté le camarade Rakovsky qui s'était aussitôt rendu en Russie, accompagné de plusieurs de nos camarades roumains. En même temps, nous établimes des relations avec les camarades bulgares et, grâce au concours de nos camarades soldats allemands et autrichiens, nous pûmes communiquer aussi avec les partis allemands et hongrois. Les informations relatives à la conférence projetée à Stockholm firent naître de grandes espérances non seulement au sein du parti, mais aussi dans toute la classe ouvrière roumaine; elles devaient, malheureusement, s'évanouir très promptement et la seule conséquence importante qui nous resta du projet de conférence de Stockholm, se réduisit en fait à notre entrée en relations étroites avec les camarades russes. Les démarches faites pour obtenir des autorités allemandes un permis de départ se poursuivirent pendant trois mois; le parti m'avait désigné pour le représenter mais la police roumaine informa probablement les Allemands que j'étais en contact étroit avec le mouvement révolutionnaire russe et le gouvernement de l'Empire, représenté à Bucarest par le comte Mirbach, refusa catégoriquement de me délivrer le passeport nécessaire. En fin de compte, les camarades Frimu et Constantinescu recurent, à la suite d'une intervention du parti social-démocrate allemand, l'autorisation de se rendre à Stockholm. Après la 3-me conférence zimmerwaldienne, tenue à Stockholm, et la publication de son manifeste, ainsi que sous l'influence des nouvelles qui nous étaient parvenues du groupe communiste roumain d'Odessa, notre groupe de Bucarest, qui représentait le comité central du parti, souleva de nouveau la question d'un changement de tactique et de la possibilité d'une action révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes. Malheureusement, la désorganisation complète du parti, due à la guerre et à l'occupation militaire, ne nous permettait pas de faire un travail de propagande et d'organisation systématique, comparable à celui de nos camarades bulgares... D'autre part, notre travail était considérablement gêné par notre vieille habitude de l'activité publique légale... Notre propagande était généralement faite par des militants isolés et par des petits groupes, qui avaient commencé par propager des feuilles clandestines, se passant souvent de tout contrôle du comité central du parti. Nombre de ces feuilles étaient même rédigées en des termes et dans un esprit tout autres

que ceux du communisme... Nous fûmes informés à ce moment qu'en Moldavie, malgré la terreur blanche, nos militants ne renonçaient pas au point de vue de la majorité du parti social-démocrate allemand et qu'au lieu d'appuyer la révolution russe par l'intermédiaire des groupes de Bessarabie, ils restaient les témoins passifs des grands événements qui se déroulaient sous leurs yeux... Mais la révolution russe d'octobre produisit sur les masses ouvrières en Roumanie une impression des plus fortes. Notre groupe de Bucarest fit paraître un manifeste illégal, appelant les masses à l'action révolutionnaire...

À la suite de la publication de cette feuille, dont le secret avait été trahi, et en raison de l'activité d'un agent provocateur, qui s'était faufilé dans le parti, trois d'entre nous furent arrêtés: G. Măscu, Valerius Marcu et Aurelius Niculescu; la police intensifia la surveillance qu'elle exerçait sur nous et commença une série ininterrompue de perquisitions chez presque tous les membres du comité central.

Avant hautement protesté contre l'arrestation de nos amis, menacés d'un verdict de mort, nous réussîmes à atténuer de beaucoup la peine qui les attendait: la cour martiale condamna deux d'entre eux à 4 mois de prison et Valerius Marcu à l'internement dans un camp de concentration en Allemagne.

Après la paix de Brest-Litovsk, celle de Bucarest fut signée. On sait que ce traité de paix était extrêmement dur pour la Roumanie et la plaçait dans une dépendance politique et économique absolue des puissances centrales.

La journée du 1-er mai 1918 coïncida pour la Roumanie avec l'ouverture des négociations de paix. Ce jour-là notre cercle convoqua ses membres pour une réunion secrète, designant à cet effet un jardin privé des environs de la ville; les représentants du comité de Bucarest, du cercle, des comités des syndicats et ceux de «l'Union de la Jeunesse», ainsi que des camarades de villes voisines et d'autres qui venaient de rentrer de Moldavie prirent part à cette délibération.

La conférence écouta la lecture d'un rapport traitant des questions d'actualité et dépeignant la situation politique dans la république russe et en Europe. Elle décida ensuite à l'unanimité d'élaborer un nouveau programme et de le présenter, dès que la chose serait possible, à l'approbation du congrès du parti; en attendant, la résolution fut prise de renforcer la propagande, de l'étendre aux campagnes et de ne pas participer aux élections parlementaires qui devaient avoir lieu un mois plus tard.

Cette réunion clandestine devait rester secrète; mais cette fois aussi, nos camarades ne s'étaient pas montrés assez habiles et la police allemande eut bientôt entre les mains le procès-verbal de notre conférence. Quinze jours après 13 militants qui y avaient pris la parole, furent arrêtés par les autorités allemandes, aidées de la police roumaine. Parmi eux se trouvèrent tous les membres, de notre comité central, sauf Frimu qui, par ha-

sard, n'avait pas assisté à la conférence. On nous mit tous en demeure de choisir entre l'internement en Allemagne dans un camp de concentration, et la procédure de la justice roumaine qui voulait nous poursuivre sous l'inculpation de «complot contre la sûreté de l'Etat»; on nous prévint d'ailleurs, que notre procès serait fait par un tribunal civil, assisté de jurés.

Nous préférâmes la justice roumaine.

L'enquête prit deux mois; nous n'étions pas trop mal logés à la prison de Vacaresli, bien que personne, de nos parents même, ne put nous visiter; les habitants de la ville nous considéraient comme «des victimes des Allemands». Dans les milieux ouvriers notre arrestation avait provoqué une grande effervescence, et des manifestations se succédaient sans cesse autour de la prison; à l'époque où nous fûmes incarcérés le parlement siégeait à Jassy, mais, sauf un député, dont nous ignorons malheureusement le nom, pas un représentant des soi-disant partis de la gauche — le parti dit du peuple et du parti dit du travail — n'eut le courage d'interpeller le gouvernement sur notre affaire. Ce ne fut que deux mois après notre arrestation, que, grâce aux efforts de nos camarades bulgares, les députés indépendants, Haas et Ledebour, saisirent le Reichstag allemand d'une interpellation au sujet de notre arrestation; huit jours après la liberté nous était rendue.

A ce moment des troubles commençaient à agiter les armées allemande et autrichienne et, tout particulièrement l'armée bulgare. On prévoyait des événements graves. En septembre nous apprîmes de bonne source que des événements révolutionnaires se produiraient en Bulgarie au début de novembre. Le langage des journaux socialistes faisait aussi comprendre que l'Allemagne et l'Autriche étaient à la veille d'une révolution. Nous réussîmes à établir enfin des relations avec la Moldavie et ce n'est qu'alors que nous apprîmes toutes les horreurs de la terreur blanche dans ce pays et l'annexion forcée de la Bessarabie qui s'était faite grâce à la trahison de la bourgeoisie; nous apprîmes aussi l'ignoble assassinat par un officier roumain, à Jassy, de notre camarade Max Woekeller, les nombreuses arrestations opérées en Moldavie et l'activité intense des tribunaux de guerre dans ce pays; nous apprîmes enfin l'attitude passive des masses ouvrières en Moldavie et de l'armée roumaine devant les événements de la révolution russe...

La désorganisation économique, qui avait atteint son point culminant, la cherté de la vie, la spéculation toujours croissante provoquèrent enfin dans les masses ouvrières roumaines une explosion d'indignation. En octobre 1918, les cheminots moldaves se mirent en grève; la grève gagna Bucarest, en déterminant des grèves dans d'autres branches de l'industrie roumaine. Les autorités allemandes, qui administraient toujours la Roumanie, n'empêchaient plus maintenant les réunions au cercle socialiste, et ces réunions devenaient de plus en plus nombreuses. On y discutait, surtout la révolution russe. Nous élaborâmes, au nom du parti, une déclaration faisant ressortir la nécessité d'un changement de la tactique et mettant en relief que nous devions nous

préparer à la dictature du prolétariat. Nous nous propositions de convoquer tout prochainement, dans ce but, un congrès du parti. En novembre, la révolution éclata en Bulgarie, en Autriche et en Allemagne et les autorités allemandes, conjointement avec l'armée allemande, évacuèrent la Roumanie sans perdre un instant. Le roi Ferdinand déclara en Moldavie la mobilisation et l'état de guerre. Après le départ des troupes allemandes, que le roi Ferdinand avait suivies, la capitale roumaine resta pendant quinze jours sans gouvernement et si, à cette époque, le prolétariat roumain avait été suffisamment conscient et les ouvriers bien organisés, ils auraient pu s'emparer, sans peine, du pouvoir et instituer la dictature du prolétariat. Mais n'ayant point d'assurance en leurs propres forces et d'ailleurs complètement désorganisés, les ouvriers, ici encore, laissèrent tout comme en Moldavie échapper le moment propice.

Le parti se borna, dans ces circonstances, à la publication d'un appel révolutionnaire aux citoyens et ouvriers où il protestait contre la mobilisation. Il fit aussi paraître le premier numéro du journal *Le Socialisme*. Dès l'arrivée des troupes royales, les journaux furent soumis à la censure dans toute la Roumanie; mais notre appel était déjà imprimé et répandu et la censure se vit dans la nécessité d'en tolérer la propagation ultérieure.

Dès que les Allemands eurent évacué le pays, le mouvement ouvrier économique y éclata avec une force extraordinaire. Ce fut un mouvement de masses, mais désorganisé, et le parti socialiste fut impuissant à le maîtriser. Des grèves isolées se produisaient inopinément et s'apaisaient de même. La plupart de ces grèves avaient un caractère pacifique; elles n'entraînaient pas en lutte ouverte contre le gouvernement. A Jassy c'était un cercle de social-démocrates orthodoxes, dits «minimalistes», qui dirigeait le mouvement dans cet esprit, alors que trois courants divers existaient à Bucarest: le premier, très faible, était représenté par les «minimalistes», le deuxième — par un groupe du centre, formé de maximalistes organisés et de centralistes, et, enfin, le troisième, empreint de tendances anarchistes, comprenait des ouvriers peu conscients et une partie de la jeunesse de la ville. Se voyant en présence d'un mouvement ouvrier toujours croissant, le gouvernement roumain se mit à jouer un double jeu: d'un côté, il déclara par la voie de la presse et dans les discours de ses représentants officiels, qu'il était prêt à accorder des réformes et des concessions et qu'il désirait se concilier le parti socialiste; il décréta même, à cet effet, l'expropriation partielle des grandes propriétés foncières, une répartition des lots de terre parmi les paysans et quelques autres lois de cette nature. Mais il maintenait d'autre part le pays en état de siège, il faisait subir aux journaux une censure intraitable, il se servait, comme par le passé, de ses méthodes favorites de subornation et de provocation des ouvriers. Notre parti, qui publiait à cette époque quatre journaux — à Bucarest, à Ploesti, à Braila et à Jassy, — cherchait à faire connaître aux masses

ouvrières les événements en Russie, la marche de la révolution dans ce pays et le programme communiste. Et il poursuivait en même temps, au cours de meetings et de réunions une propagande active des idées qui inspirent le pouvoir des soviets et la dictature du prolétariat. Cette propagande avait, d'ailleurs, un caractère purement théorique.

Le 13 décembre 1918, les ouvriers de toutes les imprimeries de Bucarest se mirent en grève, demandant une augmentation de salaires. Les rédactions des journaux s'adressèrent au parti socialiste, lui promettant de satisfaire les ouvriers, si le parti, de son côté, les aidait à obtenir la suppression de la censure. La veille, l'organe du gouvernement, le *Victoral*, avait publié un article menaçant à l'égard des socialistes-bolchéviques, qu'il accusait de haute trahison.

Le jour de la grève des imprimeurs, le comité central du parti, n'ayant pas eu le temps de se réunir et les camarades faisant partie du comité central des syndicats étant également absents, un petit groupe de militants, prit seul la résolution d'appuyer les ouvriers typographes par une manifestation publique et par la grève générale. Ces camarades n'eurent même pas le temps de porter cette décision à la connaissance de toutes les organisations ouvrières : à trois heures de l'après-midi, un petit groupe de manifestants occasionnels et d'imprimeurs, qui s'y étaient ralliés, se trouva cerné par les troupes; les ouvriers métallurgistes arrivant à ce moment sur les lieux se joignirent à la manifestation aux cris de : «A bas l'armée!» Sur l'ordre du général Stelănescu, préfet de Bucarest, les soldats ouvrirent le feu, tuant une vingtaine d'hommes et en blessant plus de cent... D'autres groupes d'ouvriers, qui venaient d'arriver, à leur tour, sur les lieux de la collision, prirent la fuite. Un détachement de gendarmes enleva ensuite d'assaut le local du cercle socialiste et le pilla complètement. Les gendarmes rouèrent de coups les camarades qui s'y trouvaient; des ouvrières furent traînées par les cheveux dans la rue. Les ouvriers arrêtés furent conduits au bureau de police; chemin faisant, ils subirent les outrages de la foule bourgeoise qui se pressait autour d'eux.

Avant la tombée de la nuit, deux cents arrestations environ furent opérées. De nombreux camarades furent pris à leurs domiciles, ignorant complètement les événements qui venaient de se dérouler. Cette fois, le gouvernement libéral jeta le masque, et se déclara ouvertement notre ennemi. Nous passâmes huit jours dans le célèbre cachot souterrain de la préfecture de Bucarest où nous étions enfermés, par groupe de 60 hommes dans des salles extrêmement exigües. On nous y traita ignoblement. Le deuxième jour de notre incarcération, les camarades Frimu, Cristescu, Moscovitch et Pal furent «passés à tabac», au cours de la nuit, d'une façon barbare. Le même sort menaçait aussi l'auteur de ces lignes; nos torionnaires ne me laissèrent en paix qu'après ma déclaration catégorique que je me donnerais la mort, s'ils mettaient leurs menaces à exécution. Le camarade Frimu succomba plus tard, aux coups qu'il avait reçus,—bien que la version offi-

cielle de sa mort le déclarât emporté par la fièvre typhoïde. Le président du conseil Braiano et le ministre de l'intérieur Mirsecu étaient au courant de toutes ces choses.

Nous fûmes donc tous traduits devant le conseil de guerre. Mais le premier interrogatoire que nous eûmes à subir le commissaire militaire, mit déjà en relief que rien ne prouvait nos soi-disant préparatifs à l'insurrection. Toute l'affaire se réduisit à l'organisation d'une grève économique, pacifique. Le gouvernement tenait pourtant à décimer le parti socialiste, et il se mit à recueillir, avec l'aide de ses agents, de nouvelles armes contre nous. De nouvelles arrestations furent opérées. L'auteur de ces lignes, peu avant d'être remis en liberté, fut invité à quitter définitivement le pays, mais le passeport qu'on lui avait accordé lui fut retiré au bout de peu de temps. Des procès interminables se succédèrent. Notre affaire permit une excellente propagande politique non seulement en Roumanie, mais aussi en Transylvanie et en Bukovine. Trois mois et demi après ces événements, sous l'influence du revirement complet qui s'était produit dans l'opinion publique en faveur des socialistes, ainsi que sous l'impression de l'agitation toujours croissante des masses ouvrières, le gouvernement se vit dans la nécessité de rendre la liberté à tous ceux qu'il détenait, exception faite de quatre camarades, reconnus coupables d'avoir entretenu des relations personnelles avec les bolchéviques russes et hongrois.

Ainsi prit fin, honteusement, la tentative du gouvernement roumain d'étrangler le parti socialiste.

En avril 1918, après la libération de tous nos camarades, une conférence du parti se réunit enfin; des délégués des partis socialistes de Transylvanie et de Bukovine y assistaient. Les groupes de Bessarabie n'y envoyèrent qu'une déclaration, portant qu'ils travaillaient en parfaite union avec les partis russes. La conférence élabora le texte définitif de la déclaration du parti, constatant que le but immédiat que vise le mouvement est la dictature du prolétariat.

Il appert des comptes-rendus, dont la lecture fut donnée au cours de la conférence, que l'on compte maintenant 35.000 ouvriers socialistes, organisés en syndicats, et 2.500 membres du parti socialiste. En Transylvanie, le parti social-démocrate comprend 75.000 camarades, pour la plupart syndiqués, et le parti socialiste est, en Bukovine, fort de 15.000 membres.

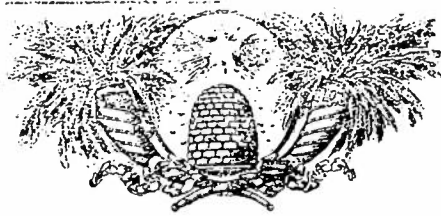
La conférence a émis le vœu d'adhérer à la III-e Internationale, tout en renvoyant, cependant, la solution définitive de cette question jusqu'à la convocation du congrès du parti. Un autre vœu, émis au nom du parti roumain, invite le parti de Transylvanie à prier les camarades Flucaș et Jumanku, ses représentants au gouvernement provisoire de Transylvanie, de donner leur démission. La participation aux élections à l'Assemblée Constituante a également été votée à la majorité des voix; le parti devant se faire de la campagne électorale une arme de propagande active parmi les masses et devant présenter ses propres candidats.

Le nouveau programme du parti a été ensuite adopté. En ce qui concerne la question agraire il exige la socialisation des terres et, quant à l'industrie,—une nationalisation partielle des fabriques et usines.

Depuis la Conférence, le gouvernement a recommencé sa politique de représailles contre le parti socialiste. De nombreux militants ont dû

passer à l'étranger. Mais en dépit de ces persécutions, le mouvement ouvrier ne cesse pas de croître et de s'étendre, et la nouvelle aventure militaire du gouvernement roumain en Hongrie a pu seule entraver temporairement le cours naturel de son développement.

Catherine ARBARI-RALLY.





La Pologne et la Révolution mondiale

(Suite).

3) Le territoire polonais au début de la guerre.

Au début de la guerre entre les trois Etats conquérants qui régnaient sur la Pologne, toute la classe dirigeante de ce pays se rangea aux côtés de «ses» gouvernements: Varsovie exultait d'enthousiasme belliqueux pour la Russie, Cracovie pour l'Autriche, Posen se comportait avec quelque réserve; toutefois, extérieurement, elle faisait preuve de loyauté envers l'Allemagne.

Nous examinons en premier lieu les événements et la situation en Galicie, parce que les groupes politiques polonais y menaient (en particulier) dès le commencement une politique de guerre très active.

Nous avons déjà dit que le Parti Social-Démocrate de Galicie était depuis de longues années en rapport avec l'état-major général d'Autriche; et, que, aussitôt la guerre déclarée, il avait contribué à la formation d'une «légion polonaise» prête à combattre contre la Russie. Elle était placée sous le commandement de Pilsudski et formée avec la collaboration active de Daczynski et du directoire du parti. Dans cette armée de volontaires entraient d'abord des réfugiés politiques de la Pologne russe; c'étaient eux qui en formaient le noyau. En outre beaucoup de soldats galiciens préféraient servir dans cette légion que dans l'armée autrichienne. Les autorités militaires autrichiennes employaient toutes les ruses de la démagogie pour exploiter l'ardeur patriotique de ces jeunes gens. Le commandement était polonais; les volontaires avaient leur propre uniforme portant l'insigne national polonais. Ils se distinguèrent dès le premier jour par leurs exploits au champ de bataille.

En même temps s'était formé à Cracovie, avec l'approbation du gouvernement autrichien, un «Comité National» appelé à soutenir la guerre contre la Russie, et dans lequel figurait, à côté de l'ex-ministre Jaworski, M. Daczynski. Ce Comité mena une propagande intensive dans laquelle la haine contre le tsarisme était le ressort essentiel. Sa politique trahit dans son sein une corruption sans vergogne. Comment pouvait-on, en effet, appeler le peuple polonais à lutter contre le tsarisme aux côtés du gouvernement prussien? Ce gouvernement prussien n'était-il pas un ennemi plus dangereux pour la nation polonaise que le tsarisme? La victoire de l'impérialisme allemand, pour laquelle les Polonais étaient appelés à donner leur vie, ne représentait-elle pas le pire danger pour leur avenir national? Et l'Autriche? tout en usant de moyens moins violents n'était-elle pas également l'oppression nationale? La victoire de l'impérialisme austro-allemand sur l'impérialisme russe ne pouvait certainement pas apporter le salut au peuple polonais; et c'était bien provoquer au fratricide que d'exciter les soldats polonais en uniforme autrichien contre les soldats polonais

en uniforme russe. L'abîme se creusa davantage lorsque, dans les premiers mois de la guerre, le rôle déplorable de l'Autriche comme puissance belligérante fut connu; on put constater que ce n'était pas l'Autriche, assez bien disposée envers la Pologne, mais l'Allemagne hostile qui tenait le gouvernail et qu'en cas de victoire le Hohenzollern (et non le Habsbourg) déciderait du sort des Polonais. L'imposture intérieure, que la situation décelait au sein du «Comité national» fit que sa propagande eut fort peu de succès. Les politiciens de la trempe de Pilsudski et de Daczynski avaient escompté l'envahissement de la Pologne russe par la légion polonaise comme devant allumer là-bas un soulèvement national et c'était le gouvernement autrichien qui — par la mise en scène de l'entreprise — avait donné les directives. Mais cet espoir fut complètement déçu: paysans et ouvriers de l'autre côté de la frontière reçurent les légionnaires comme des ennemis et ne songèrent point à se joindre à eux. Ce fut la première et douloureuse déception.

Mais à Varsovie «l'armée de Pologne» ne se montrait pas seulement loyale envers le régime tsariste; elle s'enthousiasmait pour ce dernier. Divers motifs expliquent ce fait. Notons avant tout l'explosion spontanée d'une haine furieuse contre la nation allemande, contre l'Allemagne, l'ennemi héréditaire de la nation polonaise. L'ivresse du sang versé s'empara bientôt des grandes masses populaires. La même hypnose qui, au début de la guerre, avait saisi les masses, en particulier la population urbaine de tous les pays, se faisait sentir en Pologne; elle fut plus forte que la haine contre le gouvernement étranger. C'est un fait avéré que dans la Pologne russe les soldats n'ont pas cherché à se soustraire au service militaire en campagne, mais se sont même enrôlés volontairement. Peut-être faut-il en chercher la raison dans la prédominance de la haine contre les Allemands, conséquence de l'infâme politique d'oppression prussienne, sur celle du régime tsariste. Et pourtant la réflexion me semble avoir eu le moindre rôle dans ce vertige de guerre. Le désir de combattre, de tuer, attisé par la propagande de l'Etat mené par tous les moyens imaginables, rendait les masses aveugles et sourdes aussi bien ici qu'ailleurs. Le gouvernement russe avait besoin de l'industrie polonaise si développée pour faire la guerre et elle ne lésinait point sur les dépenses. Et puis l'armée qui entrait en Pologne apportait également de l'argent; les officiers «faisaient la noce» et les soldats pendant les premières semaines eurent monnaie sonnante en poche et firent bonne chère. Varsovie «regorgeait d'argent» ce qui suscitait l'ivresse belliqueuse et la foi en la victoire... Les manifestes du gouvernement avaient incontestablement moins de succès. Aucun politique sérieux n'ajoutait foi aux promesses de liberté faites aux Polonais par Nicolas Nicolaïevitch. Mais

l'on sentait confusément qu'au cas où la Russie vaincrait, les trois tronçons de la Pologne seraient réunis, ce qui eût été pour les Polonais un avantage des plus considérables.

Seuls, les prolétaires conscients ne s'étaient pas laissés tourner la tête au cours de cet accès général d'ébriété béliqueuse. Les social-démocrates de Pologne et de Lithuanie remplirent leurs devoirs révolutionnaires et entreprirent aussitôt de lutter contre la grande tuerie des peuples; la *Lewitza*, l'aile vraiment révolutionnaire et marxiste du P. P. S., agit de même. Toutefois, ici comme ailleurs, ces voix se perdirent sans succès dans le fracas de la grande guerre.

Sur le territoire polonais resté sous la domination prussienne, la situation était étrange. Les députés polonais votèrent les crédits de guerre à la diète et firent sonner haut la loyauté des Polonais. C'est sans murmurer que les soldats entraient au régiment et se soumettaient à sa discipline de fer; beaucoup d'entre eux étaient vite grisés. Mais il faut dire qu'en général la population polonaise était animée de sentiments hostiles à l'Allemagne. Des proclamations lancées par le gouvernement pour avvertir que «les hordes cosaques submergeront le pays, si tous ne participent pas à la guerre» ne firent aucune impression sur les provinces exposées des premières à une invasion russe. Des témoins oculaires parfaitement au courant de la vie du pays affirmèrent que si l'armée russe était entrée en Posnanie, elle y aurait été reçue à bras ouverts par la population polonaise. Le gouvernement le savait fort bien; aussi ne manquait-il pas d'user de rigoureuses représailles — ce qui aggravait l'état de choses.

Il y avait bien dans ces provinces quelques politiciens isolés qui se mettaient avec empressement à la disposition du gouvernement allemand et tentaient désespérément de faire une propagande germanophile dans les villes de la Pologne russe occupées par les troupes allemandes. Ce qui n'empêche pas quelques-uns d'entre eux et notamment M. Karlanty, de jouer un certain rôle dans le gouvernement polonais et de crier maintenant, plus haut que quiconque, leurs sentiments germanophobes.

L'occupation de la Pologne par les troupes austro-allemandes fut pour le vainqueur l'occasion de tractations sordides sur la «question polonaise». A ces négociations entre l'Allemagne et l'Autriche, des patriotes polonais, tels que M. Daczynski et son parti, participaient avec empressement.

L'on créa d'abord un gouvernement provisoire. Le gouvernement allemand nomma à Varsovie un «conseil de régence». Aucun politique influent ne voulant y jouer quelque rôle, on intronisa, faim de mieux, deux des plus notables aristocrates, le prince Loubomirski et le comte Ostrowski ainsi que l'archevêque Kakewsky, dont ces fonctions nouvelles firent le bonheur. L'on créa également un conseil des ministres composé de nullités et d'ambitieux politiques. En fait ce furent les occupants qui gouvernèrent le pays; or il y en avait deux — dans une partie, les Allemands, dans l'autre, les Autrichiens. Leur mission essentielle était d'utiliser le pays pour mener la guerre à bonne fin. Dans ce but ils pillèrent à qui mieux mieux. Le général Beseller à la tête de l'occupation allemande, se distingua particulièrement par des exploits d'un caractère spécial. Ce ne fut pas assez que l'agriculture et l'industrie fournissent tout ce dont l'Allemagne pouvait avoir besoin, — produits, matières premières, machines; on établit l'esclavage de guerre le plus éhonté; des centaines de milliers d'ouvriers polonais furent emmenés en Alle-

magne pour travailler dans les domaines des hobereaux, dans les fabriques de munitions et les mines. La haine de l'Allemagne fut avivée d'autant. Mais l'aveuglement alla si loin en Allemagne que la presse et le parlement reprochèrent sérieusement aux Polonais de faire montre d'une «délégation ingratissime» parce qu'ils n'acclamaient pas leurs «libérateurs» du joug moscovite. Ce qui est presque incroyable mais bien vrai, hélas, c'est que la presse social-démocrate se fit l'écho du même refrain (surtout l'*Écho de Hambourg* et la feuille de Noske la *Voix du Peuple de Chemnitz*).

Mais ce gouvernement provisoire ne pouvait durer éternellement. Le gouvernement allemand hésitait à découvrir ses plans, car Berlin ne cessait pas de caresser l'idée d'une paix séparée avec le gouvernement tsariste et était prêt à lui abandonner non seulement la Pologne «libérée» mais encore au besoin la Galicie, sans reculer devant la pensée d'une trahison envers l'allié autrichien.

L'Autriche de son côté faisait entrevoir aux Polonais de belles espérances, non d'indépendance mais d'union de la Pologne Russe avec la Galicie sous le sceptre indulgent des Habsbourgs.

Et les politiciens polonais? Ils faisaient gaiment de l'opportunisme. La victoire allemande excluait toute idée d'une reconstitution de la Pologne. Il était évident que les provinces n'avaient rien à espérer sous la domination prussienne. Il était absurde en effet de s'attendre à ce qu'un Etat de proie tel que l'Etat prussien, parti pour une nouvelle tuerie de peuples, renouçât, une fois vainqueur, à ses raptis antérieurs. Aussi les politiciens du comité national de Cracovie faisaient-ils aisément leur deuil de la Posnanie, de la Prusse Occidentale et de la Haute-Silésie. Sa presse, de même que l'organe «social-démocrate» de Cracovie, ne voyait point de honte nationale dans ce désistement qui livrait plus de quatre millions de Polonais à la politique d'extermination de la Prusse. En revanche, on n'était pas loin de s'enthousiasmer à l'idée d'un Etat partiel polonais comprenant la Pologne russe actuelle et la Galicie. Les publicistes du P. P. S. s'efforçaient de démontrer la viabilité de cet état problématique et se cassaient la tête pour savoir si la monarchie austro-hongroise passerait alors du dualisme au trialisme ou se passerait de cette «réforme». Les optimistes rêvaient d'un royaume polonais indépendant, et trouvaient dans la personne du grand-duc Etienne — dont le fils avait épousé la princesse Czartoriska — le roi de leurs vœux. Les social-patriotes entraient volontiers dans cette combinaison.

Ce jeu dura jusqu'à ce qu'éclatât la Révolution Russe. Il fallut alors que l'Allemagne manifestât ses vœux d'avenir d'une façon plus concrète, car le vif attrait que la Russie révolutionnaire pouvait exercer sur la Pologne devenait pour elle une menace sérieuse. Mais les milieux compétents n'étaient pas d'accord. On ne parla plus de la combinaison autrichienne, car il semblait dangereux de fortifier un allié avec lequel on avait déjà eu de pénibles conflits. On se mit d'accord pour faire de la Pologne, russe ou «Etat tampon», dont l'indépendance toutefois resta bien douteuse. Les prétendants à la couronne ne manquaient point: les Wittelsbach (Bavière) parce qu'au XVI^e siècle un de leurs ancêtres avait épousé une princesse Jagellon et les Wettiner (Saxe) parce que deux de leurs ancêtres avaient déshonoré le trône polonais au XVIII^e siècle. Cependant, pour que cet Etat tampon ne devint pas trop important, Ludendorff exigea une «réglementa-

tion de frontières» en vertu de laquelle le bassin houiller de Dombrowa, le district industriel de Lodz en un mot toute la partie occidentale du pays jusqu'à la Pilitza devait revenir à l'Allemagne.

Ces beaux projets nirent les politiciens socialistes-nationalistes dans l'impossibilité de continuer à agir de concert avec la Prusse et l'Allemagne. D'ailleurs, Vienne se montrait extrêmement mécontente. Berlin trouvait opportun de donner le coup de grâce à la légion polonaise que l'on avait employé jusqu'à présent comme chair à canon. M. Pilsudski eut une chance imprévue: il fut fait prisonnier à Magdebourg.

Il est vrai que les créatures du général Beseller à Varsovie, ces Messieurs du conseil de la régence et des ministères continuaient leur politique. A la révolution russo de février succéda la révolution de novembre. Sur la question polonaise le gouvernement prolétarien russe déclara, comme il était naturel, que le prolétariat révolutionnaire renonçait à toute oppression nationale et laissait au peuple polonais le soin de décider librement de son sort. A Brest-Litovsk, les représentants de la Russie s'efforcèrent d'obtenir de l'Allemagne la reconnaissance de ce droit. Mais le gouvernement allemand s'y refusa. Il garda la proie dans ses griffes et voulut décider à son gré le sort de la «Pologne libérée».

4) Formation du nouvel État polonais.

Six mois plus tard c'en était fait de la politique de violence qui s'appuyait sur les baïonnettes: la révolution en Autriche et en Allemagne brisa pour la Pologne les chaînes de la domination étrangère. Actuellement les événements qui se déroulent en Pologne sont si anormaux qu'ils paraissent inexplicables à la plupart de nos contemporains.

Essayons, toutefois, d'en tracer un tableau.

Les apologistes de M. Pilsudski aiment à présenter les choses comme s'ils avaient désarmé les troupes d'occupation allemandes et autrichiennes. C'est une exagération vraiment excessive. Ces troupes étaient démoralisées à l'extrême par la vie de casernes. Soldats et officiers s'étaient transformés en maraudeurs et en tristes spéculateurs. Quelques jours après l'explosion de la révolution en Autriche, tous les soldats autrichiens se trouvant en Pologne étaient en fuite. Personne n'avait eu besoin de les désarmer; ils jetaient d'eux-mêmes les armes et abandonnaient tout matériel de guerre.

La région polonaise occupée jusqu'ici par ces troupes restait subitement «sans maître». Or, il s'agit d'un pays agricole sans grandes villes, et où la classe paysanne, surtout celle du gouvernement de Lublin, appartient aux milieux les plus éclairés de la Pologne. Elle chercha aussitôt à s'organiser. Une association secrète «l'Organisation militaire polonaise» existait en territoire occupé, à laquelle appartenaient les anciens légionnaires. Ceux-ci prirent le pouvoir avec les paysans. Ils formèrent le «gouvernement de Lublin» à la tête duquel se trouva Daczynsky. Il n'y avait que peu de troupes dans la Galicie Occidentale, composées surtout des régiments d'autres pays de la couronne d'Autriche, et dont les soldats ne pensaient qu'à vite rentrer chez eux. Pour cette raison, le «gouvernement de Lublin» put aisément se consolider de même que dans la Galicie Occidentale. Il déclara aussitôt des réformes démocratiques: le suffrage universel, égal, direct et secret pour les deux sexes; l'autonomie administrative; la journée de travail de huit heures. L'on ne pensait

pas à des revendications révolutionnaires et prolétariennes. Comme les ouvriers des fabriques se trouvaient alors en Russie et en Allemagne, il n'y eut personne qui pût rappeler le socialisme à ces messieurs du P. P. S.

Pendant ce temps affinaient les légionnaires venant de l'armée autrichienne ou des camps de prisonniers. C'est avec leur aide que se forma une milice nationale munie des armes trouvées. Quoiqu'elle ne fût que de quelques milliers d'hommes, elle forma néanmoins une force organisée, certainement importante dans le chaos.

Le pays d'occupation autrichienne en était là.

A Varsovie et sur le territoire d'occupation allemando rien n'était changé.

Mais quelques semaines plus tard, lorsque la révolution eut aussi éclaté en Allemagne, des événements analogues s'y déroulèrent. Les soldats allemands abandonnèrent tout pour retourner dans leurs foyers. M. de Beseller devint impuissant du jour au lendemain. MM. les Régents sentant qu'ils étaient les hommes les plus exécrés de Varsovie, avaient hâte de disparaître. Ils suppliaient M. de Beseller de libérer Pilsudski, voyant en lui le chef populaire de la légion, l'unique sauveur possible. Beseller céda à leur prière. Pilsudski devint le «chef de l'Etat polonais»; Monsieur Daczynsky lui envoya de Lublin un contingent de milice et le «gouvernement de Varsovie» fut prêt.

Comme il n'y avait pas davantage d'ouvriers à Varsovie et à Lodz, personne ne pouvait troubler l'idylle, étant donné surtout la joie générale causée par la fin de la domination de Beseller. La population souffrait tout avec résignation. Les réactionnaires qui avaient bien un peu regardé de travers le «socialiste» Pilsudski, se rassurèrent vite en constatant qu'il était plus accommodant encore que M. Daczynsky et qu'il dissipait leur unique inquiétude des premiers jours, assurant avec l'aide de la milice l'ordre et la tranquillité.

Il y eut bien au début quelques froissements entre le gouvernement de Varsovie et celui de Lodz; mais ils tombèrent rapidement d'accord. M. Pilsudski appela au ministère quelques membres ultra-modérés du P. P. S. (M. Daczynsky se retira bien entendu au plus vite) et quelques démocrates non moins modérés. Ensuite il promit de convoquer une «Diète constituante» mais la bourgeoisie dut se résigner aux conditions déjà proclamée à Lublin (suffrage universel, égal, direct, vote des femmes) car toute rétractation ent provoqué l'indignation populaire.

Voici ce qui se passait en Posnanie: la garnison de la forteresse de Posen se composait exclusivement d'Allemands, comme d'ailleurs c'était aussi le cas dans les autres villes; ces soldats avaient hâte de rentrer chez eux. Par contre les Polonais qui avaient servi dans l'armée occidentale revenaient en masse dans le pays. Ici comme partout en Allemagne des soviets de députés ouvriers et soldats furent créés, composés naturellement d'éléments polonais. Le gouvernement Ebert-Scheidemann, loin de reconnaître à l'instar du gouvernement prolétarien de Russie le droit des Polonais à décider eux-mêmes de leur sort, prit une attitude hostile à leur égard. A la fin, après une courte lutte avec les Allemands un «conseil national» polonais se forma en Posnanie qui assumait l'administration. Les conditions sociales que nous avons décrites en Posnanie firent que ce conseil national se montra réactionnaire, d'esprit petit-bourgeois. Il considérait que la solution de la question polonaise était l'affaire de la conférence de la

paix et il crut de son devoir de «pourvoir à la paix et à la tranquillité». C'est uniquement pour cette raison, qu'il entra en relation avec le gouvernement de Varsovie, bien trop radical pour les bourgeois de Posen, et, qu'il veilla à ce que rien ne fût changé dans le pays. Les fonctionnaires prussiens restèrent même, à leur poste; mais un conseiller polonais fut adjoint aux plus importants. Ce n'est que lorsque le gouvernement allemand eut envoyé des troupes contre la Pologne, (pour la protection de la frontière de Noske) que la situation entre Allemands et Polonais s'aggrava dans la province et que d'âpres luttes se produisirent. Fait caractéristique, le commandement des troupes polonaises fut confié au général Doyrber-Mujnicki, qui lors de la démobilisation de l'armée russe avait formé un corps de volontaires contre-révolutionnaires polonais. Le «socialiste» Pilsudski confirma ce choix en le nommant généralissime.

Ainsi, la formation du gouvernement polonais autonome était dans un certain sens l'œuvre, du hasard. Les révolutions de Russie et d'Allemagne avaient brisé les chaînes de la domination étrangère, mais les masses populaires polonaises n'avaient pris aucune part à cette libération révolutionnaire pour la simple raison que les seuls éléments révolutionnaires du pays se trouvaient paralysés en Russie et en Allemagne par l'émigration forcée des ouvriers polonais. C'est pourquoi les aventuriers du parti socialiste nationaliste, MM. Daczynski et Pilsudski, pouvaient prendre le gouvernail. Ils s'appuyaient uniquement sur la petite bourgeoisie nationaliste, foncièrement réactionnaire, mais à laquelle ces chefs de hasard pouvaient imposer des institutions largement démocratiques (un droit de vote très démocratique et une milice nationale) par suite de l'origine révolutionnaire, quoique étrangère, de leur pouvoir.

Le résultat des élections à la «Diète constituante» qui eurent lieu en février pour l'ancienne Pologne russe et pour la Galicie (la Posnanie s'en était abstenue provisoirement pour les raisons déjà citées) donna une majorité paysanne, surtout parce que les ouvriers avaient suivi en grand nombre le mot d'ordre d'abstention du parti communiste (formé de l'union des anciens social-démocrates de la Pologne russe et de la «Levitz»)». Cette majorité est complètement désorientée lorsqu'il s'agit de questions politiques. Les groupes de partis se forment seulement. Les délégués paysans sont politiquement fort peu instruits. Ils subissent d'une part une forte influence cléricale et de l'autre celle des démagogues nationalistes. Ils ne marchent ensemble que dans les questions intéressant immédiatement les paysans. La complète désorganisation des anciens partis bourgeois fut une surprise; quant aux ultra-conservateurs de Galicie et au parti non moins réactionnaire des «Real-Politiker» de l'ancienne Pologne russe, ils ont pour le moment disparu de la scène. Le parti de «démocrates nationaux» jadis omnipotent en apparence dans la Pologne russe (mais qui en réalité, est plus éloigné encore de la démocratie que les «libéraux-nationaux» d'Allemagne ne le sont du libéralisme) n'est que faiblement représenté à la Diète. Les libéraux qui, auparavant, faisaient si grand bruit ont disparu. Ce qui ne prouve pourtant pas que les groupes sociaux dont ces partis étaient les représentants aient perdu de leur importance, — mais bien qu'ils ont perdu leur cohésion, et que leur appareil a fait faillite lors du brusque changement de la situation politique.

Les débats à la Diète font une impression déplorable. Les discours des ministres et des députés ne

révèlent aucune idée créatrice et ce fut un scandale inouï quand — lors des débats sur la constitution — le gouvernement proposa comme «directive» une copie, à peine modifiée, de la constitution du 3 mai, — de la constitution que la noblesse polonaise s'était donnée en l'an 1917! Cette «représentation du peuple» est constamment influencée par la conscience de sa propre nullité.

Une seule fois jusqu'à ce jour on assista à une lutte parlementaire de plus grande envergure: lors des débats sur la réforme agraire. Il est déjà fort digne de remarque que la Diète a été contrainte d'attaquer la question agraire pendant la discussion de la constitution, avant même que l'Etat ne fut constitué. Pour les députés représentants de la classe paysanne moyenne et riche, poser cette question agraire revient à dire que ces paysans veulent avoir les terres des grands propriétaires: ils ne sont nullement révolutionnaires et veulent payer honnêtement; mais ils veulent la terre. Tout visait ce que l'on est convenu d'appeler en Allemagne l'«abatage des domaines», le partage des grandes propriétés et la vente des lots aux paysans. L'inquiétude des propriétaires fut grande quand ce plan vit le jour. Ils implorèrent le secours des habitants de la Posnanie et résolurent de procéder aux élections à la «Diète constituante» auxquelles ils avaient jusqu'à présent opposé un refus, cette fois ils espèrent fortifier l'aile réactionnaire de la Diète. Il en fut ainsi en effet: la province de Posnanie choisit des délégués qui rejetèrent «toute usurpation de la propriété». La réforme obtint néanmoins une majorité d'une voix.

Pour le reste, l'Etat se constitue dans des conditions très difficiles. La démoralisation, conséquence de la guerre, se fait sentir partout. Parmi les fonctionnaires règne la pire corruption et un népotisme inqualifiable; l'incapacité absolue des gouvernants est peut-être plus grave encore. En outre, la situation économique est désespérée. Le chômage prend des proportions considérables, l'industrie étant entièrement paralysée et les ouvriers revenant petit à petit de l'étranger. Des centaines de villages ont été brûlés pendant la guerre, beaucoup de villes ravagées et il faudrait à seule fin de réparer les dommages de la guerre entreprendre des travaux innombrables, sans parler du travail d'éducation et de culture dont une incurie séculaire rend la nécessité, sur une grande échelle, tout à fait urgente.

5) La Pologne au service des Puissances de l'Entente.

Quelle attitude les vainqueurs de la guerre mondiale allaient-ils prendre à l'égard de la «question polonaise»? Le président Wilson avait proclamé le droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes; la France et l'Angleterre avaient accepté ce point de vue. Toutefois, les sages dirigeants de la politique capitaliste se trouvaient perplexes devant les questions nationales. Or, en Pologne, les événements suivaient leur cours sans attendre les résolutions de l'aréopage.

Quoique à peine échappés à la domination étrangère, les politiciens polonais firent promptement preuve d'un penchant marqué à l'oppression des autres et ils influencèrent l'Entente d'une façon décisive pour l'avenir de la Pologne.

La lutte éclata d'abord dans la Galicie orientale et la Silésie autrichienne. Mais avec la chute de l'Autriche un âpre conflit se produisit dans la Galicie orientale entre Ruthènes et Polonais. Les Ruthènes se sentaient un seul peuple avec les Ukrainiens et ceux-ci

essayèrent de s'emparer de la ville de Lemberg. Des combats sanglants s'ensuivirent qui se terminèrent par la victoire temporaire des Polonais.

Dans la Galicie Antrichienne la situation est extrêmement compliquée. Il s'agit ici du conflit entre Polonais et Tchèques. La principauté tchèque qui est avant tout la cause de la dispute, a bien une majorité polonaise, mais des enclaves purement tchèques se trouvent dans des régions de langue polonaise, tandis que dans d'autres parties du pays des enclaves polonaises se trouvent en territoire tchèque. Il s'agit surtout, aussi bien pour l'état polonais que pour l'état tchèque, de la domination du bassin houiller de Karwine et telle est la raison pour laquelle les deux pays risquent tout pour conquérir le pays entier. En outre, la Pologne revendique Zips (en polonais Spiz), territoire allongé en arc qui s'enclave dans les versants méridionaux des monts Tatra. Ce petit pays habité par des Polonais et par des colons allemands (ceux-ci descendants de mineurs allemands émigrés au XV^e siècle à la recherche des gisements d'or et de cuivre) appartient politiquement à la Hongrie. Ces Tchèques ont aujourd'hui des prétentions sur la Slovaquie (située au sud des monts Tatra et des Carpates) ainsi que sur l'Elpa.

Les questions des frontières germano-polonaises ne sont pas moins compliquées. Excepté les districts occidentaux confinant à la province de Brandebourg, la province de Posnanie est un territoire polonais. Le domaine devient contestable dans la Prusse occidentale. La population est indubitablement polonaise le long de la Vistule et les Kaschoubes, établis plus au nord jusqu'à la côte de la mer Baltique, sont d'origine polonaise. Toutefois, non seulement les villes de cette région présentent une majorité allemande, mais certains cantons sont peuplés de paysans allemands établis de longue date. Ces questions pourraient éventuellement être résolues par des concessions sur l'emploi de la langue à l'école, etc., mais le partage est impossible pour un état capitaliste et voici pourquoi: la Pologne revendique tout le cours de la Vistule jusqu'à Dantzig—sans quoi elle n'a pas de sortie sur la mer,— ce qui revient à couper la province allemande de la Prusse Orientale du reste de l'Allemagne. Si la chose n'a rien d'alarmant en temps de paix—on n'aura qu'à passer, pour aller de Berlin à Königsberg, par le territoire polonais—en est-il de même en temps de guerre? La Prusse Orientale ne pourrait être gardée militairement par l'Allemagne. En ce sens la question est «vitale» pour les deux Etats.

La Haute-Silésie est un second brandon de discorde. Ici, une population polonaise se trouve en face des propriétaires fonciers et des capitalistes allemands. Ici encore, le problème national se complique d'un problème économique. La Pologne revendique le bassin houiller de la Haute-Silésie dont la possession ferait de l'état purement agricole un pays industriel. Or, l'Allemagne ne veut pas renoncer à ce bassin houiller, en prévision d'un conflit avec la Pologne qui pourrait la priver du charbon nécessaire à l'industrie de l'Allemagne centrale.

Les vainqueurs n'ont pas satisfait complètement aux désirs de la Pologne: lors de la détermination des conditions de paix avec l'Allemagne, celle-ci doit céder à la Pologne la province de Posnanie et des lambeaux de la Prusse Occidentale; c'est un plébiscite qui doit décider dans une autre partie de la Prusse Occidentale et dans la Haute-Silésie. Dantzig devient ville libre et ne dépend de la Pologne que de

façon indirecte. Mais ces sages décisions ne sont que de misérables palliatifs pour éluder les «questions» qui ne sauraient être résolues. Si l'Allemagne et la Pologne subsistent en tant qu'Etats capitalistes, c'est entre elles une lutte à vie et à mort pour les territoires contestés. La paix n'est possible entre les deux peuples que si la révolution prolétarienne y apporte la victoire du socialisme car il ne se poserait plus alors que des problèmes économiques faciles à résoudre d'après les conditions naturelles données.

La décision du conflit tchéco-polonais reste aussi pendante. Il faut attendre pour savoir si la conclusion de la paix entre l'Entente et l'Autriche y apportera une solution.

En tout cas, le gouvernement de M. Pilsudski avait besoin, dès le début, de la bienveillance de l'Entente, celle-ci ayant à prononcer la parole décisive lors de la détermination des frontières du nouvel Etat polonais. Le prix auquel cette bienveillance a été achetée c'est la lutte contre la Russie socialiste.

La bourgeoisie polonaise a d'autant plus aisément souscrit à cette condition que ses propres intérêts l'y poussaient—car, tant qu'il y aura une Russie socialiste, elle le sait fort bien, les prolétaires polonais trouveront en elle un ferme appui. Et les frontières orientales de l'Etat polonais sont en jeu. Ethnographiquement, le territoire polonais s'étend à l'Est à peu près jusqu'au cours du Boug. Mais l'ancien Etat polonais seigneurial avait soumis de vastes territoires à l'Est de cette ligne: Lithuanie, Russie Blanche, Podolie, Volhynie, Ukraine et il s'étendait jusqu'à la Dvina et jusqu'au Dnieper. Dans ces «marches orientales» de l'Etat polonais historique, la classe paysanne est restée nationalement et religieusement étrangère à la polonisation, mais le noble Polonais avait dompté et soumis le paysan lithuanien, blanc-russien et ukrainien et des familles nobles polonaises ont conservé jusqu'à ce jour de vastes propriétés dans ces régions; ce sont surtout, à côté de la moyenne noblesse rurale, les familles magnates de Radziwill, Sapieha, Czartoryski, Zamoycki, Loubomirski, Potocki, Sanghusko, Kossakowski, Tyzkievitch. Rien d'étonnant si les aristocrates polonais déploient ici toute leur influence—qui est grande—pour extirper le «bolchévisme» et pour annexer ces territoires à l'Etat polonais.

Si MM. Pilsudski, Daczynski et consorts avaient un tantinet de sentiment démocratique—sans parler de sentiment socialiste—ils devraient s'abstenir de cette politique d'annexion à l'Est. Sans prendre en considération les sympathies comme les antipathies envers la Russie socialiste (dont le devoir était de venir au secours desdits pays), l'annexion de ces contrées doit être absolument rejetée du point de vue de la démocratie polonaise. Premièrement, parce qu'il ne peut être dans l'intérêt de la démocratie polonaise de fortifier la puissance de son aristocratie; deuxièmement parce qu'il s'agit aux yeux des gens les plus obtus en politique que l'Etat polonais ne pourra dominer ces contrées que par force, c'est-à-dire en devenant par le fait même de ces annexions un Etat militaire conquérant. Qui croira que les paysans peuplant ces territoires, après avoir déjà connu tous les avantages du régime des Soviets et avoir eu pendant quelque temps le pays dans leurs mains, acceptent volontairement le joug des maîtres polonais et renonceraient à la terre? Supposons que la «question agraire» soit réglée, que l'on décide les magnats à morceler leurs domaines et à les vendre aux paysans, il restera encore à compter avec l'antagonisme national. Car les Polonais repré-

sentent dans ces contrées 10% à peine de la population (on en trouve, dans les villes, à côté de Juifs, dans les domaines en qualité d'ouvriers et un petit nombre parmi les paysans). C'est pourquoi toute possibilité de polonisation est exclue, et, plus le paysan lithuanien, blanc-russien et ukrainien se civilisera, plus il luttera énergiquement contre la domination étrangère polonaise. Les démocrates du nouvel état naissant commettent donc un véritable suicide lorsqu'ils poursuivent cette politique d'annexion.

Peut-être même Pilsudski et ses partisans le savent-ils, mais force leur est de continuer cette politique annexionniste — parce qu'ils se sont vendus tout entiers aux malfaiteurs capitalistes de l'Entente et que ceux-ci leur imposent la guerre contre la Russie socialiste, contre le bolchévisme.

C'est ainsi que la Pologne naissante a été transformée dès le commencement en un camp retranché, et qu'elle fait la guerre sur tous les fronts : contre l'Allemagne, contre les Tchèques, contre la Russie. A l'intérieur, l'Etat est dans un chaos total, l'administration, les transports, les écoles, les finances sont dans une situation déplorable; l'industrie est paralysée, le typhus, la petite vérole et d'autres épidémies ravagent les villages. Mais le gouvernement Pilsudski exige du pays épuisé de nouveaux et grands sacrifices afin de faire la guerre au lieu de faire servir toutes les dernières forces à l'organisation de l'Etat.

Le fait que la Pologne ne peut faire cette guerre qu'au moyen d'emprunts menace particulièrement son avenir. En dépit de tout le matériel de guerre allemand et autrichien trouvé dans les forteresses ou ailleurs, l'armée polonaise a besoin d'armes, de munitions et d'équipements. Des fournisseurs de guerre américains, anglais et français les livrent volontiers, à prix élevés, car ils ne sauraient guère où placer ailleurs leurs instruments de meurtre. N'ayant pas d'argent l'Etat polonais en emprunte à des taux usuraires et accroît sans cesse sa dette qui dépasse infiniment les capacités du pays ruiné. D'où il résulte qu'à la guerre de conquête menée par la Pologne sur ses frontières des conquêtes pacifiques sont faites à l'intérieur par les capitalistes américains, anglais et français. Ceux-ci s'établissent dans les banques et dans l'industrie, exploitent la détresse du pays. De cette façon la Pologne libérée tombe sous leur joug économique: dès aujourd'hui les capitalistes étrangers sont maîtres du pays et chaque journée de guerre resserre davantage ces chaînes économiques. A cette situation il n'est point d'issue prévisible.

En mai 1919, la politique des puissances de l'Entente prit une tournure nouvelle; l'amiral Koltchak fut reconnu comme chef suprême de l'Etat russe. C'aurait dû être un avertissement pour les policiers de Varsovie; ni Koltchak, ni tout autre représentant de la Russie impérialiste ne saurait renoncer à la domination des territoires occidentaux de l'ancienne Russie tsariste. Si la république des Soviets est renversée le nouvel Etat polonais aura à soutenir une lutte à vie et à mort contre la Russie impérialiste. Quelle folie d'épuiser les forces de Pologne contre la Russie Soviétique, afin de la faire concourir à l'édification d'une nouvelle Russie impérialiste qui la menacerait de mort! C'est le cas de citer un proverbe allemand un peu brutal: «Seuls les veaux les plus bêtes choisissent eux-mêmes leurs bouchers».

6) Le Parti Communiste Polonais.

Nous avons déjà noté pourquoi le prolétariat révolutionnaire de Pologne était impuissant au moment de la faillite de l'occupation: parce que les masses de travailleurs industriels étaient forcées de vivre à l'étranger. Dans ces circonstances les deux partis révolutionnaires, le Parti Social-démocrate de la Pologne Russe et la «Lewitza» — qui depuis ont formé ensemble le Parti Ouvrier Communiste de Pologne ne pouvaient songer à proclamer la dictature du prolétariat conformément à leur programme, — c'est-à-dire à s'emparer du pouvoir, et il serait ridicule de leur en faire un reproche. Ils ont rempli leur devoir dès le début en critiquant sévèrement le nouvel Etat et en menant une propagande infatigable pour le communisme et pour les Soviets.

Quiconque est au courant des conditions où se trouvait le pays ou est à même de s'en faire une idée exacte, conçoit que cette propagande ne pouvait avoir que peu de succès au premier abord. En fin de compte, les ouvriers ont parfois eux aussi leurs mouvements d'humeur et il est compréhensible qu' aussitôt après la libération du joug étranger, l'agitation patriotique (prise dans le meilleur sens du mot) ait dû les influencer. Il arriva que le P. P. S. soutenu par le gouvernement put développer une forte agitation démagogique, tandis que nos camarades étaient à la moindre occasion exposés aux persécutions furieuses des milieux petits-bourgeois et de la nouvelle police. Leurs imprimeries et leurs rédactions furent détruites; les propagandistes furent en butte à la fureur d'une populace intentionnellement excitée. Nos camarades polonais durent donc avoir recours à la conspiration comme les bolchéviki l'avaient fait sous Kérensky. Ici encore s'est confirmé le vieil adage que les masses ne s'instruisent en politique que par l'expérience même: il a fallu d'amères expériences pour que les ouvriers polonais reconnaissent que la patrie «délivrée» n'avait à leur offrir que des pierres au lieu de pain.

Le champ d'activité de la propagande révolutionnaire est l'unique district industriel dans lequel la production ait été maintenue, c'est-à-dire le bassin houiller de Dombrowa. En outre, le Parti Communiste a de nombreux adhérents parmi les ouvriers de Varsovie, Lodz, Lublin (appareils hydrauliques, usines d'électricité, tramways, etc.). Sa propagande parmi les travailleurs de la campagne a eu plus de succès qu'on ne l'avait préssumé. Toute une série de grèves menées énergiquement à bonne fin ne révélèrent pas seulement dans ce milieu la nature des intérêts économiques; elles eurent aussi une importance politique. Les ouvriers d'industrie sont encore pour la plupart sans travail et il est évident que ces masses sont peu aptes à une lutte politique méthodique. A la vérité la propagande révolutionnaire exerce bien son influence sur elles et lors des nombreuses démonstrations les mots d'ordre révolutionnaires ont trouvé ici un écho de plus en plus profond, mais ces masses sans travail ne seront aptes aux actions décisives que lorsque la situation politique se sera assez envenimée pour que les couches les plus profondes de la population prolétarienne se convainquent de la nécessité d'un bouleversement politique.

Et nous ne devons pas refuser notre reconnaissance au gouvernement actuel: il fait tout ce qu'il peut pour activer ce processus. A l'exception peut-être du gouvernement Ebert-Scheidemann en Allemagne, aucun pouvoir n'a travaillé jusqu'ici avec autant de zèle à sa propre chute que celui de M. Pilsudski; c'est à

quoi il tend par sa méconnaissance stupide de la situation, par sa négligence de tout ce qui peut encourager l'activité sociale, par sa confiance dans la force brutale, par sa persécution aveugle et furieuse du mouvement ouvrier.

Il est vrai que la guerre permet au gouvernement de garder encore les masses sous l'hypnose nationaliste. Les méthodes que l'on y emploie sont identiques à celles employées en Allemagne. Les dirigeants tout frais émoulus de la Pologne n'ont pas été en vain à l'école de Beseller, von Falkenhayn et consorts, et il est parfois très amusant de voir comme ils imitent les allures des «dompteurs du monde» borasse. Leur langage même n'est qu'une traduction de l'allemand, on y sent percer nettement le tou criard du sergent-major.

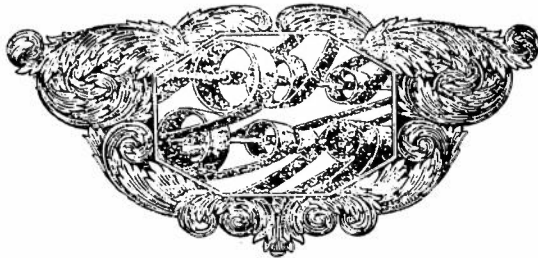
Il est, certes, du devoir des communistes polonais de lutter contre la guerre et ils s'acquittent d'ailleurs pleinement de leur tâche. Leurs coups atteignent ainsi les coteries dirigeantes et mettent à jour les points faibles. Ils travaillent par là efficacement à la révolution mondiale.

Fixer d'avance les perspectives du mouvement révolutionnaire polonais serait particulièrement difficile

parce que la Pologne «indépendante» dépend entièrement de la tournure que prendront les événements en Europe. C'est ainsi qu'un bouleversement communiste en Allemagne réagirait immédiatement sur la Pologne. Mais celle-ci ne demeure pas moins dépendante des puissances de l'Entente. Il suffirait que la politique suivie en France et en Angleterre, politique qui, jusqu'à présent utilise la Pologne comme une machine de guerre contre le bolchévisme, prit pour une raison ou pour une autre un cours différent dans l'un ou l'autre de ces pays, pour que toute la magnificence du gouvernement actuel s'écroulât comme un château de cartes. Il demeure donc possible que le prolétariat polonais soit obligé de défendre sa position pendant longtemps encore dans une âpre lutte contre le capitalisme, tout comme il se pourrait qu'il fut placé subitement devant le devoir de s'emparer du pouvoir.

Le Parti Communiste polonais a donc pour tâche de travailler les yeux toujours fixés sur le grand but qui est la dictature du prolétariat.

J. MARCHLEWSKY, (KARSKY).





TERRORISME ET COMMUNISME

Un nouvel ouvrage contre le communisme vient de paraître—du à la plume du renégat bien connu, Karl Kautsky et intitulé *Terrorisme et Communisme*.

Lénine a consacré dans le N° 5 de *L'Internationale Communiste* un article, intitulé *Comment la bourgeoisie utilise les renégats*, à cette œuvre dont l'auteur s'est irrévocablement exclu du rang des marxistes. Les contre-révolutionnaires russes de la *Rousskaïa Jisn* paraissant à Helsingfors ne laissent pas d'exploiter avantageusement cette dernière sortie du renégat.

Kautsky s'est sans nul doute plus d'une fois retranché derrière l'autorité de Marx pour excuser ses attaques contre le bolchévisme; cette fois encore il ne s'est pas abstenu de faire appel à l'ombre du grand maître pour justifier la thèse principale de son œuvre.

Ceux qui mettent leur espoir dans la révolution mondiale, se trompent, à l'avis de Kautsky. Voulez-vous savoir quels sont les arguments qu'il avance à l'appui de ses allégations? Une révolution pareille à celle qui s'est accomplie en Russie si elle se produisait en Europe, „allumerait la guerre civile dans le monde entier pendant toute une génération“ et cette guerre civile serait, ce qui plus est „non une lutte des classes mais une guerre fratricide entre prolétaires“.

Analysons à notre tour les opinions de Marx sur la révolution prolétarienne afin d'établir s'il la concevait autrement que sous forme de guerre civile. C'est le sujet que nous traiterons aujourd'hui. Dans son ouvrage *le Procès des communistes de Cologne*, se rapportant à l'année 1875, Marx cite la déclaration suivante qu'il avait faite à l'assemblée du Comité central de l'Union Communiste réunie à Londres le 15 septembre 1850.

Pour motiver sa proposition de la séparation de l'Union Marx prononça entre autres textuellement les paroles suivantes: „Nous disons aux ouvriers: il vous faudra 15, 20, 50 ans de guerres civiles et de luttes internationales non seulement pour transformer le régime social, mais aussi pour vous transformer vous-mêmes et pour vous rendre aptes à l'exercice du pouvoir politique“.

Marx, comme nous le voyons, ne craignait donc nullement „d'allumer la guerre civile pour des générations entières“—il enseignait au contraire que c'était là le seul moyen pour la révolution sociale de remporter la victoire et qu'on ne pouvait atteindre la terre promise du communisme qu'en traversant le désert aride des guerres civiles.

Et Marx n'a jamais renoncé à cette manière de voir.

Dans son ouvrage *la Guerre des classes en France en 1848—1850*, composé des articles publiés dans la *Neue Rheinische Zeitung*, Marx écrivait:

«La situation actuelle rappelle la traversée du désert par les Hébreux que guidait Moïse. Cette guerre doit non seulement aboutir à la conquête d'un nouveau monde, mais les combattants en sont destinés à disparaître pour faire place à des hommes que leur éducation rendra capables de vivre dans un nouveau monde».

Dans son 18 brumaire écrit en 1852, Marx oppose comme suit les révolutions prolétariennes aux révolutions bourgeoises:

«Les révolutions bourgeoises, telles que la révolution du XVIII^e siècle par exemple, marchent plus rapidement de succès en succès, leurs effets dramatiques sont plus imposants, les hommes et les événements y sont comme éclairés par un feu de bengale et l'exaltation y est l'état d'esprit dominant mais elles sont de courte durée; elles atteignent très rapidement leur point culminant et une longue apathie s'empare de la société avant qu'elle n'ait eu le temps de se rendre compte des résultats de l'orage qu'elle a traversé.

Au contraire, les révolutions prolétariennes telles que celles du XIX^e siècle se critiquent continuellement elles-mêmes, interrompent leur cours à tout moment, retournent en arrière, recommencent à nouveau ce qui semblait déjà avoir été accompli, et se moquent impitoyablement des défauts, des demi-mesures et des faiblesses de leurs premiers essais; leurs adversaires renversés, elles reculent comme pour leur donner le temps de reprendre de nouvelles forces; elles hésitent impressionnées par la grandeur démesurée et mal définie de l'œuvre qu'elles ont à accomplir jusqu'au moment où elles se trouvent enfin dans des conditions rendant tout recul impossible et où la vie elle-même décide irrévocablement: «Hic Rhodus, hic salta!».

Ainsi donc Marx oppose „la révolution prolétarienne“ aux brèves révolutions bourgeoises; il la conçoit sous la forme d'une période historique tout entière dans laquelle les soulèvements violents du mouvement révolutionnaire se succèdent avec des accalmies momentanées.

Voyons maintenant de quelle façon Marx comprenait cette révolution prolétarienne.

Précisément sous la forme d'une guerre civile. *la Guerre civile en France*—tel est le titre donné par Marx à l'une de ses plus belles œuvres consacrées à la glorification de la commune de Paris (1871) qui fut précisément un exemple de cette „guerre fratricide entre prolétaires“ dont Kautsky a tellement peur, car ce sont bien des prolétaires trompés par les Versaillais qui luttaient dans le camp de Thiers contre les communards.

Tout le monde connaît les pages inspirées que Marx a consacrées à la mémoire des martyrs de la commune; nous n'en citerons ici que les lignes suivantes:

«La classe ouvrière ne demandait pas à la Commune de faire des miracles. Elle ne s'attendait pas à réaliser par la volonté du peuple des utopies achevées et apprêtées à l'avance. Elle n'ignore point que pour obtenir sa liberté et pour atteindre aux formes supérieures de l'existence vers lesquelles tend irrésistiblement toute la société moderne en raison même de son développement économique, il lui faudra soutenir une lutte opiniâtre et passer par une série de processus historiques qui transformeront totalement les hommes et les circonstances.»

Ainsi donc, Marx concevait cette «lutte opiniâtre» — la lutte pour le pouvoir, dont la Commune était le premier acte, comme une série de processus historiques — ce qui signifie que, selon lui, la guerre civile devait s'étendre sur une époque entière.

Tel est l'esprit du véritable marxisme révolutionnaire, dont les sources jaillissent dans les œuvres du grand maître et que tâchent vainement de falsifier les misérables épigones qui jurent par son nom.

Marx est avec nous et non avec nos ennemis. Le communisme n'est autre chose que le marxisme révolutionnaire réalisé dans la vie pratique à l'époque de la révolution sociale.

Il fut un temps cependant où Kautsky lui-même suivait Marx dans la question touchant à la durée de la guerre civile. Nous voulons parler de l'ouvrage de Kautsky intitulé, *La marche au pouvoir* paru en 1909 et qualifié avec raison son «chant du cygne».

Il y exprimait alors la supposition que la révolution prolétarienne pouvait très bien avoir la durée de plusieurs générations. Voici ses propres paroles:

«Cette période révolutionnaire durera-t-elle aussi longtemps que la période révolutionnaire de la révolution du tiers-état qui commença en 1789 et dura jusqu'à 1871 — voilà qui est impossible à prévoir.

Il est vrai qu'à l'époque actuelle tout développement se fait plus rapidement; mais par contre l'arène de la lutte s'est démesurément agrandie. Lorsque Marx et Engels écrivaient leur *Manifeste communiste*, l'arène de la révolution prolétarienne était représentée à leurs yeux par la seule Europe occidentale. En ce moment le champ de bataille embrasse le monde entier.

Le prolétariat sortira de l'époque révolutionnaire qui commença déjà et qui s'étendra peut-être à travers toute la durée d'une existence humaine, tout autre qu'il n'y était entré.»

Telles étaient les opinions de Kautsky au moment où il n'avait pas encore rompu avec le marxisme. Puisse-t-il, prenant la peine de s'observer lui-même, comparer ce qu'il a été et ce qu'il est devenu.

Dans son livre *Terrorisme et Communisme* Kautsky, au dire du social-patriote Stampfer (dans le *Vorwärts*), démontre comment les bolchéviks arrivent toujours à faire le contraire de ce qui était leur but: ils étaient contre la peine de mort et procèdent par des exécutions en masse. D'après la *Rousskaïa Jissn*, Kautsky dit plus loin: «Les bolchéviks ont emprunté à l'histoire de la Commune de Paris son terrorisme implacable, sans nullement se pénétrer de ses bases démocratiques et humanitaires. La terreur était l'énergie révolutionnaire des masses et prépare le terrain à la réaction;

elle mène à la destruction du pouvoir démocratique qui s'appuie sur la volonté du peuple».

«Il en fut ainsi avec Robespierre — il en sera de même avec les bolchéviks», conclut Kautsky. Cette opinion de Kautsky sur le terrorisme de la révolution des prolétaires et des paysans russes ne se distingue en rien des opinions exprimées sur le même sujet par Lloyd Georges et Clémenceau et répétées sur tous les tons par la presse bourgeoise des deux hémisphères à la solde des Financiers.

Voyons maintenant quel était l'avis de Marx sur le terrorisme révolutionnaire.

En 1847, dans son article *Die moralisierende Kritik und die kritische Moral*, il écrivait:

«Le règne de la terreur en France pouvait par conséquent servir à effacer comme par encheastement sous les coups de son terrible maillet, toutes les ruines féodales. La bourgeoisie avec son inquiète circonspection aurait passé des dizaines d'années sans pouvoir atteindre ce résultat.

Les sanglants excès du peuple n'ont donc fait qu'aplanir sa route. (Aus dem literarischen Nachlass von Karl Marx. Friedrich Engels und Ferdinand Lassale, Stuttgart 1892, III, 455-6).

En janvier 1849 la *Neue Rheinische Zeitung* caractérise dans les termes suivants «l'épilogue héroïque du mouvement révolutionnaire de l'année 1848. — *Le terrorisme des révolutionnaires hongrois.*

«Pour la première fois dans le mouvement révolutionnaire de 1849, pour la première fois depuis 1793, une nation, entourée par des forces contre-révolutionnaires supérieures, a l'audace d'opposer à la rage timorée de la contre-révolution la passion révolutionnaire (Der feigen gegenrevolutionären Wut die revolutionäre Leidenschaft).» (Ibid., B. N. 233).

Toutes les sympathies de Marx sont, comme nous le voyons, du côté de la terreur révolutionnaire.

Il fut un temps cependant où Kautsky était capable de juger plus objectivement «le terrorisme et le communisme». Nous avons en son ouvrage, paru en 1895, *Die Vorläufer des Sozialismus — les précurseurs du socialisme* dans lequel il s'est employé à laver le mouvement communiste du moyen-âge et de l'époque de la réformation, de toutes les calomnies dont les historiens bourgeois ont noirci sa mémoire.

Les plus belles pages de cet ouvrage sont celles consacrées à la commune de Munster — cette «nouvelle Jérusalem» de l'époque de la réformation. Au début de 1534 les anabaptistes les communistes de cette époque — s'étaient emparés du pouvoir à Munster en Westphalie.

Nombreuses sont les accusations contre lesquelles notre historien eut à défendre dans ses *Précurseurs du socialisme* les «précurseurs trop précoces» du printemps communiste; il n'a pu s'empêcher de toucher à la question de «la terreur».

Les raisonnements de Kautsky à ce sujet sont très importants pour apprécier à sa juste valeur son attitude actuelle à l'égard de la terreur rouge des communistes russes: ils diffèrent comme le ciel de la terre de ses opinions actuelles.

Il y a vingt-cinq ans Kautsky avait saisi d'un seul coup cette question dans son essence même:

«Avant tout n'oublions pas que Munster se trouvait à l'état de guerre depuis que l'évêque l'avait attaquée le 10 février. Cette circonstance n'est ordinairement

jamais prise en considération par les historiens partiaux de l'anabaptisme.

Il faut croire que la guerre est une circonstance bien insignifiante, car comment expliquer en ce cas le fait que les historiens « bien pensants » qui découvrent avec une telle perspicacité les circonstances les plus minimes ayant pu influencer sur telle des actions d'un monarque, omettent presque toujours de prendre en considération l'état de guerre lorsqu'il s'agit de juger les actes d'une société démocratique luttant pour son existence. Il suffit pour s'en convaincre de parcourir les *racontars ordinaires de la bourgeoisie* sur l'insurrection de la Commune de Paris en 1871 et sur le règne de la terreur pendant la grande révolution française.

Les anabaptistes de Munster ont eu le même sort (Nous citons d'après la traduction russe des *Précurseurs du socialisme moderne* I. C. Petersbourg 1907, page 356).

A l'heure actuelle l'historien Kautsky, dans son rôle de publiciste, omet également de prendre en considération « cette circonstance bien insignifiante », qui est l'état de guerre lorsqu'il s'agit pour lui de juger les actes de la société communiste russe luttant pour son existence. Il est donc tout naturel que les « bonnes intentions » de Kautsky soient reconnues même par le journal *Rousskaïa Jisn*, organe de propagande tsariste.

Voyons encore ce que dit Kautsky sur le même sujet :

« Si l'on veut comprendre l'insurrection de Munster et les buts poursuivis par les anabaptistes il ne faut pas juger leur *État* à la mesure du temps de paix, mais il faut se rappeler au contraire qu'il s'agit d'une ville assiégée et cela dans des circonstances particulièrement dures. Les lois militaires ordinaires n'existaient pas pour les anabaptistes; aucune capitulation honorable ne leur était permise; les assiégés n'avaient le choix qu'entre la victoire et une mort terrible.

À l'égard des mutins la punition la plus terrible semble encore trop douce; c'est, comme dit Luther, un bienfait que leur octroie le gouvernement. Si ces mutins faisaient la somme de tous les actes sanglants exercés par la cruauté princière à leur égard on pourrait juger de toutes les horreurs qu'engendrent... la liberté et l'égalité. Telle est la logique de nos lumières de la science.

Kautsky en sa qualité d'historien faisait preuve d'un esprit d'analyse très perspicace; il se rappelait alors tout ce dont il importait de se souvenir et prenait en considération les circonstances les plus insignifiantes.

Comment se fait-il donc qu'il oublie maintenant que toute la Russie soviétiste n'est qu'une forteresse assiégée par les impérialistes tout-puissants du monde entier? Pense-t-il vraiment que les communistes russes aient eu à faire un autre choix que celui des anabaptistes du XVI^e siècle?

Qu'il prenne donc connaissance ne fut-ce que des ordres officiels des généraux réactionnaires qui menacent de mort tous les communistes:— « Malheur aux communistes! » écrivait Youdénitch dans son appel publié dans le N^o 1 du *Prinevsky Kraï* à Gatchina— et il pourra se convaincre que la cruauté des « démocrates » blancs du XX^e siècle ne le cède en rien à « la cruauté princière » du XVI^e siècle.

Il est curieux de remarquer que Kautsky—l'historien de la révolution prolétarienne—explique la nécessité de l'emploi de la terreur par la Commune ouvrière de la même façon que les historiens impar-

iaux de la plus grande des « révolutions » bourgeoises expliquent celui de la terreur, anti-féodale de 1793. Laissons parler A. Aulard (*Histoire politique de la révolution française*, 3^e édition Pétrograd 1918).

« Jusqu'au 10 août 1792 la révolution avait tenté d'organiser un gouvernement sur les bases de la légalité et de la liberté.

Puis, lorsque les forces de résistance du passé se furent coalisées, provoquant la guerre civile et la guerre extérieure, lorsqu'elle se sentit attaquée à l'arrière et menacée dans son existence même, la révolution interrompit l'application des principes fondamentaux de 1789 et se servit contre ses ennemis des mesures répressives de l'ancien régime depuis toujours employées contre elle.

La terreur consiste précisément dans cette suspension des principes fondamentaux de 1789, qui devint complète lorsque le danger atteignit à son maximum, lorsque Paris se rendit le plus nettement compte de ce danger et en souffrit le plus, c'est-à-dire au mois d'août et de septembre 1793» (p. 245) (1).

Ainsi donc la terreur avait été provoquée par la nécessité où se trouvait la république française de se défendre contre ses ennemis intérieurs et extérieurs. Elle commença au moment où la révolution courait un danger mortel lorsque la France se heurtait à l'invasion étrangère, lorsque les royalistes, de concert avec les girondins, provoquaient à l'intérieur du pays insurrections sur insurrections.

« C'est alors que le mot « terreur » entra dans le vocabulaire quotidien indiquant une des mesures employées par le gouvernement. Le 5 septembre une députation composée de commissaires de 48 sections de Paris et de membres du club des jacobins, vint déclarer à la convention: « Législateurs, mettez la terreur à l'ordre du jour ». A la même séance, Barrère, parlant au nom du Comité du Salut Public, se servit de cette phrase à l'endroit suivant de son discours:

« Tout indignait, semble-t-il, qu'un mouvement se préparait à Paris. Les lettres interceptées étaient pleines de déclarations au sujet des efforts faits par les agents des gouvernements étrangers et par l'aristocratie pour entretenir l'inquiétude et le trouble dans la grande ville, comme ils l'appellent. Voilà qui est parfait: ils auront ce qu'ils désirent, mais cette inquiétude et ce trouble seront organisés et canalisés par l'armée révolutionnaire qui mettra enfin à exécution les grandes paroles prononcées par la commune française: mettons la terreur à l'ordre du jour. »

Le régime de la terreur atteignit en effet aux droits civils proclamés par la révolution. Mais certains des coups portés à la liberté individuelle s'expliquaient par un redoublement de sévérité des lois dirigées contre les émigrants, lois devenues indispensables par suite du concours armé apporté par la majorité des émigrants à nos ennemis» (p. 247).

Et la terreur, au moment de la grande révolution française, a reçu son absolution devant le tribunal de l'histoire.

« Le tribunal révolutionnaire a rempli sa mission: il a vraiment terrorisé les royalistes, les prêtres réfractaires qui aidaient les Vendéens et les étrangers— tous les agents de la contre-révolution; il a garanti par cela même le succès de la défense nationale (A. Aulard, p. 243). »

(1) Ne possédant pas l'ouvrage original de M. Aulard, nous sommes au regret de devoir reconstituer cette citation d'après la traduction russe.

Le vieux monde féodal s'armait contre la révolution victorieuse en s'alliant contre elle avec ses ennemis à l'intérieur du pays; la bourgeoisie encore révolutionnaire à cette époque sauvegardait ses droits acquis en employant la force contre les féodaux. Pourquoi le prolétariat victorieux n'aurait-il pas le droit d'employer aujourd'hui contre la bourgeoisie mondiale qui l'assaille les moyens dont elle s'est servi dans le temps pour vaincre le féodalisme?

Mais laissons encore la parole à Kautsky, à Kautsky ancienne manière.

Dans son analyse de l'histoire de l'insurrection de Munster, Kautsky souligne des faits toujours nouveaux expliquant la nécessité de la terreur anti-bourgeoise employée par la révolution prolétarienne.

«En plus de la situation spéciale qui incitait aux effusions de sang, il faut prendre en considération le caractère du siècle, qui fut l'un des plus sanguinaires et peut-être même le plus sanguinaire de tous.

Les anabaptistes—êtres pacifiques par excellence—systématiquement traqués comme des bêtes sauvages, étaient cruellement martyrisés. Il ne faut donc pas s'étonner que, poussés par le désespoir, ils en soient arrivés à perdre patience et à se défendre par tous les moyens; il est étonnant au contraire que cet état d'esprit ait été si long à se développer chez eux et qu'il n'ait pas été général» (page 356-7).

Si Kautsky n'avait pas adopté à l'égard de la révolution russe l'attitude d'un historien „partial“, il aurait compté avec le caractère de notre siècle qui ne le cède en rien au XVI^e siècle sous le rapport de la cruauté, car la guerre impérialiste entreprise pour la conquête des nouveaux marchés et l'enrichissement des capitalistes a exterminé dix millions d'hommes et en a mutilé vingt millions.

Si Kautsky avait été tant soit peu objectif, il se serait souvenu que la révolution russe est née d'une monstrueuse catastrophe militaire et que cette circonstance ne pouvait rester sans effet sur le caractère de la guerre civile issue de la guerre impérialiste.

Notre historien aurait pu se souvenir des paroles de l'un des plus grands historiens de tous les temps et de tous les peuples qui a dit que „la guerre apprend à abuser de la force“ (Thucydide, *Histoire de la guerre du Péloponèse*, livre III).

L'historien Kautsky se serait souvenu de l'endurcissement des mœurs en Allemagne, résultat de la guerre de trente ans, dont un romancier allemand du XVII^e siècle, Grimmelshausen a donné un magnifique tableau dans son célèbre roman *Simplicissimus*.

Enfin notre historien aurait pu se souvenir des paroles de Marx dans sa *Guerre civile en France* sur les soldats qui avaient fusillé les généraux bonapartistes, Lecomte et Clément Thomas.

«Les habitudes militaires enracinées chez eux par l'école des ennemis de la classe ouvrière, ne pouvaient disparaître d'un seul coup sans laisser de traces, à la minute précise où ils passèrent au camp des ouvriers».

Le Kautsky de 1895 se serait sans nul doute étonné que les ouvriers et les paysans russes aient été si doux pour leurs ennemis pendant si longtemps, ce qui n'a eu pour résultat que de faire traîner la guerre civile en longueur.

Mais Kautsky continue sa description de la „terreur rouge“ à Munster:

«Voici qu'une série de circonstances heureuses avait mis entre les mains des persécutés et des outragés une ville fortifiée, alors qu'un anéantissement complet les menaçait du dehors.

Comment agirent-ils dans ces circonstances?

Après le commencement du siège, des conspirateurs entretenaient des relations avec l'ennemi extérieur n'avaient pas été mis à mort ce qui eut cependant été en parfait accord avec les lois militaires et le bon exemple des évêques. On les avait simplement priés de quitter la ville. Et c'est cela qu'on appelle „terreur“? — Quelle basse hypocrisie!».

Des mesures terroristes du même genre ont malheureusement été employées au début par la révolution prolétarienne (Au cours de l'été de 1918, feu K. Arsénieff, le pilier du journalisme libérale, reconnaissait encore que le pouvoir soviétique n'avait pas eu recours jusqu'à ce moment à la terreur).

Seule une nécessité inéluctable et la guerre impitoyable que nous a déclaré le monde bourgeois, forcèrent les ouvriers et les paysans à s'engager dans la voie de la défense révolutionnaire.—Kautsky continue:

«Au moment du siège il fallut établir dans la ville des règlements sévères et une série d'exécutions ont lieu. Mais si l'on examine les cas dont parlent Kersonbrok et Gresbek on verra qu'ils se rapportent toujours aux délits contre la sûreté de la ville: *entente avec l'ennemi, fautes contre la discipline, tentatives de désertion ou de jeter le trouble dans la ville*. Il est hors de doute que la peine de mort n'est pas une cruauté plus grande que la guerre. Elle leur avait été imposée, mais en toute occasion favorable ils ne manquaient pas de faire preuve de leurs sentiments pacifiques» (page 358).

Si notre historien avait apporté dans son jugement des événements actuels de Russie le centième seulement de l'objectivité dont il fait preuve dans son étude de la commune de Munster il se serait rendu compte que les révolutionnaires russes mettent à mort les traîtres à la patrie socialiste, les espions de l'Entente, tous ceux qui attentent à l'ordre révolutionnaire au moment d'une lutte des plus acharnées et ceux qui désertent les rangs de l'armée rouge. La commune russe a tout autant le droit, au moment d'une lutte à mort, de se défier de ses ennemis que la commune de Munster. Et ces paroles de l'ancien Kautsky que „la peine de mort n'est pas une cruauté plus grande que la guerre“, que la guerre a été imposée à la république soviétique et „qu'en toute occasion favorable elle a fait preuve de sentiments pacifiques“ se rapportent parfaitement à la révolution prolétarienne russe.

Kautsky saisissait très bien jadis la différence entre la terreur rouge et la terreur blanche.

«La terreur ne régnait pas seulement à Munster, mais aussi dans les régions soumises aux évêques et la comparaison n'était guère en faveur de cette dernière.

L'évêque attaquait et les anabaptistes résistaient à ses attaques. L'évêque tuait pour son profit et les anabaptistes pour ne pas être tués eux-mêmes; ils luttaient pour leur vie. Les partisans de l'évêque s'ingéniaient à martyriser les condamnés à mort; le plus souvent ils les noyaient ou les brûlaient vifs. A Munster on ne s'attachait pas à tourmenter les condamnés; deux sortes de peines de mort y étaient en vigueur, employés même au XIX^e siècle humanitaire: l'exécution capitale et le passage par les armes».

A présent Kautsky semble ignorer que la terreur règne non seulement dans la Russie Soviétiste mais aussi dans les régions soumises à la contre-révolution. Il ne voit même pas la terreur dont la victime est représentée sous ses yeux par le prolétariat allemand et le bourreau—par Scheidemann et Noske.

Parbleu! L'historien „bien pensant“ sait que la comparaison ne serait pas en faveur de la terreur blanche et il n'en souffle mot.

Kautsky ajoute que les anabaptistes loin d'être trop cruels, semblaient au contraire trop humains pour leur temps et les circonstances dans lesquelles ils se trouvaient. Toute leur cruauté consistait à ne pas se laisser égorger comme des moutons; c'est évidemment un crime sans excuse aux yeux de tout citoyen „bien pensant“. Tirer sur les anabaptistes est un acte fort louable dicté par l'amour du prochain; mais lorsque ces derniers, de leur côté, se permettent de tirer voilà qui devient une „cruauté“ diabolique.

Morale bien connue de l'hotentot: Je fais bien lorsque je prends la femme de mon prochain, mais il fait mal lorsqu'il me prend la mienne.

Devenu aujourd'hui „bien pensant“, Kautsky ne trouve pas d'excuse aux actes des communistes russes, actes qu'ils trouvait tous naturels de la part des pionniers du communisme d'il y a près de 400 ans.

En parlant du passé Kautsky s'entend à dévoiler jusqu'au bout les mensonges bourgeois.

«L'accusation de cruauté est étroitement liée avec l'accusation de tyrannie; Munster a l'air de prouver où mènent la liberté et l'égalité communistes» (p. 359).

La Russie soviétiste montre à quoi mène la réalisation du socialisme, crient les mangeurs de socialistes de tous pays.

L'ancien Kautsky savait il y a 25 ans le prix des racontars bourgeois; maintenant il les répète lui-même sans le moindre esprit critique.

Voyons ce que répond notre historien aux accusateurs de la commune de Munster.

«L'état de siège a toujours eu pour conséquence l'abolition des droits civils et de la liberté et le droit illimité du pouvoir militaire de disposer de la vie et des biens de la population assiégée. Et c'est tellement vrai que l'expression même d'„état de siège“ est devenue

synonyme d'abolition de tous les droits de liberté civile. Le communisme n'est malheureusement pas encore arrivé à découvrir l'élément merveilleux qui pourrait obvier à ces conséquences inévitables de l'état de siège.

C'est à cause de cela qu'il n'a pu empêcher, à Munster également, l'état de siège d'amener la dictature militaire. Comment ensuite ne pas conclure à la culpabilité criminelle du communisme et des communistes?» (page 360).

Remarquez combien de choses Kautsky comprenait il y a 25 ans qu'il ne comprend plus du tout maintenant!

Il est difficile de mettre en évidence mieux qu'il ne l'a fait dans les paroles citées plus haut toute la logique inéluctable du développement de la révolution ouvrière, de découvrir l'excuse historique de la terreur rouge dans le processus de la lutte prolétarienne—il est impossible de mieux réfuter les accusations de la bourgeoisie contre le communisme. :

Mais ce qui semblait clair à l'historien Kautsky se trouve maintenant en dehors de la compréhension du politicien Kautsky.

„Les bourgeois attribuent aux ouvriers toutes les bassesses qu'ils ne se sont jamais fait faute d'accomplir en cas de victoire“, écrivait, en 1874, Fr. Engels dans son article *les Bakounistes au travail*.

Kautsky s'entendait à dévoiler les mensonges bourgeois dans le passé—lorsqu'il s'agissait de laver de la calomnie la mémoire des martyrs du communisme,—mais il répète les fausses élucubrations des sycophantes de la bourgeoisie sur le compte de ceux qui continuent et mènent à bonne fin l'œuvre des communistes de Munster, de ceux qui sont destinés à faire triompher le communisme.

„Réveille-toi, ouvre les yeux, vois ce que tu étais et ce que te voilà devenu“.. voudrait-on lui dire avec le poète russe.

Et le prolétariat révolutionnaire, en comparant l'ancien Kautsky dont il a encore beaucoup à apprendre, avec le Kautsky de nos jours pour lequel le marxisme révolutionnaire est devenu un livre scellé de sept cachets—le stigmatisera en toute justice de l'épithète de renégat.

V. BYSTRJANSKY.





DEUX ANNÉES DE DICTATURE ECONOMIQUE DU PROLÉTARIAT EN RUSSIE

En renversant le pouvoir capitaliste le prolétariat s'empare immédiatement non seulement du pouvoir politique, mais aussi du pouvoir économique avec tout son appareil organisateur. Il prend la direction de toute la vie économique.

La classe ouvrière russe a la première engagé la lutte contre le capitalisme et s'est trouvée la première victorieuse dans la révolution mondiale. C'est elle encore qui la première a institué la dictature économique et politique du prolétariat. Mais en sa qualité d'avant-garde de la révolution mondiale, c'est contre elle également que sont dirigées les attaques enragées du capitalisme mondial, qui s'efforce d'arrêter la marche du développement historique de la révolution ouvrière.

Le prolétariat russe est contraint de procéder à la réalisation de son programme d'organisation sociale sur les bases communistes, dans une atmosphère de lutte incessante contre la bourgeoisie mondiale, parant à la fois les coups des capitalistes anglais, français, russes et autres.

Ce n'est qu'en partant du point de vue de la réalisation du problème historique échu à la classe ouvrière russe qu'on peut comprendre, expliquer et évaluer à sa juste mesure toute la complication des relations, les résultats acquis, — la situation actuelle en un mot, — et prévoir la marche logique des événements à venir.

Toutes les forces, tous les moyens, tout le travail dans tous les domaines sont dirigés vers la réalisation de ce problème historique fondamental en voie d'être résolu par le prolétariat. Au cours de ses deux années d'existence le pouvoir soviétiste est arrivé à renverser — *en fait*, — dans le domaine économique, le régime capitaliste, à délivrer la classe ouvrière des villes et la classe paysanne des campagnes du joug économique des capitalistes et des propriétaires. En ces deux années, le pouvoir soviétiste est arrivé à organiser l'économie nationale dans les intérêts de la révolution sociale et de la lutte héroïque que mène le prolétariat russe contre ses ennemis, défendant et ses conquêtes et le développement futur de la société. En ces deux années, malgré la guerre civile et les conditions difficiles d'une lutte incessante le pouvoir soviétiste est arrivé à créer de nouveaux organes de direction économique, à soutenir la production et même à l'augmenter de nouvelles branches d'industrie; il est arrivé enfin à intéresser les grandes masses ouvrières à l'organisation de la vie économique.

Notre politique économique durant ces deux années a quelques points de départ principaux.

En résumant les différents décrets, les résolutions et les règlements, nous pouvons distinguer 4 points fondamentaux dans les cadres desquels s'est développée notre politique économique. Ces points sont les suivants:

En premier lieu, la création de nouveaux organes de direction de la vie économique à la place de ceux du régime capitaliste détruit et l'organisation de ces organes sur ce principe: une part directe appartient aux masses ouvrières dans la direction.

En deuxième lieu, l'abolition de la propriété privée des moyens de production; la confiscation des terres, la nationalisation des banques, des fabriques, des usines, des mines, de la flotte commerciale — le tout exproprié.

En troisième lieu, l'organisation d'une économie nationale unifiée: — l'organisation de communes soviétistes dans les campagnes, de trusts d'État dans l'industrie et la réunion des entreprises isolées sous la direction générale des organes soviétistes.

En quatrième lieu, la remise des produits de l'industrie et de l'agriculture à l'État et l'organisation de la répartition par l'État.

Telles ont été les réformes fondamentales réalisées pratiquement dans la mesure permise par les conditions de la vie intérieure et extérieure, en proportion des forces dont on disposait, des possibilités techniques et suivant les péripéties de la lutte engagée.

Si nous suivons le développement de notre politique économique durant ces deux années, nous verrons nettement la différence entre la *première* et la *deuxième année* du pouvoir soviétiste. La *première année* représente une période de destruction des vieilles institutions capitalistes. L'expropriation des expropriateurs, la confiscation aux capitalistes et aux propriétaires des moyens de production, la destruction de leurs organisations — tel fut l'objet de l'activité soviétiste durant la première année. Le 26 octobre 1917 parait le décret sur la confiscation des terres aux propriétaires; le 28 juin 1918 — parait celui de la nationalisation de toute la grande production. Toutes les banques et toute la flotte de commerce ont été nationalisées dans la première année; les sociétés par actions et les différentes organisations capitalistes ont été liquidées au cours de la même année.

Il va de soi que des organes de direction ouvrière étaient créés à mesure et que les mesures furent prises pour l'organisation de l'économie nationale sur des bases nouvelles, mais le centre de gravité restait néanmoins dans le domaine de la liquidation du régime capitaliste et non dans la structure des organes nouveaux. La première année est l'époque des assauts dirigés par les masses socialistes contre le régime capitaliste; c'est l'époque de la destruction des chaînes du capital et de tout ce qui faisait la base de son pouvoir.

La deuxième année est l'époque où le centre de gravité de l'activité soviétiste se transporte sur le travail positif et créateur dirigé vers l'organisation des nouvelles formes de l'économie nationale, sur l'amélioration et le perfectionnement de l'appareil de direction, sur la hausse de la production, etc...

Le deuxième congrès des Soviets de l'Économie nationale à la fin de décembre 1918 et le congrès du Parti Communiste au mois de mars 1919 — le premier dans ses résolutions et le second dans son programme, dans le programme accepté du parti — attachent dans le domaine économique une importance particulière à ces questions.

Il est dit dans la résolution du premier congrès: «Le problème fondamental de toute la vie économique est celui de l'unification de l'économie nationale, aussi bien dans les villes que dans les campagnes et du développement des forces productrices, tant dans le domaine de la production des matières premières que dans celui de l'industrie proprement dite et de l'économie rurale».

«Une centralisation en grand de la direction industrielle. La nationalisation de toutes les branches de l'industrie exige la résolution des problèmes d'une nouvelle direction ouvrière au moyen d'entreprises gigantesques et de syndicats d'entreprises; elle exige également la répartition des produits à l'échelle nationale. Ce problème est si compliqué qu'étant donné la famine, le niveau peu élevé de la culture et la guerre civile, sa résolution ne saurait être que très lente».

Le congrès du parti détermina encore plus nettement la ligne de conduite dans le domaine économique en disant:

«Le but fondamental déterminant toute la politique économique du pouvoir soviétiste doit être l'augmentation des forces productrices du pays».

C'était bien ce que nous exigeons de nos organes économiques, de nos syndicats professionnels, des ouvriers dans les fabriques, les usines et les mines, dans les villes comme dans les campagnes. Tels étaient les buts que poursuivait le pouvoir soviétiste dans la deuxième année. C'est sur ces principes que se fondaient notre travail quotidien, toute notre activité.

Notre politique économique se poursuivait pendant une lutte incessante, le pays tout entier n'étant qu'un vaste camp retranché et les intérêts de la guerre primant sur tout le reste. La réalisation de cette politique dans la vie pratique exigeait une dépense de forces énorme pour avoir raison de la résistance non seulement extérieure mais intérieure qui nous était opposée. Les attaques des contre-révolutionnaires empêchaient tout autant la réalisation de notre programme que le sabotage ouvert ou secret du personnel technique supérieur,

les préjugés de toutes sortes, etc... Il faut remarquer que notre politique était l'expression réelle de la volonté du prolétariat. Aucune idéologie opportuniste, bourgeoise ou autre ne trouvait d'écho dans les milieux ouvriers. La politique économique du pouvoir soviétiste était l'expression logique de la lutte et des tendances du prolétariat. Nous pouvons le constater avec certitude en analysant les événements de ces deux dernières années.

Deux ans d'efforts consacrés à la réalisation de la politique économique du prolétariat ont donné des résultats déterminés que nous allons examiner ici.

Arrêtons-nous tout d'abord à l'examen de l'organisation de la direction économique dans l'état où elle se trouve actuellement.

Les organes soviétistes dirigeant la vie économique sont basés sur les syndicats ouvriers.

L'appareil de direction est construit sur cette base du haut en bas.

À la tête de toute la direction est placé le *Soviet supérieur de l'Économie nationale*; dans les provinces — le *Soviet de l'Économie nationale* local.

Toute l'activité du Soviet supérieur de l'Économie nationale est soumise à la direction d'un *Bureau* de 11 membres. Le Conseil supérieur de l'Économie nationale se divise conformément aux branches industrielles: métallurgie, chimique, textile, électrotechnique, etc... en 50 sections de production à la tête desquelles se trouvent des *Présidiums (Bureaux)* de 3 à 7 membres.

Le président du C. S. de l'économie nationale et son remplaçant sont confirmés dans leurs charges par le Comité Exécutif Central des Soviets de toute la Russie; les membres du Présidium — par le Soviet des Commissaires du Peuple, mais les candidatures sont ordinairement soumises au Soviet des syndicats.

Tous les comités des sections du Soviet supérieur de l'économie nationale sont sanctionnés par le Bureau mais après une entente préalable avec le syndicat professionnel correspondant. Dans la composition du Bureau, comme dans celle de tous les comités entrent au même titre que les spécialistes (ingénieurs, techniciens) des ouvriers.

Les Soviets de l'Économie nationale locaux représentent des organes exécutifs du Soviet supérieur de l'économie nationale et sont construits sur les mêmes principes que ce dernier, tout en étant plus réduits dans leurs proportions.

Les différentes entreprises et les trusts d'État possèdent des directions d'usines et des comptoirs composés de 5 à 7 membres chacun (ouvriers et spécialistes) mais ils sont confirmés par la section correspondante du Soviet supérieur de l'Économie nationale ou du Soviet de l'Économie nationale local après entente préalable avec les syndicats correspondants.

Un grand nombre de spécialistes entrent dans la composition des comités et des directions d'usines.

Les dernières données statistiques prouvent qu'il y entre 60% de spécialistes et jusqu'à 40% d'ouvriers.

Il est certain que nous ne pouvons pas nous passer de ces spécialistes d'origine bourgeoises mais nous sommes encore loin d'avoir liquidé

l'héritage du capitalisme qui faisait du spécialiste—de l'ingénieur, du technicien, du directeur—non un travailleur social, mais un serviteur du patron-capitaliste et de son coffre-fort.

Ce serviteur du capital ne peut pas se défaire d'un coup de ses anciennes habitudes. Il reste et restera encore longtemps l'adorateur secret du capitalisme des aubaines duquel il vivait.

De là son hostilité pour le nouveau régime; de là son sabotage ouvert ou dissimulé. Mais la classe ouvrière nous a déjà donné pas mal d'administrateurs et d'organiseurs de grande valeur. Avec le temps ce processus créateur prendra une extension de plus en plus importante.

En même temps nos cadres sont complétés par de jeunes spécialistes, ayant actuellement terminé leurs études et qui n'ont pas subi l'influence dégradante du capitalisme; ils donneront une vie nouvelle à l'organisation de la direction économique.

Le même système d'organisation ou à peu près, a été suivi pour les autres commissariats économiques—*le commissariat national d'Agriculture, le commissariat national de l'Alimentation et le commissariat national du Travail*; il est à remarquer que ce dernier ne fait qu'un ou presque avec les syndicats tant par son activité que par la composition de ses membres dirigeants.

De cette manière nous possédons déjà un appareil de direction solidement construit. Il n'est évidemment pas exempt de certains défauts sérieux qu'il ne sera pas facile d'éliminer tant que les meilleures de nos forces seront au front.

Cet appareil est lourd; son fonctionnement est entravé par un fâcheux esprit bureaucratique et par des luttes intérieures continuelles; mais tout cela changera avec le temps.

En fin de compte nous sommes certains d'arriver à l'unification définitive de cet appareil, ce qui donnera une grande économie d'énergie et en facilitera le fonctionnement.

Nous avons ainsi remplacé l'appareil de direction capitaliste par un appareil soviétique qui s'est déjà fortement enraciné dans les moindres recoins de notre vie économique.

Malgré toute les difficultés extérieures et intérieures, cet appareil est parfaitement à la hauteur de sa tâche. Nous allons examiner ici les résultats de son activité.

En résumant ces deux années de travail nous pouvons dire que notre but qui était de faire passer tous les moyens de production des mains des capitalistes et des propriétaires dans celles de la société représentée par les organes soviétiques, a été atteint presque complètement.

La nationalisation des fabriques, des usines, des mines, etc. a été effectuée en commençant par les entreprises industrielles les plus importantes. Des bruits erronés ont souvent circulé en Europe occidentale au sujet de cette nationalisation qu'on prétendait avoir été effectuée sans aucun plan déterminé. C'est absolument faux.

La nationalisation surtout dans la seconde moitié de 1918 s'est faite d'après un plan très précis, englobant les branches industrielles et les entreprises les plus importantes, indispensables pour l'organisation de l'économie nationale.

La nationalisation a eu une influence énorme non seulement au point de vue économique mais aussi au point de vue politique. En nationalisant les moyens de production nous avons par cela même privé nos ennemis de tout ce qui faisait la base de leur pouvoir et de leur exploitation des masses ouvrières. Nous les avons privés par la nationalisation de toute leur force matérielle.

Quant à la petite industrie et aux coopératives, non seulement la nationalisation ne les a pas touchées, mais elles ont été soigneusement sauvegardées par des décrets spéciaux.

Le tableau suivant donnera une idée des proportions de la nationalisation effectuée durant ces deux dernières années:

Nationalisation pour les années 1918--1919.

1. Entreprises 4.000
2. Bâtiment de la flotte de commerce . . . 16.000
3. Propriétés privées . . . 60.000.000 hectares.
4. Toutes les banques dans toutes les villes.

Ces données sont quelque peu insuffisantes relativement aux entreprises. 4 mille entreprises se trouvent sous la direction du Conseil supérieur de l'Economie nationale, mais beaucoup d'entreprises qui ont été nationalisées par les organes locaux n'entrent pas dans la statistique faite par les organes centraux.

On peut affirmer avec certitude que les 90% de toute l'industrie se trouvent nationalisés à l'heure qu'il est.

Le capital nous a laissé en héritage des entreprises isolées sans aucun lien entre elles.

Notre but était, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, de construire une organisation de l'économie nationale sur la base des principes socialistes.

Il était indispensable de créer dans le domaine de l'industrie et dans celui de l'économie agricole des associations d'entreprises différentes, de les pourvoir de combustible et de matières premières et de réorganiser leur appareil financier.

Tout cela représentait une tâche colossale. Elle est encore loin d'être arrivée à bonne fin. Durant ces deux années le fondement de l'édifice a été posé, mais un grand travail reste encore à accomplir.

En résumant toutes les innovations effectuées dans le domaine de l'organisation économique durant ces deux années nous aurons le tableau suivant:

IL A ÉTÉ ORGANISÉ:

1. Dans le domaine de l'industrie:

1. Trusts d'Etat 99
2. Directions d'usines 4.000
3. Appareils d'Etat pour l'approvisionnement du bois, du lin, de la laine, de la tourbe, etc...

2. Dans le domaine de l'économie agraire:

1. Exploitations soviétistes 2399
2. Communes agricoles 5961

De cette façon l'industrie et l'économie agraire durant ces deux années ont été non seulement placées dans les cadres de direction des organes de la dictature prolétarienne, mais encore réorganisées intérieurement au point de vue de la production. Une concentration de la production a été effectuée. Des trusts comme celui de l'industrie électrotechnique embrassant toutes les entreprises sans exception qui, avant la révolution d'octobre, se faisaient une concurrence impitoyable, ou comme le trust d'Etat de la construction des machines englobant 16 entreprises des plus importantes, représentent un résultat sans exemple dans le domaine économique.

Il en est de même pour les entreprises nationalisées de l'industrie textile, au nombre de plus de 500, qui sont divisées en unions différentes (40 unions) englobant plusieurs entreprises chacune et dirigées par une „direction principale“.

Au point de vue de l'administration financière, de la réception des produits, etc., les trusts des entreprises ont donné de grands avantages. Le règlement des comptes entre les entreprises nationalisées et leurs associations se font exclusivement par comptabilité sans versements en espèces.

La distribution du combustible et des matières premières se fait également d'une façon plus rationnelle et plus régulière. Si l'on prend en considération la situation extrêmement difficile dans laquelle s'est trouvée la Russie Soviétiste pendant ces deux dernières années au point de vue du combustible, ne disposant que de 10% du charbon indispensable et de 93 millions de pouds de pétrole au lieu de 400 millions nécessaires on verra que seule la centralisation de la distribution jointe à une certaine économie nous ont aidés à éviter une terrible crise du combustible. Quant au ravitaillement en matières premières il a été satisfaisant.

Dans le domaine agraire, l'organisation des exploitations soviétistes soumises à la direction des organes soviétistes, a permis non seulement de conserver la culture agraire, les fermes importantes, mais encore a donné au prolétariat industriel le moyen de prendre part au travail agraire établissant ainsi pour la première fois des liens solides entre l'industrie et l'agriculture, entre la ville et la campagne. Les terres des propriétaires étaient si divisées qu'on pouvait craindre la ruine de la grosse production de l'économie agraire.

Mais nous avons à craindre le développement excessif des instincts de propriété de la petite bourgeoisie. Mais la vie pratique a prouvé le contraire. Les principes de l'organisation socialiste gagnent tous les jours du terrain dans les campagnes. Actuellement plus de 3 millions d'hectares de terres se trouvent déjà concentrés dans les exploitations soviétistes et les fermes communales.

C'est un grand pas en avant. Le développement de ce principe nous permettra d'établir l'économie agraire sur des bases nouvelles, de hausser

le niveau de la culture technique et de développer par l'entremise des exploitations soviétistes et des fermes communales une agriculture socialiste.

Revenant à la situation économique et aux résultats de notre activité économique nous devons dire avant tout que cette situation économique, comme résultat de notre activité, dépendait des modifications provoquées par la guerre civile.

Jusqu'au milieu de l'année 1918 nous avons été pris par la liquidation de la guerre impérialiste. Nous avons effectué la démobilisation de notre industrie et nous nous sommes donnés pour but de subvenir aux nécessités de la population et de la classe ouvrière. Les capitalistes et les propriétaires étaient vaincus et ne présentaient plus un obstacle sérieux.

Mais l'intervention de la bourgeoisie universelle, qui apporta un soutien efficace à la contre-révolution en Russie et qui fit tous ses efforts pour renverser le pouvoir soviétiste, redonna une énergie nouvelle aux capitalistes et aux propriétaires et ralluma la guerre civile.

Comme résultat de la lutte qu'il nous a fallu soutenir contre cet ennemi, notre base économique a subi de constantes modifications.

Le bassin du Don, l'Oural, le Caucase—ces sources principales de combustible et de matières premières—du charbon, du pétrole, du fer et de l'acier—passèrent de mains en mains. Il y eut des périodes où elles retombèrent sous le pouvoir soviétiste mais de nouvelles attaques nous les arrachèrent encore, détruisant la production organisée et nous privant des stocks emmagasinés.

Comme résultat final ce fut le centre de la Russie Soviétiste qui devint notre base fondamentale.

La perte du bassin du Don équivalait pour nous à la perte de 80% de tout notre charbon; l'occupation de Bakou par les Anglais nous a privé de pétrole, l'occupation du sud et de l'Oural nous a enlevé le métal. Il n'est pas difficile d'imaginer dans quelles conditions se continua notre vie économique.

Mais en plus des conditions territoriales notre situation économique a souffert encore du fait que nous avons été obligés de remobiliser notre industrie pour les besoins de la guerre.

Telles sont les conditions dans lesquelles s'est développée notre activité économique.

Cependant nous pouvons constater en résumant les résultats acquis, que malgré ces énormes difficultés nous n'avons pas cessé de progresser économiquement.

Examinons les données concernant les branches principales de notre activité économique là où elle s'est écoulée sans interruption durant ces deux années.

(Voir tableau.)

I. PRÉPARATION DU COMBUSTIBLE ET DES MATIÈRES PREMIÈRES.

| Dénomination des produits. | Quantité. | |
|--|------------------------------|---|
| | 1918 | 1919 |
| A. Préparation de combustible | | |
| 1. charbon (rayons de Moscou et de Borovitch) | près de 30 millions de pouds | près de 30 m. de p. |
| 2. Bois (préparé, etc.) | 4 millions de sag. cubes | 5 millions de sag. cubes. |
| 3. Tourbe | 58 millions de pouds | 60 millions de pouds |
| 4. pétrole | 93 millions de pouds | Bakou occupé par les Anglais. |
| B. Préparation des matières premières, provisions dans les magasins du C. S. de l'U. S. S. R. | | |
| 1. lin | — | 5 millions 1/2 de pouds. |
| 2. coton | 2.794 pouds | 6 millions 1/2 de pouds (en comptant les provisions du Turkestan) |
| 3. laine | — | 2 millions de pouds. |
| 4. chanvre | — | 2 " " " |
| 5. cuir | 5.461.000 pièces | 2.365.800. pièces (pour 6 mois) |
| 6. métal (provisions) | 30 millions de pouds | 40 millions de pouds. |

Les données ci-dessus ne concernent que le combustible et les matières premières préparées qui sont utilisés par le Conseil de l'économie nationale.

Nous voyons que la situation a empiré au point de vue du combustible avec la perte du pétrole. En 1918 nous avons eu le temps d'emporter le pétrole de Bakou, mais en 1919 nous en avons été complètement privés. Grâce à cette circonstance les chemins de fer (et toute une série d'entreprises) ont été forcés de passer au chauffage de bois, ce qui a provoqué la crise du chauffage des habitations. Avant la guerre les provisions de bois ne dépassaient pas celles que nous avons faites maintenant—de 4—5 millions de sagènes cubes, mais on avait alors du charbon et du pétrole pour desservir l'industrie, tandis que le bois était spécialement réservé aux maisons; maintenant le bois représente le combustible unique des entreprises industrielles. Au point de vue de la tourbe la situation s'est améliorée (en 1918—58 m. de pouds; en 1919—60 m. de pouds).

La préparation des matières premières pour notre industrie textile a été suffisante et les garantit pleinement.

Le lin et les fourrures se trouvent en si grande quantité qu'on pourrait facilement en exporter une partie à l'étranger.

Pour ce qui est du métal la situation a été difficile, nous avons vécu jusqu'ici sur nos vieilles provisions.

Avec la libération de l'Oural et la défaite de Koltchak la situation s'est notablement améliorée; nous recevons actuellement notre métal de l'Oural.

D'une façon générale on peut dire que les appareils d'approvisionnement du pouvoir soviétique fonctionnent régulièrement et sont solidement construits. Ils ont non seulement éliminé l'ancien intermédiaire dans la personne du marchand, mais ils commencent même à faire concurrence aux coopératives.

Nous avons déjà parlé des conditions essentiellement défavorables, dans lesquelles se développait notre production—l'occupation des rayons qui nous fournissaient notre combustible par l'ennemi, l'occupation des provinces les plus fertiles, l'envoi du meilleur de nos forces au front—toutes ces causes ont empêché le développement régulier de la production et des forces productrices dans les différentes branches de notre activité économique.

Une partie des entreprises chôment complètement; les autres fonctionnent dans des proportions réduites. Néanmoins les renseignements fournis par la presse bourgeoise de l'Europe occidentale sur la réduction de notre industrie sont exagérés et faux.

Les dernières statistiques prouvent que plus d'un million d'ouvriers (sans compter les voies ferrées, le commerce, etc.) travaillent actuellement dans l'industrie de la Russie soviétique. Dans certaines branches de l'industrie (dans les mines du rayon de Moscou, dans l'industrie électrotechnique, etc.) toutes les entreprises sans exception fonctionnent; dans d'autres—l'industrie textile par exemple,—le nombre des entreprises fermées atteint 50%, mais on ne saurait trouver une seule branche de l'industrie qui soit totalement arrêtée. De tels exemples n'existent pas. Le nombre total des travailleurs (ouvriers et fonctionnaires) s'élève au minimum à 3 millions d'hommes.

Dans certains domaines on peut même constater un progrès.

Durant ces deux années nos organes économiques ont entrepris la construction de 15 entreprises importantes, dont certaines sont déjà terminées et fonctionnent à l'heure qu'il est. Tels sont par exemple la grande usine de locomotives du gouvernement de Podolsk-Moscou, et la cartoucherie de Simbirsk dont la construction est complètement terminée et qui fonctionnent.

Deux grandes stations électriques l'une à Kachir, l'autre dans les marais de Schtour (devant employer la tourbe), sont sur le point d'être achevées et commenceront à fonctionner dans quelques mois l'une et l'autre. La construction d'une usine d'instruments et de machines d'agriculture est commencée à Saratoff. Mais l'entreprise la plus importante est l'exploitation des gisements de schiste (ardoise) dans les gouvernements de Samara et de Kasan commencée en 1919. C'est un fait de première importance dans notre activité industrielle. En outre des gisements de pétrole ont été découverts dans le gouvernement de Kasan et seront mis en exploitation dans quelques mois.

Les gisements de combustible découverts par nous sur le Volga nous ouvrent des perspectives très brillantes. Nous ne nous arrêterons pas sur les autres innovations d'importance secondaire que nous avons réalisées. Nous voyons d'après ces exemples que le processus créateur de la production, loin d'être arrêté, continue au contraire à progresser. Le côté le plus important de notre activité économique est notre travail pour la défense de la révo-

lution, pour les besoins de l'armée rouge; nous ne parlerons pas de cette partie de notre production. Les résultats de la lutte en parleront pour nous.

Mais même dans ces conditions le travail accompli pour satisfaire les besoins de la population civile est très important.

Nous citons ici les données sur les principales branches de l'industrie subvenant aux nécessités de la guerre comme à celles de la population civile.

La production et les réserves en 1919.

Tissus.

Production moyenne — 14 millions d'archines.
Réserves de tissus — près d'un milliard d'archines.

Sucre.

Production dans la saison de 1918-1919.

Dans la Russie soviétiste — 4 millions de pouds.
Dans l'Ukraine soviétiste — 10 millions de pouds.

Allumettes.

En 1918 il a été produit 1.032.023 boîtes.
En 1919 pendant 6 mois — 412.809.000 boîtes.

Savon.

Production — 20-25 mille pouds par mois.

Sel.

Plus de 10 millions de pouds.

Tous ces produits sont distribués selon un système déterminé. L'armée rouge est pourvue en premier lieu; puis viennent les ouvriers et enfin le reste de la population.

Pour garantir la défense du pays et ses forces productrices il est indispensable de pourvoir à tous les besoins de l'armée rouge et de la classe ouvrière.

Notre activité industrielle est tendue vers la solution de ces problèmes.

Dans la première année après la révolution d'octobre nous avons consacré toute l'industrie aux besoins de la population civile.

Nous avons effectué la démobilisation de l'industrie, mais les événements survenus nous ont obligé de remplacer notre programme „de paix“ par un programme „militaire“. Force nous a été de le faire. Mais en modifiant ainsi notre position nous nous rendons très bien compte que seule une attitude générale très ferme au point de vue économique nous permettra de résoudre avec succès nos problèmes militaires. C'est pourquoi nous tournons toute notre attention vers l'intensification de la production en nous efforçant de maintenir à une certaine hauteur la position de notre arrière économique.

Examinons maintenant la question de l'alimentation.

Le problème le plus difficile durant ces deux années était celui de l'alimentation. Les rayons les

plus fertiles en blé, tels que la région du Don, le sud de la Russie, le Volga, la Sibérie se trouvaient au pouvoir de l'ennemi, ou passaient de mains en mains.

Lorsque nous avons pris le pouvoir après la révolution d'octobre, les réserves de pain étaient presque nulles. La récolte de 1918 fut au-dessus de la moyenne (dans la Russie soviétiste elle a atteint dans 25 gouvernements 1.236 millions de pouds). L'appareil de ravitaillement organisé vers ce moment réussit à emmagasiner 106 millions de pouds. Ceci nous permit d'améliorer l'alimentation de la population dans la seconde moitié de 1918. La récolte de 1919 fut également au-dessus de la moyenne; de plus toute la région du Volga et une partie de la Sibérie sont tombés entre nos mains.

Les réserves de blé promettent cette année de dépasser celles de l'année dernière. La principale difficulté est dans le transport qui travaille surtout pour les besoins de la guerre. Mais grâce au perfectionnement de l'appareil distributeur on peut compter sur une certaine amélioration à ce point de vue.

La situation alimentaire ne s'améliorera définitivement qu'après que l'armée rouge aura battu Denikine et occupé la région du Don.

Ce tableau ne donne qu'une idée générale de la situation économique de la Russie soviétiste et résume les résultats de notre activité dans le domaine économique. Il va de soi que cet article ne saurait embrasser tout ce qui a été accompli par les masses ouvrières dans l'œuvre colossale, créatrice, de la nouvelle société, qui se réalise sous nos yeux.

On peut seulement dire que le prolétariat russe a fermement établi son pouvoir dans la direction économique et politique du pays; qu'il a su lui soumettre toute l'économie nationale et réduire les différents processus économiques en un système d'organisation unique.

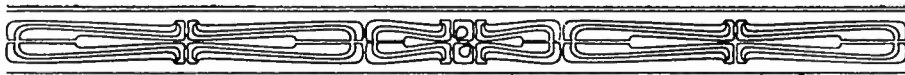
Dans la révolution sociale universelle en voie d'accomplissement, le capitalisme mondial fait des efforts désespérés pour étouffer la Russie soviétiste. Le blocus est un des moyens dont il se sert dans ce but. Mais là encore une cruelle désillusion l'attend. Nous voyons que durant ces deux années de lourdes épreuves la situation économique de la Russie soviétiste s'est améliorée, bien que très lentement, il est vrai. L'unification de l'économie nationale donne des ressources nouvelles pour son développement.

La crise économique qui eut été inévitable en régime capitaliste, ne saurait se produire en présence d'une direction organisée de toute l'économie nationale.

Notre politique économique consistera à l'avenir à poursuivre la hausse de la production, l'augmentation de l'auto-discipline des masses ouvrières et le perfectionnement de l'appareil de direction économique.

Le prolétariat russe tient fermement sa position à l'avant-garde de la révolution mondiale.

B. MILIOUTINE



LE GOUVERNEMENT DES SOVIETS ET LA CONSERVATION DES ŒUVRES D'ART

Parmi toutes les calomnies répandues sur le pouvoir des Soviets, il en est une dont je suis profondément indigné. Répandue par les journaux américains et parvenue jusqu'à nous par la Sibérie, elle nous accuse de vandalisme par rapport aux musées, aux palais, aux propriétés seigneuriales, aux églises, qui constituent de magnifiques monuments de l'antiquité et représentent souvent des chef-d'œuvres uniques de l'art.

Nous pouvons réfuter ces accusations avec certitude et orgueil et dire que nous avons accompli des miracles pour la sauvegarde de ces monuments. Je ne conteste certes pas que des trésors artistiques aient été anéantis au cours de la révolution. Nous savons qu'un certain nombre de châteaux ont été incendiés, que certaines bibliothèques ont été dévastées, que des collections ont été pillées, etc. Mais une perturbation aussi profonde que l'est une révolution sociale, ne peut s'accomplir sans quelques excès isolés et je me permettrai d'attirer ici l'attention de MM. les impérialistes sur le traitement qu'ont subi pendant la guerre universelle les trésors que l'humanité avait accumulés au cours des siècles dans les contrées les plus „civilisées“, occupées par les armées bourgeoises.

Ce ne fut en Russie qu'une calamité temporaire, qui dura tant que le nouveau pouvoir ne se fut pas affermi. Quant à présent, nous avons non seulement à St-Petersbourg et dans ses environs, où se trouvent d'innombrables trésors artistiques, non seulement dans les domaines avoisinants Moscou, et qui possèdent des richesses uniques au monde, mais encore dans les coins les plus reculés des provinces, des agents qui, aidés des paysans et des ouvriers instruits, s'appliquent à entretenir et à conserver les richesses publiques ayant une valeur artistique.

Les journaux américains ont osé parler du pillage des palais impériaux par les bolchéviks. J'ai été fort heureux de pouvoir montrer à quelques étrangers ce qui se passe en ce moment dans ces palais. Il est vrai, que nous avons dû subir de dures épreuves, lorsque les bandes étrangères ou russes étaient à Gatchina et à Tsarskoé-Selo, lorsque Pétersbourg était complètement dépourvu de police. Dans ces conditions il semblait impossible de garder quoique ce soit des richesses matérielles de ces palais, surtout si l'on ajoute que les caves en étaient remplies de vins, de cognac, de liqueurs variées. Nous dûmes nous hâter de détruire sans hésitation tous ces stocks afin d'éviter que les violences des bandes ivres n'atteignent l'Ermitage et les salles du Palais d'Hiver ce qui eût abouti à un véritable désastre. Le vin exerce une attraction

irrésistible. Je me souviens d'un brave soldat du régiment de Pavlovsk qui, préposé à la garde d'un stock de vins considérable s'excusait de n'avoir pu résister à la tentation, à l'exemple de ses camarades. Il me disait: „Confiez-moi des caisses ouvertes, pleines d'or, et j'y toucherai pas! Mais du vin! C'est chose impossible!“ Malgré tout, nous avons réussi en détruisant ce vin précieux à éviter la catastrophe dont nous étions menacés.

Si en visitant le Palais d'Hiver, ou le Palais de Gatchina on peut y remarquer quelques dégâts, soyez sûrs que ce sont les traces, non effacées encore, des ripailles des Cosaques et des Junkers de Kérensky. Mais ces traces, à l'heure qu'il est, ne se voient presque plus; nous parvenus à les laver.

Quant aux musées, ils sont tenus dans un ordre très strict, et administrés par les savants les plus distingués. Ils se sont considérablement enrichis, grâce aux collections d'art et d'antiquités retirées des palais privés et des châteaux où elles étaient moins en sûreté.

Tandis que, selon les ordres de Kérensky, les plus précieux chefs-d'œuvres de l'Ermitage ont été transportés à Moscou, où ils sont encore emballés dans des caisses en attendant que nous puissions avec une parfaite sécurité les réintégrer à leurs places, les salles de l'Ermitage se sont remplies d'autres chefs-d'œuvres de l'art les uns achetés, les autres transportés des demeures privées où ils étaient inaccessibles au public. Que de richesses sont à présent mises à la portée des masses populaires et des écoles dans les palais Youssouppoff, Stroganoff, etc.!

Les palais mêmes servent à des buts différents. Quelques-uns, n'offrant pas grand intérêt au point de vue historique et artistique, comme c'est par exemple le cas pour le palais Mariinsky ou pour le palais Anitchkoff, sont pratiquement utilisés; quant au palais d'Hiver, il a été transformé en un palais des arts. Ses vastes et magnifiques salles, construites par le grand architecte italien Rastrelli et par ses élèves, sont presque tous les jours ouvertes à une foule qui vient y assister aux remarquables concerts des orchestres d'état ou à des spectacles choisis, ou encore à d'instructives séances cinématographiques.

Des continuelles expositions s'y succèdent dont quelques-unes ont été véritablement grandioses par le nombre des exposants. Nous tâchons de les organiser comme les musées de façon à en faire réellement des sources de savoir; nous complétons leur enseignement par des conférences et nous faisons accompagner chaque groupe de visiteurs par un guide ou par un instructeur. Parfois nous con-

sacrons des expositions spéciales à différentes branches de la science. Nous tirons alors des musées les objets exposés. Telle a été l'exposition d'art religieux bouddhique ou celle du culte des morts et des objets sacrés de l'ancienne Égypte. Nous créons ainsi un enseignement démonstratif qui éveille l'intérêt des masses et, bien que Pétersbourg soit à moitié dépeuple, ces salles d'exposition reçoivent un très grand nombre de visiteurs.

Certains palais sont entièrement transformés en musées. Nous pouvons citer ici en premier lieu le vaste palais de l'impératrice Catherine et le palais Alexandre à Tsarskoé Selo. Toute l'histoire du tsarisme passe ici devant les yeux des travailleurs et des étudiants qui se rendent en foule de Pétersbourg à Tsarskoé pour les visiter. Le public commence par une promenade à travers les anciens parcs; puis il visite les salles parfaitement entretenues des palais. Soucieux de préserver non seulement les murs, les meubles et les objets d'art, mais même les parquets décoratifs des salles, nous distribuons aux visiteurs, lorsqu'ils affluent en grand nombre et là où les tapis ne suffisent point, des pantoufles en toile dont ils sont tenus de recouvrir leurs chaussures. Cette simple précaution inspire même aux plus incultes visiteurs le respect de ce milieu et habitue le public à l'idée de la responsabilité qui lui incombe, comme à l'État, dans la conservation des trésors appartenant à la nation.

Dans le palais de l'impératrice Catherine on est d'abord en présence du lourd et splendide rococo du temps d'Élisabeth; on voit ensuite la magnificence grandiose, pleine d'harmonie et de confort, du siècle de Catherine. Cette culture impériale et seigneuriale, qui de l'Occident attirait en Russie les plus célèbres architectes, les décorateurs les plus habiles, les maîtres de la porcelaine, du bronze, des gobelins, etc., atteint son apogée pendant le règne de Paul I-er dans l'incomparable perfection des œuvres du Premier Empire.

Le palais voisin de Pavlovsk peut être considéré comme le monument le plus incontestable du goût de cette époque. Le choix exquis des objets d'art qui s'y trouvent réunis en harmonie avec l'ameublement et la belle ornementation des salles, constitue un ensemble artistique incomparable dont il serait difficile de trouver le pendant nulle part en Europe.

On retrouve au grand palais de Tsarskoé Selo quelques traces de cette magnifique époque. Usant de la main-d'œuvre des serfs, les empereurs, soutenus par la noblesse, savaient profiter des dons de la culture européenne; ils remplaçaient l'opulence asiatique de leurs prédécesseurs moscovites par les œuvres les plus raffinées de l'art occidental.

Pendant le règne d'Alexandre I-er le goût déroge quelque peu. «L'Empire» de cette époque a un caractère de raideur, non dépourvu cependant de grandeur. L'impérialisme de Napoléon exerçait son influence sur le travail des serfs de Russie.

Viennent ensuite les appartements d'Alexandre II, pleins de confort et de *fashion* dans le style bourgeois anglais; aucun luxe éclatant: des salons et des chambres d'intérieur, comme on peut les voir dans les habitations de quelques riches gentlemens d'outre-manche. Et voici sans transition l'époque d'Alexandre III—un style baroque et lourd, pseudo-russe, d'une richesse toute matérielle.

Cette décadence du goût commença dès le règne de Nicolas I-er; elle est marquée par l'apparition de

bronzes massifs, produits parisiens de second ordre, échantillons de l'industrie du second Empire.

Le goût grotesque, quasi-russe d'Alexandre III prête à tout son entourage une nuance asiatique. C'est à peine si vous pouvez découvrir parmi les objets entassés en masse quelques véritables objets d'art. Toutes les pièces sont excessivement riches, d'une richesse criarde, témoignant une vanité grossière et recherchant l'effet vulgaire. L'on sent que la noblesse a survécu à sa propre grandeur et que les tsars ne sont plus les pionniers de la culture.

Même dans l'acception purement matérielle du goût, ils s'arrangent pour vivre dans des appartements laids, dont le luxe est calculé exclusivement pour ébahir le commun des sujets. On a le sentiment que l'autocratie ne vit plus que d'une existence factice, qu'elle n'a plus de sécurité. On veut émerveiller la nation, mais les forces intellectuelles faisant défaut on a recours—expédient fâcheux—à des dimensions colossales et à un luxe purement matériel.

Mais si nous observons les degrés de cette rapide décadence d'Alexandre I-er à Nicolas I-er et de lui à Alexandre II, puis à Alexandre III, lorsque nous passons dans les horribles appartements de Nicolas II, nous assistons à une véritable chute. Que ne voit-on ici! Une cretonne bigarrée sur laquelle sont fixées des photographies (on se croirait dans le boudoir de la première femme de chambre de quelque dame millionnaire). Voici dans un coin le réduit de Raspoutine surchargé d'icônes dorées. Des baignoires, des cuves extravagantes, des divans énormes et des cabinets de toilette bizarrement décorés témoignent d'un goût grossièrement sensuel, tout animal. Vous vous heurtez à des meubles de bazar d'un modèle barbare, tels que les achètent sans choix les parvenus enrichis, dépourvus de toute culture traditionnelle.

Et cependant c'est là la demeure des descendants des maisons impériales! A la vue de cette dégradation on ne peut se défendre de constater la chute vertigineuse, morale et esthétique, de la dynastie.

Nos artistes ont proposé de conserver intactes toutes les demeures de Nicolas II, comme des exemples de mauvais goût! C'est ce que nous avons fait. Cette promenade à travers le passé, rappelant la chute des Romanoff—un passé encore si proche—accompagnée de commentaires utiles illustre d'une façon particulièrement instructive l'histoire du tsarisme.

Le palais de Gatchina offrirait un thème excellent à mainte excellente leçon, mais je redoute que le général Ioudenitch et ses alliés, les «Culturträger» britanniques n'aient porté atteinte aux palais-musées que nous avions mis tant de soin à conserver.

Les domaines des environs de Moscou sont patrillement gardés. Quand ils n'offrent pas un ensemble complet, nous en retirons, ainsi que des couvents, tout ce qui a une valeur historique ou artistique et nous transportons ces objets dans les musées qui se sont multipliés à Moscou. Ceux des domaines qui se distinguent par la pureté du style, (tels Arkhanguelskoé et Ostankino) sont, même en nos temps orageux, des lieux de pèlerinage pour les admirateurs des monuments du glorieux passé de notre noblesse, qui au prix de la vie de générations entières de serfs, savait au moins mener une existence élégante et choisir avec discernement les

œuvres d'art qu'elle acquerrait en Europe... Luxe acquis au prix de la sueur du peuple.

Dans un pays qui traverse des crises révolutionnaires il était bien difficile de mettre à la disposition du public des locaux, entretenus avec amour et sollicitude, où le peuple puisse passer des heures de repos et de jouissance intellectuelle.

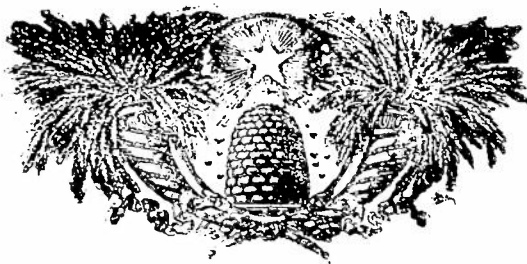
Il n'est que naturel que les masses populaires, remplies de haine pour leurs anciens maîtres et pour les tsars, aient étendu cette haine sur leurs demeures et sur des biens, dont elles ne peuvent mesurer la valeur historique et artistique. Ce n'est pas de leur faute si ces mêmes maîtres et les tsars les ont tenues pendant des siècles dans une profonde ignorance. Nous nous sommes imposés la tâche d'arrêter ce flot de destruction et de conserver autant que possible les monuments de l'art; nous nous efforçons de faire revivre les musées momifiés, afin que redevenus des œuvres vivantes de la Beauté, ils puissent prodiguer leurs richesses aux travailleurs souvent inconscients mais toujours assoiffés de beauté; nous voulons rendre accessibles aux masses ces palais et ces domaines, clos jusqu'à présent, où les descendants dégénérés des races

illustres corrompues par l'opulence, incapables d'apprécier leurs trésors, entraînent une existence de désœuvrement et d'ennui; et nous voulons créer ainsi des milieux de culture populaire.

Le Commissariat de l'Instruction publique, et particulièrement la section de la Conservation des Monuments de l'Antiquité, peut à tout moment rendre compte à l'humanité éclairée de ses travaux dans cette direction; il soutient avec assurance que le prolétariat international—cette élite de l'humanité—rendra justice comme tout homme civilisé au travail colossal que nous avons déjà réussi à accomplir.

Les dévastations partielles ont peu d'importance. Des faits de destruction auraient pu se produire dans n'importe quel pays cultivé; on peut seulement s'étonner que les excès d'un peuple criminellement retenu dans la barbarie, n'aient pas atteint de plus grandes proportions. Maintenant une puissante organisation a été créée par les soins du gouvernement des ouvriers et des paysans, qui a pour tâche la conservation des richesses appartenant au peuple.

A. LOUNATCHARSKY.





L'INTERNATIONALE DES INTELLECTUELS

Un Congrès international des intellectuels doit se réunir à Berne à la fin de ce mois. Les représentants des milieux intellectuels d'Angleterre, d'Allemagne, de France et des autres pays se rencontreront sous le même toit. Les ennemis d'hier, vainqueurs et vaincus, se trouveront face à face.

Des complices moraux du plus infâme des crimes—de la guerre de 1914-1918—dont l'horreur, en révélant à l'humanité pensante la profonde gangrène du vieil ordre social, a fini par ébranler les préjugés nationalistes qui avaient ramené à la barbarie les peuples les plus cultivés de l'Europe et provoqué la grande tuerie,—des complices du grand crime participeront sans doute à ce congrès.

S'il en est ainsi, si ces hommes se rendent à une assemblée internationale des représentants de la raison humaine, le fait sera de la plus haute importance et—peut-être—fécond en conséquences sociales d'une grande valeur. Certes il n'est pas question, ici, des tardifs repentirs et des aveux superflus qui ne manqueront pas. Sévèrement, résolument, le Congrès devra enfin poser la question, d'une importance mondiale, humaine, des bases de la culture dans le processus de l'histoire.

Ce n'est qu'après l'avoir résolue que les intellectuels pourront inflexiblement choisir leur position définitive, à la tête des masses populaires tendant à la réalisation des formes nouvelles de la vie sociale,—ou parmi les classes inintelligentes et cupides qui, exploitant les énergies physiques des peuples, empêchent le libre développement de leurs forces spirituelles et de leur raison.

Si les intellectuels se rendaient enfin compte du rôle qu'il ont joué au service du capitalisme, le fait serait capital. Venant avec sincérité se confondre avec l'énorme énergie émotionnelle des peuples, les réserves—relativement peu considérables—de forces intellectuelles, uniraient harmonieusement la raison investigatrice et organisatrice à une immense volonté, inorganisée encore, mais forte d'aspirer ardemment à la vie; et le développement de la culture humaine en recevrait une impulsion puissante et en serait accéléré dans une mesure que l'imagination ne peut prévoir...

En un mot, les intellectuels du monde entier ont aujourd'hui à trancher hardiment cette grave question: seront-ils avec les peuples exigeant la transformation radicale de toutes les formes de la vie—ou avec le capital défendant l'ancien régime?

Le rôle des intellectuels russes au cours des deux dernières années—si remplies d'événements—doit être fécond en enseignements pour les intellectuels de l'Europe occidentale. Si l'intellectuel russe avait eu plus de force d'âme et de clairvoyance pratique, si, dès les premiers jours de la révolution «bolchévique», il était entré en contact avec ce groupe, issu de son propre milieu, qui avait eu la témérité de se mettre à la tête des masses ouvrières et de s'emparer du pouvoir politique d'un pays ruiné par le tsarisme et la guerre,—le déchainement des passions n'eut pas entraîné des dommages aussi cruels dans les domaines de l'industrie, de la technique, de la culture; moins de sang eut été versé; moins de fautes eussent été commises; la raison eut été un frein. Loin de moi l'intention de juger qui que ce soit. Je me borne à constater un fait indiscutable: la sortie d'une certaine quantité d'intellectuels du courant de la révolution a eu pour conséquence de subordonner la solution des problèmes vitaux à la satisfaction des besoins d'une majorité inculte, celle—à mon avis—des paysans russes.

La classe ouvrière russe, numériquement infime, a devant elle une tâche immense: la rééducation de cent millions de paysans de langues et d'origines différentes. Cette masse peut déployer, en des œuvres de destruction, une énergie prodigieuse; mais peut-elle créer plus que des mœurs pénétrées de la mentalité du petit propriétaire? Cette interrogation demeure sans réponse. Envisagée à ce point de vue la grande industrie capitaliste rationnellement organisée apparaît, pour l'ouvrier et pour l'intellectuel, moins redoutable que le marécage de la petite propriété généralement étrangère et même hostile aux intérêts supérieurs de la culture.

Les intellectuels russes conçoivent de mieux en mieux le caractère tragique de leur situation. Bien qu'ils aient, dès avant la révolution, vécu

entre l'enclume (le peuple) et le marteau (le pouvoir), les inconvénients inéluctables de cette situation leur deviennent maintenant et par trop évidents, et par trop douloureux. Mais, je le répète, ils commencent à comprendre que le pouvoir appartient à des forces intellectuelles, auxquelles les apparentent des liens spirituels; ils commencent à comprendre que la Russie verra probablement fusionner dans un proche avenir la raison organisatrice et la volonté exaltée — et que ces deux puissances peuvent, ensemble, faire des prodiges. Telles sont, à mon avis, les pensées et les questions qui ne peuvent manquer d'intéresser le Congrès international des intellectuels.

Profondément convaincu de la probité des représentants de l'Intellectualité de l'Europe occidentale, croyant en leur conscience, je ne doute pas que la question du blocus de la Russie soit débattue par le Congrès.

Point n'est besoin de liétrer encore l'infamie d'un blocus qui voue le peuple russe à la famine et à la mort, qui le prive de médicaments, etc.

Mais il n'est peut-être pas inopportun de rappeler aux membres du Congrès que les enfants sont les premiers à souffrir des conséquences du blocus, — et que les intellectuels, les savants, les travailleurs de bibliothèque et de laboratoire, insuffisamment adaptés à la lutte pour la vie, inhabiles à conquérir leur pain sont ensuite parmi les plus atteints.

Tuer des enfants par la famine, détruire ainsi l'avenir même d'un peuple; tuer par la faim son énergie intellectuelle longuement accumulée, — est-ce là le but que l'Europe «éclairée», «cultivée» s'est assigné?

Ce sera pour le Congrès des intellectuels un devoir et une nécessité que de poser cette question; et nous nous demandons avec la plus vive curiosité ce que pourront y répondre les Gouvernements des pays — la France, l'Angleterre, etc., — qui se considèrent comme des «foyers de culture et de civilisation».

Maxime GORKY.

UNE LEÇON BIEN MÉRITÉE

(Echange de radiotélégrammes entre les citoyens Ledebour et Cohn et le camarade Tchitchérine).

Berlin 21 oct. 1919. N° 1430/780.

Au Commissaire du peuple pour les Affaires Étrangères, Georges Tchitchérine.

à Moscou.

Nous apprenons par les *Izvestia* du Comité Exécutif de Moscou (numéro du 23 sept.) que Rosanov-Enzys est accusé de participation au complot du Centre National et que l'instruction de son cas a été confiée à une commission spéciale chargée d'établir la culpabilité de ses camarades de parti. Connaissant bien Rosanov et par nos relations personnelles et par nos relations politiques avec lui, nous savons que tout en étant, par sa compréhension du socialisme un adversaire des bolchéviki, il n'a jamais été un ennemi du peuple. Telle est aussi notre conviction en ce qui concerne les camarades de parti de Rosanov qui, comme l'a établi la Commission Extraordinaire, lui ont proposé d'adhérer au Centre National. Nous vous prions d'employer toute votre influence afin que soit pris en considération, au cours de l'instruction de cette affaire, le passé socialiste si honorable de Rosanov et de ses amis. Et si, contrairement à notre attente, le procès devait se

terminer — ou était déjà terminé — par une condamnation à la peine capitale, nous vous prions de différer l'exécution du jugement afin de nous donner le temps de vous adresser d'autres représentations. Prière de répondre à Oscar Cohn.

Avec nos salutations socialistes.

Georges Ledebour, Oscar Cohn.

Moscou. 23 octobre 1919.

Aux Citoyens Georges Ledebour et Oscar Cohn.

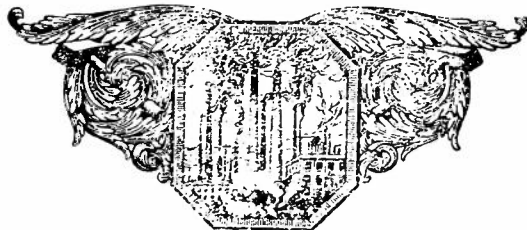
J'ai lu votre radiotélégramme portant le numéro 1430/780, avec le plus profond étonnement. Il s'agit d'un homme qui à l'heure actuelle — d'une si haute gravité pour la révolution prolétarienne — participait à l'action de l'une des organisations contre-révolutionnaires les plus actives. Il collaborait avec les cadets qui ont organisé dans la Russie des Soviets, sur une large échelle, l'espionnage du général Dénikine et formé secrètement à Moscou, en vue de provoquer des émeutes, des bandes de gardes blancs.

Rosanov nous livre lui-même la justification principale de ses actes en citant, dans ses dépositions écrites, la plateforme de l'aile droite du parti menchévik, qui admet la collaboration avec les cadets. Dans la période d'après guerre civile que nous traversons, alors que la révolution doit tendre toutes ses forces pour combattre les bourreaux du tsar, porteurs de la plus sanglante, de la plus impitoyable contre-révolution, ces menchéviks tentent de frapper dans le dos la révolution luttant pour son existence. Vous justifiez votre intervention en faisant allusion au passé de Rosanov. Comme si vous ignoriez que nombre d'anciens socialistes, et parfois des hommes ayant un passé du plus grand mérite sont devenus maintenant les complices des forces obscures de la réaction internationale.

L'exemple vous en est donné par votre propre camarade de parti, Kautsky, ministre des Affaires Étrangères, qui poursuit en cette qualité une politique d'accord avec l'Entente, c'est-à-dire d'étouffement de la révolution russe, et dont le dernier livre est, pour tous les serviteurs de la contre-révolution et pour les plus vils avocats du tsarisme, un morceau friand. Les journaux blancs russes qui encensent Koltchak et Dénikine ne tarissent pas d'éloges au sujet du récent ouvrage de votre ami et allié actuel, Kautsky. Et, que d'autres ex-socialistes, ayant autrefois rendu les plus grands services à la classe ouvrière, travaillent maintenant la main dans la main avec Noske et avec tous ceux qui prêtent leur concours aux bourreaux de la révolution allemande? Noske, lord Churchill son allié, Koltchak, ne cessent de parler du «peuple». Il fut un temps où l'inexistence d'un «peuple» unique et l'existence des classes sociales ne dépassait pas les limites de votre compréhension; et vous compreniez alors que les hommes qui, au lieu des intérêts de classe font valoir les intérêts du «peuple» ne font que représenter ceux de la classe dominante. A l'époque de la Conférence de Zimmerwald, tout au moins, cela vous était intelligible. Et puisque vous parlez du passé vous consentirez peut-être à vous rappeler que vous vous placiez naguère au point de vue de la lutte

des classes et non à celui de l'harmonie sociale. Opposant maintenant l'intérêt du peuple à l'intérêt de la révolution prolétarienne vous vous trouvez dans la brillante société des pires fauteurs de pogroms. Qu'appellez-vous la «cause du peuple», ici, en Russie où sévit une guerre civile acharnée? Nous voyons d'un côté la révolution prolétarienne et de l'autre la contre-révolution la plus sanginaire, la plus extrême, qui se joue ou se sert de tous les éléments intermédiaires, indécis, aux principes hésitants ou indéfinis. Si vous entendez désigner par le mot «peuple» les masses laborieuses, je voudrais bien savoir comment l'on peut être, à votre avis, l'ennemi de la révolution ouvrière et paysanne tout en n'étant par l'ennemi du peuple? Ces belles phrases sur l'entité «peuple» nous les entendons chaque jour, à chaque heure, des lèvres des Dénikine et des Koltchak qui voudraient noyer dans le sang les masses laborieuses, le vrai peuple. Dans quel pays d'Europe, dans quel pays du monde avez-vous vu une cause du peuple qui ne soit pas en même temps la cause de la révolution prolétarienne? Vous n'êtes pourtant pas des social-démocrates de la veille, et vous devez savoir que le monde entier est le théâtre d'une lutte entre l'oligarchie capitaliste et la révolution prolétarienne mondiale. Tout ennemi de cette dernière est nécessairement le serviteur de la première. Telle est le trait caractéristique du moment historique actuel. Naquère, vous aussi vous le compreniez. Mais puisque vous répétez maintenant les phrases hypocrites de la réaction internationale, les phrases dont elle se sert, dans le monde entier, pour tromper les masses ouvrières, sachez que nous qui donnons en ce moment toutes nos forces à la bataille pour la révolution prolétarienne, nous ne pouvons considérer vos raisons comme celles de nos amis. Nous continuons à aller de l'avant dans la voie que nous avons adoptée et ceux qui ne sont pas avec la révolution prolétarienne ne sont pas avec nous. Or, ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous.

G. TCHITCHÈRINE.



CORRESPONDANCE DE „L'INTERNATIONALE COMMUNISTE“

LETTRE DE FRANCE

Chers camarades, je vais essayer de vous faire un résumé de ce qui se passe chez nous.

La France traverse à l'heure qu'il est une lourde crise. La bourgeoisie a prouvé qu'elle n'était pas à la hauteur de la situation. Lancée à la poursuite de bénéfices toujours nouveaux, accumulant des richesses qui coulaient en une intarissable avalanche d'or, elle s'imaginait que la guerre ne finirait pas de sitôt. Quant à ce qui se passerait une fois la guerre terminée—elle s'abstenait d'y songer. Mais nous voici arrivés à cet «après-guerre» qu'on envisageait si peu. La guerre, l'immense bûcher sur lequel les classes dirigeantes consumaient tous les jours avec une folie enragée des dizaines de millions de francs, de livres sterling et de dollars, fruits du travail des peuples; a cessé tout à coup. L'industrie militaire, arrêtée subitement a jeté dans la rue des masses d'ouvriers auxquels se sont joints les soldats démobilisés revenant du front.

La position désespérée de ces masses ouvrières sans travail s'est aggravée encore par suite de la cherté de la vie, développant et entretenant chez elles un état d'esprit nettement révolutionnaire qui puisait des raisons toujours nouvelles dans les scandaleuses révélations sur les tripotages et les malversations des millionnaires qui, grâce à l'appui accordé par le gouvernement à la Haute-Banque, étaient arrivés à prendre en France des proportions inouïes. Enfin, malgré toutes les colonnies et tous les mensonges que la presse bourgeoise française tissait autour de la révolution russe, le prolétariat français a compris et estimé à sa juste valeur la lutte titanique soutenue par le pouvoir soviétique russe contre les rapaces organisés du monde entier: le bolchévisme est devenu la devise de combat des grandes masses ouvrières.

Cet état d'esprit du prolétariat a eu deux conséquences: d'abord les grandes masses ouvrières, entraînées par le mouvement révolutionnaire se sont précipitées dans les organisations ouvrières existantes qui ont reçu de ce fait une extension inusitée; de nombreux organes ouvriers et socialistes nouveaux ont été créés, tandis que le tirage des anciens décuplait; en second lieu le parti socialiste et les syndicats s'orientèrent très sensiblement à gauche: le centre du parti fut repoussé à droite, tandis que son aile gauche prenait la place du centre. Il fut même question d'exclure du parti Albert Thomas et ses pareils.

Aux réunions syndicalistes toute apparition de Jouhaux à la tribune était saluée par des vociférations et par un tumulte indescriptibles qui dégénérait souvent en véritable pugilat. Le prolétariat organisé mettait au nombre de ses exigences les plus pressantes la liquidation de la guerre avec la Russie et la cessation de toute intrusion dans les affaires russes.

Une telle situation a fait naître chez la minorité révolutionnaire le désir d'organiser un Parti Socialiste Communiste (pour contrebalancer le parti fondé par Péricat et qui à cause de son caractère anarchiste ne jouit d'aucune influence, ni d'aucun estime dans les larges milieux ouvriers) (1).

(1) Note de la Rédaction. Nous laissons cette remarque sous la responsabilité privée de notre correspondant.

Mais l'organisation du nouveau parti se heurta dès le début à de graves obstacles. La bourgeoisie effrayée par le développement croissant du mouvement révolutionnaire fit des concessions économiques: la loi sur la journée de 8 heures fut votée; on introduisit quelques améliorations dans les conditions du travail des enfants et des femmes, on donna raison aux mineurs en grève, on améliora le sort des employés des banques, etc. De plus le gouvernement fit la promesse formelle de ne plus intervenir dans les affaires de Russie. Remarquons à ce propos que cette promesse n'a pas été tenue jusqu'à présent. Mais à côté de cette politique de concessions une guerre terrible fut déclarée à tout ce qui de près ou de loin touchait au bolchévisme ou au communisme.

Dans cette lutte contre l'état d'esprit révolutionnaire toujours croissant des grandes masses, la bourgeoisie trouva des alliés fidèles dans la personne des socialistes de la II-e Internationale et dans celle des meneurs des syndicats. Sentant l'approche du danger, ces larbins-socialistes firent grand bruit sur les sacrifices inutiles des révolutions prématurées et entreprirent une propagande endiablée contre le bolchévisme qu'ils venaient à l'anathème. Ce fut *La Bataille*, principal organe des syndicalistes, qui montra le plus d'ardeur à ce sujet, poussant l'impudence jusqu'à publier des articles de personnages aussi discrédités qu'Alexinsky dont la réputation, à Paris, est d'un genre nettement déterminé...

Grâce aux efforts coalisés de toute cette clique la grève démonstrative du 21 juin échoua. Tenant compte de l'état d'esprit quelque peu déprimé des masses qui s'étaient très activement préparées à cette grève les larbins-socialistes ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour amener le prolétariat à prendre part à la campagne électorale, afin de se garantir un plus grand nombre de sièges au parlement et afin de décharger et d'exploiter dans leur propre intérêt l'énergie accumulée dans les masses ouvrières.

A cette tactique des larbins-socialistes nous opposons notre travail organisateur au milieu du prolétariat révolutionnaire, créant partout des groupes de la III-e Internationale et faisant une propagande active pour la fondation d'un nouveau parti socialiste communiste. L'organisation en est déjà en bonne voie et notre travail prend un caractère systématique. Nous en sommes actuellement à la cristallisation des groupes de la III-e Internationale et à la concentration des cadres révolutionnaires.

On peut s'attendre très prochainement à une scission dans le Parti Socialiste. Le groupe Loriot après sa séparation du P. S. U. entraînera fatalement à sa suite les masses révolutionnaires. Dans les organisations ouvrières syndicalistes on remarque également un accroissement de sympathies envers nous qui se traduit par une affluence de nouveaux membres dans les groupes de la III-e Internationale. Il nous est donc permis d'espérer la formation rapide d'une puissante organisation révolutionnaire qui mènera le prolétariat au combat décisif contre le régime des exploités.

La complication toujours croissante des relations entre les différentes classes sociales, le défaut des produits de première nécessité tels que le charbon, le sucre, le pain, etc., la hausse des prix qui rend inaccessible au prolétariat

jusqu'aux chaussures et aux vêtements, tout ceci nous donne l'assurance que l'état d'esprit révolutionnaire des masses ne fera qu'augmenter de jour en jour.

Aussi voyons-nous poindre dès aujourd'hui à l'horizon l'aube du jour où le prolétariat de l'Europe occidentale, fort de votre expérience, s'organiserait en Soviets pour tendre la main à ses frères russes. On peut sans craindre d'exagérer affirmer dès maintenant que le cœur des ouvriers du

monde entier bat à l'unisson des vôtres et qu'ici, en France, au cours des péripéties de notre lutte, nos yeux se tournent continuellement à l'orient et nos meilleurs vœux vont à vous qui êtes si distants et si proches.

Un Communiste Français.

Paris, 15-IX-19.

LETTRE D'ALLEMAGNE

Je suis arrivé en Allemagne au mois de mars, juste au moment des désordres de Berlin. Une réaction forcenée y faisait rage: des gens étaient souvent arrêtés pour la seule raison que la forme de leur nez déplaisait à la police. A Munich, où je m'arrêtai, la réaction était quelque peu voilée, peut-être parce que les indépendants entraînaient dans la composition du gouvernement.

En Bavière, pays absolument autonome et qui était alors relativement bien pourvu au point de vue alimentaire, les masses ouvrières commençaient à peine à prêter l'oreille à la propagande des communistes qui venaient de briser le lien étroit les rattachant aux indépendants et faisaient les premiers pas dans la voie d'une activité autonome. *Le Drapeau Rouge de Munich*, organe communiste, commençait alors à paraître et avait un si grand succès que les journaux des indépendants et des social-démocrates allaient bientôt être obligés de suspendre leur publication faute de lecteurs.

Notre organisation, reconstruite sur la base des comités de fabrique, se développait également et le nombre de ses membres atteignit bientôt 6 mille. De plus les indépendants de Bavière nous avaient proposé de fusionner avec eux dans des conditions qui signifiaient en fait leur adhésion à notre parti presque sans restriction. Cette question avait déjà été décidée par nous en principe dans le sens positif et il ne restait qu'à la soumettre à une dernière délibération de l'assemblée du parti, quand se produisirent des événements au sujet desquels je crois indispensable de m'arrêter ici.

La Bavière est, comme on sait, un pays agricole. Il est donc tout naturel qu'au Landtag, réélu après la révolution la majorité se soit trouvée conservatrice catholique, tandis que tous les autres partis—y compris celui des social-démocrates—y constituaient une minorité insignifiante. Néanmoins la bourgeoisie envisageant très nettement la situation, et prenant en considération l'état d'esprit des masses prolétariennes des villes ne se risqua pas à réaliser immédiatement ses plans réactionnaires et proposa de former un «cabinet socialiste» provisoire dans la composition duquel entrèrent ses fidèles serviteurs social-démocrates et des indépendants de droite. L'existence de ce cabinet ne devait pas être de longue durée: d'abord la bourgeoisie, malgré toute sa sagesse désirait s'emparer au plus vite du pouvoir; deuxièmement les ouvriers perdirent très vite leurs illusions sur ce gouvernement, dont le chef, Kurt Eisner, tombant sur les Prussiens, prêchait que la Bavière était un pays de liberté, et que la révolution sociale ne devait pas s'y produire comme dans les autres pays du monde; les ouvriers exigeaient de plus eu plus du gouvernement des actes socialistes et non des paroles. Le gouvernement des social-traitres se trouva ainsi sous le feu croisé de la droite et de la gauche. Il ne disposait d'aucune force réelle, l'armée ayant été rapidement démobilisée par la révolution et les soldats ayant regagné leurs domiciles en gardant les armes qui leur avaient été laissées sur notre insistance.

En mars la position du gouvernement devint intenable. Le Landtag encouragé par les succès de Noske et des officiers prussiens se décida à jeter bas son masque et fit sa session pour le 8 avril. Les indépendants qui n'avaient nullement envie de quitter leurs sinécures gouvernementales

en prirent ombrage et commencèrent une agitation en faveur de la grève générale. Organiser maintenant une grève en Allemagne n'est certes pas difficile; les ouvriers très éprouvés par la guerre sont toujours prêts à quitter le travail. Au mois d'avril une grève générale politique éclata à Augsburg, les ouvriers exigeant la fermeture immédiate du Landtag et la remise du pouvoir au Comité Central des Soviets. Le gouvernement fut pris au dépourvu; Hoffmann se rendit en toute hâte à Berlin pour s'y concerter avec Noske. Pendant ce temps le social-démocrate Scheppenhorst, ministre de la guerre, convoquait chez lui les représentants de tous les partis socialistes et leur proposait de proclamer la Bavière république socialiste-soviétiste.

Notre parti peu confiant dans la sincérité de ce changement de front inattendu et sachant par expérience qu'une collaboration avec les social-traitres ne peut mener à rien de bon conçut immédiatement le soupçon de quelque trahison cachée derrière cette proposition et y répondit par une déclaration qui disait à peu près:

1) que la révolution socialiste doit être non le résultat des résolutions des leaders, mais celui d'un mouvement général des masses ouvrières; 2) que nous refusions catégoriquement de faire partie d'un gouvernement composé de représentants de différents partis, jouissant de droits égaux, car nous n'accepterions de prendre le pouvoir que lorsque le prolétariat, admettant le programme communiste, aurait décidé de le remettre provisoirement, en attendant les élections des soviets et la création de l'appareil soviétiste, à un comité exécutif composé d'ouvriers (et non de «leaders») communistes; 3) que si les indépendants et les social-démocrates avaient vraiment conscience des résultats pernicieux de leur tactique, une grève générale devait être déclarée immédiatement; les ouvriers devaient être armés et la bourgeoisie désarmée; toutes les banques devaient immédiatement passer aux mains du prolétariat et de la garde rouge.

Nous voulions, par cette déclaration, nous séparer définitivement des social-traitres et tracer en même temps aux yeux des masses une ligne de démarcation très nette entre nous et tous les brouillons indépendants ou anarchistes. Nous voulions démontrer que notre Parti Communiste agit en toute occasion avec une logique absolument consciente et conforme à un programme nettement établi à l'avance, tandis que la tactique des brouillons est dictée par le hasard des circonstances. Enfin, nous voulions souligner la différence entre la révolution des masses et les complots ourdis dans le confort des cabinets.

Notre déclaration déclencha une tempête d'indignation parmi les social-démocrates exaspérés par notre clairvoyance et par la façon dont nous avions dévoilé leur jeu; les brouillons anarcho-indépendants s'indignèrent également, mais ceux-là parce que simplement dépourvus de saine raison. Les indépendants qui étaient prêts à fusionner avec nous, commencèrent à parler de pertes-folles et nous prièrent de garder provisoirement le secret au sujet des pourparlers précédents, nous affirmant qu'à cette condition nous pourrions obtenir les deux-tiers au moins des sièges gouvernementaux. Mais nous exigeâmes catégoriquement une décision immédiate sur la question de leur fusion avec notre parti; après quoi les leaders

indépendants, contre la volonté des masses, ôtèrent cette question de l'ordre du jour.

La république des Soviets fut proclamée en Bavière avec une grande pompe. Le jour de sa proclamation fut promulgué jour de fête nationale et le même soir, comme pour souligner l'essence véritable de la révolution, qui s'était opérée, l'état de siège était déclaré à Munich et la police (toujours la vieille police royale) se mettait à dissoudre les réunions ouvrières.

Le jour suivant un groupe de littérateurs et d'aventuriers put réjouir les ouvriers par une déclaration qui annonçait que tous les postes de commissaires étaient déjà distribués à l'amiable et que plus de 3 douzaines de décrets se trouvaient sous presse. Conformément à ces décrets, la police se transformait en armée rouge, les casernes se trouvaient baptisées des noms de Kurt Eisner, de Moritz, etc. et la direction royale des banques devait s'appeler dorénavant « Conseil révolutionnaire des banques ».

Les décrets se mirent à pleuvoir; mais aucun d'eux ne pouvait être appliqué, le pays ne disposant d'aucune force qui eut consenti à soutenir le gouvernement, et les ouvriers se moquant ouvertement de leurs bienfaiteurs.

Une partie des social-démocrates, poursuivant leur perfide aventure, passa de l'autre côté de la frontière pour y organiser une armée blanche tandis que l'autre partie restée à Munich se mit à y faire dans les milieux ouvriers une propagande endiablée contre nous, nous accusant de jeter le trouble dans les rangs du prolétariat, etc. Tous ces arguments vous sont parfaitement familiers étant ceux des *monchovik* russes.

Les choses allèrent ainsi pendant une semaine. Le septième jour après la proclamation de la « république soviétique », le soviet des soldats acheté par le gouvernement « socialiste » de Hoffmann, arrêta tout le gouvernement soviétiste en bloc, mettant fin à cette inepte comédie jouée par des social-traitres et des social-écrits.

Nous fûmes très contents de voir cette farce se terminer aussi bien et notre mot d'ordre fut: éviter les conflits à tout prix. Nous comptions que les grèves générales qui faisaient rage alors par toute l'Allemagne et principalement dans le bassin de la Ruhr, l'atmosphère étant chargée à la veille des pourparlers de paix, créeraient un terrain favorable pour un soulèvement des masses dans toute l'Allemagne. Nous craignions qu'une révolution intempestive en Bavière ne servit uniquement de prétexte pour une intervention des bandes blanches prussiennes qui eussent noyé dans le sang prolétarien le mouvement révolutionnaire bavarois. Mais nous nous trouvâmes ici devant le problème suivant: Que faire si les ouvriers bavarois malgré l'existence insolite du gouvernement « soviétiste » voulaient le défendre les armes à la main? Des collisions isolées se produisaient déjà à Nuremberg et à Augsburg où Hoffmann s'étant placé à la tête de la milice blanche (*Einwohnerwehr*) avait ouvert les hostilités contre les ouvriers.

À la proposition de quelques camarades nous décidâmes d'adopter la position suivante: le Parti Communiste représentant l'avant-garde des combattants conscients et des militants prolétariens ne saurait en aucun cas priver les masses de sa direction. Si donc, malgré la conviction du parti qui considèrerait que le moment serait mal choisi pour une insurrection, cette insurrection se produisait, le parti devrait se mettre à sa tête afin de montrer au prolétariat, par un exemple pratique, ce que doit être une révolution communiste. Mais le parti résolut en même temps d'appeler une fois de plus les ouvriers à l'ordre et au calme et de prévenir l'insurrection dans la mesure du possible.

Le jour où nous attendions l'explosion du mouvement populaire se passa dans une certaine inquiétude, mais rien d'important ne se produisit. Nous pensâmes déjà que l'orage était passé; mais les événements qui suivirent ne tardèrent pas à nous prouver que nous nous trompions.

Nous voyions venir le danger du côté des masses non organisées; or l'explosion se produisit dans notre propre parti communiste.

L'organisation de notre parti était très étroitement unie, mais elle était atteinte du mal dont souffra encore à l'heure

qu'il est le Parti Communiste allemand tout entier. Ce mal c'est la crainte de la centralisation. Dégoûtés de la centralisation social-démocrate, les ouvriers communistes se méfient du centre et lui résistent. Il en fut de même cette fois; malgré l'appel au calme du centre du parti, les différents rayons organisèrent des réunions auxquelles un grand nombre d'ouvriers communistes se rendirent armés. La garnison l'ayant appris résolut de les désarmer; les ouvriers résistèrent et un groupe nombreux de soldats — tous socialistes-conscients — se mit immédiatement de leur côté. Deux heures après Munich était aux mains des communistes.

S'étant emparés du pouvoir les ouvriers et les soldats envoyèrent des délégués au Comité du Parti Communiste avec la proposition de former un gouvernement provisoire et de procéder aux préparatifs des élections des soviets et des autres institutions soviétistes. Il ne nous restait plus qu'à nous soumettre à ces exigences. Le jour suivant toute la garnison, la police et toute la bourgeoisie étaient désarmées.

Le prolétariat fut armé et on procéda à une instruction militaire générale. Un décret fut émis sur la nationalisation des banques, des usines et de toutes les entreprises industrielles importantes. Des comités d'usines et de fabriques furent élus, on institua la journée de 8 heures et on procéda à la résolution des questions de l'alimentation et du logement conformément aux intérêts de la classe ouvrière.

Trois jours après la révolution des détachements de gardes blancs arrivèrent aux portes de la ville; mais après quelques pourparlers, les soldats mirent bas les armes et gagnèrent leurs domiciles. Nous procédâmes en toute hâte à l'organisation de l'Armée Rouge et nous envoyâmes des agitateurs par tout le pays afin de hâter la réalisation du nouveau régime social dans les campagnes. Malheureusement nous n'avions ni programme agricole déterminé, ni canaux compétents capables d'élaborer un semblable programme. En Bavière, pays surtout agricole, il n'existe pas de propriétés agraires importantes: la classe paysanne est composée de petits propriétaires, entièrement soumis à l'influence d'un clergé catholique réactionnaire. Les paysans bavarois qui, pendant la guerre ont réalisé de gros bénéfices ne veulent pas entendre parler ni de nationalisation, ni de socialisation. Les seuls bienfaits qu'ils attendaient de la révolution était l'abolition des prix fermes sur les produits de l'agriculture. Il est donc clair qu'aucun compromis ne saurait être conclu entre le pouvoir soviétiste et les paysans bavarois. À notre avis la dictature du prolétariat ne serait assurée en Bavière que si la révolution socialiste était victorieuse dans toute l'Allemagne et si le prolétariat avait raison par la force armée de la masse réactionnaire des petits propriétaires bavarois.

Aussitôt que nous eûmes pris le pouvoir, la bourgeoisie implora le secours des gouvernements wurtembergeois et prussien qui tout aussitôt envoyèrent contre nous la division de cavalerie de la garde célèbre par sa cruauté envers les ouvriers. Ces « héros » blancs « soumis » d'abord les ouvriers d'Augsbourg et de Nuremberg, puis, s'étant emparés des voies ferrées coupèrent les vivres à Munich et aux localités environnantes. Toutes les tentatives faites pour agir sur les gardes blancs par la persuasion et la parole ne menèrent à rien.

Notre position devenait désespérée et nous ne disposions d'aucune force militaire: nous manquions d'hommes pour la réalisation des mesures plus essentielles de la défense intérieure. Nous ne réussîmes même pas à trouver un censeur pour le contrôle des journaux socialistes traitres et bourgeois. Maintenant qu'il s'agissait vraiment de dictature prolétarienne, les social-démocrates et les indépendants entreprenaient une campagne furieuse contre les communistes. Ils se livraient à un sabotage en règle à l'égard de toutes les institutions soviétistes et ne reculaient devant rien pour discréditer le pouvoir ouvrier. Bien plus, ils engageaient des pourparlers secrets avec les blancs et consentaient à leur livrer les leaders du parti communiste.

Mais les ouvriers de Munich ne songeaient pas à se rendre sans combat: ils se battaient comme des lions, ils défendaient les armes à la main l'accès de la capitale bavaroise, combattant jusqu'à la dernière cartouche. Ils tinrent pendant trois semaines; mais se virent obligés à la

veille du 1-er mai de céder à la pression des armées blanches très supérieures en nombre; ils durent quitter leurs positions.

La cruauté des vainqueurs blancs atteignit des limites inconnues en Bavière. Les ouvriers et les communistes furent fusillés par centaines sur dénonciations des habitants «bien pensants» et souvent même par suite de simples soupçons. Plusieurs centaines de prisonniers de guerre russes qui s'étaient engagés dans l'Armée Rouge furent notamment fusillés. On fusilla en tout 5 à 6 mille hommes.

Après la chute de la République des Soviets Bavarois, je réussis à quitter Munich et à visiter une série d'autres villes allemandes: Magdebourg, Halle, Hambourg, Bremen, etc. En me basant sur les observations personnelles que j'ai faites durant ce voyage, je dois avouer en toute conscience que les choses sont loin de bien marcher dans le parti communiste. De nombreux syndicalistes y luttent de toutes leurs forces contre la centralisation et défendent le principe de l'organisation fédérative. Ils jouent à la révolution, provoquant des émeutes, comptant gagner ainsi les sympathies des masses et susciter un vaste mouvement.

Cette tactique a cependant donné des résultats précisément contraires: les masses, fatiguées par les tracasseries passives, des actes terroristes et d'autres méthodes espagnoles de combat, sont tombées dans une sorte d'apatie et se sont même écartées dans une certaine mesure du parti. Dans les classes moyennes de la population, le parti n'est acquis la réputation d'une association de malfaiteurs. Remédier le plus vite possible à la désorganisation et à la mécontente à l'intérieur du parti est à nos yeux une tâche urgente. Les questions de tactique les plus actuelles qui se posent présentement devant lui ont trait à notre attitude envers le parlementarisme et le mouvement syndical.

Sous l'influence des représailles sans précédent même dans la Russie des tsars, l'opinion prédominante est maintenant, dans le parti traqué de toutes parts, que tout en restant en principe les adversaires du parlementarisme, nous devons pourtant avoir le courage civique de faire ouvertement un pas en arrière et d'entrer au parlement pour exploiter la tribune parlementaire.

Notre position n'y sera nullement équivoque, car notre plateforme précise très nettement que nous n'avons aucune illusion sur la possibilité de réaliser le régime socialiste par des réformes légales. Ne prenant aucune part au travail législatif, nous pourrions du haut de la tribune parlementaire affirmer au grand jour nos principes et démasquer inévitablement le parlement comme un organe d'oppression et d'exploitation des masses ouvrières. De plus, notre entrée au parlement aura pour résultat d'écarter du parti les anarchistes irréductibles qui sèment le désordre et la désorganisation dans nos rangs; leur départ permettra de reconstruire le parti sur les bases de la centralisation et d'en faire l'avant-garde véritable du mouvement révolutionnaire prolétarien.

Pour ce qui est des syndicats, les éléments ouvriers de l'extrême gauche étouffant dans l'atmosphère militariste de l'organisation allemande, ont mis à l'ordre du jour la sortie de tous les membres du parti des syndicats professionnels et la création d'organisations nouvelles. A mon avis cette tactique est absolument fautive: le danger ne disparaîtra pas parce que nous fermerons les yeux sur la situation. Nous devons en restant dans les syndicats et créer des groupes de communistes et propager pratiquement, parmi les masses ouvrières, nos conceptions; il ne deviendra nécessaire de nous séparer des syndicats, que lorsqu'il nous sera absolument impossible d'y travailler dans l'esprit du communisme; et encore cette séparation devra-t-elle s'opérer de façon à ouvrir les yeux des masses sur la trahison des leaders et à entraîner, à notre suite, un nombre important d'ouvriers organisés.

L'autorité de la III-e Internationale croit de jour en jour aux yeux des travailleurs conscients de l'Europe occidentale et je considère comme absolument indispensable que l'Internationale communiste se prononce sur la question du parlementarisme et sur celle du mouvement professionnel. Elle faciliterait ainsi dans une large mesure le travail de nos camarades-communistes allemands.

Ar.

Berlin, 29-IX-19.

LETTRE DE SUISSE

Chers camarades! Je vais tâcher de vous donner un exposé succinct de la situation politique en Suisse et de vous dépeindre le mouvement ouvrier dans ce pays.

La période de la réaction modérée, qui a suivi la grève générale de novembre, se prolonge. Les causes en sont à rechercher dans le peu de soulagement que la situation économique générale du pays éprouva après la fin de la guerre. Le ravitaillement fut aussitôt sensiblement amélioré. A partir du 1-er septembre, le rationnement du pain fut supprimé; les prix de plusieurs articles de première nécessité, de la plus haute importance pour la population, tels que: étoffes et viandes, baissèrent, sans que, toutefois, la cherté générale cessât ou diminuât. L'armée qui gardait les frontières du pays fut licenciée, et ce fait eut aussitôt pour conséquence la disparition de la principale source du mécontentement et d'oppression économique. Il faut encore ajouter à toutes ces causes l'influence indirecte de la révolution mondiale, notamment le développement trop lent de la révolution en Allemagne, la stagnation de la révolution austro-allemande, la catastrophe qui détruisit la république des Soviets de Hongrie et, tout particulièrement, l'enlèvement de victoires qui régnait actuellement dans les pays de l'Entente et qui agit puissamment sur les esprits en Suisse romane.

C'est à cette réaction générale que l'on doit attribuer le fait qu'aucune action politique des masses ne s'est pro-

duite en Suisse depuis la grève de novembre. Mais, en revanche, toute une série d'escarmouches ont été à enregistrer sur l'arène du mouvement syndical; plusieurs de ces conflits ont été de longue durée et très acharnés, se terminant, les uns, par des succès partiels des ouvriers et les autres par un échec complet de leur cause. La manifestation organisée le 13 juin à l'occasion des funérailles de Rosa Luxembourgeois a été la seule qui revêtit le caractère d'un événement politique; elle se termina par une collision sanglante devant le tribunal d'arrondissement où se trouvait en détention préventive le camarade Conrad Wiess, rentré d'Allemagne. Cette collision n'avait pas été prévue par les organisateurs de la manifestation (l'Union Ouvrière) et n'était pas le fait d'un mouvement spontané des masses; on peut aussi considérer comme avéré que la provocation y a joué son rôle. La tentative de soi-disant «communistes» (j'en parlerai dans un moment) de mettre à profit cette collision afin d'engager les ouvriers à une grève générale, échoua complètement. De même, les funérailles solennelles, prévues avec la participation des travailleurs, de trois victimes de l'incident furent décommandées parce que l'un des tués était un détenu et l'autre — en passant, victime accidentelle n'appartenant à aucune organisation; mais si, malgré tout, ces funérailles avaient eu lieu, les ouvriers n'y auraient probablement participé qu'en nombre insignifiant. Quelqu'il en soit, les con-

séquences politiques de cet événement furent sans importance, puisque la ville se passa d'occupation militaire, ce que l'on doit surtout au désir du gouvernement de montrer à la bourgeoisie qu'il était parfaitement «trauquille» et sûr de sa force et d'empêcher ainsi le reflux des capitaux des centres importants de la Suisse vers les petites villes de province.

Le 1-er août et les jours suivants, une grève générale avait lieu à Bâle et à Zurich, grève organisée pour soutenir les revendications des ouvriers teinturiers de Bâle qui traversaient vers cette époque une crise économique très dure. La grève de Bâle — malgré l'attitude de grossière provocation des autorités militaires — dura huit jours, sans que la discipline fut compromise de moindre façon, et aboutit à une victoire complète des ouvriers teinturiers. Quant à Zurich, la grève y fut très mal préparée et rien ne fut fait pour en informer préalablement les masses; ajoutons qu'on l'y déclara dans l'espoir (mal fondé d'ailleurs) d'un mouvement général dans le pays; aussi, le troisième jour de la grève, quand des troupes furent introduites dans la ville et que les autorités menacèrent les grévistes de représailles, les groupes les plus importants des ouvriers en grève, tels que ceux des entraprises communales et de l'Etat, reprirent-ils le travail; et le lendemain l'Union Ouvrière se vit forcée d'annoncer la reprise du travail. Des tentatives faites à la hâte pour élargir les cadres de cette action, en exigeant la baisse des prix des produits alimentaires, ne réussirent pas non plus; ni les 12 autres villes, ni les villages, n'appuyèrent cette revendication et, en fin de compte, la grève de Zurich et de Bâle n'amena pas même des succès locaux. Des représailles (surtout à Zurich) s'abattirent en grève, à la suite de cet échec. Les ouvriers des entreprises communales en pâtissent encore à ce jour. Malheureusement, la préparation maladroite de la grève ayant provoqué, en nombre d'organisations, un sentiment de mécontentement au sujet de la tactique de l'Union Ouvrière de nombreuses défections se sont produites au sein de ces organisations. Mais la réaction prend soin de rassembler de nouveau les ouvriers et de leur démontrer avec évidence, qu'une lutte nouvelle est inévitable. En effet, le vote de défiance au comité de l'Union Ouvrière a été repoussé, par l'assemblée générale, à une majorité absolue.

Le 21 juillet (je communique ce fait pour compléter ces informations), aucune usine ne chômait en Suisse; Bâle et Zurich organisèrent seuls des meetings publics qui s'écoulaient dans un calme parfait. On avait décidé de ne pas déclarer la grève, parce que Zurich et Bâle eussent eu à en supporter seuls toutes les conséquences et notamment les représailles de la réaction. De même, aucun meeting ne fut organisé à Zurich, car les ouvriers, même professant des idées avancées, en avaient assez de manifestations «pacifiques» et aspiraient à une action plus énergique, qui en présence des conjonctures actuelles, envisagées objectivement, ne semblait pas possible comme l'avaient démontré les événements du 13 juin.

Quant aux affaires intérieures du parti, tous les débats se concentrent, en ce moment, sur l'adhésion à la 3-me Internationale. Au commencement de juin, le parti socialiste de la ville de Zurich publia, dans le N° 5 du *Kampfruf* (*Le Cri de Guerre*) le manifeste et les statuts du Parti Communiste et les thèses de Lénine se rapportant à la démocratie et à la dictature. Peu après, le 12 juin, sur la demande de nombreuses fractions du parti la question de l'adhésion à la 3-me Internationale fut discutée au comité du parti et mise à l'ordre du jour du congrès extraordinaire, fixé au 16-17 août. Le comité, se prononçant pour l'adhésion, par 20 voix contre 10. La question fut ensuite débattue dans la plupart des fractions et avec un soin, dont aucune autre question ne fut jamais honorée: de nombreux camarades présentèrent des rapports documentés pour et contre l'adhésion. Les «réformistes» n'étaient pas seuls à se prononcer contre elle; au fur et à mesure que se déroulaient les débats, les partisans du «centre» se prononçaient dans le même sens. Les uns et les autres faisaient ressortir que les statuts du Parti Communiste ne

peuvent pas être mis en pratique en Suisse, au moins dans un avenir rapproché, et qu'en votant l'adhésion à la 3-me Internationale, nous prendrions des engagements, dont nous ne pourrions peut-être pas nous acquitter. Ils estimaient que le parti doit rester dans l'expectative jusqu'au moment où la situation politique générale sera devenue plus claire. Les réformistes, en s'élevant contre l'adhésion, alléguaient l'échec des révolutions russe et hongroise, faisaient l'éloge de la démocratie, en l'opposant à la dictature, et condamnaient toute violence.

Le congrès extraordinaire du parti, à Bâle, réunit 542 délégués. Jamais congrès de parti ne fut aussi nombreux. Le docteur Veltz (Bâle) et Humbert-Droz (La Chaux-de-Fonds) défendirent l'adhésion, tandis que Huggler et Graber, les deux secrétaires actuels du parti, parlèrent contre. Les rapports des camarades Veltz et Humbert n'étaient pas entièrement satisfaisants car leur critique ne visait que les arguments des réformistes: ces deux camarades cherchaient à démontrer la nécessité de reconnaître la révolution et passaient presque sous silence la politique d'attermoiement et d'obscureté, si propre aux partisans du centre. Des deux autres rapporteurs, Huggler adoptait le point de vue du centre, alors que Graber se déclarait catégoriquement droitier (et termina son discours pas ces mots: «Marchons au socialisme par la démocratie»). Huggler proposa une résolution interminable, déclarant en fin de compte que le parti suisse tend à créer une union internationale à laquelle les socialistes de tous les pays pourraient adhérer sans réserve. Sous une forme plus dissimulée, la même tendance se manifesta dans la résolution de Reinhardt, président du parti, dont la proposition portait: le bureau du parti est chargé d'entrer en relations avec les partis révolutionnaires des autres pays, aux fins d'une union du prolétariat du monde entier, et cela dans l'esprit et conformément aux statuts de la 3-me Internationale. En outre, le bureau du congrès fut saisi de projets de résolutions proposant de renvoyer la solution de la question débattue jusqu'à la révision du programme du parti (le docteur Schmidt-Winterthür) et d'affirmer la solidarité du parti avec la 3-me Internationale, à condition, toutefois, que les partis de divers pays aient le droit de déférer et de choisir à leur gré leurs moyens de lutte (Schmidt-Olten); enfin, un amendement à cette résolution fut proposé, demandant que le parti, après l'adhésion, maintienne sa complète liberté d'action dans le choix de ses moyens de lutte (Silberrot-Davos). La proposition relative à l'adhésion à la 3-me Internationale (La Chaux-de-Fonds, section allemande), en rapport avec la décision de renoncer au parlementarisme, fut donc retirée, ayant été désapprouvée par les partisans même de l'adhésion.

À l'issue des débats, qui prirent toute la journée, on procéda au vote. Par 459 voix contre 1, la décision fut adoptée de sortir officiellement de la 2-me Internationale. La résolution proposant de remettre la solution de la question fut repoussée par 267 voix contre 204. La résolution d'Olten, qui proposait de se déclarer solidaire avec l'Internationale Communiste, mais avec réserves, fut aussi repoussée par 261 voix contre 193. Par 318 voix contre 147, fut voté la résolution du comité du parti proposant l'adhésion immédiate et sans réserve. L'assemblée, en apprenant le résultat du vote, l'approuva avec enthousiasme et entonna «L'Internationale». Toutes les autres questions de principe ne furent examinées qu'assez superficiellement. En parlant de l'adhésion de la Suisse à la Ligue des Nations, Reinhardt (qui avait lutté par tous les moyens de la démagogie contre l'adhésion à la 3-me Internationale) donna lecture d'un rapport, très radical en apparence, mais se bornant à signaler le côté négatif de la question et les «défauts de la Ligue des Nations», sans dire, toutefois, quelle doit être notre attitude à son égard. Il fut décidé de repousser l'adhésion de la Suisse à la Ligue et, en vue du referendum qui allait avoir lieu, d'inaugurer une campagne de contre-propagande. En ce qui concerne les élections au Conseil national (qui auront lieu fin octobre et, pour la première fois, sur la base du système proportionnel) plusieurs résolutions du comité du parti furent adoptées: ces résolutions, assez

incolors, ne se rapportaient qu'à l'organisation extérieure de la campagne électorale, dont les candidatures seront à désigner par les organisations cantonales du parti. Quant à l'adhésion à la 3-me Internationale, un referendum a lieu présentement et l'adhésion devient obligatoire conformément aux statuts du parti, dans le cas où un tiers des délégués assistant au congrès l'auront demandée. A en juger par les résultats partiels, actuellement connus, on peut déjà dire avec assurance que la décision du congrès du parti sera repoussée par le referendum. Celui-ci n'est généralement qu'un frein, dont se servent les éléments rétrogrades contre les groupes du parti les plus militants et les plus conscients. Tandis que les camarades les plus conscients participaient aux élections de délégués pour le congrès du parti, les éléments les plus rétrogrades sont mobilisés pour le referendum, et de ce fait les résultats se trouvent naturellement modifiés de façon essentielle. Les partisans du centre et les révisionnistes se sont donné toutes les peines du monde pour faire rejeter par le referendum l'adhésion à la 3-me Internationale. Des feuilles spéciales ont été éditées et des proclamations signées mises en circulation à cet effet. La gauche, dont la disposition d'esprit, après le vote du congrès, était trop optimiste, n'avait pas fait tout ce qu'il eut fallu faire.

Une question se pose en ce moment: Quelles seront les conséquences du referendum? Si l'adhésion est votée, aucun changement ne se produira dans la situation, tout au moins, au début. La droite ne se risquera pas à désertir les rangs du parti, elle continuera, tout en y restant, à saboter. Ses décisions radicales, sa prédominance numérique et sa supériorité d'organisation étant données, il sera impossible de la contraindre à renoncer à cette obstruction. Si, au contraire, la décision du congrès du parti se trouve repoussée, ce fait affaiblira considérablement la gauche et lui causera un préjudice considérable. La révision déjà décidée du programme du parti, élaboré en 1905, sera de nouveau renvoyée *sine die* et, en tout cas, elle n'aura pas lieu dans l'esprit de la gauche radicale. On opposera divers obstacles à l'organisation d'une action des masses suisses et l'on n'appuyera plus les actions des masses locales et isolées. La droite, appuyée par la bourgeoisie de gauche, avec laquelle elle s'entend très cordialement, cherchera, par tous les moyens, à faire de nouveau

rentrer le parti dans le courant de la politique réformiste. D'un autre côté nos «communistes» gagneront plus d'influence; jusqu'ici ils ne présentaient, comme parti politique, aucune importance, mais, à la suite de la politique indécise et équivoque du parti, ils ont réussi à grouper de jeunes ouvriers, parmi les meilleurs, et nous craignons que cette gravitation vers les «communistes» ne devienne de plus en plus intense. D'ailleurs, les leaders de la gauche ne manifestent pas de penchant à la scission, bien que celle-ci soit considérée, pour ainsi dire, comme imminente et inéluctable; si cependant le centre et la droite ne paralyaient pas complètement le travail organisateur de la gauche, il n'y aurait pas probablement de scission dans un avenir plus ou moins rapproché. Quant à présent, le parti suisse n'éprouve encore qu'à un degré très faible le processus de fermentation et de désagrégation qui gagne de plus en plus le mouvement ouvrier international au fur et à mesure du développement de la révolution mondiale. Les dimensions très restreintes du pays, sa dépendance de l'Entente et, tout particulièrement, sa situation exceptionnelle pendant la guerre y entravent la progression du mouvement révolutionnaire. Personne ne saurait prédire comment et quand le coup d'état révolutionnaire se produira chez nous.

En terminant, l'auteur de cet exposé voudrait mettre en relief qu'il cherchait, d'un côté, à donner des informations précises et détaillées et que de l'autre, il n'a pu s'empêcher de commentaires et de prédictions. Ces dernières considérations lui sont purement personnelles et ne peuvent pas être considérées comme des idées familières au parti de la gauche.

Un Ami Suisse.

Zürich, le 7 septembre 1919.

Note de la Rédaction. *Nous ne partageons aucunement le dédain de notre ami suisse à l'endroit des Communistes de son pays. Une rupture complète avec ceux qui trahissent la classe ouvrière, avec les Pfüger, les Müller et Greulich, est, à notre avis, le devoir élémentaire de tout prolétaire suisse, honnête et conscient. Et nous sommes convaincus que si la gauche du Parti Socialiste Suisse rompaît aussitôt que possible avec le centre ce serait pour le plus grand bien de la classe ouvrière.*

LETTRES DE YOUGOSLAVIE

I.

Chers camarades,

La situation politique actuelle en Yougoslavie n'est guère favorable à la classe dirigeante.

La réaction régnant dans toute son ampleur emploie les méthodes éprouvées de Stolypine et de Tisza. Tous les droits constitutionnels sont abolis; — la bureaucratie et le militarisme régissent sans partage sur le pays. Les journaux libéraux sont fermés; les réunions publiques ne sont permises qu'aux amis du gouvernement. Les prisons sont pleines non seulement de nos camarades, mais aussi de séparatistes nationaux de toutes nuances.

Les Monténégrins résistent encore, à main armée, refusant de se réunir à la Yougoslavie. Le pays est dans l'anarchie.

Les pouvoirs locaux refusent de se soumettre au gouvernement central, qui, voilà plus de 3 mois, est en proie à des crises consécutives. Ces crises sont provoquées en partie par la situation internationale, et en partie par la nouvelle législation agraire. Le gouvernement actuel, composé de démocrates et de social-patriotes (Koratch, Boukcher, Kristan), se heurte, quant à la résolution de la question agraire, à une résistance opiniâtre des propriétaires fonciers de trois nations, bien que le gouvernement soit prêt à les indemniser

largement pour les terres expropriées. Les éléments de paysans deviennent de plus en plus fréquents, prouvant que la campagne est loin d'admettre maintenant l'ancienne crainte traditionnelle serbe qui dit que la délivrance nationale est toujours suivie d'une libération économique. L'état des esprits à la campagne présage un incendie très prochain. Les paysans, souffrant à l'heure qu'il est tout autant que du temps de la domination turque, le font pressentir.

La corruption règne dans l'armée qui l'a brillamment prouvé au moment de l'offensive de l'armée soviétique hongroise sur la Bohême à l'heure où l'armée yougo-slave eut dû coopérer avec l'armée tchèque. Grâce à notre propagande et à la corruption du commandement la Yougoslavie faillit à ses devoirs d'alliée. Le même fait s'est produit au moment de l'aventure de d'Annunzio, qui par la prise de Fiume a porté atteinte à l'œuvre d'union nationale des Yougoslaves.

Ajoutons aussi que la Yougoslavie par sa politique impérialiste et par sa cupidité sans frein s'est mise à dos presque tous ses voisins, ce qui fait qu'elle ne peut même pas songer maintenant à quelques mesures agressives contre l'Italie. Un conflit armé avec l'Italie amènerait fatalement la Yougoslavie à sa perte. Et cependant ce conflit devient presque inévitable. Les tendances italophobes dominent en effet en Yougoslavie. Et le pays est pourtant

occupé par les soldats de l'Entente qui sont en réalité les maîtres du pays et dont l'influence se manifeste dans tous les domaines de la vie sociale.

La situation économique de la Yougoslavie est également peu brillante. La Yougoslavie formée des provinces de l'ancienne monarchie austro-hongroise, de la Serbie arrîérée et du Monténégro non moins arrîéré est un pays exclusivement agricole : les 85 % du total de la population s'occupent d'agriculture et travaillent la terre de la façon la plus primitive.

Bien que la Yougoslavie soit riche en matières premières, elle ne possède aucune industrie si l'on ne compte pas les métiers exercés dans les villes (parmi lesquelles Belgrade et Zagreb comptent seules près de 100.000 habitants). Ces métiers ne pourvoient qu'à la partie la plus minime des besoins de la population.

Un tel état de choses était jadis très profitable aux capitalistes austro-hongrois et ce sont actuellement les capitalistes français qui l'exploiteront ayant couvert la Yougoslavie de succursales de leurs banques et exportant du pays des céréales, des bois, etc... Créée par la réunion de la Serbie, du Monténégro et des territoires yougoslaves de l'ancienne monarchie austro-hongroise, la Yougoslavie a reçu en héritage de toutes ces parties qui la composent une dette d'État de 20 milliards. Cette somme comprend les dettes de guerre et d'avant guerre de la Serbie, du Monténégro et une partie des dettes de la monarchie austro-hongroise. Pour ne pas porter atteinte aux grands principes de Wilson, l'Entente a déclaré qu'elle exigeait au nom du pacifisme — oh ! rien qu'au nom du pacifisme ! — de la Yougoslavie délivrée le paiement de cette dette de 26 milliards. Et cependant, le paiement d'une telle somme pour un pays qui ne compte pas plus de 12 millions d'habitants, qui est privé de moyens de transport, qui n'a ni industrie, ni commerce et qui en plus vient de traverser toutes les affres de la guerre équivaudra à sa ruine économique — qui naturellement retombera de tout son poids sur les classes les plus pauvres de la population.

Tout cela provoque dans les masses ouvrières un mécontentement encore aggravé du fait que le pays est gouverné par une « Représentation du peuple » qui n'a jamais été élu par personne et qui donne de pleins pouvoirs à un petit groupe de spéculateurs traitant ouvertement des biens nationaux. Jusqu'à présent ce mécontentement ne trouve son expression que dans les troubles agraires qui deviennent de plus en plus fréquents ; mais nous sommes convaincus qu'il suffirait d'une certaine pression extérieure pour qu'un véritable ouragan se déclençât en Yougoslavie et emportât comme un château de cartes tout l'édifice gouvernemental.

N. N.

Belgrade, 21 octobre 1919.

II.

Chers camarades !

Le mouvement ouvrier croît et se développe, je ne dirai pas de jour en jour, mais d'heure en heure, même dans notre pays que le calendrier des renégats traite d'arrîéré. L'enthousiasme de la victoire et le chauvinisme provoqués par l'unité nationale se sont évaporés très rapidement, comme un brouillard chassé par le vent. Au lieu des bureaucrates viennois et des oligarques de Budapest, c'est la bourgeoisie yougoslave qui s'est installée maintenant sur le siège de l'État, et qui peu à peu prend goût au pouvoir et, pour conserver sa domination, non seulement sanctionne les lois des spoliateurs autrichiens qu'elle maudissait naguère, mais souvent même les aggrave encore. Sous l'influence des événements de Russie et de Hongrie, notre bourgeoisie hétérogène a très vite oublié toutes ses controverses nationales et s'unit de plus en plus étroitement sur le terrain politique et économique. Ce front commun formé par les classes possédantes, n'est pas resté sans effet sur les grandes masses ouvrières, qui, sous la pression des circonstances et grâce à

la propagande de nos camarades revenus de Russie s'éveillent peu à peu et malgré toutes les mesures draconiennes du gouvernement, affluent en foule dans les organisations ouvrières. Le gouvernement ne recule devant aucun moyen pour empêcher notre travail de propagande organisatrice. Après la décomposition de l'Autriche-Hongrie, nous avons créé à Zagreb, à côté du journal bourgeois *Narodno Velche* notre *Rabotché Velche*. Koratch, qui dès le début de la guerre a mené une politique nationaliste et collaboré au *Narodno Velche*, est entré — n'étant d'ailleurs aucunement mandaté par le prolétariat — avec 11 de ses adeptes dans la composition de la « représentation du peuple ». À la fin de décembre 1918 un congrès du parti S.-D. de Khorvat fut réuni et Koratch eut l'occasion d'y constater que sa position se trouvait sérieusement ébranlée. On lui donna, il est vrai, la permission d'occuper un fauteuil ministériel, mais cette résolution ne passa qu'à une faible majorité et par des moyens peu parlementaires. Les camarades de Bosnie, émus par notre tactique, ont reproché la collaboration de Koratch au *Narodno Velche*, et son entrée dans la Représentation du peuple. Les socialistes slovènes et notamment Kristan sont cette fois encore restés fidèles à leur politique de loyalisme à l'égard de la bourgeoisie.

Les organisations serbes commencent à peine à se former après le retour des camarades prisonniers de guerre dans leur patrie. Mais, à en juger par les premiers numéros du *Raditchki Novina* nous étions persuadés que le prolétariat serbe serait avec nous. Le mouvement prenait en Khorvat un caractère de plus en plus radical. À l'initiative des camarades « gauches » de Khorvat un congrès social-démocrate se réunit du 20 au 23 avril 1919 à Broda (Bosnie) ; ce congrès devait unifier le mouvement. Les « gauches » qui l'avaient convoqué adoptaient pour mot d'ordre : « Contre le ministérialisme, pour la lutte des classes ». Les renégats du socialisme devaient tenir le même jour leurs assises à Zagreb. À mesure que la date fixée pour le congrès approchait, les masses ouvrières se prononçaient de plus en plus par l'entremise de leurs organisations en faveur du congrès de Broda. Craignant une défaite complète, les social-patriotes « décommandèrent » au dernier moment leur propre assemblée, et, profitant de leur ascendant sur le gouvernement, empêchèrent la réunion du nôtre à Broda. Nos vives protestations arrachèrent enfin l'autorisation du gouvernement, mais pour Belgrade au lieu de Broda. Malgré toutes ces intrigues et toutes ces difficultés 130.000 prolétaires organisés furent représentés au congrès de Belgrade par 452 délégués. Le congrès accepta presque à l'unanimité le mot d'ordre : « Contre le ministérialisme, — pour la lutte des classes » et se prononça pour l'action sur la plateforme de la III^e Internationale.

Le parti unifié reçut le nom de « Parti Ouvrier Socialiste de Yougoslavie (Parti Communiste) ». Notre Parti Communiste de Yougoslavie, qui avant le congrès travaillait à part fusionna avec le nouveau parti après avoir fait la déclaration suivante : « Nous considérons qu'à l'époque de la révolution sociale, alors que la bourgeoisie sans différence de nationalité forme un front uni pour la défense de ses usurpations, le prolétariat révolutionnaire doit former également un front unique ; c'est pourquoi, bien que le nom du parti ne nous satisfasse point et bien que nous soyons entièrement de l'avis de Marx quand il dit que le nom est le symbole d'un parti nous y adhérons néanmoins ». Notre déclaration provoqua un mouvement d'enthousiasme en faveur du prolétariat russe et de ses leaders. Certains opportunistes quittèrent la salle du congrès.

Aucun des points du programme à l'ordre du jour ne souleva de controverses. Il n'y eut qu'une exception : celle de la question de « la réforme agraire » sur laquelle le camarade Dragučica Lapchevitch fit son rapport. Il proposait de distribuer aux paysans la terre, les habitations et tout l'inventaire indispensable, sans aucune rétribution. La majorité absolue du congrès se prononça pour la proposition du représentant de notre groupe qui exigeait que des *critchés* (soviets) fussent organisés dans les campagnes permettant aux paysans de décider eux-mêmes de la manière dont se ferait la remise entre leurs mains de la terre, etc. Voyant que la grande majorité du congrès était contre la proposition du

camarade Laptchevitch, nous retirâmes notre résolution afin que Laptchevitch puisse modifier la sienne. Il s'y refusa, mais des considérations de tactique ne nous permirent pas de soumettre notre résolution au vote.

Pendant la discussion du boycottage de la Représentation du peuple formée par la bourgeoisie et par les social-patriotes avec le concours des différents partis, les opinions se partagèrent. La majorité absolue se prononça pour notre proposition: «boycotter la Représentation du peuple, exiger sa dissolution immédiate et la fixation des élections à l'Assemblée Nationale». Le Comité Central du parti, élu au congrès, fut chargé de mettre cette résolution en pratique, et par voie de propagande et, le cas échéant, par voie d'action révolutionnaire. Immédiatement après le congrès du parti, eut lieu celui des syndicats, auquel tous les districts de Yougoslavie furent représentés. Ce congrès se prononça pour la centralisation complète du mouvement professionnel. Les

conférences des femmes et de la jeunesse avaient lieu à la même époque; toutes les deux exprimèrent leur solidarité entière avec notre congrès. Après le congrès, le gouvernement, soutenu des social-patriotes, adopta une série de mesures de répressions. Beaucoup de délégués furent arrêtés à leur retour chez eux. Certaines des organisations (en Bosnie et en Voïvodina surtout) furent fermées. A la veille du 1-er mai près de 1000 camarades étaient arrêtés en Yougoslavie. De ce nombre tous les membres du Comité Central. Notre mouvement qui faisait ses premiers pas, se trouva de la sorte décapité, ce qui empêcha dans une certaine mesure son unification pratique. Nous fûmes obligés de recourir à l'action clandestine, et c'est ainsi que nous continuons à travailler parmi les grandes masses ouvrières.

V. G.



DOCUMENTS DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL



APPEL DU SECRÉTARIAT DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE POUR L'EUROPE OCCIDENTALE

*Coalition de toutes les forces réactionnaires
de l'Impérialisme.*

Nous fêtons pour la seconde fois l'anniversaire du jour où les ouvriers, les paysans et les soldats russes ont renversé le régime bourgeois, complètement gangrené, pour prendre entre leurs mains les destinées du peuple russe. C'est pendant les fêtes du premier anniversaire que nous reçûmes la nouvelle de la révolution allemande; et celle nouvelle fut accueillie en Russie avec le plus grand enthousiasme, bien que personne n'eût alors douté que la révolution, en Allemagne, n'écarterait nullement le danger qui menaçait la Russie du côté de l'Entente disposée à employer tous les moyens pour écraser non seulement les peuples allemand, austro-hongrois et bulgare mais aussi le peuple russe, afin de l'obliger à payer de son sang les emprunts militaires contractés chez les financiers de l'Europe occidentale.

Cette même Allemagne militariste qu'elle appelait dans le temps, «le pays des Huns», l'Entente, sous la menace de répressions militaires, l'a jetée sur les peuples de la Russie occidentale, de la Lettonie et de la Courlande afin d'empêcher que ces peuples, s'unissant à la Russie soviétiste, n'arrivent à conquérir leur liberté politique et sociale.

La même politique criminelle l'Entente l'a poursuivie en Pologne, en Ukraine et en Finlande.

A Arkhangel les généraux anglais ont dévasté les forêts russes et, en Sibérie, Koltchak a pillé de même les colossales richesses naturelles du pays. La flotte anglaise bombarde les forêts russes et empêche les bâtiments de commerce d'y pénétrer. Dans cette lutte les impérialistes de l'Entente ne reculent pas devant l'emploi des armes les plus criminelles: des milliers de travailleurs russes ont été aveuglés par les rayons ultra-violetts. Malgré la famine et les épidémies, malgré les souffrances indescriptibles qu'ils endurent (les soldats rouges savent supporter sans broncher les opérations chirurgicales, que, faute de médicaments, l'on doit leur faire subir sans les chloroformer) malgré tout, l'Armée Rouge a chassé Koltchak bien au delà de l'Oural; elle a défendu Pétrograd avec un courage plein d'abné-

gation—et elle l'a sauvé; elle s'est opposée avec succès aux attaques des pirates anglais dans le golfe de Finlande.

Les prolétaires russes souffrent de la faim mais ne se rendent pas, car ils savent qu'il n'est d'autre salut pour eux que de chasser de Russie les bandes blanches d'assassins à gages; ils savent que si Koltchak, Dénikine et Youdénitch étaient vainqueurs le dernier morceau de pain serait enlevé au peuple pour servir de tribut aux bourgeois rapaces anglais et français.

Les prolétaires russes périssent par milliers sur les champs de bataille, mais ne se rendent pas, car ils savent que la victoire de la contre-révolution vouerait, par centaines de mille, leurs frères et leurs sœurs au martyr et à la mort,—au gibet, aux mitrailleurs, à la torture des cachots.

Ils continuent à lutter, car ils savent que le peuple russe ne sera en état de réorganiser la vie économique du pays, d'ensemencer ses champs et de remettre en marche ses usines que lorsque les armées de la contre-révolution seront définitivement chassées de Russie.

L'Entente s'est cruellement trompée dans ses calculs lorsqu'elle a cru pouvoir faire de la Russie une colonie anglo-française. Même dans le cas où elle réussirait à renverser le gouvernement de la Russie soviétiste, un mouvement révolutionnaire des masses se produirait inévitablement en faveur des soviets et se terminerait tôt ou tard par une victoire complète.

La contre-révolution est incapable de donner au peuple russe du pain et de l'ordre; la terreur blanche et la sauvage exploitation capitaliste pousseraient fatalement les masses à la lutte et à la victoire.

Les puissances alliées n'ont jamais déclaré la guerre à la Russie et ont cyniquement repoussé toutes les propositions de paix que leur fait le gouvernement soviétiste, sans même vouloir entendre les raisons des représentants du peuple russe, ni étudier leurs propositions. Lorsqu'il s'agit de la lutte contre la classe ouvrière, le capitalisme ne compte plus avec aucune loi morale ou écrite.

La Russie soviétiste lutte non pour une amélioration temporaire et partielle des conditions d'existence des travailleurs, mais pour la libération de toute la classe ouvrière. C'est pour cette raison—et uniquement pour cette raison—qu'on veut la tuer au moyen de bombes empoisonnées, de tanks, de rayons aveuglants et, enfin, si toutes ces armes sont insuffisantes,—par la famine.

Dans sa note à l'Allemagne sur le renforcement du blocus le général Foch explique en toute sincérité pourquoi le peuple russe doit être voué à la famine:

«L'hostilité ouvertement proclamée des bolchéviks pour tous les gouvernements et leur programme ayant pour but la révolution universelle créent une menace sérieuse contre la sécurité nationale de tous les pays. Toute augmentation de la capacité de résistance des bolchéviks signifie également une augmentation de cette menace... Il est donc à désirer que tous les peuples qui veulent le rétablissement de l'ordre social et de la paix s'unissent pour lutter contre les bolchéviks».

Le dernier mot est maintenant au prolétariat mondial.

Voilà deux ans déjà que la République soviétiste lutte pour la libération du prolétariat de Russie et du monde entier. Voilà deux ans qu'elle endure la faim, les épidémies, mille maux, et arrose de son sang les champs de bataille. Elle lutte, remportant victoires sur victoires et supportant stoïquement les défaites. Bien que très lentement elle voit venir l'aide du prolétariat mondial. Malgré les coups que lui portent les contre-révolutionnaires soutenus par les gouvernements des puissances alliées elle demeure inébranlable et celles que puissent être les attaques des blancs elle se défendra jusqu'à la dernière goutte de son sang. Si le prolétariat de l'Allemagne, de la France, de l'Angleterre, de l'Italie et de l'Amérique ne se soulève pas, maintenant que les alliés ont décidé de renforcer le blocus, et ne sait pas obliger ses gouvernements à conclure la paix avec la Russie soviétiste, à renoncer au soutien des bandits impérialistes et à lever le blocus, toute la responsabilité pour la perte de la révolution russe et pour ses conséquences retombera sur les travailleurs de l'Europe occidentale.—Ils n'auraient plus alors qu'à s'en

prendre à eux-mêmes, si le tsarisme était restauré et s'il arrivait à son tour à créer une armée pour le soutien du capitalisme européen agonisant; s'il venait en aide à l'impérialisme allemand et lui permettait de se remettre sur pied si, de concert avec le Japon, il devenait le soutien tout puissant de la contre-révolution mondiale et commençait de nouvelles guerres de conquêtes dans l'intérêt des junkers allemands, des généraux russes et des impérialistes japonais. De l'attitude que prendra maintenant la classe ouvrière de l'Europe centrale et occidentale dépendra non seulement la destinée de la classe ouvrière russe, mais aussi celle du prolétariat mondial tout entier.

Nous n'avons pas la prétention de dicter dans cet appel leur tâche aux ouvriers des différents pays. Mais une chose tout au moins nous paraît certaine: les déclarations de sympathie et de solidarité pareilles à celles que contient la résolution du congrès de la II^e Internationale à Lucerne sont absolument insuffisantes.

Il faut que les marins refusent de travailler sur tout bâtiment chargé d'armes et de soldats destiné à être envoyé à Dénikine, Koltchak et Youdénitch. Il en part de Hambourg, de Brest, de Marseille et d'autres ports.

Les gouvernements de l'Allemagne et de l'Entente doivent cesser de soutenir les contre-révolutionnaires russes et conclure la paix avec la Russie soviétiste. Il faut les y contraindre.

Il n'y seront contraints que lorsque les foules ouvrières descendront dans la rue, exigeant impérieusement la conclusion de la paix avec la Russie soviétiste, sans crainte des baïonnettes dirigées contre elles. Ils n'y seront contraints que lorsqu'ils verront s'arrêter les chemins de fer et chômer les usines. La période des paroles est passée, le prolétariat mondial doit passer à l'action.

S'il ne le fait pas, le prolétariat russe luttera seul jusqu'à la dernière goutte de son sang.

Et il pourra un jour dire à ses frères les prolétaires des autres pays: «Nous avons tout sacrifié pour la délivrance du prolétariat. Et vous êtes restés inactifs. Nous mourrons en hommes libres et votre destinée est de vivre en esclaves».

*Le Secrétariat de l'Internationale
Communiste pour l'Europe occidentale.*

0.10bre, 1919.

APPEL DU PARTI COMMUNISTE ALLEMAND

Au prolétariat du monde entier.

Prolétaires! Ouvriers!

Le 7 novembre il y aura deux ans que les paysans, les ouvriers et les soldats russes se sont emparés du pouvoir. Ils ont jeté bas la bourgeoisie qui leur avait imposé la guerre et les avait amenés à la famine. Ils ont brisé le joug capitaliste. Pour la première fois dans l'histoire le pouvoir des opprimés a été établi dans un grand pays. D'une mer de sang, du sein des ruines de la terreur le prolétariat russe a crié de sa voix tonnante aux opprimés qui continuaient à s'enfermer: «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!».

Ouvriers! Prolétaires!

Personne d'abord ne répondit à cet appel. Les impérialistes allemands considéraient la Russie prolétarienne qui rêvait de paix comme une alliée désirable. L'Allemagne arrachait la chair vive de la Russie, morceau après morceau, et elle masqua la honteuse transaction de Brest-Litovsk par cette phrase hypocrite: «La paix sans annexion ni contributions». Et la social-démocratie allemande consentit à aider et à soutenir l'impérialisme dans l'exécution de ses sinistres desseins.

Le prolétariat allemand ne pouvait manifester librement sa volonté. Il devint un instrument, il servit à immoler ses frères russes aux classes dirigeantes de l'Allemagne. Peu à peu seulement il commença à comprendre qu'il avait été trompé. Quand l'armée allemande fut battue le prolétariat allemand sortit de son état d'ébriété patriotique. L'impérialisme allemand dut payer chèrement tous ses péchés et les semences qui avaient été jetées par la révolution russe commencèrent à germer dans l'armée. Les travailleurs et les soldats allemands se soulevèrent et chassèrent du pouvoir ceux qui les avaient plongés dans la boue et le sang.

Mais le capitalisme allemand n'est pas encore anéanti. De nouveau il a relevé la tête. Implorant merci, il s'est adressé à ses anciens ennemis. Et voilà que les capitalistes de tous les pays qui, il y a peu de temps, poussaient des millions de prolétaires à une mort inévitable, fraternisent de nouveau. Les capitalistes du monde entier se sont associés. Ils sont unis par une commune animosité contre le prolétariat russe. Le capitalisme allemand, cette fois est devenu le serviteur fidèle des capitalistes de l'Entente, il garde encore ses troupes dans les provinces baltiques quoiqu'il eût dû, pour strictement exécuter les ordres de l'Entente, les en retirer. En Russie ces bandes de lansquenets se conduisent en maîtres, pis que les Tatars d'autrefois. A Riga, à Mittau, à Kovno et en d'autres lieux, des dizaines de milliers de personnes ont été fusillées, toutes les prisons ont été remplies de détenus, le pays a été ravagé et dévasté. Tout cela s'est fait au nom du gouvernement social-démocrate allemand. Et maintenant, à Berlin, les officiers contre-révolutionnaires russes agissent à leur tour, recrutant de la chair

à canon pour étouffer la révolution russe. L'Allemagne «révolutionnaire» fait son possible pour anéantir la plus solide forteresse de la révolution mondiale, la Russie prolétarienne.

Nous ne devons pas nous étonner de voir la bourgeoisie du monde entier prendre part à cette œuvre infâme. Les détachements anglais occupent le nord de la Russie, l'argent anglais aide les contre-révolutionnaires Koltchak et Dénikine à organiser des troupes pourvues d'une artillerie anglaise, munies de fusils et d'équipements anglais. La France envoie ses forces militaires dans le sud de la Russie. En Pologne un mur d'airain est érigé contre la Russie cimenté avec l'or et le sang français. Parallèlement à ces mesures militaires, les alliés s'efforcent de séparer, par des mesures économiques, la Russie prolétarienne du monde entier. Depuis longtemps, tous les rapports commerciaux de la Russie avec les autres États sont interrompus. En privant la Russie prolétarienne des matières premières qui lui sont nécessaires, et de produits industriels on veut anéantir sa vie économique. Dans le monde entier, le nombre des sans-travail atteint plusieurs millions. Ils demandent du travail, ils demandent du pain. Ils auraient volontiers travaillé pour aider leurs frères russes, mais la bourgeoisie le leur défend. Tous les pays, tous les alliés et tous les ennemis d'hier, l'Allemagne, la France, l'Angleterre, l'Italie, l'Amérique, le Japon se sont coalisés pour étouffer le foyer de la révolution mondiale.

Prolétaires! Ouvriers!

L'Internationale de la réaction universelle est de nouveau debout. Elle monte à l'assaut du berceau de la révolution mondiale, de la Russie des «Soviets». C'est pourquoi, il faut créer l'Internationale de la révolution universelle.

Nous ne parlons pas de l'Internationale des traitres misérables qui, hier encore, étaient complices de l'assassinat de nos frères. Nous ne parlons pas de l'Internationale des social-démocrates, des partisans de la politique de «la guerre à outrance» qui attendent avec frayeur le jugement du prolétariat contre tous ceux qui l'ont trahi et renié pendant la guerre universelle. Nous parlons de l'Internationale à laquelle appartiennent tous les prolétaires qui ont subi les souffrances de la guerre, tous ceux qui ont fait le sacrifice de leur vie et de leur sang, tous ceux qui ont connu la faim les privations les plus variées, tous ceux sur qui retomberont les suites de la guerre et de la paix honteuse, c'est-à-dire: le chômage, la nouvelle famine et les souffrances d'un nouvel esclavage, dans une nouvelle oppression.

Prolétaires! Ouvriers!

Victorieux ou vaincus, vous pouvez vous assurer à chaque moment que la guerre et ses suites ne vous ont apporté que des chaînes.

Chaque jour, de nouveaux désastres vous accablent. Reconnaissez qu'en dehors de la voie indiquée par la Russie, nul chemin ne mène à la liberté—vous avez le devoir de fêter le second anniversaire de la révolution russe d'une façon digne d'elle. Les camarades russes qui depuis deux ans soutiennent l'assaut du monde entier mettent tout leur espoir en vous. Ne les trahissez pas.

Debout!

Debout le 7 novembre, à l'anniversaire de la révolution russe! Cessez le travail! Rassemblez-vous pour des manifestations grandioses. Soutenez vos camarades russes!

Exigez de la bourgeoisie la levée immédiate du blocus, ne permettez pas aux capitalistes de porter atteinte aux conquêtes de la révolution russe!

Exigez la rupture des relations entre la bourgeoisie de votre pays, les gardes blancs et les contre-révolutionnaires russes de l'autre. Ne permet-

tez pas à vos oppresseurs de ravitailler de plomb et de poudre, d'armes et d'argent, au prix de votre sueur et de votre sang, les bourreaux de vos frères russes!

Exigez le rétablissement des relations avec la Russie. Ces assassins n'ont pas le droit de repousser le seul gouvernement du monde qui ne soit pas taché de sang!

Prolétaires du monde entier! Fêtez la fête de la révolution russe et faites le premier pas dans la voie de votre propre libération. Que cette fête marque la première étape de la révolution mondiale. Prolétaires du monde entier, unissez-vous et criez avec nous, d'une seule voix:

Vive la Russie des Soviets, vive la révolution mondiale!

Au nom de l'Internationale Communiste,

*Le Parti Communiste allemand
(Groupe Spartacus).*

APPEL DES COMMUNISTES HONGROIS

Aux prolétaires de tous les pays.

Camarades!

Nous vous adressons cet appel de Hongrie, du pays classique de l'oppression et de l'esclavage; du pays dans lequel le régime féodal a pu manifester le plus librement sa nature spoliatrice; du pays où la réaction a sévi à découvert et où des millions de travailleurs ont été privés de tous les droits, où les prisons, les violences de la police et de l'armée ont été la seule réponse à toutes leurs revendications; du pays où quelques milliers de familles privilégiées détenaient tous les droits, tout le pouvoir, tandis que l'immense majorité de la population n'était qu'un troupeau de bêtes de somme, ou qu'une méprisable canaille.

Les souffrances de la guerre ont pesé sur nous plus lourdement que sur n'importe quel autre peuple. Les dirigeants de notre pays nous ont vendus pour s'assurer le pouvoir et l'impérialisme n'a épargné personne. Les soldats hongrois ont été jetés d'un champ de bataille à un autre et notre petit pays a perdu dans le massacre plus d'un million d'hommes. Et pendant que nos exploités, nos grands propriétaires, nos banquiers, nos spéculateurs s'enrichissaient, nous, prolétaires-travailleurs, nous tombions dans la plus noire misère, nous endurions des privations indescriptibles. On nous a forcés à combattre pour les riches; pour eux nous avons souffert, nous avons versé notre sang. La famine, les privations et les morts ont été notre salaire. C'est peut-être parce que nous avons été soumis à la plus grande oppression, parce que notre peuple a le plus souffert que nous avons été les premiers à entendre l'appel de nos frères russes. Nous libérant par la force de la révolution de la domination des exploités, nous avons proclamé la dictature du prolétariat. Camarades! Prolétaires! Notre révo-

lution a été celle des travailleurs, celle des déshérités de ce monde, des opprimés et des exploités contre ceux qui, par les moyens de la guerre, en sont arrivés aux pires crimes. Et notre révolution a vaincu sans avoir versé une goutte de sang. Parce que notre peuple le comprenait clairement, notre peuple le déclarait ouvertement: il n'y avait pas d'autre issue pour la Hongrie, mise en demeure de choisir entre une ruine complète et la dictature du prolétariat. La classe ouvrière s'est ralliée à nous. Animés d'une ferme volonté, énergiquement exprimée, nous avons commencé une tâche difficile: la destruction de la vieille société pourrie et la création d'un nouvel État libre, basé sur l'égalité économique, la République des travailleurs libres et égaux. Maintes fois les maîtres d'hier regrettant amèrement leurs anciens privilèges se sont soulevés contre nous en incitant contre nous les paysans arriérés, corrompus par l'ancien régime. Nous aurions été des lâches et des traîtres à la cause ouvrière si, nous croisant les bras, nous avions laissé faire tranquillement les ennemis de notre organisation sociale; si nous n'avions pas châtié ceux qui aspiraient au rétablissement de l'esclavage. Mais il n'est pas vrai que nous ayons versé, ne fut-ce qu'une goutte de sang guidés par un sentiment de vengeance ou de haine de classe, que nous avons ôté la vie ne serait-ce qu'à un seul de nos ennemis pour la seule raison que nous étions les plus forts, possédant le pouvoir et la force armée. Nous aurions été des misérables et des traîtres si nous avions donné libre cours aux passions sanguinaires. Nous avons armé les prolétaires pour défendre la révolution et non pour en faire des assassins.

Nous n'avons pu tenir contre la violence des États capitalistes du monde entier. La République Hongroise des soviets est tombée. Et maintenant

la bourgeoisie règne par un terrorisme sans exemple. 1.500 de nos camarades languissent dans des prisons; quelques dizaines y sont déjà morts. Nos adversaires ne se donnent même pas la peine d'accuser leurs victimes d'une façon précise. Il suffit d'une dénonciation, il suffit d'une accusation de socialisme pour qu'un homme soit immédiatement jeté en prison, pour qu'il soit livré à l'arbitraire d'un terrorisme sauvage. Il ne s'agit pas de combattants armés, de révolutionnaires pris les armes à la main pendant une insurrection ouverte, mais d'ouvriers, d'ouvrières, de paisibles travailleurs, d'enfants que l'on arrête, torture et tue. Les maîtres actuels de la Hongrie inventent les plus terribles et les plus abominables moyens de coercition. Si tout ce déchainement de terreur blanche est possible, c'est que nous voyons derrière nos bourreaux, la force armée de l'Entente. C'est sous la protection des prétendus défenseurs de la liberté des peuples et des droits de l'homme, que l'on verse actuellement à Budapest, en un jour, plus de sang qu'il n'en a été versé pendant quatre mois de dictature prolétarienne.

Pendant les premières émeutes contre-révolutionnaires de Budapest, alors qu'un grand nombre d'ouvriers et de soldats tombaient au cours de combats acharnés, le lieutenant-colonel Roskansili, chef des missions de l'Entente, protesta dans une note violente contre l'exécution des contre-révolutionnaires «qui n'étaient que des adversaires politiques, quoique prêtant une résistance armée». Et la dictature prolétarienne céda, ordonnant de faire cesser ces exécutions. Et maintenant de paisibles travailleurs qui ne pensent même plus à la résistance armée sont égorgés, sans raison, en masse; et les missions alliées gardent le silence.

Elles font plus: par leur puissance, par leur autorité, elles soutiennent la terreur blanche qui par elle-même et sans leur aide ne durerait pas un jour.

Camarades! Proletaires de tous les pays!

Ceux qui sont au pouvoir chez vous, — «votre bourgeoisie» en un mot — trouvent à leur goût le sang des prolétaires. Un seul désir les guide: se venger de la classe ouvrière hongroise qui a osé secouer leur joug. Ils ont organisé une gigantesque tuerie afin de vous terroriser, afin de vous décourager, afin que vous n'osiez plus tenter de renverser, par la révolution, vos oppresseurs. Ils ne connaissent ni grâce ni merci, le respect de l'humanité leur est inconnu. Quand leurs coffres-forts et leur pouvoir sont menacés, ils ne reculent pas devant la mort de milliers de travailleurs; de même qu'ils ont envoyé à la mort, sans broncher, des millions d'ouvriers.

Mais, vous êtes avec nous! Nos souffrances sont les vôtres et vous ne devez pas permettre à la réaction universelle de répondre par un massacre à la révolution légitime du prolétariat hongrois.

Nous nous mettons sous votre protection. Nous attendons, nous espérons que vos forces révolutionnaires nous apporteront la liberté et le salut. Elevez votre voix puissante, rassemblez toutes vos forces pour ne pas permettre que soit anéantie la classe ouvrière de tout un pays, uniquement coupable de s'être soulevée contre la plus abjecte réaction.

Vive la solidarité internationale des travailleurs!
Vive la révolution internationale!

*Le Parti Ouvrier
Socialiste-Communiste Hongrois.*

APPEL DU PARTI SOCIALISTE OUVRIER DANOIS

Aux travailleurs organisés danois!

La grande guerre mondiale entreprise il y a près de cinq ans par les capitalistes de tous les pays est aujourd'hui terminée.

Des millions d'ouvriers, de jeunes gens, de pères de famille sont tombés victimes du militarisme. Leurs mères, leurs femmes et leurs enfants meurent de faim et des privations résultant de la guerre.

La guerre est terminée. Les capitalistes de tous les pays se préparent maintenant à entreprendre une nouvelle guerre plus cruelle et plus impitoyable que la précédente. Les capitalistes qui pendant la guerre mondiale luttaient les uns contre les autres — bien plus en apparence qu'en réalité — rassemblent toutes leurs forces pour une lutte sans merci contre le prolétariat mondial et le socialisme.

Tous les leaders qui avaient été élus par la classe ouvrière pour mener le socialisme à la victoire sous le drapeau de la II-e Internationale, ont trahi eux-mêmes l'idéal du socialisme.

Sans protester et sans résister au militarisme et au capitalisme, ils ont assumé, lorsque la guerre a éclaté, le rôle de bourreaux au service de la

société capitaliste. A l'heure qu'il est la II-e Internationale ne peut plus être considérée comme une organisation socialiste. Les social-démocrates qui osent engager la classe ouvrière organisée dans la voie dangereuse tracée par la II-e Internationale ne sont que les fidèles serviteurs du capitalisme.

Camarades ouvriers et socialistes! Les organisations ouvrières des autres pays se détournent des phrases et des social-patriotes et s'unissent autour du drapeau purement socialiste de la III-e Internationale. Les ouvriers de Russie, de Hongrie et d'Allemagne acceptant ouvertement l'ensemble des conceptions purement socialistes, ont par-dessus les frontières artificielles établies par le capitalisme, tendu une main fraternelle à leurs camarades d'Angleterre, de France, d'Italie et d'Amérique.

Le parti ouvrier de Norvège a quitté la vieille internationale pour s'unir à l'Internationale qui lutte et qui souffre pour renverser la domination du capital, qui nourrit de nouveaux projets de

guerre et prépare à l'humanité de nouveaux malheurs.

Camarades, réunissons-nous tous dans la lutte pour la révolution mondiale, avant qu'il ne soit trop tard! La classe ouvrière du Danemark ne doit pas se laisser devancer par les camarades des autres pays en restant indifférente et inactive, à la limite du champ de bataille de la révolution.

Les ouvriers norvégiens ont compris leur devoir socialiste et se sont unis à l'Internationale combattante.

Les travailleurs danois, peuvent-ils persister même après cela à rester dans les rangs de la II-e Internationale qui a renoncé à tout combat?

Les travailleurs norvégiens ont passé à la lutte ouverte de leur classe contre le régime social d'exploitation, tandis que les leaders social-patriotes du Danemark terrorisaient les ouvriers afin de permettre aux capitalistes d'Amérique, d'Angleterre, d'Allemagne et de leur propre pays de continuer en toute tranquillité leur sauvage exploitation et de concentrer dans le port de Copenhague leurs troupes blanches et noires.

Le capital international et le militarisme mondial ont fait de Copenhague un point d'attaque contre le prolétariat international.

Les social-démocrates danois ont pris sur eux de garantir à ces capitalistes une tranquillité absolue.

Camarade!

N'es-tu pas socialiste?

Oui, tu es socialiste et tu ne dois pas permettre aux larbins du capitalisme de la II-e Internationale de te bernier davantage. Tu suivras l'exemple de tes camarades norvégiens et tu entreras dans la III-e Internationale. C'est pourquoi tu dois adhérer au Parti Ouvrier Socialiste Danois.

Le capitalisme mondial menace d'écraser la classe ouvrière sous son talon de fer.

La lutte des classes doit être menée dans des proportions internationales.

«La révolution, le prolétariat et le socialisme doivent être écrasés et complètement anéantis!»

Tel est le cri de bataille du capitalisme international qui marche sur Pétrograd et Budapest!

Telle est la devise pleine de haine pour l'ouvrier, tracée sur les drapeaux de la garde noire!

Tel est le but qu'ils sont si impatients d'atteindre!

Des milliers, des dizaines de mille de «prisonniers de guerre»,—envoyés par les Puissances de l'Entente, ont passé par Copenhague et tous ces soldats ont trouvé un bon accueil chez presque tous les Danois.

Le but unique de ce transport des prisonniers de guerre était et reste toujours l'envoi des armées en Russie contre la Russie.

Il ne s'agissait pas d'un transport de prisonniers de guerre, mais du transport d'une armée envoyée pour combattre les travailleurs russes, par les dominatrices actuelles du monde entier—l'Angleterre, la France et l'Italie.

Les classes dirigeantes du monde entier se sont réunies pour une offensive générale, pour une lutte commune contre le prolétariat, contre le bolchévisme et contre le socialisme.

Le but principal du capital mondial réuni est maintenant l'occupation militaire de la Russie et de la Hongrie, afin de pouvoir ensuite écraser les ouvriers de tous les autres pays.

Le capitalisme allemand, a brisé par la force des armes la classe ouvrière de la Finlande; maintenant le capitalisme finlandais veut à son tour, reconnaissant de ce service, étouffer la classe ouvrière et la république ouvrière de Russie.

Les capitalistes et les social-démocrates de tous les pays lui promettent leur appui pour cette œuvre sanglante.

A la même heure Noske prépare en Allemagne le massacre des socialistes et des ouvriers qui relèvent la tête.

Parallèlement à tout cela, en Angleterre et en France des troubles et des désordres incessants ont lieu, menaçant d'allumer un jour ou l'autre un immense incendie.

Paris a déjà été, à certaines heures embrasé de grèves.

La lutte des classes doit devenir et deviendra avant peu internationale.

Les forces du capitalisme sont organisées dans des proportions internationales. Et si les ouvriers veulent opposer une résistance sérieuse aux attaques de la réaction qui commencent, ils doivent combattre en rangs serrés et attaquer sur un front international commun.

A l'heure actuelle il est plus que jamais indispensable de suivre la devise: «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!»

L'armée du bourreau des ouvriers, Mannerheim, est aux portes de Pétrograd et cette armée reçoit des renforts de l'Europe occidentale.

Mais ces armées, et les pays qui les soutiennent reçoivent à leur tour des renforts du Danemark et de la Scandinavie.

Des vaisseaux partent les uns après les autres, chargés de ravitailler les armées et les pays contre-révolutionnaires!

D'ailleurs toute marchandise quelle qu'elle soit envoyée aux pays de réaction contribue au renforcement des ennemis de la classe ouvrière et nuit par cela même aux ouvriers de la Russie, pays du socialisme.

Tout ouvrier internationaliste du Danemark doit donc considérer comme étant de son devoir d'aider ses frères russes dans la lutte contre le capitalisme mondial.

Les pays contre-révolutionnaires, et avant tout la Finlande, l'Esthonie et la Lithuanie doivent être boycottés.

La même mesure doit être employée contre les autres pays de réaction (voir notre appel du 4 juin).

Tout marin internationaliste qui tient à son honneur, doit catégoriquement refuser de travailler sur les vaisseaux envoyés par les capitalistes dans ces pays.

Tout marin internationaliste doit se souvenir de son devoir fraternel et dans la lutte contre les exploités se ranger aux côtés de ses frères.

Tout ouvrier socialiste des ports et des transports, qui veut le bien de sa propre classe, doit refuser de travailler au chargement ou au déchargement de vaisseaux dont la cargaison est destinée à l'un de ces pays de brigands. Tout ouvrier

sentant et raisonnant en ouvrier, doit refuser de remplir aucun travail quel qu'il soit destiné au profit de la contre-révolution.

Ouvriers Danois!

Le moment est venu pour vous de vous souvenir de votre devoir international et fraternel!

Que votre devise soit dorénavant:

Aucun travail pour la contre-révolution!

Hâtez-vous de venir en aide à vos frères et camarades russes et hongrois!

A l'œuvre!

En avant pour la lutte révolutionnaire internationale!

Déclarez le blocus aux armées de Mannerheim et de Koltchak!

Copenhague le 11/VI—19

Adhésion du Parti Ouvrier Socialiste (Communiste) de Yougoslavie à l'Internationale Communiste.

Dès les 20—23 avril 1919—au Congrès de Belgrade—le prolétariat yougoslave a formé un Parti Ouvrier Socialiste (Communiste) unique. L'adhésion à

la III-e Internationale et l'acceptation de la plateforme de cette dernière furent votées à l'unanimité. Voici donc six mois que nous nous sommes constitués en section de la III-e Internationale et que nous poursuivons malgré l'acharnement de la réaction, notre propagande communiste. La situation générale en Yougoslavie, tant dans les villes que dans les campagnes, nous est très favorable; nous nous sentons tous les jours plus forts et nous n'attendons qu'une occasion propice qui, nous en sommes convaincus, ne saurait tarder longtemps, pour remplir notre devoir.

Salut communiste.

Pour le Comité Central du Parti Ouvrier Socialiste (Communiste) Yougoslave.

(Signature).

11 oct. 1919.
Belgrade.

NOTE DE LA RÉDACTION. On nous informe que le Parti Communiste Yougoslave compte à l'heure actuelle plus de 120.000 membres. Son Comité Central présente déjà officiellement un candidat au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Nous adressons à nos camarades yougoslaves notre salut fraternel et nous demeurons persuadés que les derniers restes de l'idéologie de la II-e Internationale ne tarderont pas à être définitivement éliminés, en Yougoslavie, pour faire place à la politique claire et nette du Communisme.

AU COMITÉ EXÉCUTIF DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE COMMUNISTE

(Message du Parti Communiste d'Ukraine).

Par une décision des comités centraux du parti social-démocrate ouvrier d'Ukraine (Indépendants de gauche) et du parti socialiste-révolutionnaire (communistes) d'Ukraine, en date du 6 août 1919, ces deux partis susmentionnés avaient fusionné en un seul Parti Communiste Ukrainien, ayant pour devise ces mots: „Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!“.

Cette fusion en un seul parti communiste des deux fractions du communisme ukrainien, qui participaient jusqu'ici séparément à la révolution prolétarienne en Ukraine, achève le développement du mouvement communiste ukrainien, qui réfléchit fidèlement toutes les exigences et les besoins réels impérieux du pays; c'est aussi un nouveau point de départ pour le procès ultérieur de la consolidation organisatrice et idéologique des forces communistes des villes et des campagnes de l'Ukraine.

Dès la révolution de février, en 1917, une scission très profonde se produisit au sein des partis socialistes de l'Ukraine, suivie d'un processus de dégagement, au sein de ces partis, des forces communistes, qui surgissaient organiquement de la totalité des conditions sociales et économiques de l'Ukraine; à la date du premier siège de Kiev par les troupes soviétistes, ce processus avait pris un caractère tellement aigu et violent que les représentants de l'aile gauche des partis socialistes ukrainiens furent arrêtés et fusillés par l'aile droite socialiste qui dirigeait alors la vie politique de l'Ukraine.

La marche ultérieure de la révolution poussa la scission en question à sa fin inévitable, et l'aile gauche—ce noyau organique du communisme ukrainien—passa définitivement à la défense du pouvoir soviétiste qu'elle considérait comme la seule forme d'organisation de la dictature du prolétariat.

Les militants du pouvoir soviétiste se rassemblèrent autour du centre organisateur du communisme ukrainien pendant la sombre période de réaction de l'hetman Skoropadsky et trempèrent leur esprit dans une lutte héroïque et implacable contre la réaction et contre l'Union nationale de l'Ukraine, qui dissimulait sous une phraséologie démocratique sa nature contre-révolutionnaire.

Peu-à-peu, en désorganisant par des actes de violence le mécanisme gouvernemental de l'hetman et en dévoilant aux prolétaires et aux paysans de l'Ukraine la nature contre-révolutionnaire de l'Union nationale de l'Ukraine, les forces communistes ukrainiennes provoquèrent un soulèvement armé contre le régime de l'hetman, dirigèrent activement ce mouvement, s'emparèrent de Poltava, de Jitomir, de Jmerinka et d'autres points et entrèrent dans la lutte finale contre le Directoire, sorti du sein de l'Union nationale, en combattant, dans ce but, tant à la tête des partisans, qu'au „Congrès du Travail“, convoqué par le Directoire.

Dans la fournée de cette lutte pour le plus bel idéal de notre temps, de la lutte pour le pouvoir soviétiste, se consumèrent les derniers fils et disparaissent les dernières traces des anciens liens

qui rattachaient les forces communistes aux partis de compromis; en même temps, la nature véritable du centre organisateur et idéologique des forces communistes ukrainiennes, raffermie et consolidée par la lutte, sort des cadres des qualifications surannées de parti.

La lutte contre le régime de l'hetman et contre le Directoire, menée conjointement avec les communistes bolchéviques de l'Ukraine, et le sentiment net et profond du danger que présentait l'existence en Ukraine de deux centres communistes, obligent le noyau organisateur et idéologique des forces communistes ukrainiennes à faire, en mars de 1919, un double appel en faveur de la constitution, au moment de l'insurrection, d'un centre soviétiste pour les deux partis et en faveur d'une fusion organisatrice avec les communistes bolchéviques.

Mais les communistes bolchéviques de l'Ukraine n'avaient ni compris ni apprécié cette nécessité urgente de la constitution d'un centre communiste commun pour toute l'Ukraine.

Cependant, l'expérience tirée de la marche ultérieure de la révolution prolétarienne en Ukraine et la participation pratique à la constitution dans le pays d'un pouvoir soviétiste, ainsi que la fin fatale de ce pouvoir, firent comprendre plus vivement encore aux forces communistes de l'Ukraine la nécessité profonde de la création d'un centre communiste commun, organiquement nécessaire par la totalité des conditions sociales et économiques et des particularités de la vie ukrainienne.

C'est en tenant compte de cette expérience et en comprenant nettement les problèmes principaux et urgents ayant trait au développement de la révolution en Ukraine, que les deux fractions des forces communistes ukrainiennes conçoivent la nécessité de former un seul parti communiste ukrainien, qui se chargerait de la direction du mouvement communiste en Ukraine et le représenterait au sein de la Troisième Internationale.

Au déclin de la deuxième révolution prolétaire en Ukraine, s'engageant dans une période de réaction cruelle et mettant tout le parti à l'épreuve d'une lutte nouvelle, cette fois clandestine et secrète, le comité central du parti communiste ukrainien, en annonçant l'adhésion du parti à la Troisième Internationale, adresse ses salutations les plus chaleureuses aux chefs de la révolution prolétarienne et exprime l'assurance que l'heure est proche où les ouvriers et les paysans de l'Ukraine, ralliés autour d'un centre communiste unique et indivisible, provoqueront une nouvelle insurrection en faveur du pouvoir soviétiste et que la république soviétiste ukrainienne régénérée reprendra bientôt sa lutte ouverte contre les ennemis du communisme international.

Le Comité Central du Parti Communiste d'Ukraine.

Kiev, le 28 août 1919

Note de la Rédaction. Au congrès de l'Internationale Communiste, tenu à Moscou en mars de 1919, l'Ukraine fut représentée par le Parti Communiste d'Ukraine. A l'heure présente, ce parti seul—organisation prolétarienne ukrainienne, travaillant déjà depuis une vingtaine d'années appartient, au point de vue de l'organisation, à l'Internationale Communiste. Le comité exécutif de l'Internationale Communiste croit de son devoir de travailler dans le but de ne voir dans chaque pays qu'un seul parti communiste, groupant toutes les forces communistes. L'Internationale Communiste fera son possible pour qu'il en soit ainsi en Ukraine.

Résolution du Parti Communiste austro-allemand.

La parti communiste de l'Autriche allemande accepte le programme de la Troisième Internationale, voté, le 2 mars 1919, au Congrès de Moscou, et adhère à la Troisième Internationale.

Pour la Direction du Parti

K. TOMANN.

Vienne, le 27 août 1919.

Résolution du Congrès du Parti Social-démocrate indépendant allemand.

Le congrès du parti déclare que la tâche la plus importante de la social-démocratie indépendante est l'union de tout le prolétariat révolutionnaire en une Internationale socialiste et révolutionnaire. La première des conditions d'existence d'une telle Internationale active et vivante, est une lutte des classes sans merci que le prolétariat doit poursuivre, en renonçant à toute politique qui ne tend que vers des réformes au sein d'États, dont le régime est basé sur le capitalisme et sur la division de la population en classes sociales. Le Congrès se prononce donc pour la sortie de la 2-e Internationale. Par cet acte, la social-démocratie, indépendante décline toute participation à la conférence de Genève projetée. La social-démocratie indépendante est en parfait accord avec la 3-e Internationale et estime, avec elle, que la mise en pratique de la doctrine socialiste doit se faire par la dictature du prolétariat et sur la base de pouvoir soviétiste. Une Internationale prolétarienne, active et vivante, doit être créée par le moyen d'une union de notre parti avec la 3-e Internationale et avec les partis révolutionnaires socialistes des autres pays. Le congrès du parti charge le Comité Central d'entamer aussitôt sur les bases du programme d'action adopté par le parti des pourparlers avec tous ces partis, aux fins de la réalisation de cette union et de la création d'une Internationale prolétarienne active et vivante, en la personne de la 3-e Internationale, arme décisive dans la lutte mondiale de la classe ouvrière pour son émancipation du joug du capitalisme international.

Adhésion du Parti Ouvrier Communiste Américain à la III-e Internationale.

21 sept. 1919.

Camarades!

Le Parti Ouvrier Communiste Américain demande, par la présente, son admission au sein de la III-e Internationale (Communiste) fondée à Moscou.

Notre nouveau parti a été fondé à Chicago, du 30 août au 5 sept., et sa fondation a été la conséquence logique de la divergence de vues qui s'est manifestée au sein du Parti Socialiste Américain sur les questions du socialisme et du communisme.

Le Congrès du Parti Ouvrier Communiste réuni du 30 août au 5 sept. a adopté à l'unanimité la résolution suivante:

Nous affirmons notre solidarité pleine et entière—dans les questions de tactique aussi bien que dans les questions de principe—avec tous les

partis adhérant à la III-e Internationale fondée à Moscou et nous leur adressons notre salut fraternel. Nous nous engageons à nous conformer dans notre travail à la plateforme et au programme adoptés par le I-er Congrès de la III-e Internationale et donnons mandat à notre Comité Exécutif national d'entreprendre les démarches nécessaires à l'admission du Parti Ouvrier Communiste des Etats-Unis d'Amérique dans la III-e Internationale.

Le Comité Exécutif National vous adresse, par la présente, sa demande d'admission, justifiée par la plateforme et par le programme adoptés par notre congrès et dont vous trouverez les copies ci-jointes.

Salut communiste

Le Secrétaire du C. E. du Parti Ouvrier
Communiste des E.-U. d'Amérique.
(Signature).

Message à la Troisième Internationale.

Le camarade Zinoviev, président du Comité Exécutif de la III-e Internationale, a reçu le télégramme suivant:

Le deuxième Congrès panrusse des organisations communistes musulmanes salue la Troisième Internationale et fait serment de tenir fermement le drapeau rouge, tant que l'impérialisme mondial ne sera pas vaincu, tant que la société socialiste ne s'étendra pas sur la terre entière.

Le Congrès est fermement convaincu que les Communistes de l'Orient, dirigés par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, réussiront à libérer par

la révolution les peuples de l'Orient de la tyrannie des exploités internationaux coalisés dans la Ligue des Nations et à grouper autour de la Troisième Internationale leurs masses laborieuses.

Le Bureau du Congrès:

(Signé):

SULTAN-ALÉEV, IBRAHIMOV,
MANSOUROV.

Message de la Conférence des organisations communistes tartares.

On télégraphie de Simbirsk au camarade Zinoviev:

La première Conférence des organisations communistes tartares (appartenant au Parti Communiste Russe) du gouvernement de Simbirsk, salue l'Internationale Communiste, émet le vœu de la voir grouper les prolétaires du monde entier et affirme sa foi en la prompte libération de tous les peuples par la III-e Internationale.

Le Bureau de la Conférence.

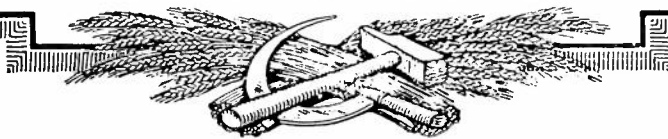
Adhésion du Parti Socialiste Britannique à la Troisième Internationale.

Un referendum a eu lieu vers la mi-octobre dans toutes les sections du Parti Socialiste Britannique (British Socialist Party); l'immense majorité des sections s'est prononcée pour la sortie de la II-e Internationale et l'adhésion à l'Internationale Communiste.

Le Parti Socialiste Britannique compte environ dix mille membres.



ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



LES SANGLANTES REPRÉSSAILLES DE LA BOURGEOISIE

CONTRE LES TRAVAILLEURS HONGROIS

Camarades! Voici déjà plus de trois mois que le sang des meilleurs prolétaires ne cesse de couler en Hongrie. Des milliers et des milliers d'ouvriers hongrois ont été pendus ou fusillés sans jugement par la contre-révolution bourgeoise triomphante. On organise maintenant contre les militants survivants la comédie d'un jugement. Près de 15.000 ouvriers hongrois vont comparaître devant les tribunaux militaires. 4 tribunaux doivent juger nos frères hongrois. Un radio américain annonce déjà au monde entier que ces tribunaux ne manqueront pas de prononcer un nombre de verdicts de morts supérieur à tous les précédents historiques et qui se chiffrera par centaines.

Ces représailles contre les travailleurs hongrois font pâlir les horreurs mêmes dont la bourgeoisie française marqua sa victoire de 1871 sur les héroïques communards de Paris. La répression en Hongrie atteint les mêmes résultats que celle du bourreau Mannerheim en Finlande où d'après les derniers calculs la bourgeoisie a tué ou fait mourir de faim 76.000 prolétaires finlandais.

La terreur blanche est exercée avec une fureur sauvage dans les coins les plus reculés de la Hongrie. La contre-révolution des propriétaires et des bourgeois se révèle extraordinairement avide de sang. Tout ouvrier hongrois peut être d'un moment à l'autre fusillé par le premier représentant venu de la jeunesse dorée.

Les philanthropes bourgeois et les social-traitres hypocrites qui, depuis deux ans, ne cessent de se lamenter parce que le prolétariat russe dans sa lutte légitime contre la bourgeoisie, dans sa guerre sacrée de défense contre les généraux du tsar a recours à la force armée, — ces mêmes traitres et ces mêmes hypocrites n'ont pas un mot de protestation contre la monstrueuse bacchanale de terreur blanche qui se déroule actuellement en Hongrie.

Pourquoi nos frères hongrois sont-ils ainsi crucifiés?

Parce qu'à une heure historique décisive pour leur pays, quand la bourgeoisie qui avait conduit la Hon-

grie au bord de l'abîme abandonna le pouvoir, nos frères, ouvriers hongrois, s'emparèrent de ce pouvoir et tentèrent de tirer leur pays de l'ornière. La bourgeoisie anglo-française ayant corrompu les social-traitres hongrois se servit des armées réactionnaires roumaines pour infliger aux prolétaires hongrois la plus cruelle défaite. La révolution prolétarienne internationale ne fut pas assez forte en ce moment pour venir au secours de l'un de ses glorieux contingents, — du contingent hongrois, — et pour le sauver.

Cernée de toute part par des ennemis exaspérés, abandonnée à elle-même la république hongroise des Soviets qui ne s'était pas encore affermie, qui n'avait pas pu s'établir sur des bases inébranlables reçut un coup terrible. Mais le jour où les bourreaux du prolétariat hongrois seront jugés n'est pas loin. La révolution internationale est chaque jour plus forte en dépit de tous ses ennemis. La révolution internationale vient et c'est elle qui secourra nos frères ouvriers hongrois crucifiés. L'implacable terreur blanche de la bourgeoisie ne fera que hâter sa perte. L'ordre bourgeois rétabli en Hongrie a ruiné des millions de citoyens. L'ordre bourgeois rétabli en Hongrie, a amené dans la capitale les bandes ivres de la soldatesque roumaine qui n'y ont rien respecté. Cet ordre bourgeois sera balayé par une nouvelle vague d'insurrection qui cette fois trouvera chez les ouvriers et les paysans de nombre de pays une aide efficace.

Camarades, découvrons-nous devant les héros de la commune hongroise qui donnent toute leur vie à la cause prolétarienne! Les prolétaires hongrois montant à l'échafaud sont entourés de millions et de millions d'ouvriers de tous les pays jurant de vaincre la bourgeoisie. A vous, camarades hongrois, qui gravissez le Golgotha, le prolétariat international adresse son salut fraternel.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste invite les ouvriers de tous les pays à marquer le jour du jugement de nos camarades hongrois par une série

de manifestations, dont la forme variera selon les possibilités de chaque pays.

Avec les héros de la Commune hongroise nous crions: La république des Soviets hongrois est morte. Vive la république des Soviets hongrois!

A la terreur blanche de la bourgeoisie répondons en armant les ouvriers, en les organisant et en les

groupant pour la lutte finale. A bas la domination de la bourgeoisie sanguinaire! A bas les bourreaux de la Commune hongroise! Vive le prolétariat hongrois! Vive la révolution universelle!

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste
G. ZINOVIEV.

AUX TRAVAILLEURS FRANÇAIS!

Camarades!

Pour affirmer leur solidarité avec le prolétariat révolutionnaire de Russie, les travailleurs parisiens ont posé symboliquement la candidature du bolchévik Sadoul aux élections législatives. Pour saboter cette candidature, pour manifester sa haine de la révolution et son mépris pour la volonté de son propre prolétariat votre gouvernement a immédiatement riposté par la condamnation à mort de Sadoul—accusé de désertion, d'intelligences avec l'ennemi et de provocations des soldats à la désobéissance. La classe ouvrière française ne se laissera pas troubler par ces gros mots. Elle sait ce qu'ils cachent. Ce qu'on fait expier à Sadoul elle le sait: C'est d'avoir rempli son devoir révolutionnaire. Ces „crimes”—là Sadoul les a avoués souvent. Le 23 novembre 1919 notamment dans une lettre adressée aux députés Longuet, Pressemane, Cachin, etc. il écrivait:

„... La guerre contre l'Allemagne est finie. Les clauses de l'armistice étalent enfin aux yeux de tous la férocité inouïe, les appétits monstrueux, les buts insensés de rapine et de pillage voilés jusqu'ici par les déclarations hypocrites des Clémenceau, des Lloyd Georges et des Wilson.

Pendant quatre années, sous prétexte de défense de la patrie, du droit et de la civilisation des dizaines de millions de pauvres bougres innocents, dupes et complices de leurs bourreaux, se sont ent'égorgés, afin que soit décidé en fin de compte qui, du capitalisme allemand ou du capitalisme anglo-américain, serait autorisé à écraser les survivants. Tant de ruines, de souffrances, de cruautés, de morts n'auront-elles servi qu'à accroître la force d'oppression des capitalistes et à aggraver l'esclavage des travailleurs? Les prolétaires, auront-ils toujours des yeux pour ne pas voir? Il semble bien pourtant qu'ils aient enfin compris. Dans le gouffre sombre et morne où agonise l'humanité, une flamme vivante brille encore: la République Russe des Soviets, le premier gouvernement honnête qui ait jamais paru sur la terre. C'est le phare vers lequel les prolétaires de tous les pays tournent les yeux. C'est le grand exemple et la grande espérance. . . La guerre contre l'Allemagne, la guerre entre les impérialistes rivaux pour la conquête des marchés du monde est terminée. La curée commence et bientôt commencera entre les oligarchies victorieuses la lutte pour le partage. Mais les classes dirigeantes des pays belligérants, soucieuses par-dessus tout de maintenir leur hégémonie de classe, unissent provisoirement leurs forces hier et demain

ennemis pour écraser les mouvements révolutionnaires avant que soit constituée l'union mortelle pour elle des prolétaires de tous les pays. Et voici qu'apparaît une guerre nouvelle, la guerre sociale. Dans cette guerre civile naissante par laquelle se révèle la fatalité de la Révolution mondiale les socialistes d'occident et spécialement les socialistes de France failliront-ils à leur devoir comme ils y ont failli durant la guerre impérialiste?

... Je ne sais ce que vous ferez, camarades. Pour moi, voici ce que je pense: l'intervention armée des bandits impérialistes de l'Entente et de leurs vassaux contre la Russie ouvrière et paysanne n'est dans aucune mesure la guerre de la nation française contre la nation russe. C'est la guerre de la bourgeoisie contre le prolétariat, des exploités contre les exploités. Dans cette guerre de classe, la place de tout socialiste sincère et, par conséquent, ma place est dans les rangs de l'armée de classe prolétarienne contre l'armée de classe bourgeoise. Je vais m'engager dans l'Armée Rouge.

Signé: Jaques SADOUL.

Camarades!

Ce que le camarade Sadoul annonçait dans cette lettre et dans bien d'autres—il l'a fait. Oui Sadoul a déserté le camp de la contre-révolution pour passer à l'armée de la Révolution. Oui, Sadoul a entretenu des intelligences avec l'ennemi, non pas avec l'ennemi des ouvriers et paysans français, mais avec l'ennemi de l'impérialisme français, avec le prolétariat russe luttant pour son émancipation et pour la vôtre, camarades. Oui, Sadoul a provoqué les soldats français, anglais et américains à désobéir aux ordres abominables que leur donnait la réaction ententiste de se faire les bourreaux et les assassins de leurs frères ouvriers et paysans russes. Et l'attitude de Sadoul était tellement logique et forte que pendant quinze mois Clémenceau n'a pas osé le faire passer en jugement. Il a fallu la décision prise par le prolétariat parisien d'affirmer sa sympathie à la Révolution Russe en faisant de Sadoul le premier député bolchévik français, pour forcer vos maîtres à parer au danger. Le compte-rendu du procès par la presse anglaise prouve que le sinistre Clémenceau à la fois pour augmenter la haine des chauvins contre notre camarade et pour le flétrir aux yeux des révolutionnaires l'a accusé mensongèrement d'être allé à Berlin pour y travailler de connivence avec le gouvernement de Scheidemann. Or, jamais Sadoul n'a mis les pieds en Allemagne!

Camarades, vous incliner devant ces ignobles manœuvres, devant ce nouveau crime de Clémenceau, ce serait avouer votre impuissance et consacrer votre défaite. La lutte est ouverte. Poursuivez-la jusqu'au bout. Affirmez partout et par tous les moyens votre solidarité avec le condamné à mort, avec la révolution sociale.

Mieux que tous les raisonnements, les faits tenaces montrent que la vérité et le salut sont avec nous. L'exemple de Sadoul condamné contre la volonté hautement exprimée de la classe ouvrière française, les résultats des élections habilement préparées par la dictature bourgeoise et qui envoient à la Chambre des Députés une majorité renforcée de laquais du capital et de tyrans du prolétariat doivent ouvrir les yeux des plus aveugles. Ces faits et cent autres démontrent que dans les cadres de l'État Bourgeois les libertés formelles pompeusement accordées aux masses laborieuses ne sont jamais que dupes. Dans tous les pays ce que les travailleurs possèdent, ils ne le tiennent pas des classes dirigeantes, ils l'ont arraché par la force.

Camarades! Le temps est venu de briser vos chaînes, de saisir tout le pouvoir, de remplacer la démocratie

bourgeoise, démocratie des propriétaires d'esclaves par la démocratie prolétarienne, démocratie des classes asservies. Mais pour obtenir la victoire, il faut organiser notre armée, en chasser tous les chefs indignes, tous les semeurs de mensonge, tous les agents que la bourgeoisie entretient dans vos rangs pour vous endormir et pour vous corrompre. Chassez les social-patriotes qui vous ont trahis et les social-opportunistes qui osent vous prêcher lâchement la conciliation et la collaboration des classes. Sans retard préparez la Révolution Sociale par tous les moyens légaux et illégaux. Osez seulement. Vous pouvez tout.

A bas la dictature de la bourgeoisie!

Vive la dictature du prolétariat!

A bas la République parlementaire!

Vive la République des Soviets!

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste
G. ZINOVIEV.

POUR L'ANNIVERSAIRE DE L'ASSASSINAT DE KARL LIEBKNECHT ET DE ROSA LUXEMBOURG AUX TRAVAILLEURS DE TOUTS LES PAYS!

Le 16 janvier 1919 les officiers contre-révolutionnaires du gouvernement social-démocrate de Scheidemann, assassinaient Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg. Nous voici à la veille du premier anniversaire de ce jour de deuil pour le prolétariat international.

Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg furent assassinés quelques jours après la défaite de la première insurrection des travailleurs allemands contre leurs exploités. Les ouvriers du monde entier avaient suivi avec une attention concentrée les péripéties de la révolte des prolétaires berlinois en janvier 1919. Leur victoire eût été assurée si la social-démocratie allemande, tristement fameuse, n'eût pas combattu aux côtés de la bourgeoisie. Elle s'unit au généraux de Guillaume Hohenzollern, à la jeunesse dorée de Berlin, aux éléments les plus lâches de la caste militaire prussienne et la première insurrection des héroïques travailleurs berlinois fut noyée dans le sang.

Quels sont les assassins de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht? La chose est désormais clairement démontrée: cet assassinat a été organisé par le gouvernement de Scheidemann et de Noske. Les soutiens du gouvernement bourgeois et social-démocrate actuel de l'Allemagne ont facilité aux assassins de Liebknecht et de Rosa Luxembourg une évasion et une fuite en automobile dignes d'un décor d'opérette. L'un de ces misérables déclarait récemment, comme en témoin un radio de source allemande, que le gouvernement Scheidemann avait assigné spécialement pour l'organisation de l'assassinat des deux militants, la somme de 200.000 marks.

Les deux apôtres du communisme, les deux meilleurs tribuns du prolétariat international, les deux militants dont les noms brillaient comme des étoiles aux yeux des travailleurs et des opprimés du monde, sont tombés victimes des contre-révolutionnaires de la social-démocratie allemande.

Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg étaient les plus glorieux militants de l'Internationale Communiste. Leur assassinat insuffla une vigueur nouvelle aux chefs de la deuxième Internationale jaune, celle des renégats Noske et Scheidemann.

Au cours de l'année qui s'est écoulée depuis cet assassinat les social-démocrates allemands et d'autres adhérents de la deuxième Internationale partout où le pouvoir est entre leurs mains ont plus d'une fois versé le sang ouvrier. Par milliers, les meilleurs fils de la classe ouvrière allemande sont tombés au cours de cette année en combattant pour le socialisme. Par centaines et par milliers les meilleurs travailleurs hongrois sont maintenant suppliciés par le gouvernement de malfaiteurs de la Hongrie, gouvernement avec lequel les social-démocrates hongrois, membres eux aussi de la deuxième Internationale jaune, entretiennent d'étroites relations.

Mais nul assassinat d'ouvriers ne saurait arrêter la marche victorieuse de la révolution prolétarienne. Plus la bourgeoisie s'exaspère, plus les chefs de la seconde Internationale se font plats devant elle et plus étroitement s'unissent les ouvriers et mieux ils voient le caractère réactionnaire des démocraties tant vantées.

En dépit de tous les excès de la réaction l'héroïque

parti des spartakistes allemands, organisé par des chefs inoubliables tels que Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, est à chaque jour plus fort.

La classe ouvrière allemande marche infailliblement à la victoire et sa victoire est proche.

Le premier anniversaire de l'assassinat des plus grands et des plus chers tribuns du prolétariat international ne doit pas passer inaperçu. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste adresse au Parti Communiste allemand l'expression de sa profonde sympathie et invite les organisations ouvrières du monde entier à marquer l'anniversaire de l'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxembourg par des meetings et des manifestations.

Eternelle mémoire aux meilleurs d'entre les meilleurs! Gloire éternelle à Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg! Travailleurs du monde, suivez les chemins que Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht vous ont indiqués!

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.
G. ZINOVIEV.

Salut au Congrès des Communistes et des Socialistes de la Gauche de Scandinavie.

Camarades!

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste adresse un salut fraternel à la conférence des camarades qui se rallient à l'Internationale Communiste. Nous regrettons de ne pouvoir pour des raisons indépendantes de notre volonté envoyer à ce Congrès, un de nos délégués, qui vous eût transmis nos meilleurs vœux fraternels.

C'est la première fois que le Congrès Scandinave se réunit sans la participation des anciens chefs officiels de la social-démocratie aujourd'hui traités au socialisme. Nous voyons dans ce fait un gage de la réussite et de la fécondité de votre travail.

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.

G. ZINOVIEV.

AUX OUVRIERS ET AUX PAYSANS D'UKRAÏNE

A nos frères meurtris d'Ukraine.

Le chemin que vous avez dû suivre dans votre lutte pour la libération est semé de ronces et d'épines. Vos ennemis sont nombreux, divers et rusés. Mais le stochisme et l'opiniâtreté des masses laborieuses d'Ukraine sont grands aussi.

C'est avec une attention concentrée que les travailleurs du monde vous voient sans cesse sortir vainqueurs de terribles mêlées.

Nous nous souvenons qu'à l'heure même de la révolution prolétarienne d'octobre 1917, vous montiez à l'assaut de la domination bourgeoise, vous chassiez d'Ukraine les agents civils et militaires du piètre gouvernement de Kérensky. Mais les fruits de votre victoire furent recueillis par d'autres. La bourgeoisie ukrainienne, représentée par la Rada centrale, s'empara—par violence et duperie—du pouvoir. Le prolétariat des villes et des campagnes comprit bientôt qu'on l'avait trompé et, de nouveau, s'insurgea.

Dès le mois de décembre 1917 les ouvriers et les paysans d'Ukraine se formaient en colonnes d'attaque, pour défendre les armes à la main les libertés des travailleurs menacées avec une insolence croissante par le gouvernement de Pellioura et de Vinitchenko. La lutte ainsi commencée fut couronnée de succès. A la fin de janvier 1918 le pouvoir de la Rada centrale était détruit.

Et cette fois encore, la bourgeoisie dut chercher de nouveaux chemins pour assujettir les masses laborieuses. Les nationalistes ukrainiens qui n'avaient cessé de réclamer sur les places publiques l'autonomie de l'Ukraine, se montrent disposés à vendre leur pays à qui que ce soit, pourvu qu'il ne soit pas aux travailleurs. Ils le

vendent à Guillaume II et à la bourgeoisie allemande. Les régiments allemands et autrichiens, obéissant encore aux propriétaires, aux banquiers et aux généraux des deux Empires envahissent l'Ukraine, détruisant le pouvoir des Soviets, le pouvoir des ouvriers et des paysans ukrainiens.

Vous étiez mal organisés. Vous n'aviez pas encore de forte armée rouge. Epuisés par quatre années de guerre impérialiste, comprenant mal leurs véritables intérêts, les paysans assistèrent, pour la plupart, avec indifférence à la lutte que vous eûtes à soutenir contre les bandes nationalistes et contre les armées de la bourgeoisie austro-allemande. De petits groupes de héros tentèrent de résister. Vainement: l'ennemi, très supérieur en nombre et bien organisé brisa cette résistance et ne mit que deux mois à rétablir en Ukraine le pouvoir des riches.

L'hetman Skoropadsky succède à la Rada, par la grâce des généraux allemands.

Mais les derniers contingents des défenseurs de l'Ukraine avaient à peine quitté le sol ukrainien qu'une lutte acharnée recommençait sur toute la surface du pays.

En novembre 1918 les travailleurs allemands avaient porté le premier coup à l'impérialisme allemand, au pouvoir des gros propriétaires et des financiers. C'est à ce moment que votre lutte atteignit sa plus grande intensité. Un puissant mouvement des masses renversa le gouvernement Skoropadsky.

Le vieux traître Pellioura intervint alors, soutenu par les régiments galiciens qu'il avait réussi à duper; il tenta une fois de plus de rétablir en Ukraine, en imposant l'autorité du «directoire», le pouvoir de la bourgeoisie.

Cette fois les masses laborieuses ukrainiennes ne se laissèrent pas tromper et, non sans une âpre lutte, le directoire fut chassé.

A la fin de février 1919 presque toute l'Ukraine se couvre d'un réseau de Soviets et le III-e Congrès ukrainien des Soviets de députés ouvriers, paysans et soldats rouges, autorité suprême de la République des ouvriers et des paysans, sembla devoir clore l'ère des combats en affermissant le pouvoir des Soviets.

Cette fois encore, pourtant, le pouvoir des travailleurs ne devait pas être de longue durée.

Le général tsariste Dénikine se montrait à l'horizon, soutenu par la bourgeoisie russe et ukrainienne, par les possédants, par les paysans cossus.

Le gouvernement des Soviets n'avait pas eu le temps d'organiser dans le pays l'ordre et la sécurité. Les travailleurs des villes ukrainiennes manquaient de pain. Les éléments contre-révolutionnaires d'Ukraine, coalisés, empêchaient le ravitailllement des villes. Dans les campagnes les paysans manquaient d'articles manufacturés. La vie économique se désorganisait chaque jour plus. Dans les couches de la population ukrainienne qui distinguaient mal les ennemis des amis, le mécontentement contre le pouvoir des Soviets s'accrût. A ce moment divers aventuriers firent leur apparition, qui, obéissant aux directives de la bourgeoisie, se proclamèrent *partisans* du gouvernement des Soviets *tout en le combattant* à main armée: ils s'appellent Grigoriev, Zélény, l'Ange, Satan, etc. Ces guérillas aidèrent les généraux tsaristes à étouffer les Soviets.

L'Ukraine épuisée par la guerre impérialiste et par sa lutte tenace contre la bourgeoisie, l'Ukraine avec ses richesses pillées par la bourgeoisie, ses chemins de fer ruinés, ses paysans cossus exaspérés, armés et bien organisés contre nous, son armée inorganisée, l'Ukraine à bout de forces, meurtrie, ensanglantée, dévastée se trouva en présence des hordes tsaristes conduites par le général Dénikine.

Les trois couleurs du joug tsariste, du banditisme panrusse et du règne des riches flottèrent sur l'Ukraine.

Le knout des cosaques siffla dans l'air. Les salves des détachements de repréailles envoyés par Dénikine retentirent. Propriétaires et usiniers, gens de bourse et spéculateurs, trafiquants, filous, louches hommes d'affaires revinrent à leurs places. Les maîtres ayant recouvré le pouvoir le fêtèrent dans le sang et la fange.

Dénikine ayant vaincu avec le concours de Pellioura, de Grigoriev, de chefs de bandes ou d'ataman impossible à dénombrer, et de la partie inconsciente du prolétariat, n'apporta aux travailleurs que gémissements, larmes, avilissement et mort... Tous ceux qui ont empêché le gouvernement des Soviets d'organiser l'armée et l'arrière, ont, consciemment ou non, aidé le général Dénikine à instituer en Ukraine un régime de violence, d'esclavage, de spéculation, de ruine, de luxe et d'orgies pour quelques-uns, de misère pour les masses populaires, régime qui a surpassé en horreurs les pires temps du tsarisme et de l'hetman Skoropadsky.

Camarades ouvriers et paysans d'Ukraine!

L'heure de la libération a sonné de nouveau. La Russie des Soviets, la Russie libératrice, la Russie des travailleurs vient à votre secours et son armée rouge défait l'armée blanche de Dénikine. L'Ukraine sera un pays libre. L'Ukraine sera un pays soviétiste.

L'Internationale Communiste, union fraternelle et militante des travailleurs de tous les pays, accueille avec joie l'annonce des victoires de l'armée rouge dont le glaive brise vos chaînes; mais elle songe, soucieuse, à votre passé, aux fautes qui ont donné à Dénikine et à ses prédecesseurs la possibilité de vous plonger dans un abîme d'asservissement et d'affliction.

Camarades!

Frères!

Que pas un d'entre vous ne demeure à l'écart de la lutte. Stoiquement, courageusement, amicalement, étroitement unis à tous les travailleurs quelle que soit leur nationalité ou leur confession religieuse, vous maintiendrez le pouvoir des Soviets d'Ukraine contre tous ses ennemis quels que soient les noms, les insignes, les mots d'ordre dont ils se masquent.

La gravité de l'heure exige que vous supportiez toutes les peines et toutes les privations entraînées par la lutte sacrée, par la lutte contre les possédants, contre la bourgeoisie. Ces privations, les masses laborieuses ont à les subir non seulement au front mais encore à l'arrière. Il s'agit d'une lutte à mort, entre la bourgeoisie et les propriétaires d'une part, les travailleurs de l'autre. Tous les travailleurs doivent être d'un côté de la barricade, prêts à tout, prêts à subir toutes les privations et même à mourir pour leur cause. A ce prix et rien qu'à ce prix nous conquerrons un meilleur avenir.

L'Internationale Communiste exige que vous réunissiez toutes vos forces pour rétablir, soutenir, affermir et défendre le pouvoir des Soviets en Ukraine.

Par dizaines de mille les ouvriers du Donietz sont morts pour la révolution. Les ouvriers et les paysans d'Ukraine ont fait à la révolution d'innombrables sacrifices. Les travailleurs du monde ne l'oublieront point.

Briser Dénikine au front, désarmer la contre-révolution à l'arrière, mettre un terme à la guerre des partisans, créer une forte armée rouge, telle est votre première tâche, votre tâche essentielle. Anéantir à tout jamais la propriété privée des terres, briser et détruire la classe des possédants—telle est votre seconde tâche.

Organiser l'arrière, donner du pain à l'armée et aux ouvriers ukrainiens, donner des produits manufacturés aux campagnes ukrainiennes, rétablir l'économie ruinée,—telle est, non moins importante, votre troisième tâche.

Faites régner en Ukraine la fraternité des travailleurs de toutes les nationalités. D'une main de fer empêchez les pogroms!

L'Internationale Communiste est convaincue que vous saurez accomplir, instruits par votre expérience amère, tout votre devoir envers vous-mêmes et envers les travailleurs du monde entier, et que les aventuriers politiques, qui vous poussent à la lutte contre le gouvernement des ouvriers et des paysans, si éloquents et habiles soient-ils, ne réus-

ront plus à vous faire sortir du droit chemin, de celui où vous combattez pour votre liberté, pour votre bonheur, pour le pouvoir des Soviets de députés ouvriers et paysans...

Ouvriers et paysans d'Ukraine! Les travailleurs du monde entier ont les yeux fixés sur vous.

Vive la fraternité d'armes des travailleurs de tous les pays et de toutes les nationalités!

Vive l'Ukraine des Soviets ouvriers et paysans!
Vive l'union de toutes les républiques des Soviets!
Vive la révolution universelle!

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.

G. ZINOVIEV.

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET LES PARTIS UKRAINIENS

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste s'est réuni le 22 décembre 1919 à Pétrograd dans le but d'examiner la question ukrainienne. Les représentants des Comités centraux du Parti Communiste ukrainien (K. P. U., bolchévick) et des Ukrainiens Communistes (borodbisty) assistaient à la réunion. Après avoir entendu les rapports des représentants de ces Partis, le Comité Exécutif a adopté la résolution suivante:

1) Au premier congrès de l'Internationale Communiste, l'Ukraine n'a été représentée que par le parti bolchévick (K. P. U.) admis par le congrès en qualité de représentant muni de pleins pouvoirs du prolétariat ukrainien.

2) Du rapport des représentants de l'U. K. P. (borodbisty) il ressort que ce parti désireux d'être admis au sein de la Troisième Internationale fonde son activité sur les principes de celle-ci et accepte en son entier le programme du Parti Communiste russe (bolchévick), mais que ne s'étant formé que depuis peu, il ne jouit encore que de peu de crédit auprès du prolétariat ukrainien des villes et des campagnes, et n'a pu encore affirmer suffisamment ses tendances et prouver par des faits sa volonté d'appliquer les principes de la Troisième Internationale.

3) Avant de répondre à l'U. K. P. (borodbisty) quant à sa demande d'admission au sein de l'Internationale Communiste le Comité Exécutif considère comme étant de son devoir de poser la question de la fusion de toutes les forces communistes d'Ukraine en un seul parti, partant de ce point de vue qu'il ne doit exister dans chaque pays qu'un parti communiste et rappelant que la cause de la révolution communiste en Ukraine exige l'unité complète de tous

ceux qui dans ce pays défendent l'intérêt de la classe ouvrière et des travailleurs des campagnes.

4) Considérant la conférence du 22 décembre comme un premier pas vers la liquidation des désaccords existant entre le Parti bolchévick d'Ukraine (K. P. U.) et l'U. K. P. (borodbisty) le Comité Exécutif propose au parti borodbisty de compléter son mémorandum en donnant par écrit une réponse aussi complète que possible aux questions suivantes:

a) Attitude du parti à l'égard de la question agraire;

b) son attitude à l'égard de la question nationale (et en particulier de la culture nationale);

c) son attitude à l'égard de la création d'une armée rouge commune (et en particulier à l'égard de la guerre des partisans);

d) son attitude à l'égard de la création d'un centre économique;

e) son attitude à l'égard de la Russie des Soviets.

5) Afin d'écartier les causes de désaccord entre les deux partis et de concourir à leur rapprochement le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste décide la création d'une commission ukrainienne provisoire composée des représentants des deux partis (envoyant chacun deux délégués) et présidée par le président du C. E. de la Troisième Internationale. Cette commission examinera les questions litigieuses posées par l'une des deux parties ou soumises à son examen par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.

G. ZINOVIEV.





UNE AIDE FINANCIÈRE À L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Depuis le 20 déc. les sommes suivantes, produit du travail volontaire des „samedis communistes“, ont été versées à la caisse de l'Internationale Communiste.

De Province.

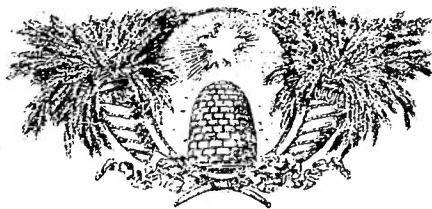
- 1) De la brigade de la 6-ème division de la station de Vrouda R. 2.700 — k.
 - 2) Du groupement communiste des travaux de construction d'un pont sur la Néva dans le département de Schlüsselbourg » 1.089 — »
 - 3) Du Comité de district de Motovikhinsk, par le Comité du P. C. R., en deux versements » 32.149 40 »
 - 4) De l'organisation de Soukhonn du P. C. R. » 4.740 — »
 - 5) Des communistes du Comité Local du Ravitaillement de l'Armée à Kamychine . . . » 6.000 — »
- R. 46.678 40 k.

De Pétrograd.

- 6) De la 1-ère Usine nationale de l'industrie du caoutchouc R. 43.980 — k.
 - 7) De la commission municipale du chauffage » 400.000 — »
 - 8) Du chemin de fer Nicolaïevsk . . . » 300.000 — »
 - 9) Des chemins de fer du réseau nord-ouest . . . » 40.860 41 »
 - 10) Des chemins de fer du réseau Moscou-Vindava-Rybinsk » 200.000 — »
- R. 984.840 41 k.
-
- Total . R.1.031.518 81 k.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste exprime sa profonde reconnaissance aux camarades qui lui ont envoyé ces sommes.

G. ZINOVIEV.



**HÉROS ET MARTYRS
DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE**

***Les bourreaux de la bourgeoisie
ont assassiné à Budapest
75 travailleurs communistes
hongrois.***

***Éternelle mémoire aux com-
munards assassinés!***

***La cause des travailleurs
hongrois est celle des travail-
leurs du monde entier!***

***Vive la nouvelle révolution
prolétarienne en Hongrie!***

***Vive le Parti Communiste
Hongrois!***



V. O. LICHTENSTADT (MAZINE)

Le 15 octobre, pendant l'offensive des blancs, tomba à l'ennemi au cours d'un combat près du village Kipenn, sur le front rouge de Yambourg, le camarade V. O. Lichtenstadt-Mazine. Il avait environ trente-sept ans, mais ses traits gardaient encore l'expression juvénile des visages d'adolescents. Il semblait que toute sa vie s'étalait encore devant lui, que sa nature profonde et compliquée, incessamment enrichie par le travail intellectuel, n'attendait que le moment opportun pour se répandre dans une activité vaste et assumer les plus grandes responsabilités. Il y avait dans son passé de dures épreuves: une sentence de mort, commuée en travaux forcés à perpétuité et dix ans de réclusion à la forteresse de Schlüsselbourg. Mais son esprit lucide avait eu raison du fardeau de ses épreuves, et quand le peuple, au commencement de mars 1917, brisa les portes de sa geôle, il en sortit sans avoir même vieilli. Tout comme dans les années de sa toute première jeunesse, le regard plein d'esprit, doux et timide des yeux noirs éclairait sa pâle figure et son sourire tendre, charmant, empreint de réserve évoquait l'ancienne pureté presque enfantine de son âme. Sur ceux qui le connaissaient peu, il semblait produire, au premier coup d'œil, l'impression d'un homme tranquille, équilibré et né pour vivre du travail scientifique, dans le calme de son cabinet, il avait d'ailleurs manifesté, dès sa première jeunesse, des capacités hors ligne. Mais en réalité cet homme cachait en lui les immenses ressources d'un tempérament ardent et le désir permanent de se jeter à corps perdu dans la lutte révolutionnaire. Et dans cette lutte, sa probité morale absolue est sortie indemne des embûches de la vie, son caractère droit et inflexible, sa capacité de vivre et de brûler de la pure flamme d'une idée militante, tout cela le transformait, insensiblement pour lui-même, en un travailleur pratique étonnant qui se chargeait facilement et s'acquittait avec autant de facilité de tâches de technique et d'organisation les plus difficiles et les plus téméraires.

C'est au commencement de 1905, que Lichtenstadt-Mazine fut entraîné dans le courant impétueux de la bataille révolutionnaire. Il n'était revenu que depuis peu de l'Université de Leipzig. Les idées scientifiques et philosophiques d'Avenarius et de Mach l'y avaient séduit et tout faisait prévoir que son travail futur s'écoulerait dans le lit creusé par leurs travaux. Mais l'orage tournait déjà dans l'air, et notre camarade languissait, semblait inquiet, mécontent de lui-même et de toute son existence. Le 9 janvier, le jour où le prolétariat de Pétersbourg fut éprouvé pour la première fois à un feu de la bataille révolutionnaire, Lichtenstadt-Mazine inaugura lui aussi sa carrière de révolutionnaire militant. Ce jour-là, du matin au soir, il parcourut les rues de Pétersbourg en proie à une sorte de fièvre de combat qui le faisait arriver à temps aux endroits les plus dangereux, là où les balles sifflaient au-dessus des têtes. Quelques jours plus

tard, il avait déjà chez lui un petit appareil multiplicateur qui fonctionnait parfaitement et avec l'aide duquel il imprimait et propageait à profusion les premiers bulletins commentant la marche des événements. Il systématisa bientôt ce travail et imprima régulièrement des milliers de feuilles révolutionnaires et d'appels aux troupes. Cependant le feu de la lutte l'embrasait de plus en plus profondément. Quelques mois après, il entra déjà dans le mouvement maximaliste. Le calme lucide, qui caractérisait tous ses actes, et l'énergie concentrée de son esprit lui faisaient confier la solution de problèmes comportant de hautes responsabilités et de la mise en pratique d'entreprises de la plus grande importance révolutionnaire, telles que, par exemple, l'attaque de la poste dans le Fonarny péréoulok et l'attentat de la villa Stolypine. Quelque temps après ces faits, Lichtenstadt-Mazine était arrêté conjointement, avec sa jeune femme et enfermé à la forteresse de Pierre et Paul où il restait près de dix mois.

Il attendit le procès avec son calme stoïcisme habituel. Il vécut à la prison d'une vie tout intellectuelle; lisant, écrivant à ses amis et ses proches des lettres dont la pénétrante sagesse était étonnante; il traduisit Weininger et Stirner. La date du procès approchait; tous ceux qui aimaient et respectaient Lichtenstadt-Mazine se sentaient profondément inquiets, tandis que lui-même achevait, en toute hâte et avec beaucoup de soin, son travail littéraire. On lui offrit les meilleurs avocats, mais il refusa catégoriquement toute défense et, conduit devant les juges du conseil de guerre tsariste, loin de chercher à se décharger ou à gagner la bienveillance de la cour martiale, il tenta de soustraire au châtement quelques-uns de ses camarades, en assumant la responsabilité de leurs actes. On le condamna à la peine de mort, mais son charme moral impressionna même les juges militaires, si implacables et si durs, et qui se décidèrent à solliciter que la peine de mort fut commuée en travaux forcés à perpétuité. Lichtenstadt mis aux fers fut transporté à la forteresse de Schlüsselbourg.

Ses dix ans de réclusion à la forteresse devaient s'écouler, malgré le régime très sévère de cette prison, au milieu d'une vive activité intérieure et extérieure. Il s'instruisait lui-même et éclairait les autres; il s'occupait de l'organisation de la bibliothèque de Schlüsselbourg. Il travaillait au potager, au jardin, aux ateliers, il encourageait et réchauffait le courage de ses camarades; il les protégeait. Les notes du camarade Ionoff, où il parle de Lichtenstadt-Mazine et qui parurent dans la *Pravda* de Pétrograd le jour de ses funérailles, en tracent une image lumineuse, en dépeignant tout particulièrement ce côté de son caractère. „Parmi tous nos camarades”—écrit Ionoff:—„Vladimir était le plus aimé. Dès qu'il entra dans une cellule chez n'importe qui, il s'y créait aussitôt autour de lui, presque imperceptiblement, une atmosphère de

tendresse et d'affection. Parmi les huit cents forçats, Vladimir était une figure unique, par son inflexibilité révolutionnaire et par la fermeté de son esprit et de son âme. La moindre offense de nos geoliers provoquait de sa part les protestations les plus vives, qu'il payait ensuite, et plutôt souvent de trente jours de punition au cachot noir et puant. Aux travaux que l'on nous faisait faire le matin, Vladimir était toujours le premier à nous défendre de tout malheur, de tout accident... Et ce n'est pas de ce côté seulement que se manifestait son âme compatissante et pleine d'abnégation. Il participait à toutes les occupations—aux leçons, aux travaux, à la lecture; il arrivait partout à temps; il restait à toutes les corvées, même aux plus dures du régime pénitentiaire; bon et infatigable, il prêtait toujours une oreille attentive à tous les besoins des camarades... Au même moment, il s'adonnait lui-même à un incessant travail intellectuel. Il étudiait livre sur livre, une science après une science. De nombreux et volumineux cahiers, des volumes entiers écrits de sa main—attestent la multiplicité de sa curiosité intellectuelle. Ce sont des notes et des aperçus ayant trait aux sciences naturelles, à la sociologie, à l'économie politique ou à la philosophie; c'est la traduction d'un livre de Chamberlain sur Kant ou d'un article sur Hebbel (une préface à la traduction de Sudith dont Lichtenstadt-Mazine était l'auteur); c'étaient tantôt des matériaux très abondants, rassemblés par lui parmi les forçats et devant servir à compléter le „Dictionnaire de la Grande-Russienne“ de Dahl, tantôt un recueil d'articles de sciences naturelles ou une traduction en russe des notes de Goethe, pourvue d'une longue préface—une œuvre très vaste qui paraîtra prochainement à Moscou.

Quand la révolution de février rendit Lichtenstadt-Mazine à la vie normale, quand se furent écoulés les premiers jours de fièvre qu'il vécut à la forteresse de Schlüsselbourg démolie par le peuple et d'où il fallait sauver la bibliothèque et d'autres trésors de culture humaine il rentra à Pétersbourg, chez sa mère et chez ses amis; il produisait l'impression d'un homme enivré d'air frais, et il paraissait excité par les remous d'idées politiques et sociales tourbillonnant autour de lui. Peu après, cependant, malgré l'agitation qui régnait autour de lui il commença à se sentir attiré de plus en plus fortement vers un travail d'organisation dans le domaine de l'instruction publique. Il voyait dans ses rêves le peuple ayant librement accès au vaste palais de la science pure, enfin émancipée de toute routine académique, de cette science disciplinée qui éclaire les esprits et les âmes. Telle était la tâche à laquelle il eut souhaité se consacrer. Mais dans les remous de la vie qui l'entourait de toutes parts, il était difficile d'attendre dans le tourbillon de la vie qu'une occasion favorable se présentât, et, répondant du fond de son âme à tous les appels de la révolution grandissante, résolvant pour lui-même les problèmes viraux du moment, il accepta pourtant un modeste travail de culture et d'instruction dans le rayon Rojdestvensky, à Pétersbourg.

Au printemps de 1918, Lichtenstadt-Mazine s'enthousiasma du projet d'une colonie agricole à organiser pour la jeunesse scolaire, aux environs de Pétersbourg. L'amour poétique qu'il éprouvait pour la nature le poussait hors de la ville; l'habi-

tude de travaux d'horticulture et de jardinage, contractée à la forteresse de Schlüsselbourg, lui permit d'assumer la direction de cette œuvre de vie pratique, toute nouvelle pour lui. Mais ses projets prenaient leur essor, se développaient et se coloraient d'idées socialistes. Il voulut donc que la colonie de travail pour l'été, qu'il avait créée, se transformât en une vaste institution permanente, dotée d'une école pour la jeune génération et d'une académie d'agriculture pour les paysans de la région. Le travail qu'il avait à réaliser dans cette entreprise était énorme et l'on aurait pu croire, de loin, qu'il s'y livrait tout entier. Mais, en réalité, ce travail ne le contentait plus. De nouveau, l'esprit révolutionnaire se réveillait en lui. Pénétré d'idées marxistes, il se laissait prendre de plus en plus par l'idée dominante du communisme. Pas un instant il ne perdait pas de vue, les événements politiques européens, leur marche raffermis- sait en lui la conviction que l'heure de la révolution prolétarienne avait sonné dans le monde entier, et il se laissait entraîner de plus en plus par l'idée de se vouer entièrement à la lutte pour la transformation radicale de la vie sociale.

Au printemps de 1919 il adhéra au Parti Communiste. A cette époque une fermentation intellectuelle, très intense, se poursuivait encore en lui: son esprit complexe avait à reviser ses anciennes idées et, tout particulièrement, à donner des formes indépendantes et personnelles à l'idéologie du parti. Mais, tout en se livrant à ce travail intérieur, il brûlait déjà d'une flamme nouvelle. Aussi, quand en mars 1919, il fut invité à se charger des fonctions de secrétaire de la section de Pétersbourg du Bureau de l'Internationale Communiste,—pour y constituer la rédaction d'une revue à publier et en organiser la partie technique,—il se consacra à cette besogne avec une passion juvénile. Il passa toutes ses journées aux bureaux de la rédaction et ses nuits à la typographie, ne cessant pas de presser et d'encourager tous ceux qui l'entouraient. Et il fallait voir la joie, dont rayonnait son visage, quand il apportait, sortant des presses, le premier numéro de *L'Internationale Communiste*, qu'il avait fait paraître, en dépit de toutes les difficultés, au terme fixé!

Mais ce travail aussi ne pouvait donner une satisfaction complète à son âme, embrasée de flammes révolutionnaires. „Les destinées de la révolution prolétarienne étant à résoudre sur le front, il faut des milliers et peut-être des millions de victimes pour son triomphe; mais celui qui envoie les autres à la mort, doit être prêt à mourir lui-même“, disait Lichtenstadt-Mazine. Infiniment distant, par la nature même de son esprit, du métier militaire, il apprit, pourtant le maniement du fusil et de la mitrailleuse. Une force irrésistible l'entraînait vers le front, et les camarades, ses collaborateurs, ne pouvaient l'empêcher de s'y rendre; mobilisé par le parti et, nommé commissaire à l'état-major de la 6-e division de la 7-e armée, il partit vers la mi-août.

Quel fut le rôle de Lichtenstadt-Mazine au front? Les lignes que lui consacra le camarade Florio dans un article nécrologique paru dans la *Pravda de Pétersbourg*, en date du 26 octobre, le disent bien nettement. L'énergie et la persévérance, dont il faisait preuve dans son travail, se rattachaient en lui à une autre qualité bien rare: il

ménageait avec le plus grand soin tous ceux qui étaient en contact avec lui. «C'était un de ces commissaires, dont les rapports avec les spécialistes militaires, auxquels il fut préposé, et avec les autres collaborateurs et organisations de la division, étaient des meilleurs». Représentons-nous aussi son infatigabilité habituelle, sa faculté critique impitoyable tournée vers ses propres actes, son attitude toujours bienveillante à l'égard de son entourage et surtout de ses soldats. Les gens, simples de cœur et d'esprit, comprenant vaguement l'importance particulière de son esprit et de sa volonté, se sentaient

attirés à lui comme à une source de lumière et de chaleur.

Lichtenstadt-Mazine a été tué en repoussant courageusement, avec une poignée de soldats, une attaque de l'ennemi. Mais son image vivra à jamais dans la mémoire de tous ceux qui l'ont connu. Et les matériaux et documents personnels qu'il laisse,—ses lettres de Schlüsselbourg et les cahiers de son journal,—lui feront un monument remarquable érigé de ses propres mains et resteront des documents précieux sur notre époque.

EUGÈNE MÜNCH

La mort du camarade Münch, secrétaire du parti socialiste du canton de Berne, survenue pendant un bain à la suite d'une rupture d'anévrisme, est une perte sérieuse pour les communistes suisses et l'Internationale Communiste (les camarades qui ne connaissent pas personnellement le camarade Münch peuvent s'en rendre compte par l'extrait d'article publié dans notre revue) perd en lui un de ces chaînons robustes et vivants qui nous unissent, en dépit du blocus, du boycottage et des barrières élevées par l'espionnage policier, au mouvement grandissant du prolétariat suisse.

Par l'histoire même de sa vie, Eugène Münch est bien le type de l'ouvrier socialiste suisse. Prédestiné à gagner sa vie par un travail assidu et pénible (il était métallurgiste) et à lutter contre des difficultés sans nombre pour nourrir sa nombreuse famille, il n'est pas venu au socialisme d'emblée et sans lutte, mais préalablement il a passé par plusieurs stades: d'abord simple membre de l'organisation professionnelle de son métier, il devint ensuite un organisateur. Après avoir débuté comme petit reporter il devint ultérieurement rédacteur de journaux professionnels. D'abord simple membre du parti, il acquit progressivement par de nombreuses et consciencieuses lectures, des idées générales et aussi la confiance d'un nombre toujours plus grand de camarades et d'organisations et il fut appelé à un poste de responsabilité, celui de secrétaire du canton de Berne, le second canton en importance par le nombre de membres du parti. Il s'y distingua par un travail assidu et consciencieux accompli avec un entier sentiment de sa responsabilité. Dépourvu de grands dons naturels, grâce à son labeur, à son désir de devenir ce qu'on appelle un homme, il est arrivé à un tel point de considération que sa mort a été ressentie et pleurée par des centaines de milliers d'ouvriers et de socialistes. Voté, de santé débile, la poitrine étroite, il était l'exemple vivant de ce que le capitalisme fait de l'enfant prolétarien. Condamné à un travail de forçat et sans beauté, ce fils des montagnes suisses, où la nature se montre si riche et si merveilleuse, s'est développé lentement, portant en lui le germe d'une maladie qui devait le rendre faible et chétif pendant toute sa vie. Ajoutons que l'atmosphère antihygiénique qui l'entourait, la lutte précoce qu'il dut mener pour l'existence, un travail au-dessus de

ses forces et de lourds soucis mirent toute sorte d'obstacles à son développement intellectuel. Mais c'est précisément ici que se révèle sa nature suisse et la force de son autoéducation ainsi que la discipline intérieure et l'élan vers la lumière qui caractérisent tout prolétaire conscient. Chaque livre qu'il avait lu, chaque parcelle de science qu'il avait conquise, devenait partie intégrante de son individu. Chacune des notions qu'il acquérait devenait un des fils conducteurs de sa vie intérieure et extérieure. Dès qu'il eût franchi le seuil du parti socialiste, Münch prit immédiatement position à l'extrême gauche du parti, dont le membre le plus éminent et le leader était alors cet homme richement doué qui s'appelle Robert Grimm. Pendant longtemps, Münch fut le disciple passionné, le collaborateur le plus proche et l'ami de Grimm et il soutint à ses côtés dans tous les congrès et toutes les réunions du parti aussi bien que dans le journal du parti et dans les unions professionnelles, la ligne de conduite qui se rapprochait le plus du marxisme. Ici nous rencontrons encore un trait de caractère éminemment distinctif du prolétaire révolutionnaire: dès que la révolution d'octobre eût montré au monde l'exemple de l'action révolutionnaire des masses des travailleurs, de la prise du pouvoir par le prolétariat et de la solution prolétarienne de toute une série de questions, Münch n'eut plus aucune hésitation. Sans se soucier de ses anciens maîtres et compagnons d'armes, il se mit à soutenir ardemment et sans réserves le pouvoir des soviets. Au plus fort de la réaction, qui prit dans ce pays de petits bourgeois un mode petit-bourgeois et caricatural et se manifesta par la persécution des ressortissants d'un pays étranger, voire même d'individus isolés, lorsque le berceau de la liberté et de la démocratie se mit en devoir d'extirper la contagion russe par des persécutions, des arrestations, des expulsions contre ceux qui la répandaient, l'humble militant, jusqu'alors relativement peu connu, prit une attitude nettement offensive. Bravant les nombreux ennemis des communistes russes, il mena une guerre de classe ouverte contre les classes dirigeantes et contre la pitoyable inertie dont faisait preuve l'opinion publique.

L'ardeur de la lutte, l'anxiété provoquée par le danger direct dont étaient menacées toutes les conquêtes du prolétariat, la solidarité avec les masses

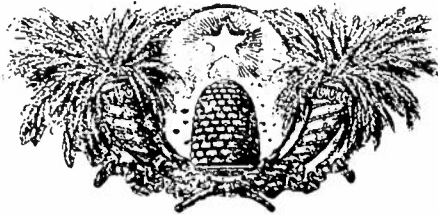
révolutionnaires éveillèrent pour ainsi dire, en les avivant, tous les traits essentiels d'un tempérament qui ne s'était pas encore révélé, et lui donnèrent la passion et le feu qu'il apporta désormais dans la défense de la cause commune.

Bien que Münch, le modeste secrétaire des organisations du parti en Suisse n'ait pas pris une part directe au mouvement international et n'ait pas été chronologiquement et personnellement de ce mouvement, il est cependant devenu un des fossoyeurs acharnés de la II-e Internationale et un des maçons ardents de la III-e, parce que, dans cette question, comme dans les autres, il voyait toutes choses à travers le prisme des intérêts du prolétariat et de l'avenir révolutionnaire de sa classe tout entière. Si la mort n'eût frappé, en août 1919, le camarade Münch, encore trop jeune pour mourir, — à toutes les réunions du parti et des ouvriers suisses, à

toutes les discussions entre partisans et adversaires de l'action des masses pour la libération de ces dernières, partout où est engagée la lutte entre le passé, le présent et l'avenir, partout où s'impose la tâche de recruter de nouveaux adeptes au communisme, de nouveaux membres à l'Internationale Communiste, — la voix, physiquement faible, mais politiquement et moralement puissante, du lutteur prolétaire aurait fait taire tout opportuniste, toute hésitation et aurait continué à exciter les travailleurs suisses au combat, à les appeler à la victoire contre l'ennemi extérieur — la classe dominante — et contre l'ennemi intérieur — le réformisme, le nationalisme et en général l'opportunisme.

Cette voix s'est tue trop tôt.....

A. BALABANOVA.



A TRAVERS LA PRESSE COMMUNISTE INTERNATIONALE

PUBLICATIONS REÇUES

Die Internationale (revue fondée par F. Mehring et Rosa Luxembourg).

N° 4, 5-6 et 7-8.

Au sommaire:

N° 4.—Eugène Leviné.—Nos Comptes.—*A. T.* Contribution.—*N. Lénine.* La politique Communiste en Russie.

N° 5-6. Le commencement et la fin.—*M. I. Braun.* Syndicats, Parti et Soviets.—*E. Ludwig.* Le projet de loi sur les Conseils de fabrique.—Revue économique.—*G. Zinoviev.* L'Internationale Communiste.

N° 7-8.—Le théâtre de Weimar. *A. T.* Le programme agraire des communistes allemands.—*E. Ludwig.* Le projet de loi sur les conseils de fabrique (suite).—*G. Zinoviev.* L'Internationale Communiste (suite).

Lichtstrahlen (Berlin, Julian Borkhardt, édit). N° 3.

Sommaire.—«Russie».—Anarchisme et Communisme.—*Revera.* La révolution mondiale.—*Vedad Nezim.* En Turquie.

L'Avenir International (Paris). N° 1, 5, 8, 9, 22, 23.

Nous avons aussi reçu les brochures suivantes:

Raymond Lefebvre. L'Internationale des Soviets (Paris, la Vie Ouvrière).

Die Kommunistische Internationale (Manifest, Leitsätze und Beschlüsse des Moskauer Kongresses, 2-6. März 1919).—Hamburg. Verlag Willaschek und Co, 55 p.

Karl Kreybig. Die Entstehung der Räterepublik Ungarn.—Berlin, Verlag der Arbeiter-Rat, 1919.

Wilhelm Münzenberg. Die Socialistische Jugend-Internationale.—«Internationale socialistische Jugendbibliothek».—Heft 3. Berlin, Verlag Junge Garde.

La rédaction de l'Internationale Communiste prie instamment les camarades de lui adresser, par toutes les voies, les feuilles volantes, les brochures et les journaux édités par les Communistes des différents pays.



L'OPINION DES COMMUNISTES FRANÇAIS.

APRÈS LE CONGRÈS RÉFORMISTE DE LUCERNE

Un publiciste socialiste parlait récemment de la 17^e Internationale. Il voulait faire de l'ironie, et ramener ses lecteurs au giron de la deuxième Internationale, restaurée, épurée et redevenue ce qu'elle était « avant la guerre », comme si la guerre n'avait pas fait faire à l'idée socialiste un bond énorme.

La dix-septième Internationale, c'est beaucoup dire. Cependant, si l'on comptait bien, on dépasserait sensiblement le chiffre de trois. *Le Temps* vous apprenait dernièrement que les socialistes de Madrid avaient adhéré à la Troisième Internationale « celle d'Amsterdam ». Il s'agissait donc de l'Internationale Travailleuse que Gompers et Jouhaux ont prétendu édifier sur les ruines de l'ancien esprit cégétiste. En France, nous avons le groupement Lorient-Saumonneau et le groupement Péricat. Je les crois très voisins l'un de l'autre. Je crois leur fusion possible et souhaitable. Mais jusqu'ici, ils sont deux. D'autre part, la *Freiheit*, organe des socialistes « indépendants » d'Allemagne, annonçait, à la fin d'août, l'intention de former une Internationale d'où seraient exclus les majoritaires allemands, et qui « serait fondée sur une base nettement révolutionnaire ». La « décision définitive sera remise à un Congrès convoqué à Genève ».

Les statuts présentés à la Conférence orthodoxe de Lucerne (2 août) et qui étaient, paraît-il, l'œuvre de Huymans, constitueraient eux-mêmes, s'ils étaient valables, une Internationale très différente de la deuxième Internationale, aussi différente que l'Internationale Travailleuse Gompers-Jouhaux l'est de l'Internationale Syndicaliste d'avant la guerre. Il faut ouvrir aussi sans doute, un compte spécial à l'Internationale rajeunie à laquelle la mission Ramsay Mac Donald, Buxton et Jean Longuet essaya, mais en vain, de rallier le parti socialiste suisse et le parti socialiste italien (*Temps* du 6 juin). La dite mission fut d'ailleurs assez fraîchement reçue, surtout par le parti socialiste suisse, dont le Comité directeur publia à cette occasion une déclaration significative. Et deux mois après, le Congrès du parti socialiste suisse, siégeant à Bâle, acceptait, par 318 voix contre 147, la proposition du Comité socialiste d'Olten, demandant l'entrée immédiate du Parti dans la Troisième Internationale de Moscou. Or, ce n'était pas pour Moscou, mais contre Moscou que Ramsay-Mac Donald prétendait travailler.

* * *

Mais pourquoi cette éclosion de nouvelle Internationale? Et pourquoi cette variété, cette confusion de tendances et de buts?

Ne nous y trompons pas: cette variété et cette confusion ne sont qu'apparentes.

En réalité tout ce mouvement se ramène à deux tendances essentielles: la tendance réformiste et la tendance révolutionnaire. La tendance réformiste est représentée par la deuxième Internationale. La tendance révolutionnaire est représentée par l'Internationale Communiste de Moscou. Bruxelles et Moscou sont les deux pôles des deux Socialismes Internationaux (car le Bureau Socialiste International est revenu à Bruxelles). Vandervelde et Lénine sont les deux leaders

des deux Internationales (car Vandervelde, bien que démissionnaire officiellement, est à l'Internationale Socialiste ce que Gompers est à l'Internationale Travailleuse). Le nom d'Internationale socialiste peut rester attaché à l'Internationale de Bruxelles. Quant à l'Internationale de Moscou, elle prend le titre de *communiste*, et elle y a droit, car elle représente le socialisme intégral et travaillant à sa réalisation immédiate, c'est-à-dire révolutionnaire.

Au contraire, le Congrès Socialiste International de Lucerne (2-9 août) a été un Congrès réformiste.

* * *

Le fait dominant et caractéristique de ce Congrès, ce fut la présentation d'un projet de statuts nouveaux attribué à Huymans, le collaborateur de Vandervelde, et destiné à servir de base à l'Internationale rénovée. A deux reprises différentes, Lorient avait protesté, dans la *Vie ouvrière*, contre le *Préambule* desdits statuts qui joue le rôle de déclaration de principes par rapport à ces statuts. Il l'accusait à juste titre, d'être infidèle à l'esprit du Congrès d'Amsterdam d'août 1904 qui condamna expressément les prétendus socialistes « qui se contentent de réformer la société bourgeoise », et qui affirma que « les antagonismes de classes loin de diminuer, allaient en s'accroissant ».

Au cours de la discussion à laquelle donna lieu la présentation du préambule et des nouveaux statuts de Lucerne, le député français néo-majoritaire Mistral fit, par voie d'amendement entrer dans ce singulier préambule les mots « collectivisme ou communisme ». Les mots, mais non pas l'esprit, et encore moins la volonté révolutionnaire correspondant à ces mots. Mais son amendement n'alla pas jusqu'à affirmer la lutte des classes, que le Congrès d'Amsterdam avait inscrite sur le fronton même du temple socialiste international. En somme, l'amendement Mistral ne réussit qu'à souligner la gravité de la défaillance ou, si l'on veut, de la trahison contre laquelle Lorient s'était élevé dans les articles de la *Vie ouvrière*.

Il y a mieux. Ramsay Mac-Donald qui fut un des premiers rôles du Congrès de Lucerne, alla jusqu'à mettre en question la conception même du socialisme. Je reproduis, d'après le journal *La Feuille* (9 août, page 4), un extrait du compte-rendu analytique de son discours «... Il faut que l'on s'entende sur le mot socialisme. Mais, comme il a été décidé à Berne que le prochain Congrès donnerait la définition du mot « socialisme », il lui appartiendra donc de décider ».

Ainsi donc, on attendra l'année 1920 pour savoir ce que c'est que le socialisme orthodoxe. D'ici là, sans doute, est-il permis de s'en tenir aux doctrines du Congrès d'Amsterdam de 1904?

Par contre, le *Manifeste Communiste de Moscou* du 23 janvier 1919 avait eu bien soin de déclarer qu'il regardait comme close et périmée, la période de *démocratie sociale*, que Marx et Engels (voir la fin du *Manifeste Communiste de 1848*) avaient admise à titre de compromis afin de rendre possible une alliance passagère et limitée avec les fractions les moins dégradées des partis bourgeois. D'après Lénine, cette période

de transition social-démocratique est définitivement condamnée. Son rôle est terminée. A sa place le Bolchévisme installe et réalise le socialisme intégral, c'est-à-dire le Communisme même du Manifeste de Marx et Engels de 1848.

Comme les nouveaux statuts soi-disant socialisme adoptés à Lucerne en août dernier sont en réalité une réplique au Manifeste Communiste Bolchéviste de janvier et au Congrès Communiste de Moscou de mars 1919 — une réplique et, bien entendu, un démenti — vous pensez bien que l'attitude de Ramsay Mac-Donald, du Congrès de Lucerne, par rapport à la forme transactionnelle social-démocratique, est exactement à l'époque de celle de Lévine, de Boukharine, de Trotsky ou de Zinoviev. Econtez Mac Donald (d'après *La Feuille* du 9 août): «Je tiens à dire que le socialisme, pour autant qu'il a été défini à Berne, est l'Etat sous la forme social-démocratique... La démocratie est devenue maintenant non seulement un mouvement réformiste, mais une idée constructive et économique».

On le voit, c'est du confusionnisme pur et simple. Nous sommes à cent lieues du programme d'Amsterdam de 1904. La mission Gompers de 1918 avait pour but de préparer une nouvelle Internationale Travailliste fondée sur la collaboration des classes. Elle y a, contre toute apparence, réussi puisque le Congrès récent d'Amsterdam a mis debout, du moins pour le moment, l'Internationale Gompers, Appleton, Jouhaux. Est-ce que la prétendue mission socialiste américaine, contemporaine de la mission Gompers, nourriait, à l'égard de l'Internationale Socialiste, les mêmes desseins? Cette mission «socialiste» fut moins franche, ou moins incontinent dans son bavardage, que Gompers. Nous en sommes réduits à des hypothèses. Il arrive de singulières choses: Vandervelde discourt dans un banquet offert à Gompers. Et une chose qui est claire: C'est que l'évolution réformiste de l'Internationale Travailliste d'Amsterdam se retrouve dans l'évolution également réformiste qui est la marque soigneusement dissimulée, mais incontestable du Congrès de Lucerne.

Mais à Lucerne on crut devoir prendre quelques précautions. La marche au réformisme bourgeois se fera en deux étapes. La deuxième et dernière étape sera le Congrès de Genève de 1920. A moins que d'ici là, le communisme bolchéviste n'ait réussi à percer, de ses rayons ardents, le nuage artificiel d'obscurité et de calomnie que la presse bourgeoise a réussi, avec la complicité de la presse socialiste de droite, à former autour de lui.

* * *

Ce n'est nullement un paradoxe de dire que le Congrès de Lucerne fut, par ses tendances et par la volonté de ses imprésarii ou de ses Barnums, un Congrès anti-bolchéviste. Le rapport Renaudel, dans la partie qui concerne les bolchévistes, équivaut à un ultimatum arrogant. Et ce rapport correspond à la mentalité de la grande majorité des congressistes de Lucerne. La motion Cachin-Longuet-Hilferding essaie bien d'apporter à la motion Renaudel un correctif prudent (on ne sait pas, n'est-ce pas, en faveur de qui la victoire se prononcera). Mais cette motion réserve la question des «méthodes bolchévistes». C'est tout dire.

Au surplus, ici encore, Ramsay Mac Donald va venir à notre secours et éloigner de nous le risque d'être accusé de faire des hypothèses malveillantes et gratuites.

Voici que le leader de la mission Mac Donald-Buxton-Longuet, si fraîchement accueillie en Suisse, déclarait récemment (d'après le *Labour Leader*, cité par la *Vie Ouvrière* du 3 septembre): «Je n'ai pas de craintes au sujet de la Troisième Internationale (de Moscou). Elle n'a pas de racines. Elle est une création de période révolutionnaire. (Tiens! il paraît que les révolutions ne créent rien!) Si elle dure, ce sera notre faute... Toute la deuxième Internationale est antibolchéviste. Elle est, en fait, la seule vraie défense contre le bolchévisme (sic) — en dehors des exécutions militaires».

Vous avez bien lu. Je pourrais joindre à cet aveu donné d'artifice, les interviews qu'Axelrod et Engberg (ce dernier remplaçant Branting) donnèrent au journal suisse *La Feuille* le 8 août, la veille de la clôture du Congrès réformiste et antibolchéviste de Lucerne. Ces interviews, en dépit de la modération et de la prudence de leur style, sentent la peur et la haine du bolchévisme.

Axelrod dit: «Si l'Entente devait réellement envoyer l'ensemble de ses forces militaires à la rescousse, et en même temps, si elle réussissait à persuader Koltchak et Dénikine de ne pas afficher trop ouvertement (c'est nous qui soulignons) une attitude réactionnaire, peut-être alors lui serait-il possible de renverser le bolchévisme en Russie. Brave cœur!

* * *

Nous pourrions multiplier les citations. Mais la preuve est faite.

Revenons à Ramsay Mac Donald: «Le mouvement bolchéviste n'est pas une chose qui puisse être condamnée par une formule. Il faut lui opposer un système. Quel système? La réponse est claire, bien que (ou parce que) elle ne soit pas donnée par Mac Donald. Ce système ne peut être que le réformisme de Lucerne.

Mais Mac Donald n'est pas rassuré sur la conversion totale de la deuxième Internationale au réformisme de Lucerne: «J'ai des craintes au sujet des après antagonismes qui existent dans la seconde Internationale». On voit que Mac Donald n'a pas oublié les leçons et l'expérience de la mission Mac Donald-Buxton-Longuet de mai-juin 1919.

Pour terminer cette trop rapide requête, citons cette opinion du directeur de *La Feuille*, Jean Debruit (3 août).

Jean Debruit au moment même où s'ouvre le Congrès réformiste de Lucerne, écarte un pan du décor, et nous montre à nu l'âme des régisseurs de ce spectacle plus instructif qu'amusant. Il écrit avec une ironie concentrée, ces lignes qu'il faut lire et méditer:

«C'était une coutume récemment introduite par les socialistes qu'on peut appeler «peu pressés» que de déchaîner leurs indignations vertueuses contre le «bolchévisme». Attitude commode, qui leur permettait de s'évader doucement des buts du socialisme. On répudiait les méthodes de la Troisième Internationale — la dictature du prolétariat — et l'on passait sous silence l'identité de ses buts avec ceux de la deuxième». Répudier les méthodes, passer sous silence l'identité des buts, n'est-ce pas ce que fait précisément la motion Cachin-Longuet-Hilferding?

Ne vous étonnez pas, ajoute Jean Debruit, si les masses constatent que la démocratie est le synonyme exact de ploutocratie, comme Lénine a dû constater en Suisse même, se détournant, irritées et dégoûtées, de votre hypocrite façade populaire».

Se détourner et s'éloigner, c'est bien. Mais où aller ?

Prenons *l'Avanti* du 17 août. L'excellent journal socialiste italien (quo n'avons-nous de pareil à Paris ?) publie, en vue du prochain Congrès de Bologne, le programme Gennari-Serrati-Bombacci-Salvadori, nettement communiste-moscovite. Un chapitre s'intitule : «Uso della violenza». La tendance Borgia, directeur du journal *Le Soviet* (Naples), est plus logique encore. Il affirme l'inutilité du Parlement et de l'action parlementaire, ce qui nous paraît être de toute évidence.

Prenons *The Communist*, journal officiel du Parti communiste des Etats-Unis. Le numéro du 16 août (vol. 1, num. 3) lance un bref et vibrant appel : «A l'appel de la Troisième Internationale (de Moscou), nous avons répondu par la formation du Parti communiste d'Amérique... Maintenant, à l'action!» (Comité d'organisation nationale, J. V. Stilson, 1221, Blue Island avenue, Chicago III).

Ouvrons le *Liberator* de New-York (septembre 1919). Une ample caricature du réalisme endiablé nous montre

un ours qui, muni d'un orgue de Barbarie, fait danser (à chacun son tour, n'est-ce pas ?), un gros monsieur ventripotent, que l'ours maîtrise au moyen d'une chaîne qui pend à un anneau fixé dans le nez dudit monsieur. Le monsieur, sur le ventre duquel il est inutile d'écrire «capitalisme», sue à grosses gouttes. L'ours est coiffé d'une casquette russe, et sur son orgue de Barbarie on lit, en caractère d'affiche, le mot tragique *Soviet*.

Vous le voyez, tous les chemins communistes vont aujourd'hui à Moscou, tout droit et en vitesse. C'est parce que nous avons hésité, nous autres, à nous rallier immédiatement au Communisme de Moscou, que le 21 juillet a été saboté, que la Hongrie soviétiste a été vaincue, et que la Russie bolchéviste court le risque de l'être, elle aussi, quoi qu'en disent nos quotidiens socialistes, dont l'optimisme de façade n'a qu'un but : endormir nos inquiétudes et couvrir leurs défaillances.

Emile CHAUVELON
(*L'Avenir International*).

„RUSSIE“

Au commencement de décembre 1918, quand le télégraphe annonça au monde entier que l'Entente, pour écraser le pouvoir soviétiste, se proposait d'envahir la Russie avec une armée de 800.000 hommes nous pensions que cette campagne avait toutes les chances de réussir et nous nous consolions du vieux proverbe, si juste : On peut enchaîner la parole, mais il est impossible de tuer l'esprit. Nous avons déclaré à cette date, dans une réunion publique à Berlin, que l'Angleterre, la France, l'Amérique et le Japon pouvant certainement envoyer dans tout pays de puissantes armées, étaient à même de briser la résistance de nos camarades, de les faire prisonniers et même de les mettre à mort ; mais nous avons dit aussi, bien haut, que les Alliés étaient impuissants de détruire l'œuvre de nos camarades ! A l'heure présente, quand le régime soviétiste, après une année d'épreuves, se trouve consolidé, il n'est plus possible de le déraciner. Les masses qui forment la majorité prédominante du peuple russe, la classe ouvrière et les paysans pauvres notamment, n'oublieront jamais les bienfaits, dont elles sont redevables au gouvernement soviétiste, qui les a libérées de l'exploitation et de l'oppression capitalistes. Ce n'est que de vive force que l'on pourrait leur imposer aujourd'hui un autre pouvoir, celui du capital étranger ; mais, si ce fait se produisait, elles se débarrasseraient tôt ou tard du jong nouveau et regagneraient la voie communiste où les ont conduits, avec tant de succès, les camarades Lénine, Trotsky, Radek, Zinoviev et autres. La grande œuvre de nos camarades russes vivra longtemps après ses créateurs.

Cependant, le temps passait, et les événements prenaient une autre tournure, plus favorable à nos projets et à nos espérances. Il sembla que l'Entente ayant trouvé trop brûlante la célèbre soupe au choux du peuple russe, renonçait à la conquête de la Russie, peu après, même les bruits relatifs aux préparatifs militaires contre la Russie Soviétiste cessèrent complètement. Puis les journaux publièrent comme par

inadvertance que les troupes françaises à Odessa avaient refusé de se battre contre les communistes russes. Nous savons maintenant que la haine, dont les chefs politiques de l'Entente poursuivent la Russie soviétiste, est toujours aussi vive et intense qu'auparavant. Mais les Alliés avaient préféré une voie détournée et s'étaient mis à approvisionner Koltchak, Dénikine et d'autres aventuriers, leur donnant à profusion des armes, des munitions de guerre, de l'argent. Et nous eûmes à vivre, une fois de plus, quelques semaines pleines d'inquiétude en apprenant par les journaux l'offensive des bandes de Youndénitch contre Pétrograd. Il est vrai que nous apprimes bientôt que les chevaliers de la presse bourgeoise avaient menti d'une manière incroyable. Nous ne pouvons même comprendre le but qu'ils poursuivaient, en faisant circuler des rumeurs aussi mensongères et aussi fantaisistes. Que de fois, en deux à trois jours, n'ont-ils pas annoncé tantôt la chute de Cronstadt, tantôt la prise de Pétrograd, tantôt la conquête d'autres points stratégiques de haute importance... Un jour ou deux plus tard, toutes ces communications accusaient déjà leur nature imaginaire. Il semblait que l'habitude de mentir était, dans la presse bourgeoise, si invincible qu'elle mentait à toute occasion et sans le moindre avantage pour ses intérêts.

Mais quoiqu'il en soit, la situation actuelle reste sérieuse, si nous en croyons les nouvelles vagues et sommaires qui parviennent de Russie en Allemagne, à l'heure où nous écrivons ces lignes : et nous ignorons encore, en vérité, si nos camarades russes s'auront résister à la poussée de Youndénitch et avoir raison, en même temps du blocus repris par les Alliés. Tenons compte du fait que les journalistes salariés mentant dans l'intérêt de n'importe quel parti, sont toujours du côté de ceux qui leur payent plus et embrassent la cause de ceux, dont l'amitié leur est plus avantageuse. Si, par exemple, les journaux rapportent, en ce moment, que Youndénitch ne dispose que de 16 mille hommes, l'assertion ne mérite pas une créance aveugle. Ils ne

le prétendent peut-être que pour atténuer l'impression produite par son échec. Tout porte à croire que Youdénitch commande en réalité, des troupes beaucoup plus nombreuses. Donc, le danger est grand et il ne faut pas nous tromper nous-mêmes là-dessus. Mais ce danger ne menace, heureusement, que les personnages politiques. Encore une fois, comme ce fut déjà le cas à maintes reprises, nos camarades russes défendent corps et âme la cause du communisme. A l'heure présente, comme par le passé, quand leur si longue lutte contre le régime tsariste les conduisit à la prison, à la déportation en Sibérie et même à la potence, nos camarades regardent hardiment en face la mort qui se dresse devant eux et sont prêts à se sacrifier pour la sainte cause qu'ils défendent.

Mais ce qui était juste il y a un an, l'est encore davantage aujourd'hui. Au cours de l'année écoulée, la nouvelle organisation politique s'est implantée, plus profondément, s'est affermie; ni Dieu ni diable, personne en ce moment, ne pourrait la déraciner du cœur du peuple russe. Et c'est d'autant plus juste que personne ne saurait dire quel régime voudraient introduire dans le pays les adversaires du pouvoir soviétique. Ils se sont tous coalisés pour renverser, par un effort commun, le pouvoir des soviets. A cet effet, ils font donner de tous les côtés, des bandes de mercenaires contre ce pouvoir et attisent sans vergogne la guerre civile dans un pays calme et pacifique. Et ils agissent ainsi malgré la conscience nette qu'ils ont, après les horreurs de ces cinq années dernières, des réalités de la guerre et de ses conséquences. Supposons un instant qu'ils réussissent dans leurs efforts. Et après? C'est là une question qui fait trembler d'inquiétude même les milieux bourgeois. Voici, à preuve, un article pris dans un journal capitaliste, le *Bersen Courier* de Berlin qui écrit en date du 21 octobre:

«Un régime politique, qui a su, malgré les conditions terribles où se trouve la république des Soviets, se maintenir pendant deux ans, ne pourrait être supprimé au moyen de phrases sur la «cécité intérieure» de la débâcle de ce régime. La république des Soviets complètement isolée du monde entier, privée de ses régions les plus riches, n'ayant d'accès à aucune mer ouverte, manquant de houille, de matières premières et de produits manufacturés les plus nécessaires, la république des Soviets, en proie à une guerre civile permanente, existe toujours et commence même la reconstitution et la restauration sur une base nouvelle, de tout ce qui avait été détruit. C'est là une preuve que, malgré toutes les horreurs sanglantes qu'elle a vécues, elle possède une force que ses nombreux adversaires n'avaient pas même aux époques où ils étaient vainqueurs.»

Il est vrai que ces paroles si justes, ont échappé à l'organe bourgeois au moment où tout le monde croyait Lénine et ses amis aux abois. Néanmoins, c'est là un aveu d'importance capitale: Voyez, par exemple, la situation du gouvernement allemand qui est beaucoup plus favorable! Et celle de l'Angleterre, de la France et de l'Italie qui l'est encore davantage! Mais lequel de ces gouvernements peut dire de lui-même — et quel est celui dont les adversaires mêmes doivent constater — qu'il «procède à la restauration d'un pays ruiné»? Tous ces Etats sont précipités vers une faillite imminente et leurs peuples courent avec eux à une catastrophe économique. Il n'y a que le gouvernement russe actuel qui puisse dire, qu'il a trouvé une voie qui le conduit à une vie nouvelle et qu'il poursuit vigoureusement sa marche dans cette voie.

C'est précisément pour cette raison que nous posons cette question: Qu'aurait-il fait si vous renversiez ce gouvernement? Le *Bersen Courier* y répond comme suit:

«Que les gens qui ont le jugement superficiel pensent que la chute de la république de Lénine donnerait une solution à la question russe. Mais nous savons que c'est précisément cette chute qui posera devant les peuples du monde entier la question si aiguë des destinées futures de la Russie. Les chefs des armées qui sont en train d'occuper l'Étatsbourg et qui se dirigent vers Moscou ne donnent point de réponse à cette question. A voir ces généraux on dirait qu'ils incarnent l'avenir inconnu et obscur de la Russie et les surprises que ce pays prépare au reste du monde. Si la puissance militaire de la Russie soviétique était plus considérable, son unité intérieure aurait suffi pour faire face à tous ces ennemis. Dans toutes les circonstances, la république bolchéviste a tenu ferme, grâce à l'idée qui l'inspire — idée internationale, au point de vue politique et, en même temps, idée nationale, au point de vue d'organisation. Et quelle est donc l'idée qui inspire Youdénitch, Koltchak, Dénikine et Avaloff-Bermout? Dans le meilleur des cas, c'est l'idée d'une grande Russie indivisible. Mais ces généraux ne sont, en attendant, que des alliés de l'Entente, qui n'a elle-même aucune idée, exception faite, peut-être, du rêve assez vague d'une «Russie démocratique». Qu'est-ce donc qui peut unir les alliés après la victoire? La France veut voir la Pologne plus forte, pour élever un mur entre l'Allemagne et la Russie; l'Angleterre protège les pays situés aux confins nord-ouest de l'ancien empire russe, parce qu'elle veut être maîtresse de la Mer Baltique, et c'est aussi pour cette raison qu'elle aurait hâte de faire acte de présence et de participation à l'occupation de Pétersbourg. Quant aux libérateurs russes, ils voudraient, tout en rêvant à une grande Russie indivisible, restaurer la monarchie et tirer ensuite une vengeance sanglante des démocrates de toutes les nuances, — puis, avec l'aide de Dieu, des alliés étrangers. Et si seulement on leur permet de faire leur volonté dans le 1915, ils surpasseront vite, par les exécutions en masse et les proscriptions inspirées de Sylla, par pogroms et mille autres excès de la terreur blanche, toutes les horreurs de la terreur rouge.»

Et ce ne sont là que des difficultés d'ordre politique! Celles d'ordre économique seraient plus terribles et plus difficiles à surmonter, et les Alliés, qui se soucient, en réalité, très peu de l'émancipation «politique» de la Russie, auraient quelque difficulté à les régler. Ils voudraient, en suivant les règles d'une vieille diplomatie naïve, participer au partage de cette ex-grande puissance. Il faut tout d'abord, un nouveau champ d'expansion à leur esprit de conquête, la guerre mondiale et la victoire remportée dans cette guerre devant affermir nécessairement le régime capitaliste qui domine dans leurs pays. Ils ont donc besoin de nouvelles colonies; — et qu'ils voient à leur portée un immense territoire colonial, qui s'étend des frontières de la Pologne aux confins les plus lointains de l'Asie orientale. Leur politique tendra inévitablement à réaliser dans ce pays le maximum des bénéfices à l'avantage des capitalistes anglais, français, italiens et autres. Or, c'est dans ce domaine précisément que se manifeste, avec une évidence parfaite, l'antagonisme des intérêts qui suscite la grande lutte actuelle: les bolchéviks veulent réveiller et organiser les forces économiques du pays, pour que le peuple russe puisse vivre librement d'abord et dans l'aisance plus tard, alors que les impérialistes de l'Entente voudraient en tirer le

maximum de bénéfices pour les capitalistes de leurs pays. Quelles seraient les conséquences de leur victoire? Le *Barsen Courier* les dépeint dans les termes suivants:

«Un hiver terrible, peut-être beaucoup plus terrible que tous les hivers précédents, commence dans la malheureuse Russie, et nous sommes toujours loin du règlement du problème russe. Peut-on supposer que la victoire commune des rapaces puissances étrangères et des généraux réactionnaires, qui s'épieut jalousement les uns les autres, rétablirait après la destruction du régime soviétique, l'ordre et la paix dans un

pays qui se débat au milieu d'une désorganisation horrible? Peut-on espérer que la misère, où vit maintenant le peuple russe, ferait place à des conditions de vie plus tolérables?»

Non, en aucune façon. Et nous autres, «bolchéviks» et «communistes» des autres pays, nous tenons à dire ouvertement au monde entier les conséquences terribles qu'entraînerait la chute du pouvoir soviétique, si elle se produisait.

* * *

(*Lichtstrahlen*, 5/11—1919).

EN AMÉRIQUE

Vers l'expropriation des chemins de fer.

Sur la situation dans les chemins de fer américains nous empruntons au camarade Casey Jones les données suivantes:

Dans une déclaration qu'il a récemment faite aux journaux Warren S. Stone, Grand Maître de la Fraternité des Mécaniciens de Locomotive (Grand Chief of the Brotherhood of Locomotives Engineers), dit: «Notre projet (désigné par le terme pittoresque de *plumb plan*) marque le passage des organisations du Travail des revendications tendant à l'accroissement des salaires à celles qui veulent transformer le système de répartition des bénéfices.»

Les cheminots de ce pays en ont assez de demander sans cesse des augmentations de salaire tout juste suffisantes pour se maintenir à la hauteur du renchérissement des vivres.

La Fraternité des Mécaniciens exige: ou qu'une provision d'un milliard de dollars par an soit établie pour assurer l'augmentation des salaires, ou que le gouvernement exproprie les chemins de fer et laisse aux ouvriers le soin de les diriger.

En rapportant ces paroles dont on remarquera la modération et qui sont d'un leader que nul ne qualifie de révolutionnaire, Casey Jones explique qu'il s'agit de «mettre les capitalistes à la porte!» Simplement. «Les propriétaires du capital ne doivent pas être admis à s'immiscer dans la direction du travail». Les mêmes éléments modérés insistent sur ce que le gouvernement en rachetant les chemins de fer doit les payer «ce qu'ils valent et rien de plus». Le programme de rachat élaboré a pour but d'éliminer complètement les capitalistes. Les chemins de fer seraient administrés par une commission de 15 membres, soit 5 représentants du public, désignés par l'état; 5 représentants des employés et 5 des ouvriers organisés. Les profits de l'exploitation seraient partagés entre les travailleurs et le gouvernement. Aussitôt qu'ils dépasseraient 5% les tarifs des chemins de fer seraient automatiquement réduits au bénéfice du public entier.—«Ceci *promplement*—ou la grève»: disent catégoriquement les cheminots américains. Et dédaigneux du parlementarisme bourgeois ils ajoutent: «Nous n'avons ni part au pouvoir ni votes, mais nous avons le pouvoir de

faire grève». On en tient si bien compte que le Congrès étudie leurs revendications.

Certes, et nos camarades américains le savent bien, ce projet d'expropriation des capitalistes par un gouvernement capitaliste témoigne au point de vue révolutionnaire d'une certaine naïveté... Mais il convient de noter qu'il s'agit d'un projet des *modérés*, et que ce sont ceux-ci qui veulent «mettre à la porte l'exploiteur», tout de suite, et se sentent la force de présenter au Pouvoir un semblable ultimatum. Quand—et cela ne peut plus tarder—les cheminots américains auront éprouvé leur force réelle, ils n'useront plus de tels ménagements, ils ne songeront plus à recourir au gouvernement parce qu'ils comprendront que le véritable gouvernement, en droit et en fait, c'est—eux.

Ce que font les traîtres de l'A. F. of L.

En Amérique, comme partout ailleurs, les pires ennemis de la classe ouvrière ce sont ceux qui, se servant de son nom et du socialisme, la trahissent. L'*American Federation of Labour* dirigée par Samuel Gompers est aux Etats-Unis leur plus redoutable machine. Joe Tillet énumère en 18 points les actes—criminelles—du congrès de l'A. F. of L. qui s'est récemment réuni à Atlantic City. Nous abrégons; et le peu que nous indiquerons suffira.

1. En condamnant la grève générale du 4 juillet (1) et en dénonçant lâchement l'Union Internationale de Défense des Travailleurs, l'A. F. of L. a condamné Tom Mooney à la prison perpétuelle.

...A. L'A. F. of L. a ignoré la grève de Winnipeg; Gompers a ridiculisé du haut de la tribune la grève de Seattle.

6. Elle a demandé au gouvernement de reconnaître la République irlandaise et de ne pas reconnaître la République des Soviets.

7. Elle a condamné le peuple russe à la famine en refusant d'exiger la levée du blocus.

8. Elle a rejeté une résolution exigeant la libération des prisonniers politiques et déclaré que «parmi

(1) Il s'agissait d'obtenir de vive force la libération du militant révolutionnaire T. Mooney iniquement condamné.

les sentences prononcées la plupart sont pleinement justifiées.»

L'A. F. of L. a refusé de soutenir les Soviétistes des soldats et marins américains; refusé de combattre les déportations des sujets étrangers; refusé de combattre la législation de guerre contre l'espionnage dont l'abus éhonté fait de nombreuses victimes; accepté la charta du Travail de la Ligue des Nations!

L'Amérique a ses social-traitres. Ils sont sans vergogne. Savez-vous pourquoi? «Le tiers des délégués au Congrès—délégués des travailleurs dans un congrès ouvrier—était composé de patrons!»

Cette énormité explique tout. Si clairement d'ailleurs que, dès maintenant, quel que soit son bluff politique et l'appui dont elle bénéficie de la part des gouvernants la trop fameuse organisation contre-révolutionnaire de Gompers peut être considérée comme en faillite.

A son congrès même, des délégués Duncan (de Seattle) et Grow (de Los Angeles) ont manifesté la volonté de lutte des travailleurs. Les grèves générales de Seattle et de Winnipeg ont ruiné le crédit de l'A. F. of L. et de son oligarchie de fonctionnaires. A New-York, charpentiers, briquetiers et métallurgistes se séparent des anciennes organisations et adhèrent à l'Union Unique. Le même mouvement s'indique chez les travailleurs de l'Imprimerie. Les fourreurs organisent leur Shop Steward Committees (forme d'organisation nettement soviétiste); les travailleurs du vêtement forment leurs Conseils Ouvriers (Soviétistes).

L'industrie textile tout entière se réforme sur une base révolutionnaire.

O. B. U.

One Big Union—la Grande Union Unique—tel est actuellement le mot d'ordre magique des travailleurs canadiens et américains. Pendant les grandes grèves récentes au Canada, pendant les grèves actuelles des Etats-Unis, cette idée s'est puissamment affirmée. Le camarade B. Gitlow écrit à ce sujet que «la collaboration des classes a fait faillite» et que «les travailleurs ne peuvent plus en douter, le Patron ne gouverne pas seulement sa boutique comme un Kaiser, il est aussi le Gouvernement légal du pays». En présence de cette situation, il s'adresse aux travailleurs:

«Camarades ouvriers, frères unionistes, unissez vos forces! Unissez vos fortes unions en une puissante Union. Il ne s'agit pas de détruire votre organisation, mais il faut qu'elle abdique son indépendance pour se fondre dans un groupe unique avec toutes les organisations de votre industrie. Et toutes les industries organisées doivent coordonner leurs forces en une grande Union Unique!

Prenons à titre d'exemple New-York, centre industriel et financier du pays. Représentez-vous la Grande Union Unique contrôlant ici les travailleurs du Port, ceux de la Marine et du Transport, le Bâtiment, les Chauffeurs, les Cheminots, les Confectionneurs, les ouvriers textiles, les Imprimeurs, etc... organisés en une puissante union. Une grève de la Grande Union Unique terroriserait les exploitateurs.

Vous voulez la fin de l'exploitation, la fin du chômage, la fin de la domination d'une minorité sur

les travailleurs. Vous voulez un homo et la possibilité de jouir des fruits de votre travail. Vous voulez le gouvernement des travailleurs et non celui des patrons. Groupons toutes ces revendications dans la Grande Union Unique! Faites-en l'arme économique et politique des travailleurs qui ont pour mot d'ordre: «A bas la dictature capitaliste! Vivo le gouvernement ouvrier où seuls les ouvriers ont droit de vote!»

Les industries, les transports, les finances doivent appartenir aux travailleurs et être contrôlés par leurs organisations!

La Grande Union Unique doit être la grande armée unique de la classe ouvrière.

Pour prendre congé...

Les statistiques du Bureau d'Emigration indiquent que plus de 2 millions de travailleurs étrangers ont récemment quitté l'Amérique pour se rendre en Europe... *The Voice of Labour* publie à ce sujet, sous le titre cordial de *Bonsoir, les copains!* une lettre ouverte d'un ancien émigrant russe, qui signe Ivan Ivanovitch, «à un Américain de race». En voici quelques passages qui caractérisent assez bien la situation aux Etats-Unis.

«Eh bien, bonsoir, les copains! Je m'en vais, je rentre chez moi dans le premier pays du monde où les ouvriers sont chez eux, — en Russie soviétiste!

Pendant 18 ans nous avons peiné ensemble, dans les états de Washington, d'Oregon, de Dacotah, de Nevada, d'Utah, à Chicago, à Cleveland, à Pittsburg, etc..., etc... Maintenant laissez-moi vous dire pourquoi je m'en vais...

...Nous sommes en démocratie. Vous faites grève. Le Juge (pour lequel vous avez voté) réglemente contre vous. Le Shérif (vous avez voté pour lui) fournit contre vous des détectives. Le gouverneur (vous avez contribué à l'élire) appelle la milice pour briser votre grève.

Une bande d'égorgeurs soudoyés par John D. Rockefeller fusille les mineurs grévistes du Colorado, brûle leurs femmes et leurs enfants—et personne n'est châtié! Une bande d'égorgeurs salariés par le Phelps-Dodge Company de Bisbee déporte cinq cents travailleurs des mines de cuivre dans le désert, en les tenant sous la menace du canon — et personne n'est châtié.

Un employé de la Chambre du Commerce, un attorney de district nommé Fickert (que vous avez contribué à élire, lui aussi) condamne, par une odieuse machination Tom Mooney à la prison perpétuelle — et personne n'est châtié si ce n'est Mooney!

Oui, vous gouvernez ce pays... Autant que l'enfer!

L'Amérique est en ce moment, pour les capitalistes, la mine d'or la plus abondante qu'il y eut jamais au monde. Les capitalistes américains ont amassé tant de millions (oui, ils nous ont fait suer, à vous et à moi, tant de millions) qu'ils cherchent dans le monde entier où les placer, — au Mexique, en Chine, en Sibérie...»

Mais, lorsqu'il s'agit de payer les frais de la guerre les législateurs de l'Amérique démocratique ont l'impudence de taxer les articles de consommation du pauvre. Une taxe d'un cent (5 c.) est fixée sur chaque portion de crème glacée; un cent de même sur le ticket d'entrée d'un cinéma; «vingt cents sur le dollar du pauvre!» s'exclama l'auteur de la lettre que nous citons. Les salaires, dit-il, ont bien doublé; mais le prix d'une côtelette de porc a quadruplé dans le même laps de temps. Citons textuellement:

«Quand les ouvriers textiles affamés de Lawrence, Mass (qui gagnent de 14 à 20 dollars par semaine) entreprirent il y a deux mois de s'opposer par la grève à une réduction de salaire les autorités (élus par des travailleurs) firent parader des mitrailleuses dans les rues. Les journaux capitalistes citèrent ce fait comme le seul moyen de supprimer le bolchévisme. Quand vous demandez du pain on vous qualifie de bolchéviques et on menace de vous fusiller.»

Et voici, en résumé la condition du travailleur dans la libre démocratie de MM. Wilson, Vanderbilt et Rockefeller:

«Si vous êtes trop vieux, si vous ne pouvez travailler assez rapidement, si l'on peut trouver des travailleurs à meilleur compte, si votre tête déplaît à un contre-maître acariâtre, si vous ouvrez la bouche dans

un meeting de l'Union, si vous luttez pour de meilleures conditions d'existence, vous êtes flambé...»

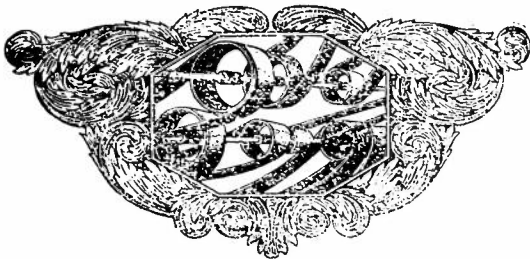
Mais que faire? Les ouvriers russes ont montré au monde ce qu'il faut faire. Et la grande peur du capitaliste d'outre-atlantique c'est que l'Américain s'en rende compte. Aussi a-t-on imaginé de partager les Américains en «Américains de race» et en «étrangers d'origine» afin de les diviser pour continuer à les exploiter... Sa lettre aux Américains de race, notre camarade l'achève ainsi:

«Quant à moi je suis las d'être l'esclave de quelque millionnaire, j'en ai assez d'être pour mon travail à la merci d'un contre-maître obtus. Je suis dégoûté des choses dont vous êtes si fier.»

Je veux vivre et travailler parmi de libres travailleurs.

Je veux consacrer le restant de ma vie à travailler pour l'avenir meilleur de l'humanité libérée de ses parasites. Oui, je préfère mourir en combattant les ennemis de la société nouvelle, dans la Russie des Travailleurs, que dépenser ce qui me reste de force à peiner pour les millionnaires américains et crever ensuite d'épuisement comme un chien abandonné au bord de la route — en laissant après moi des fils et des filles qui recommenceront cette admirable histoire...»

V.-S.



RAPPORTS et CHRONIQUE

EN AUTRICHE-ALLEMANDE.

LE MOUVEMENT COMMUNISTE ET LA SITUATION POLITIQUE

I.

Le Parti Communiste fut fondé, en Autriche allemande, non comme une organisation politique nouvellement créée et qui prit naissance par suite de nécessités historiques,—mais à la suite de la scission qui se produisit au sein du parti Social-démocrate. En raison de la grève qui, malgré l'attitude quelque peu hostile à son égard de la part des social-démocrates, éclata en janvier 1918, à cause des pourparlers de Brest-Litovsk, un certain mécontentement subsistait dans les masses. Il est vrai que le parti Social-démocrate réussit, malgré tout, à gagner de nouveau à sa cause le groupe qui formait, à cette époque, l'aile gauche ouvrière, conduite par les «gauches» (Schloesinger, Danneberg, etc.), mais nombre de camarades se regagnèrent point les rangs du parti. Il y avait, en dehors du parti Social-démocrate, deux courants, dont l'un était représenté par le groupe communiste peu nombreux, et le second—par un groupe d'intellectuels, qui se donnaient le nom de radicaux de la gauche. En fin de compte le groupe communiste fonda le Parti Communiste. Les intellectuels formaient la majorité au nouveau parti qui comptait ainsi, parmi ses adeptes, un nombre insignifiant d'ouvriers. Ni l'un ni l'autre de ces deux groupes ne réussit à faire prendre au parti des racines solides dans les masses prolétariennes.

Telle était la situation vers l'époque où nos camarades, prisonniers de guerre, rentrèrent de Russie en Autriche. Le problème, qui était à résoudre sans délai et qui se posait alors devant nous, c'était de réaliser une étroite union de tous les groupes révolutionnaires et leur consolidation en un seul parti communiste. Ce problème n'était pas facile à résoudre. Les divergences de vues et d'opinions entre les radicaux de gauche et le nouveau groupe communiste étaient énormes, et cet état de choses s'aggravait encore par le fait que la rédaction du journal communiste *Der Weckruf*, qui paraissait à cette époque, n'avait pas su placer cet organe à la hauteur de la tâche qui lui incombait.

Nos efforts se trouvent donc concentrés sur la réalisation, avant tout, d'une union des deux groupes hostiles (radicaux de la gauche et communistes), qui décidèrent officiellement de fusionner en un seul parti.

Le Parti Communiste lui-même n'avait point d'adeptes parmi les prolétaires, et il fallait donc, en premier lieu, gagner les masses à la doctrine communiste. Nous y avons réussi grâce à notre tactique: celle d'une propagande active et pressante parmi les sans-travail, les invalides et les soldats rentrés de captivité. Nous tenions compte du fait que ces couches du prolétariat, à la suite de leur situation sociale très pénible, seraient plus sensibles à la propagande communiste. Notre travail dans ces couches du prolétariat se trouvait facilité: par les prisonniers de guerre, rentrés de Russie, et qui, ne recevant aucun secours de l'Etat, restaient sans travail à cause de l'arrêt de la production. Les invalides n'avaient d'autres moyens d'existence que la mendicité, et les sans-travail ne touchaient que de subventions insignifiantes et qui ne pouvaient suffire en aucune façon à leurs besoins quotidiens. Nous réus-

simes donc et très vite, à leur inculquer les idées du communisme et à les mettre de notre côté.

Le travail, poursuivi parmi ces trois groupes de la population anima l'activité du parti. Ce n'est que vers cette époque que le grand public apprît l'existence d'un Parti Communiste. Nous comprîmes que notre activité devait avoir et garder le caractère d'une très vaste propagande parmi les masses. Bien que notre intense travail, lent mais incessant rendait de plus en plus importante notre influence sur les ouvriers des fabriques et des usines, dans les districts isolés et les villes de province, notre parti n'avait pas agi activement une seule fois. A la fin, les événements qui se déroulèrent en Hongrie et en Bavière poussèrent le Parti Communiste, en Autriche allemande, à une action plus énergique. Le comité dirigeant du parti fut saisi d'une proposition tendant à la convocation d'une conférence générale des délégués autrichiens représentant toutes les organisations du parti. Cette conférence eut lieu et décida que le parti adopterait dès ce jour, une ligne de conduite active, c'est-à-dire qu'il proclamerait ouvertement, en toute occasion opportune, notre attitude à l'égard des événements et ferait valoir, dans tous les domaines de la vie politique, nos revendications communistes.

Les manifestations que les sans-travail, les invalides et les soldats rentrés de captivité organisaient pour faire valoir leurs revendications étaient chaque fois brutalement réprimées, par la police, les prolétaires de ces trois groupes insistaient de plus en plus catégoriquement, sur ce que le parti appuyât, de son côté, leurs exigences. Le 16 avril, à Vienne, en trois quartiers différents de la ville, des manifestations et des meetings furent organisés, dont les participants devaient à l'issue des réunions se réunir devant le Palais du Parlement et y remettre un ultimatum au gouvernement. Les cortèges qui s'étaient formés dans ce but parvinrent, en toute tranquillité jusqu'au Parlement, mais ici, la foule excitée, ayant appris que les délégués des manifestants avaient été empêchés de pénétrer au palais, se mit à en briser les vitres et à en enfoncer les portes. La police intervint. Mais cette fois, les prolétaires n'avaient aucune envie de présenter docilement leurs dos aux coups de sabre. Les manifestants armés accueillirent les agents à coups de revolver. La police fut forcée à se replier. Des barricades se dressèrent dans les rues; plusieurs armureries ayant été pillées, le nombre des manifestants armés augmenta rapidement. En peu de temps les choses prirent une tournure telle que la police évacua ses positions sans attendre l'ordre de se replier. Le chef de police fit alors réunir ses hommes à l'Hôtel-de-ville et leur demanda s'ils étaient prêts à défendre, comme par le passé, le régime social actuel. La disposition des esprits des agents de police était telle qu'ils consentirent à tout,—sans risquer leur vie pour la défense du régime actuel. La milice nationale, malgré l'ordre que lui donna le gouvernement, refusa net de marcher. A en croire les renseignements que nous avons pu recueillir, le gouvernement avait complètement perdu la tête, ce jour là. Le prolétariat était le maître absolu de la situation et tenait ferme aux environs du Parlement et

dans toutes les rues voisines. Les ouvriers avaient désarmé plusieurs détachements de police, et à 8 heures du soir mirent le feu au palais du Parlement. Les pompiers furent empêchés d'intervenir. En présence de ces faits et de la confusion qui régnait dans les milieux gouvernementaux, nous pensâmes — et c'était l'évidence — que le mouvement ainsi commencé allait nécessairement se développer. Au cours de la discussion qui s'engagea à ce sujet Frédéric Adler vint nous trouver. Bien qu'il déclarât ne venir qu'à titre privé, nous comprîmes qu'il représentait le Comité du Parti Social-démocrate. Il posa, tout d'abord, cette question: «Quelles sont les intentions du Parti Communiste en présence de la situation qui vient de se créer?» Le président du Parti Communiste lui déclara: «Nous nous proposons de développer le mouvement commencé et cela d'autant plus que la police a été la première à nous attaquer et que nous avons agi en état de légitime défense». Frédéric Adler dont la façon de parler et toute l'attitude laissaient bien voir, que le mouvement faisait peur aux social-démocrates et au gouvernement, nous dit que si une république soviétiste était proclamée, il ne serait, lui, ni pour ni contre (et ce disant, Adler sous-entendait évidemment définir aussi l'attitude de tout le parti social-démocrate) mais demeurerait absolument neutre. La démocratie-socialiste se trouvait dans une situation où elle ne pouvait pas agir contre nous et ne voulait pas embrasser notre cause.

Comme les membres de la droite nous appelaient à mettre fin à l'émeute, Frédéric Adler réussit à profiter d'un moment favorable et dans un discours, qui prit plus d'une heure chercha à démontrer à l'assemblée que la proclamation d'une république des Soviets ne serait qu'un acte préjudiciable aux intérêts du prolétariat. Un vote s'ensuivit et notre motion fut repoussée par une majorité de trois voix. L'assemblée vota la motion proposée par la droite et qui portait que les ouvriers des fabriques et usines sont à consulter sur l'opportunité d'une grève générale à propos des événements qui s'étaient déroulés aux environs du palais du Parlement. L'assemblée décida ensuite de lancer une proclamation invitant le prolétariat à persister dans son attitude d'activité militante.

Les délégués des fabriques ne se réunirent que le lendemain soir et décidèrent que la grève générale était impossible. De même, la décision prise la veille et relative à la proclamation resta sans conséquence. Le journal *La Révolution Sociale* n'avait pas paru et cela à un moment où ses feuilles étaient de la plus haute nécessité. En un mot, tout le mouvement était saboté.

Les résultats de cette attitude de la droite se manifestèrent très vite. Le lendemain comme on ignorait encore ce que ferait le Parti Communiste devant les événements, la ville tout entière fut prise d'une grande peur. On s'y demandait ce que le Parti Communiste allait décider. Les journaux bourgeois déclaraient que les revendications des invalides, des prisonniers de guerre rapatriés et des sans-travail étaient justes et que le gouvernement devait immédiatement leur faire justice. Mais dès que tout le monde eût compris que le Parti Communiste ne projetait aucune action, la bourgeoisie commença contre nous une offensive générale. *L'Arbeiterzeitung* en donna le signal. Le lendemain même dans toute la ville les murs furent couverts d'énormes affiches dans lesquelles le comité exécutif des Soldats d'Autriche exhortait les ouvriers à renoncer aux manifestations.

L'attitude prise par l'aile droite condamnait le Parti Communiste à une inactivité complète. A la suite des erreurs commises par les social-démocrates et de la crise économique très grave, le prolétariat penchait de plus en plus de notre côté; il nous fut toutefois impossible d'organiser politiquement nos nouveaux adeptes trop nombreux et de constituer avec eux un Parti Communiste réellement solide.

La situation économique de l'Autriche se présentait alors sous l'aspect le plus triste. Le travail faisait complètement défaut; le pays comptait 180.000 sans-travail sur 6 millions d'habitants. Il n'y avait plus de matières premières; la bouille manquait. Les approvisionnements de vivres et de produits alimentaires n'étaient suffisants que pour deux ou trois semaines. Les social-démocrates tentaient d'agir sur les masses prolétariennes, en leur faisant ressortir que si des troubles éclataient dans le pays, l'Entente suspendrait le

ravitailllement. De temps à autre, on voyait paraître des «avis à la population» rédigés dans ce sens. Signés par Otto Bauer, secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, et par M. Cunningham délégué des missions étrangères, ils menaçaient les ouvriers de la suspension complète du ravitailllement aux moindres désordres dans le pays. Ces menaces produisaient naturellement une très forte impression. Nous ne doutions point que, pour le triomphe de notre cause, il nous fallait agir, en tenant compte des conditions générales de la vie prolétarienne en Autriche allemande.

Mais voici que le Parti commençait à manifester de nouveau son existence. On se proposait d'organiser, le 15 juin, une nouvelle manifestation, qui devait avoir pour prétexte la note adressée par l'Entente au gouvernement autrichien et insistait sur le licenciement de la milice nationale. Cette campagne, où se manifesta la rectitude d'instinct du prolétariat fut soutenue par notre parti et menée avec beaucoup de succès. Elle fit naître dans les masses populaires laborieuses un mouvement d'enthousiasme et de sympathie. Le gouvernement s'en aperçut, et prit le 12 juin une décision inopinée qui mit subitement fin à toute la campagne; il refusait non seulement de licencier la milice nationale mais, promit même d'en améliorer la situation matérielle. Nous dûmes canaliser le mouvement dans un autre sens, afin de le mener à une fin victorieuse.

Or, dans la nuit du 15 juin, 130 de nos camarades (hommes et femmes), qui participaient plus ou moins activement au travail politique du parti, furent arrêtés au cours d'une réunion, convoquée par le Parti. La manifestation du 15 juin eut lieu quand même, et ce n'est qu'en s'y réunissant que les travailleurs apprirent l'arrestation de leurs leaders. Les masses résolurent d'obtenir immédiatement la mise en liberté des détenus. En foule désarmée elles se mirent en chemin dans la direction des postes de police, mais y furent accueillies à coups de fusils et de mitrailleuses. Un communiqué officiel, publié à ce sujet, évaluait le total des tués à 28 hommes, mais en réalité le nombre en était de 60. Et il y avait plus de 200 blessés. La police n'a perdu qu'un homme. Il est vrai que les masses obtinrent la remise en liberté des militants arrêtés, mais ce succès fut payé cher. Peu de temps après, les social-démocrates commencèrent à nous traquer avec acharnement, et une réaction ne tardait pas à se produire dans la disposition d'esprit des masses.

II.

La situation militaire en Autriche allemande se présente en ce moment sous l'aspect suivant:

Il y a en Autriche allemande une milice nationale: Viennese postbe, en outre, une garde municipale, qui est quelque chose d'intermédiaire entre la milice nationale et la police; et, enfin, il y a une police qui compte 6.000 hommes. En province, toute ville a sa propre police municipale, en plus de gendarmes qui sont répartis aux gares et aux frontières. Les idées politiques de ces corps et de leur commandement sont incolores. Les social-démocrates font de grands efforts pour attirer ces groupes sociaux de leur côté. Comme les social-démocrates constituent un parti gouvernemental et ont à la disposition de leur propagande de grands moyens, on pourrait croire, au premier coup d'œil, que les forces armées sont, en effet, de leur côté. Jusqu'ici cependant, notre propagande a toujours trouvé un écho dans les rangs de la milice nationale et de la garde municipale. Les éléments révolutionnaires de la milice nationale se déclaraient même tous adhérents au Parti Communiste. Et sur 150 soviets de soldats, il y avait en effet 30 soviets communistes. Mais la propagande faite parmi les miliciens n'avait de succès que dans le cas où il s'agissait de leurs propres revendications économiques. Il en est de même, d'ailleurs, dans toutes les autres unités militaires et de police. La milice nationale est composée de gens profondément indifférents à la politique ou, pour mieux dire, de prolétaires de la catégorie des va-nu-pieds (*humpen proletariat*). Leur manque de principes et de fermeté dans la lutte révolutionnaire se manifesta précisément au cours de nos réunions, et c'est à ce moment que pendant la persécution systématique des Communistes par les social-démocrates, que

fut complètement licencié le 11^e bataillon, gagé plus que les autres aux idées communistes.

Il est vrai que, de temps à autre, la milice nationale risquait des actions isolées, mais elles ne suscitaient d'enthousiasme révolutionnaire que pour un moment et ne laissaient point après elles de traces durables. C'est ainsi qu'il y a quatre mois, le secrétaire d'Etat au ministère de la guerre, le docteur Jules Deiss, social-démocrate (et serviteur à toute épreuve de la bourgeoisie), décréta, d'accord avec ses maîtres, que la milice nationale était tenue à jurer fidélité à la constitution de la République Austro-Allemande. Mais le jour pour la prestation du serment, des unités entières de la milice nationale s'y refusèrent et menacèrent même de s'en prendre aux bataillons qui consentaient à se soumettre au décret en question. Le gouvernement, pour conjurer une collision, se vit dans la nécessité de ramener aux casernes les bataillons déjà rasés en une ligne de front pour la prestation de serment. La solennité fut donc contremandée, et jusqu'à ce jour les bataillons de la milice nationale de Vienne n'ont pas juré fidélité au régime républicain.

Mais le gouvernement renouçant à la prestation de serment, l'esprit révolutionnaire, dont se trouvaient animés les miliciens, s'évapora incontinent.

Nous avions déjà vu se produire un fait analogue le jour où l'Entente avait réclamé le licenciement de la milice nationale; alors aussi, dès l'instant où le gouvernement refusa de satisfaire à cette exigence de l'Entente l'effervescence révolutionnaire qui régnait parmi les miliciens, cessa. Le parti social-démocrate, mettant à profit son pouvoir exécutif, se livre à une propagande infatigable dans toutes les unités militaires et de police.

De notre côté, nous aussi nous faisons publier pour la milice nationale une feuille spéciale, *Le Soldat Rouge*.

III.

Dès sa constitution le Parti Communiste manqua de collaborateurs politiques expérimentés. Jusqu'ici, nous n'avons pas réussi à organiser une presse quotidienne. Sous la pression de circonstances, nous avons trois fois changé le titre de notre journal. Ce fut d'abord *Der Arbeiter*, un tirage de 5.000 exemplaires. Peu après il devint *Die Soziale Revolution*. Le tirage augmentait lentement, le journal ne pénétrant que très difficilement dans les fabriques et les usines à cause de l'opposition des représentants du parti social-démocrate qui ne reculaient pas devant des voies-de-fait, pour empêcher nos camarades de vendre leur organe aux fabriques, sur les chantiers, etc. Un peu plus tard encore, le journal dut changer de nom une troisième fois et s'appela *Die rote Fahne*. Il paraît à présent quatre fois par semaine et tire 23.000 exemplaires.

Un journal spécial est publié pour les régions alpines. *Der rote Soldat* est destiné aux troupes et *Die Kommunistische Jugend* à la jeunesse ouvrière. Nous publions en outre, un journal spécial pour les paysans — la *Bauernbucherei*, et une publication spéciale — *Le Journal des Soviets* — pour le conseil des délégués ouvriers. Nous avons également publié plusieurs brochures. Nous distribuons en grand nombre des feuilles volantes. Nous ferons prochainement paraître un journal quotidien.

IV.

Il est à noter que la Fédération Socialiste-Révolutionnaire avait fusionné, à la suite d'une série d'événements, avec le Parti Communiste. La vie elle-même a démontré la nécessité d'une union de tous les éléments révolutionnaires, il n'existe donc en ce moment en Autriche, qu'un Parti révolutionnaire, le Parti Communiste, et, en outre, une Fédération Anarchiste de peu d'importance numérique, donc le pro-

gramme exige le socialisme anarchiste et la suppression de tout pouvoir et de toute autorité.

Les rapports d'organisation entre les divers groupes de province et le centre sont très variés. En Haute et en Basse Autriche les groupes travaillent d'une façon excellente. La situation est toute particulière en Styrie où le sang-gêne des social-démocrates dépasse toute mesure et rappelle beaucoup la manière de Noske. Nos camarades de Styrie purgent de longues peines d'emprisonnement, et tout récemment encore une quarantaine d'entre-eux, hommes et femmes, n'ont été remis en liberté qu'après 18 semaines de détention préventive. En somme, le travail commun de la province et du centre est assez bien organisé et toutes les instructions émanant du centre sont mises en pratique.

V.

Les soviets de délégués ouvriers, tels qu'ils existent actuellement en Autriche allemande présentent le résultat de l'activité du Parti Communiste. Nous avons dû soutenir, au cours de longues semaines, une lutte opiniâtre contre la démocratie socialiste — une lutte pour arracher, ne fut-ce que formellement, les Soviets de délégués ouvriers des mains des social-démocrates. Bien que les communistes ne soient représentés dans les Soviets que très faiblement en comparaison des social-démocrates, le rôle prépondérant leur appartient dans les Soviets de délégués ouvriers d'arrondissement, de district et de l'Etat. De nouvelles élections aux Soviets auront lieu dans quelques semaines.

Nous formons, dans les Soviets, l'opposition. Nous faisons publier pour informer et éclairer les membres des Soviets, un journal spécial: *Italkorrespondenz der Kommunistischen Partei Deutschösterreichs* (Correspondance des Soviets du Parti Communiste de l'Autriche Allemande). En présence de la situation politique actuelle, nous considérons les soviets de délégués ouvriers comme une arme révolutionnaire dans la lutte des classes, une arme qui nous permet de montrer au prolétariat la voie qu'il doit suivre. Notre tâche est de faire bon usage des soviets des délégués ouvriers, de les saisir de motions rédigées nettement et catégoriquement, de provoquer des conflits entre le prolétariat et le parti social-démocrate, entre les Soviets et l'Assemblée nationale et, par conséquent, entre les masses ouvrières et les lois en vigueur. Bien que nous ne disposions que d'une partie insignifiante des mandats, toutefois, les social-démocrates tremblent à chaque séance, dans l'attente des motions communistes.

VI.

Il va sans dire que le parti social-démocrate d'Autriche allemande ne diffère en rien des partis social-démocrates des autres pays. Les arrestations et d'autres mesures arbitraires prises à l'égard des communistes, la confiscation de notre littérature politique — sont des faits que nous connaissons comme les Communistes de tous les pays. Pour empêcher les réunions à la belle étoile les social-démocrates appliquent les lois de 1856. Les ouvriers communistes sont renvoyés et traqués par tous les moyens, dans leur travail. Frédéric Adler conforme systématiquement son attitude à celle de la droite.

Le parti social-démocrate se sert de son nom, comme d'un symbole révolutionnaire, pour tromper l'étranger. Le compromis passé entre la démocratie socialiste et la bourgeoisie a revêtu le caractère d'un pacte solide et de longue durée et aucune ligne de démarcation ne sépare plus ces deux camps. «La paix civile» est un fait stable, et si, de temps en temps, la bourgeoisie elle-même n'attaquait pas les social-démocrates, ceux-ci ne penseraient jamais à lui faire la moindre opposition.

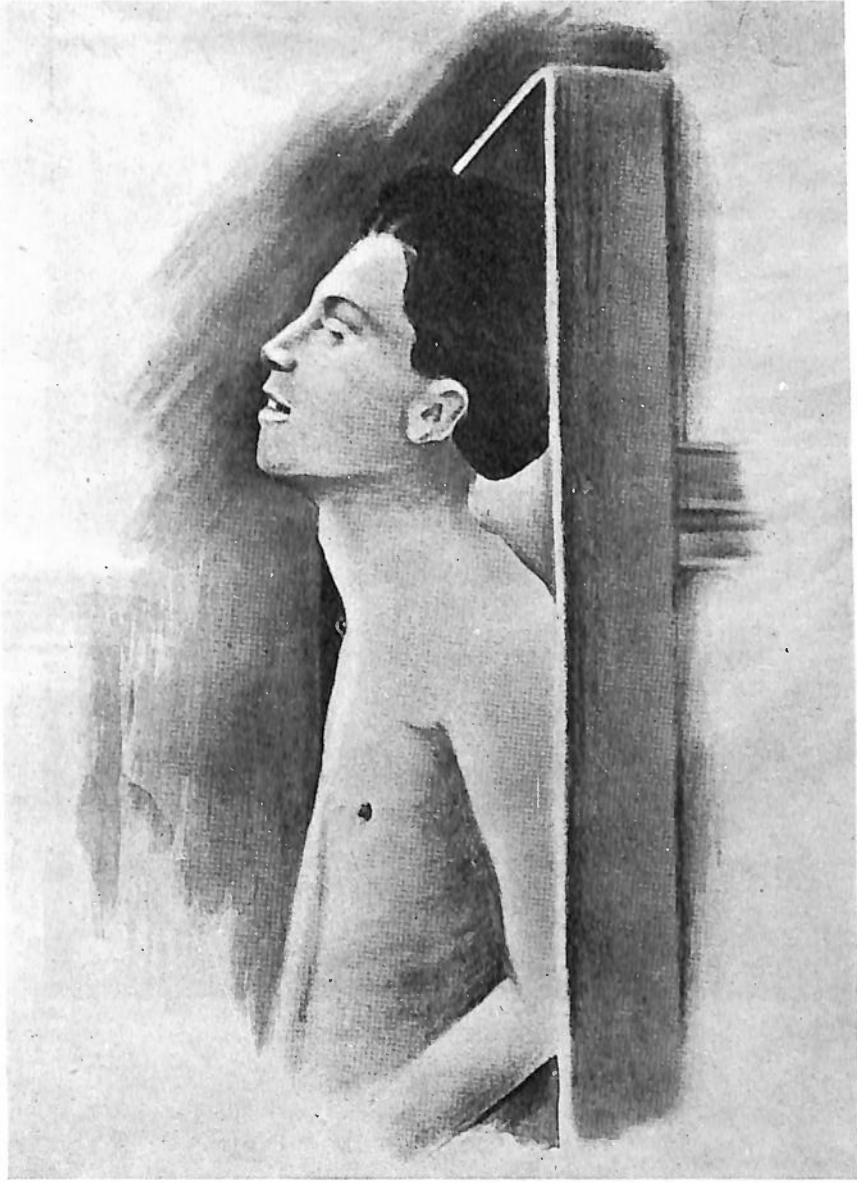
Un Communiste autrichien.

Vienne, le 27 août 1919.



BÉLA KUN

Président du Conseil des Commissaires du Peuple de la République des Soviets de Hongrie.



TIBOR SAMUELLE

Commissaire du Peuple pour l'Armée, en Hongrie Soviétiste, assassiné au cours du coup d'état réactionnaire.



W. O. LICHTENSTADT

(MASIN)

Sekretär der Redaktion der „Kommunistischen Internationale“, gefallen im Kampf gegen die Gruppen von Judenitsch während der Belagerung Petrograds.



EUGEN MUNCH

COMMENT TOMBA LE POUVOIR SOVIÉTISTE EN HONGRIE

La première révolution de 1918 en Hongrie, celle du comte Karolyi, dit-on — fut une tentative de sauver le capitalisme d'une faillite définitive et inévitable.

Exploiter la puissance organisée des ouvriers pour le salut et la régénéscence du capitalisme ruiné par la guerre — tel a été le but fondamental — de même que dans les révolutions d'Allemagne et d'Autriche — de la révolution hongroise.

«Les vaillants chefs» du mouvement révolutionnaire hongrois travaillèrent volontiers à cette œuvre de trahison. Garani, leader du parti social-démocrate en sa qualité de ministre du commerce et de l'industrie du gouvernement de Karolyi, s'employa avec ardeur à l'œuvre de la restauration du commerce et de l'industrie sur le point de faire faillite.

Et, il faut l'avouer, les leaders social-démocrates ne sont nullement responsables des circonstances économiques qui obligèrent la bourgeoisie hongroise à remettre le pouvoir politique et économique entre les mains des ouvriers.

Les puissances impérialistes de l'Entente, voyant leur salut dans l'exploitation des pays de leurs anciens adversaires, posèrent aux bourgeois hongrois ainsi qu'aux bourgeois autrichiens et allemands des exigences telles que leur réalisation équivalait à la ruine complète de la Hongrie. Les frontières territoriales nouvellement désignées par l'Entente, la nouvelle ligne de démarcation condamnait «la nouvelle Hongrie» à une perte certaine. Avec ces nouvelles frontières il ne pouvait même être question pour la Hongrie d'une existence autonome; de plus, ces exigences territoriales auraient infailliblement été suivies d'exigences économiques plus lourdes encore.

Le gouvernement hongrois, défendant les intérêts des capitalistes ne pouvait faire autrement que de répondre à ces exigences: «Non, à aucun prix!

Ce «non» signifiait une lutte ouverte contre la politique d'accaparement de l'Entente, mais elle était en même temps au-dessus des forces des partis bourgeois constituant le gouvernement hongrois.

Dans cette lutte contre les impérialistes de l'Entente le seul espoir était pour la Hongrie dans la solidarité internationale du prolétariat.

En effet, on pouvait espérer que le prolétariat de l'Entente qui ne voyait aucun inconvénient à la ruine de la Hongrie capitaliste, ne mettrait pas celle du prolétariat hongrois.

Cette circonstance détermina le gouvernement de Karolyi et les leaders social-démocrates entrant dans la composition de ce gouvernement à s'accrocher comme à une dernière chance de salut à la solidarité internationale du prolétariat et à remettre, contre leurs propres principes, les destinées de la Hongrie entre les mains des ouvriers organisés.

Une autre cause de cette remise volontaire du pouvoir au prolétariat était l'espoir d'une alliance militaire avec la Russie Soviétiste. L'armée rouge russe se trouvait alors tout près de l'ancienne frontière de Galicie, et on avait toutes les raisons d'espérer qu'une jonction des armées des deux pays prolétariens s'opérerait dans le plus bref délai.

En plus de ces deux raisons fondamentales, le gouvernement de Karolyi fut poussé à l'abdication par l'accroissement du nombre des adeptes du jeune parti communiste; en effet, malgré l'arrestation de presque tous les militants communistes notoires des masses ouvrières toujours nouvelles venaient augmenter les rangs du parti communiste combattant. Et le gouvernement de Karolyi n'était pas en état de résister plus longtemps à la classe ouvrière consciente de sa puissance.

La remise du pouvoir eut pour base un compromis entre les deux partis adverses: le parti communiste et le parti social-démocrate. Les social-démocrates déclarèrent qu'ils acceptaient sans restrictions les principes communistes placés à la base du nouveau parti unique qui devait, avant la résolution du congrès du parti à ce sujet, s'appeler «parti socialiste hongrois».

Compositions des deux partis.

Le noyau des membres du parti communiste se composait de communistes revenus de Russie, auxquels s'étaient joints les éléments ouvriers les plus conscients. Beaucoup de jeunes gens cultivés avaient également adhéré au parti. Malgré tous les efforts des social-démocrates pour empêcher les ouvriers d'entrer dans le parti communiste, ce dernier avait pris de fortes racines dans les milieux ouvriers, de telle sorte qu'avant la fusion des deux partis, le P. C. pouvait compter sans crainte de déception que la majorité des travailleurs organisés se prononceraient en sa faveur.

Voyons maintenant quelle était la composition du parti social-démocrate.

On aurait tort de croire que le parti communiste de Hongrie ait fusionné avec un parti social-démocrate tel que le parti de S. D. hongrois d'avant la guerre. Dès le début de la guerre le parti S. D. hongrois de même que les partis S. D. des autres pays avait perdu la majorité de ses membres, tant par suite de l'appel de ses membres au service militaire, que par suite de la faillite morale de la social-démocratie; l'énorme majorité de ses membres comptait que leurs leaders se prononceraient contre la guerre: les ouvriers hongrois espéraient que la II-me Internationale réunissant les partis S. D. de tous les pays rendrait la guerre impossible. Et lorsque cet espoir fut déçu les masses ouvrières abandonnèrent le parti qui n'avait pas fait un pas contre la guerre et qui au contraire avait soutenu de toutes les façons le programme militaire et la dictature de la bourgeoisie.

Lorsque les leaders social-démocrates entrèrent au gouvernement et lorsqu'il devint à la mode dans les milieux petits-bourgeois d'adhérer au parti social-démocrate, on vint s'y inscrire en foule: employés de banques, anciens officiers, anciens policiers, etc... Ces nouveaux membres entrant dans le parti ouvrier, achevèrent de le prostituer et les leaders ne firent absolument rien pour les en empêcher.

Bien au contraire, les leaders du parti, dans leur compétition désespérée avec les partis bourgeois qui leur disputaient l'influence politique et surtout les sièges à l'Assemblée Constituante, encourageaient l'entrée de ces éléments bourgeois, dans le parti et menaient une propagande éhémère dans ce sens; ne voyant pas que le parti grâce à cette intrusion avait depuis longtemps cessé d'être un parti ouvrier.

Tels étaient les éléments qui formèrent le parti unifié destiné à servir d'appui au pouvoir soviétiste hongrois.

Il faut faire remarquer ici que la meilleure partie du parti communiste était en général contre l'entente avec les S. D. et surtout contre la fusion des deux organisations; mais comme cette entente avait déjà été formellement conclue par les leaders du P. C. emprisonnés et comme le pouvoir avait déjà été accepté au nom du prolétariat hongrois, le parti communiste se trouvait devant un fait accompli, et les communistes adversaires de la fusion durent y consentir. Cette détermination leur fut surtout dictée par la considération que le pouvoir des paysans et des ouvriers étant proclamé, ce pouvoir devait s'appuyer sur l'union du prolétariat des villes et des campagnes. Du moment que nous appelons les prolétaires du monde entier à s'unir, il ne saurait exister dans un gouvernement d'ouvriers et de paysans deux partis ouvriers

Les Soviets de Députés ouvriers et paysans.

Il va de soi que la composition des Soviets correspondait absolument à celle du parti lui-même.

Après la proclamation de la République des soviets les masses ouvrières se détournèrent avec mépris de leurs anciens leaders social-démocrates dont la duplicité et la perfidie cherchaient à soulever les éléments ouvriers peu con-

scients contre l'avant-garde de la classe ouvrière — contre le parti communiste en lutte pour la délivrance du prolétariat. Il eut été facile de profiter de cet état d'esprit pour écarter une fois pour toutes du mouvement ouvrier les meneurs social-démocrates; il eut même été superflu de recourir dans ce but à une propagande intense; donner aux ouvriers la possibilité de choisir librement leurs représentants eut pleinement suffi. Le commissariat national de l'Intérieur eut parfaitement conscience de la situation et choisit un système électoral qui transportait le centre de gravité des élections des masses ouvrières aux commissions des candidats; les membres de ces commissions furent délégués par le commissariat proportionnellement, de telle sorte que les social-démocrates obtinrent la majorité.

Les ouvriers votèrent par arrondissements et par listes spécialement désignées pour chaque arrondissement de telle sorte que tout ouvrier dut voter pour une liste entière de 200 à 300 candidats. Ceux là seuls évidemment qui entraient dans la liste officielle des candidats composée par les commissions furent élus aux Soviets. C'est ce qui explique que malgré toute l'aversion des ouvriers pour leurs anciens meneurs, ces derniers se trouvèrent élus.

Si tel était l'état des choses au centre même, la situation était encore plus mauvaise en province. Pour donner une idée approximative de la composition des soviets provinciaux, il suffit d'indiquer qu'au dernier congrès des soviets, la plupart des discours prononcés étaient empreints d'un esprit contre-révolutionnaire et antisémite si prononcé, qu'il fut absolument impossible d'en publier les procès-verbaux.

L'armée rouge.

Le gouvernement soviétiste hongrois ne fut pas en état de créer une véritable armée rouge, surtout parce qu'il lui fut impossible de démobiliser l'armée de volontaires de l'ancien gouvernement bourgeois. Cette armée avait été formée à grand renfort de battage patriotique et nationaliste. La démobilisation était impossible, la Hongrie soviétiste étant entourée de toutes parts d'ennemis armés, prêts à l'enlèvement à tout moment. Chacun de ses ennemis — la Yougo-Slavie, la Tchéco-Slovaquie et la Roumanie — disposait d'une armée supérieure à celle de la Hongrie. Force fut donc de rebaptiser « armée rouge » l'armée nationale existante. Si nous ajoutons que la lutte contre les Roumains et les Tchéco-Slovaques devait par elle-même avoir un certain caractère nationaliste, nous aurons une idée suffisamment précise de l'état d'esprit de l'armée des Soviets Hongrois.

Il est vrai qu' aussitôt après la proclamation de la République des Soviets une mobilisation des soldats rouges fut entreprise, mais sans aucun triage. Les instructions écrites indiquaient bien que seuls les ouvriers munis de certificats des syndicats professionnels ou de recommandations du parti pouvaient être reçus dans l'armée rouge, mais dans la pratique cette règle n'était nullement observée.

Les premiers jours de la mobilisation donnèrent de si mauvais résultats au point de vue de la qualité des nouveaux soldats rouges qu'il fallut l'arrêter complètement.

Alors on prit le parti de mobiliser les ouvriers, mais cette fois encore les choses ne se passèrent pas de l'intervention des social-démocrates. Craignant de perdre leur influence sur les ouvriers mobilisés, ils appliquèrent le système des bataillons ouvriers, organisant ces bataillons par syndicats professionnels et par usines. Ces bataillons reflétaient donc tous les mauvais côtés des syndicats professionnels du milieu desquels ils étaient sortis: on ne pouvait en attendre ni élan révolutionnaire, ni abnégation héroïque. Les syndicats professionnels hongrois ne s'étaient jamais distingués par leur esprit révolutionnaire, mais après la révolution de novembre, lorsque les éléments petits-bourgeois les envahirent, comme le parti S. D., ils en perdirent jusqu'à la trace...

Ces bataillons ouvriers avaient de nombreux défauts. Et d'abord on ne peut pas former une armée par professions. On s'imagine facilement quelle force militaire peuvent représenter des bataillons, composés exclusivement de garçons de café, de tailleurs ou de cordonniers!

En second lieu aucune discipline n'était possible dans ces bataillons, les hommes qui en faisaient parti se considérant non comme des soldats de l'armée rouge, mais comme des membres de tel ou tel syndicat; et enfin ces bataillons se composaient souvent d'ouvriers exemptés de service militaire durant toute la période de la guerre. Il en était surtout ainsi chez les métallurgistes. On conçoit l'idée que ces métallurgistes se fassent de la guerre. C'est ainsi, qu'un régiment de métallurgistes envoya une députation au commandant en chef, exigeant le renvoi du régiment du front à Budapest pour être réorganisé par suite des grandes pertes qu'il avait subies... Or ce régiment avait eu en tout 3 hommes tués et 5 blessés!

Après la mobilisation des ouvriers le gouvernement tenta d'opérer une mobilisation générale. Mais il aurait fallu pour y réussir disposer d'une puissante armée rouge et d'une bonne administration. L'une et l'autre faisaient défaut. C'est pourquoi la mobilisation devait échouer et ébroua en effet.

L'économie rurale et la production industrielle.

La socialisation des terres, des fabriques et des usines rencontra de sérieuses difficultés. Il n'y a rien d'étonnant à ce que les paysans hongrois, dont un tiers au moins appartenait à la classe des petits propriétaires agraires, aient été incapables de comprendre la socialisation et n'aient pas voulu entendre parler de communes ou de grande culture collective. C'est en vain que le gouvernement soviétiste les appela à soutenir le pouvoir des ouvriers et des paysans — ils refusèrent de donner du pain aux ouvriers des villes et la Hongrie, pays d'agriculteurs, se trouva ainsi privée de pain.

Les paysans sans terre soutenaient bien le pouvoir soviétiste, mais étaient souvent incapables de surmonter leur ardeente convoitise, leur esprit de propriété; ils obligèrent le gouvernement qui désirait organiser des exploitations collectives à remettre aux communes ouvrières la terre confisquée aux propriétaires. La socialisation de l'industrie rencontra la même incompréhension chez la plus grande partie des ouvriers. D'un côté ils exigeaient du gouvernement des augmentations de salaire et de l'autre la productivité du travail baissait de jour en jour.

Et le manque de produits de première nécessité se faisait sentir de plus en plus par suite du « blocus pacifique » de l'Entente.

La politique extérieure et la situation militaire.

Aussitôt que les impérialistes de l'Entente apprirent par quelles difficultés passait la Hongrie soviétiste, ils décidèrent d'entreprendre immédiatement contre elle des opérations militaires, mettant à profit dans ce but les armées roumaine et tchéco-slovaque. Sur l'ordre de l'Entente les Roumains commencèrent l'offensive les premiers. Après avoir eu raison de la résistance de l'armée rouge, ils la repoussèrent jusqu'à Tisza et même au delà. Mais là s'arrêta leur mouvement, car l'armée rouge sous le couvert de la rivière se reforma et affronta ses positions de telle sorte que lorsque les Tchéco-Slovaques commencèrent leur offensive ils se heurtèrent à une résistance désespérée de l'armée rouge qui passa à la contre-attaque et remporta sur les Tchéco-Slovaques une victoire complète. Mais la tragédie de l'armée rouge hongroise commença à cette victoire.

L'armée tchéco-slovaque avait été mise en déroute par l'armée rouge. Victoire sans résultat car les bataillons ouvriers refusèrent de poursuivre l'ennemi plus avant.

Et cette circonstance inattendue eut des conséquences fatales: au point de vue stratégique d'abord, car tous les bénéfices de la victoire furent ainsi annulés; et ce fait fut tout à l'avantage de la contre-révolution, à l'intérieur du pays. Les bataillons ouvriers ne devaient-ils pas représenter le principal soutien du Pouvoir soviétiste? Sur qui les soviets pouvaient-ils compter si les ouvriers eux-mêmes com-

mençaient à faiblir? Aussitôt après le refus d'obéissance des bataillons ouvriers les insurrections contre-révolutionnaires commencent au delà du Danube; l'activité contre-révolutionnaire du gouvernement de Szégediu redouble; une grève partielle des cheminots éclate, et une certaine fermentation se manifeste dans les bataillons rouges.

Mais c'est au point de vue international que l'acte des bataillons rouges porta la plus grave atteinte à la Hongrie Soviétiste.

Lorsque l'armée rouge eut chassé les Tchéco-Slovaques des limites établies pour la Hongrie par les conditions de l'armistice et les eut repoussés bien au delà de la ligne de démarcation, Clémenceau, président de la conférence de la paix, envoya au commissaire des affaires étrangères de Hongrie un radio-télégramme exigeant que l'armée rouge hongroise se retirât au front tchéco-slovaque jusqu'à la ligne de démarcation et promettant que les Roumains quitteraient à leur tour la Tissa pour occuper la ligne de démarcation établie pour eux par la conférence de la paix. Bien qu'il fut évident que le télégramme de Clémenceau n'était qu'une manœuvre diplomatique, le gouvernement soviétiste, par suite du refus des bataillons ouvriers de poursuivre les Tchéco-Slovaques, fut obligé de céder, alors qu'il aurait pu mettre l'armée tchéco-slovaque complètement en déroute et n'entrer qu'ensuite en pourparlers avec l'Entente. Mais il fallait compter avec la situation présente qui faisait prévoir, au cas où le gouvernement ne rappellerait pas les bataillons rouges du territoire tchéco-slovaque, qu'ils s'en iraient de leur propre initiative et qu'alors tout serait perdu.

Ainsi donc il ne restait au gouvernement soviétiste d'autre parti à prendre que de rappeler l'armée rouge vers la ligne de démarcation.

Ce recul, soi-disant volontaire, mais en réalité forcé, eut les plus graves conséquences. L'armée rouge n'était pas sans partager dans une certaine mesure les espérances patriotiques de la petite bourgeoisie et l'abandon «volontaire» des territoires conquis devait avoir une très mauvaise influence sur son état d'esprit. On ressentait, principalement dans les états-majors et au commandement une désillusion profonde de n'avoir point réussi à sauvegarder la frontière hongroise d'avant la guerre.

C'est dans ces conditions défavorables au possible qu'il fallut se décider à entreprendre une offensive contre les Roumains, qui malgré la promesse de Clémenceau, ne manifestaient plus le moindre désir d'évacuer le territoire entre la Tissa et la ligne de démarcation. De plus il fallait prendre également en considération que l'armée rouge se serait fatalement décomposée pendant une période d'inactivité militaire. Seule une victoire sur les Roumains pouvait sauver la situation.

On décida de commencer l'offensive. Mais il devint alors évident que nous n'avions pas d'état-major. Après le recul du front tchéco-slovaque presque tous les anciens officiers placés à la tête des différentes institutions de l'état-major ou sortirent sous prétexte de maladie; la nouvelle organisation de l'état-major demanda plus d'une semaine ce qui permit aux Roumains de se préparer à l'offensive de l'armée rouge et de transférer au front hongrois les armées roumaines du front de Bessarabie.

En même temps des bruits se répandirent dans les milieux soviétistes hongrois au sujet des propositions de paix que l'Ukraine Soviétiste aurait soi-disant fait aux Roumains au moment même où la Hongrie Soviétiste préparait contre eux une offensive.

Ces bruits étaient répandus par les journaux étrangers qui se donnaient probablement pour but de semer la discordance entre les deux gouvernements soviétistes. J'ai eu l'occasion de me convaincre par la suite à Moscou que l'Ukraine n'avait fait aucune proposition de ce genre et n'en avait jamais eu l'intention; mais le fait que les soldats roumains faits prisonniers pendant l'offensive appartenaient presque exclusivement aux régiments nouvellement arrivés du front de Bessarabie semblait confirmer ces bruits ineptes.

Il m'est impossible d'analyser ici en détail toutes les

péripiéties de notre offensive; je me bornerai donc à la décrire dans ses grandes lignes.

L'offensive avait été décidée pour le 20 juillet—premier jour de la grève internationale des ouvriers anglais et français—et elle commença simultanément sur trois points. L'offensive principale devait avoir lieu près de la ville de Solnok, au centre du front, mais nos armées devaient aussi attaquer simultanément: dans la région nord-est du front roumain près du hameau Tisafured et dans la région sud-est près de la ville de Tebograd. Selon le plan de notre commandement les armées attaquant en 3 colonnes devaient se réunir après le passage du Tissa pour avancer ensuite en demi-cercle.

Seule la colonne centrale menant l'offensive vers la ville de Solnok réussit à passer le Tissa; cette colonne arriva en trois jours à rompre le front ennemi et l'entama profondément, mais ne recevant aucun appui des deux autres elle se trouva «dans le vide», et dut arrêter son mouvement. Une contre-attaque énergique opérée par les Roumains de trois côtés à la fois la força à battre en retraite. Et notre offensive subit un échec complet.

Les événements se développèrent ensuite avec une rapidité vertigineuse. L'armée rouge était complètement brisée et elle n'avait pas pour la soutenir de classe ouvrière consciente, prête à tous les sacrifices. Les ouvriers hongrois ne se montrèrent malheureusement pas à la hauteur de leur devoir prolétarien.

La soi-disant « famine » dont se plaignaient les ouvriers de Budapest n'était même pas à comparer avec les privations endurées encore à l'heure actuelle par le prolétariat de Pétrograd et de Moscou; et pourtant les sacrifices insignifiants que le prolétariat hongrois accomplit pour la défense de la révolution suffirent à lui enlever tout enthousiasme et tout esprit d'abnégation. On remarquait partout dans les milieux ouvriers une grande fatigue et un grand mécontentement. C'est pourquoi l'armée rouge se trouva privée de tout soutien, les masses ouvrières elles-mêmes étant manifestement hostiles à toute résistance. Leur mécontentement et celui de l'armée rouge était encouragé non seulement par les contre-révolutionnaires bourgeois et par les anciens officiers « blancs » qui occupaient presque tous les postes de commandement dans l'armée rouge, mais aussi par les anciens leaders social-démocrates. Ces derniers dans leur propagande contre-révolutionnaire, mettant à profit le mécontentement des masses, avaient recours à toutes les bassesses pour les détourner du pouvoir soviétiste et surtout du parti communiste. Ils sacrificèrent aux petits intérêts de leur parti les intérêts les plus importants de la classe ouvrière.

Les social-démocrates ne s'en tirent pas à la propagande dans les milieux ouvriers; ils passèrent aux actes ouvertement contre-révolutionnaires dont le résultat fut l'insurrection contre-révolutionnaire du 24 juin à Budapest.

Cette insurrection se prépara sous le drapeau du « Parti National social-démocrate », empreint de cet esprit antisémite que Hubrich et ses amis inculquèrent après le coup d'état du 1-er août au parti social-démocrate tout entier qui s'empara du pouvoir. Le signal de l'offensive du 24 juin avait été donné au nom du même Hubrich, membre connu du syndicat des métallurgistes et qui fut président du gouvernement social-démocrate du 1-er août. Stromfeld, chef de l'état-major après le coup d'état du 1-er août, avait été désigné le 24 juin par les contre-révolutionnaires au poste de commandant en chef ou de dictateur militaire pour le cas où le pouvoir soviétiste serait renversé. Le fait que même les social-démocrates—commissaires des ministres du Danube—prirent part à l'insurrection de juin prouve avec évidence qu'elle avait été habilement ourdie par les traitres de la classe ouvrière.

Mais la meilleure preuve nous est donnée par l'histoire des derniers moments de l'existence des soviets hongrois.

Durant presque toute l'existence du pouvoir soviétiste hongrois, les leaders social-démocrates ne cessèrent d'entretenir des relations avec les agents de l'Entente—avec les missions italiennes, de Vienne et de Budapest en particulier—dans le but de préparer la chute des soviets et la prise du

pouvoir par la social-démocratie. Les agents de l'Entente avaient promis aux social-démocrates leur soutien moral et matériel, de telle sorte que les communistes devaient compter à tout moment avec la possibilité d'une attaque de la part de leurs frères social-démocrates.

Ces relations secrètes des S. D. avec l'Entente ne furent que très peu connues au commencement; mais parallèlement aux événements du front et à mesure que la situation allait en s'aggravant à l'intérieur du pays, des bruits se répandaient de plus en plus au sujet des intentions de l'Entente qui, disait-on, n'avait rien contre le pouvoir des ouvriers et des paysans et se bornait à exiger l'éloignement des communistes. Il suffirait que le pouvoir passât sans partage aux mains des S. D. — «les vrais leaders du peuple» pour que l'Entente leur accordât son appui; il n'y aurait plus de guerre et la famine cesserait; les Roumains évacueraient les territoires qu'ils occupent contre le gré de l'Entente, etc... En un mot tout irait, à l'instant, pour le mieux, grâce aux social-démocrates.

Personne n'avait de doute sur les auteurs de ces bruits. Une partie considérable de la classe ouvrière leur accordait créance.

Les circonstances extérieures semblaient les confirmer; ainsi par exemple on pouvait remarquer l'éloignement toujours croissant des S. D. et des communistes. On en parla ouvertement lorsque le commandant en chef de l'armée rouge hongroise, Guillaume Behn, social-démocrate également et leader des métallurgistes, donna sa démission sous prétexte de maladie et trois jours après la remise des affaires se rendit à Vienne pour y occuper le poste d'ambassadeur hongrois.

Il devint évident qu'il était parti pour Vienne afin d'y conclure un accord définitif entre les S. D. et l'Entente.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si les ouvriers n'étant pas à la hauteur de la situation, oubliant leurs devoirs, se laissaient prendre à la propagande des traîtres de la classe ouvrière et se prononçaient dans leurs réunions en faveur des S. D., exigeant un gouvernement ouvrier.

Ainsi s'explique également le fait que le gouvernement soviétique ne permit pas que la remise du pouvoir fut mise aux voix à la séance ouverte du soviet de Budapest; son désir fut de montrer au monde entier que seule une situation militaire désespérée et les circonstances de la politique extérieure avaient déterminé le gouvernement soviétique à abandonner le pouvoir.

Toute cette aventure n'aurait pas été complète, si l'Entente n'avait trahi la confiance avec laquelle les social-démocrates avaient en elle. Malgré la promesse des Italiens qui avaient marchandé avec les S. D. la remise et la prise du pouvoir, les Roumains ne s'arrêtèrent pas et ne s'éloignèrent pas du Tibsa vers la ligne de démarcation; ils continuèrent au contraire leur offensive et occupèrent Budapest où ils se comportèrent comme s'il n'y avait jamais eu de gouvernement social-démocrate; la position de ce malheureux gouvernement finit par devenir insupportable, et sa perte mani-

gancée par 300 gardes blancs — anciens officiers et policiers, — devint inévitable. Et le «prolétariat armé» qui servait soi-disant de soutien à ce gouvernement de traîtres «ouvriers», resta complètement indifférent devant sa chute.

En analysant toutes ces circonstances, nous devons constater une fois de plus que la Hongrie Soviétiste avait été fondée sur une base bien chancelante, la fusion et l'entente entre les social-démocrates et les communistes sur les bases d'une acceptation complète du programme communiste avaient été et étaient restées purement apparentes.

Les principaux motifs qui avaient présidé à la prise du pouvoir étaient: 1) l'espoir d'une union effective des armées rouges hongroise et russe pour la défense en commun de la révolution soviétique et du pouvoir soviétique; 2) l'espoir d'un soutien actif du prolétariat international contre les attaques du capitalisme international.

Ces espérances furent déçues: l'armée rouge russe qui se trouvait déjà au mois de mars de l'année courante sur l'ancienne frontière autrichienne fut contrainte de reculer encore et le prolétariat international n'exerça pas sur les classes dirigeantes de l'Entente une pression suffisante pour empêcher l'offensive tchécoslovaque et roumaine et sauver ainsi la jeune république rouge de Hongrie.

Je n'avais pas l'intention d'exposer ici toute l'histoire de la république des Soviets Hongrois; je me suis simplement efforcé d'expliquer dans la mesure du possible les causes de la chute du pouvoir soviétique hongrois; c'est pourquoi je m'arrête exclusivement aux côtés négatifs du pouvoir ouvrier durant les quelques mois de son existence en Hongrie, bien qu'il y ait eu en réalité de nombreux exemples d'abus et de sacrifice.

Et nous pouvons être absolument sûrs que malgré la cruelle atteinte portée à l'œuvre de la révolution sociale par la chute du pouvoir Soviétique Hongrois, cette période laissera des traces profondes dans les masses ouvrières. La conscience des intérêts de classe a été éveillée et largement développée chez les ouvriers; elle a pénétré dans les coins les plus éloignés du pays.

La classe ouvrière hongroise et les paysans pauvres des campagnes savent déjà à l'heure qu'il est ce que signifie pour eux le pouvoir soviétique.

Ils ont connu la vraie liberté, la délivrance complète de l'exploitation des capitalistes et ils ne l'oublieront plus.

Notre activité d'enseignement et de culture, les efforts que nous avons faits pour éveiller chez l'ouvrier la conscience de classe, le labeur que nous avons consacré à l'organisation sociale du travail porteront leurs fruits tôt ou tard.

Et gardant une foi entière dans la victoire définitive de la révolution c'est sans crainte que nous allons vers l'avenir.

M. GABOR.

LE PARTI COMMUNISTE EN AMÉRIQUE.

Le parti communiste se forma, en Amérique, de plusieurs groupes politiques qui appartenaient auparavant au parti socialiste (Socialist Party of America) et sont arrivés plus tard à conclure que leur collaboration avec le reste du parti était impossible et inutile. Les causes de cette scission seront claires pour quiconque prendra connaissance, même très rapidement, de l'activité du parti socialiste. Nous tâcherons d'en donner ici un exposé succinct.

La plupart des membres du parti socialiste appartenaient à la petite bourgeoisie qui ne sait pas s'adapter au régime capitaliste et trahit, de ce fait, l'existence assez triste des serfs du capital.

Le parti socialiste ne comptait dans ses rangs et particulièrement parmi ses leaders que très peu d'idéalistes; les membres du parti n'étaient assez souvent que des politiciens manqués, issus des partis capitalistes, et qui jouaient dans l'organisation un rôle prédominant, après avoir échoué piteusement dans leurs anciennes professions d'avocats, de négociants, etc. Nombre de ces gens venaient dans l'adhésion au parti un moyen d'améliorer leur situation matérielle, d'autant plus que les membres du P. S. gardaient la liberté complète de faire fortune à leur gré.

Au cours des campagnes électorales le parti se conduisait ordinairement d'une façon plutôt dégoûtante... Jamais l'unité d'action ne cimentait ses membres pendant les luttes politiques; il avait l'aspect d'une agglomération chaotique, fortuite de politiciens ratés ou d'hommes d'affaires auxquels le parti laissait toute liberté d'arranger leurs affaires. Il est vrai que le parti possédait, d'ailleurs uniquement sur le papier, un programme détaillé et qu'il votait, de temps en temps, des résolutions de principe ou tactiques. Mais ses membres et tout particulièrement ses candidats avaient le droit de commenter ce programme à tort et à travers et de traiter à leur guise les résolutions du parti. John Spargo, «leader éminent» du parti, était un représentant typique de la catégorie des commentateurs. «Néo-marxiste», il rédigea sur la doctrine marxiste plusieurs brochures populaires que Franz Mehring apprécia suffisamment en affirmant que leur auteur ne pouvait pas avoir la moindre des idées de Marx.

En ce qui concerne les questions politiques, le parti socialiste se prononçait pour la démocratie, au sens le plus vaste de ce mot, et ce sont précisément ses tendances démocratiques qui lui attirèrent les sympathies de philanthropes variés, de fantaisistes souvent ridicules et de chevaliers d'industrie. Au congrès d'Indianapolis, en 1912, quinze pasteurs figuraient parmi les délégués! C'est à ce congrès que fut tirée, pour la première fois, une sorte de ligne de démarcation entre la majorité du parti et ses éléments radicaux de gauche; c'est aussi alors qu'on ajouta au programme du parti un article prévoyant l'expulsion de tout membre qui aurait fait de la propagande en faveur du sabotage ou qui serait l'auteur d'un acte de sabotage.

Le même congrès adopta pour principe de ne jamais sortir des cadres de la légalité! Toutes ces décisions furent dictées par le désir de délimiter le parti des I. W. W. qui admettait l'arme du sabotage; d'un autre côté, le parti voulait gagner les sympathies de la «Fédération Américaine du Travail» (American Federation of Labour) qui luttait avec acharnement contre les I. W. W. Pour que cet état de choses paraisse plus clair, ajoutons que les I. W. W. forment une organisation ouvrière qui se prononce catégoriquement pour la lutte des classes, alors que l'A. F. L. passe des transactions plus ou moins louches avec la bourgeoisie.

Tous ces mots d'ordre nouvellement adoptés donnèrent satisfaction complète aux pasteurs ennemis de toute violence, et particulièrement de celle des ouvriers, et qui se prononçaient contre la lutte des classes, en général. A la suite de ces modifications du programme du parti, un regroupement s'y produisit, et les éléments de gauche groupés autour de Haywood, en sortirent.

A partir de 1912, les partisans de la «politique pure» («politics pure and simple») deviennent les maîtres du parti; au cours de cette année le développement numérique du parti atteint son point culminant et il réunit, en même temps, le maximum des voix aux élections. A ces élections, de nombreux candidats, désignés par le parti socialiste, furent élus aux parlements des divers états américains ou nommés à des postes publics ou gouvernementaux. Cette victoire de la «politique pure» provoqua des transports enthousiastes, qui s'apaisèrent aussitôt que les candidats nouvellement élus se furent mis au travail.

Tout d'abord, un conflit se produisit entre les candidats élus et les diverses organisations du parti. En plusieurs occasions, les nouveaux législateurs refusèrent d'obéir aux organes exécutifs du parti, déclarant qu'ils étaient responsables non devant le parti, mais devant leurs électeurs, dont la majorité n'appartenait pas au parti socialiste. On ne voyait pas, aussi, de différence, au parlement, entre les représentants des vieux partis bourgeois et ceux du nouveau parti socialiste, et les voix de ces «socialistes» ne se faisaient entendre au Congrès que très rarement. L'année suivante on constata une réduction sensible du nombre des adhérents. Ses leaders donnèrent à ce fait diverses explications plausibles, mais la cause réelle et principale de cette désertion, à savoir, le peu de confiance que les ouvriers avaient déjà, à cette date, en le parti socialiste leur échappa complètement. La campagne électorale de 1916 eut des résultats encore plus tristes: le total des voix que le parti reçut se trouva presque réduit de moitié, par rapport à l'année 1912. M. Benson, candidat socialiste à la présidence, ne différait de son rival, M. Wilson, que sur un point: M. Benson se prononçait pour un armement partiel et pour une petite flotte côtière.—M. Benson personnifiait en somme l'indigence morale et l'instabilité tactique du parti socialiste qui avait trahi la cause de la classe ouvrière.

Plusieurs organes ouvrirent, au cours des élections, une campagne contre M. Benson. Sur ces entrefaites, une «Ligue de Propagande» se constitua dans l'état de Massachusetts. Tout d'abord, comme elle n'avait pas d'organe de presse spécial, les leaders du parti n'en firent aucun cas; mais un peu plus tard, au début de 1917 quand la Ligue publia les premiers numéros de sa revue *L'Internationale*, le «Comité exécutif national» crut nécessaire d'intervenir et souleva la question, de savoir s'il fallait traduire la Ligue en justice pour crime d'hérésie. C'est vers cette date que les masses commencèrent à manifester leur mécontentement à l'encontre de la tactique du parti. De toutes parts on insistait sur la nécessité de convoquer un congrès du parti. A cette époque, deux courants s'esquissèrent au sein du parti: l'un—pacifiste et l'autre—chauvin; comme les Etats-Unis se préparaient précisément à prendre une part active et officielle à la boucherie européenne, la divergence de vues entre ces deux tendances acquit un caractère extrêmement vif.

Le congrès du parti eut lieu en 1917, à Saint-Louis; la plupart de ses délégués se déclarèrent pacifistes. La question capitale à l'ordre du jour du congrès était celle de l'attitude en présence de la guerre. Deux résolutions furent déposées sur le bureau du congrès: l'une, rédigée par M. Hillquit au nom de la majorité, l'autre rédigée par M. Budin—au nom de la minorité. Elles n'étaient pas opposées en principe: toutes les deux blâmaient la guerre et signalaient les mesures que devait prendre le parti socialiste au cas où les Etats-Unis se joindraient aux belligérants. Le congrès se prononça pour la résolution Hillquit. Il supprima du programme du parti l'article adopté en 1912 contre le sabotage. L'impression générale fut celle d'une victoire de la gauche.

Dès que le congrès eut pris fin, les Etats-Unis déclarèrent officiellement la guerre à la coalition germanique, mais la résolution de Saint-Louis ne resta qu'un chiffon de

papier. M. Budin fit publier un appel invitant les membres du parti à défendre la patrie et la démocratie, M. Hillquit fut équivoque. Consulté par plusieurs membres du parti sur l'attitude qu'ils devaient adopter devant l'entrée des États-Unis parmi les belligérants, M. Hillquit répondit que c'était là un cas de conscience personnel. A toutes les conférences locales, organisées par le parti dans divers états, les chauvins avaient même tenté d'obtenir la suppression officielle de la résolution de Saint-Louis; mais leurs efforts échouèrent.

Les éléments de gauche comprirent alors, une fois pour toutes, que tout travail commun avec les politiciens était impossible dans l'avenir. De nouveau, tous les yeux se tournèrent vers la «Ligne de Propagande» qui s'était mise à l'œuvre très énergiquement. Elle fut cependant forcée à suspendre peu après son activité pour les raisons suivantes: ses militants les plus actifs étaient partis pour la Russie, et le «gouvernement démocratique» persécutait sans merci la presse radicale; enfin les énormes commandes de guerre, procuraient aux ouvriers américains une aisance inconnue jusqu'alors.

Un nouveau changement se produisit donc au sein du parti socialiste: le nombre de ses membres d'origine américaine baissa sensiblement, tandis que, sous l'influence de la révolution russe, celui des émigrants politiques augmenta considérablement parmi les adhérents; de ce fait, le parti socialiste sans faiblir au point de vue numérique, éprouva une modification importante en ce qui concernait sa structure intérieure.

Au commencement de 1919, M. Hillquit, parlant dans une réunion publique, s'exclama: «Il ne passe dans notre parti une chose tout à fait anormale; 57% de nos membres sont des émigrants!»

Dès que la guerre eût pris fin et que le travail d'organisation fut repris, la «Ligue de Propagande» recommença son activité sous la dénomination nouvelle: *laite gauche du Parti Socialiste*. Son organe quotidien, *Le siècle révolutionnaire (Revolutionary Age)* paraissait à Boston sous la direction du camarade Fryne, qui était alors le seul marxiste parmi tous les journalistes du parti et qui garda, jusqu'à la fin, en ce temps de politique trouble, sa fidélité à la doctrine marxiste. *Le siècle révolutionnaire* nous fut d'une grande utilité pendant la première période de la vie politique de «L'Aile Gauche». Ce journal publiait et cherchait, tout particulièrement, à appuyer les opinions de «L'Aile Gauche», faisant, en outre, sur toutes les questions d'actualité une propagande révolutionnaire très active; il commentait aussi la situation en Russie et luttait énergiquement contre le parti officiel. Cette action acquit une force particulière au moment de la publication du programme de «L'Aile Gauche». Les questions qui, à cette époque, intéressaient au plus haut degré tout le parti étaient les suivantes:

- 1) Le parti doit rompre avec la Deuxième Internationale et adhérer à la Troisième Internationale.
- 2) Toutes les revendications réformistes doivent être retranchées du programme du parti; celui-ci se consacrerà à une intense propagande révolutionnaire.
- 3) Les écoles socialistes doivent être soumisees au contrôle du parti.
- 4) Le parti socialiste et les syndicats admettant la lutte des classes, doivent rester étroitement en contact.

Les leaders officiels du parti refusaient de discuter publiquement ces questions, ne voulant point révéler aux masses leur véritable physionomie politique. Aussi, de vives protestations se firent-elles entendre de toutes parts quand le comité exécutif national eut élu ses délégués à la conférence de Berne.

Pour y répondre le comité exécutif national déclara qu'il n'envoyait de délégués à Berne qu'aux fins de pure information. Mais cette attitude évasive coûta précisément aux leaders du parti la perte successive de toutes leurs positions.

Aux élections partielles des membres du comité exécutif national, «L'Aile Gauche» présenta sa liste de candidats, qui obtint une grande majorité. Se voyant battus aux élections, les vieux leaders du parti (Hillquit, Berger, etc.) comprirent

qu'ils étaient dans une impasse. Ils n'avaient de choix qu'entre deux partis: se rendre ou combattre à outrance. Ils préférèrent le combat.

Après les élections le comité exécutif national décida, au cours de l'une de ses séances, d'expulser du parti tous les membres des fédérations nationales et ceux de plusieurs sections locales, soit un total de 40.000 hommes environ, pris parmi les meilleurs militants du parti.

Les vieux leaders, survivants à leur carrière politique, croyaient assurer, par cet arbitraire, leur victoire aux élections prochaines et se maintenir à la direction du parti; mais, pour rendre ce procédé désespéré plus déceant et pour lui donner un aspect légal, ils déclarèrent que «L'Aile Gauche», en acceptant un nouveau programme à l'insu du parti, s'était exclue en fait. Ces messieurs semblaient avoir oublié qu'ils appartenaient eux-mêmes presque chaque jour, sans consulter qui que ce soit, de nombreuses modifications au programme du parti.

Aux conférences, organisées par «L'Aile Gauche» dans les villes et les états, cette attitude du comité exécutif national faisait l'objet de vifs débats; elle posait la question des mesures à prendre pour le rétablissement de la vie normale du parti. De nombreux camarades souhaitaient la constitution d'un nouveau parti. Pour donner une solution définitive à cette question, la décision fut prise de convoquer, le 21 juin, une conférence spéciale à New-York. Elle eut à résoudre ce problème impérieusement posé par les circonstances: fallait-il poursuivre la lutte au sein même du parti socialiste ou bien constituer un nouveau parti communiste? Les membres nouvellement élus du comité exécutif national voulaient la lutte au sein même du parti, alors que les fédérations et les sections locales expulsées insistaient sur la constitution d'un nouveau parti.

Les partisans de cette dernière opinion, présentaient les arguments suivants:

- 1) Une scission au sein du parti était inévitable; en restant dans le parti, on n'ajournerait cette scission que de deux mois (le congrès général du parti était fixé au 30 août; il devait décider du sort des membres expulsés).
- 2) Cet ajournement influencera défavorablement les masses. Voyant l'indécision du parti devant une situation parfaitement claire les masses perdront confiance en lui.
- 3) Les éléments nécessaires à la constitution d'un nouveau parti se trouvaient déjà groupés autour de «L'Aile Gauche», quant aux hésitants du «Centre» ils feraient plus de mal que de bien, au nouveau parti; on serait donc forcé, en fin de compte, à se séparer aussi du centre.
- 4) Le parti communiste ne pouvait compter sur aucun secours matériel du parti socialiste, et quant à son concours intellectuel le nouveau parti n'en avait nul besoin.
- 5) La conjoncture politique actuelle demandait à «L'Aile Gauche» qu'elle fixât toute son attention sur les trente millions d'ouvriers non organisés et non pas les trente milles socialistes, patriotes et chauvins.

Les raisons que donnaient les adversaires de la constitution d'un nouveau parti étaient celles-ci:

- 1) La lutte contre les socialistes-patriotes se poursuivait encore, et les élections au comité exécutif national avaient démontré que la victoire penchait de notre côté. C'était donc pour «L'Aile Gauche» un devoir de rendre cette victoire complète et définitive.
- 2) La plupart dos membres du parti ignorant complètement, jusqu'à ce jour, que la conférence se proposait de procéder à la constitution d'un nouveau parti, ses délégués n'avaient pas le droit de procéder à cette constitution.
- 3) Dans plusieurs états les ouvriers ignoraient l'existence de «L'Aile Gauche»; il était nécessaire donc, tout en restant dans le parti, de continuer la propagande parmi les masses.

Le vote révéla que la majorité de la conférence était pour la lutte au sein du parti socialiste. La minorité après avoir tenu une séance à part, avait décidé de convoquer le 30 août un congrès spécial à Chicago et d'y inviter tous les éléments sympathisant avec les communistes qu'ils appartenaient ou non au parti, ainsi que ceux appartenant à d'au-

tres organisationes politiques. La majorité décida, de son côté, de convoquer aussi un congrès à Chicago, le 30 août, mais les deux groupes ne purent aboutir à aucun accord. Du 21 juin au 30 août, de nombreux militants connus du parti passèrent de la majorité à la minorité.

Les camarades, qui formaient la minorité à la confé-

rence, constituèrent plus tard, le Parti Communiste, alors que les représentants de la majorité formèrent le Parti Ouvrier Communiste, moins important, au point de vue numérique, que le Parti Communiste.

A. N.

LE MOUVEMENT SOCIALISTE EN CORÉE

Note de la Rédaction.—Nous sommes tout particulièrement heureux de pouvoir publier ici le rapport que nous adresse un communiste coréen.

Le camarade Pak nous a dit de vive voix: «Les travailleurs coréens voulant appartenir à l'Internationale qui combat la politique coloniale des états impérialistes, ont adhéré à l'Internationale Communiste».

Voilà qui est bien dit.

Ces paroles si simples disent tout. La deuxième Internationale, l'Internationale Jaune, soutient, en se justifiant par des phrases sur la «civilisation» et le «progrès», les entreprises du rapine des états impérialistes contre les peuples des colonies. L'Internationale Communiste a pris pour mot d'ordre: «Hors des colonies!» et encourage, dans toutes les colonies le mouvement émancipateur qui résiste aux bandits impérialistes. C'est pourquoi des millions de travailleurs Coréens, Chinois, Indiens, Persans, Afghans, en s'éveillant à l'espoir et à la lutte, tournent leurs regards vers l'Internationale Communiste.

Nous les saluons tous, avec joie, au nom du prolétariat révolutionnaire organisé dans l'Internationale Communiste.

Le mouvement socialiste des masses ne date en Corée—c'est-à-dire dans un des pays les plus arriérés de l'Extrême Orient—que de peu de temps. Aussi ne faut-il pas s'attendre à ce que les représentants de ce mouvement puissent fournir sur leur action révolutionnaire des rapports aussi substantiels que ceux des autres pays.

Dès l'automne de 1910, c'est-à-dire depuis la perte de l'indépendance nationale de la Corée, une période de réaction et de stagnation sociale s'est ouverte pour le pays. L'impérialisme japonais, ayant soumis le peuple coréen, supprima, afin de mieux l'asservir, toutes les libertés de presse et d'association. Dès lors les masses coréennes, souffrant inexprimablement du joug étranger n'eurent d'autres aspirations que celles vers l'affranchissement. Mais ces aspirations ne pouvaient se manifester que difficilement dans l'atmosphère de répression sans vergogne créée par les impérialistes japonais: toute initiative d'une portée sociale, dans les domaines de l'instruction, de l'organisation, de l'activité spontanée des masses se heurtait à une résistance acharnée des autorités qui n'admettaient ni l'existence légale des organisations politiques, ni même celle des organisations de l'enseignement et de la culture intellectuelle. C'est dans ces conditions que dut se développer le mouvement social coréen et que naquit notre groupement *l'Union de Libération*. En 1910, un Congrès des organisateurs posa le premier fondement des organisations socialistes en Corée, par la création du Bureau Exécutif de l'Union. Mais sous la pression chaque jour croissante de la réaction ce Bureau Exécutif dut émigrer, d'abord en Mandchourie, puis en Sibérie. Dès les premiers jours, d'ailleurs, toute la presse nationale et patriotique s'était livrée contre lui à des attaques féroces; et les conditions sociales étaient loin d'être favorables à la croissance et à l'affermissement de notre organisation; le principe de la lutte des classes ne pouvait inspirer les travailleurs coréens tant que cette lutte elle-même ne leur était connue que par des on-dits. La politique de réformes libérales du gouvernement avait de 1897 à 1907 presque effacé les distinctions de caste, et le développement très lent du capitalisme ne suscitait pas encore d'antagonismes de

classe bien nets. Eloignées du pouvoir par la main de fer de l'impérialisme japonais la noblesse et la bourgeoisie agissaient de concert avec les classes pauvres supportant avec elles le lourd fardeau de l'oppression étrangère et de la lutte de libération. On pouvait observer dans les masses populaires un mouvement nationaliste très profond suscité par la lutte quotidienne contre le conquérant d'outre-mer. Pourtant le nombre de nos adhérents crût d'année en année; les meilleurs éléments de la jeunesse venaient à nous. Notre Union était la seule qui posât en principe que la libération véritable de la Corée ne pouvait être que le fruit d'une révolution au Japon. Les sincères protestations des socialistes japonais contre la politique d'annexions du mikado et les persécutions dont ils étaient l'objet portèrent la première atteinte à «l'union sacrée» nationale, en Corée. De la scission du mouvement naquit une idéologie nouvelle, tendant à la collaboration avec les éléments avancés du Japon, mais ne donna que peu de résultats: l'incompréhension et la défiance mutuelle rendirent toute collaboration impossible. Les meneurs du mouvement coréen voyaient dans leur propre peuple le porteur des idées démocratiques. Ils espéraient que, sous le joug du fonctionnarisme japonais, la noblesse coréenne et la bourgeoisie naissante deviendraient véritablement démocrates. Et c'était leur plus grave faute.

Ils ne croyaient pas à l'exactitude des lois président à l'évolution sociale, découvertes par les fondateurs du matérialisme historique. Mais la marche tout entière de la vie économique et politique en Corée de 1912 à 1917, a dissipé les illusions utopiques de nos milieux avancés et la Grande Révolution Russe les a contraint de reconnaître leurs erreurs. Les événements mirent un terme aux illusions de la Démocratie Coréenne et les divergences de vues au sein de l'Union amenèrent nécessairement à une scission. La conférence de Khabarovak (1918) sanctionna cette scission comme un fait accompli. C'est là que se fonda vraiment l'Union des Socialistes Coréens (*Khanin-Sakhe-Dan*) et son apparition fit entrer le mouvement coréen dans le courant du mouvement Socialiste Universel. Jusque là la réaction tchéco-slovaque, l'Union des Socialistes Coréens, conservant en Sibérie le bénéfice de l'existence légale, éditait des feuilles volantes, etc. et entreprit de rapprocher et d'unir en vue d'une action commune contre l'impérialisme japonais tous les partis socialistes de l'Extrême Orient. Il fit aussi tout ce qui était en son pouvoir pour s'acquitter de son devoir de solidarité envers les camarades russes.

Tandis que la révolution chinoise s'étant réduite en réalité aux proportions d'une conjuration de palais avait passé inaperçue aux yeux des masses populaires coréennes, la révolution russe, au contraire, en portant un coup terrible à l'ordre social capitaliste, éveilla ces masses à une vie nouvelle. Les appels de la révolution russe et ses grandes nouvelles leurs parvenant des régions de l'Oussouri suscitaient chez elles un enthousiasme profond.

Les émeutes suscitées au Japon par la «crise du riz», les conséquences de la guerre mondiale, l'œuvre de la Conférence de Versailles et de la Ligue des Nations—sur lesquelles nos patriotes et jusqu'à un certain point, les droitiers de nos groupes fondaient leurs espoirs,—les défaites des socialistes dans les états nouvellement créés, les événe-

ments de mars en Corée,—tout cela donna une nouvelle signification à notre vie sociale, dont le cours vertigineux suscitait sans cesse des événements nouveaux, posait de nouveaux problèmes, exigeait impérieusement des réponses mûrement délibérées. Au mois d'avril (1919) les deux grandes organisations,—l'Union des Socialistes Coréens, *Khanin-Sukhe-Dan* et l'Union des Nouveaux Citoyens, *Chin-Min-Dan*—convouèrent aux environs de Vladivostok un Congrès Commun, 49 délégués y assistèrent représentant 30.000 adhérents dont le tiers env. appartenait au premier groupe et les deux autres tiers au second.

La gauche du Congrès défendit le principe de la lutte des classes, rattachant ses espérances au mouvement ouvrier international et, plus spécialement, au mouvement ouvrier japonais; la droite cependant trouvait nécessaire une étroite alliance avec la bourgeoisie et la noblesse, considérant leurs groupes comme étant actuellement révolutionnaires. Elle conseillait à la gauche de se défer de l'état d'esprit chauvin du prolétariat japonais. Mais la victoire resta aux éléments de la gauche qui soutenaient la nécessité de combattre pour l'indépendance de la Corée, en étroite alliance avec la classe ouvrière du Japon et des autres pays et qui considérait cette lutte, non comme un mouvement nationaliste et chauvin anti-nippon mais comme une action dirigée contre l'impérialisme japonais.

L'ordre du jour du Congrès comportait toute une série de questions. Celles de la politique internationale attirèrent naturellement le plus l'attention des délégués.

Le Congrès décida la fusion des deux organismes en un seul qui adopta le nom de *Parti Socialiste Coréen* (*Khanin-Sukhe-Dan*). En fait les militants des deux groupements avait collaboré dès avant, avec la plus entière solidarité. Cette fusion était maintenant sanctionnée au point de vue de l'organisation.

Le Congrès adopta un programme contenant les thèses fondamentales que voici :

1) L'émancipation de la Corée du joug de l'impérialisme japonais et de l'exploitation capitaliste est la condition du développement physique, intellectuel et moral des masses laborieuses coréennes.

2) Considérant que les intérêts des masses laborieuses coréennes et japonaises sont semblables et que le joug du capitalisme et de l'impérialisme japonais pèse également sur elles, les organisations révolutionnaires des deux pays doivent demeurer étroitement unies.

3) La Corée entrant dans la voie du capitalisme, le Parti a pour devoir d'organiser et d'instruire dans un esprit révolutionnaire les prolétaires des villes et des campagnes,— et de les guider dans leur lutte quotidienne contre le capital.

4) L'expérience du mouvement révolutionnaire international et l'expérience de la révolution coréenne commencée par les troubles agraires de la fin du siècle dernier, prouvent qu'aux époques de conflits entre les classes, la justice et l'égalité ne peuvent triompher que par la violence des exploités contre les exploités. Le parti considère le gouvernement des Soviets comme étant la forme de pouvoir correspondant le mieux à ce but.

Le Congrès accepta unanimement ces thèses,—exception faite de cinq délégués qui, d'ailleurs, en sortirent.

Il passa ensuite à l'examen des questions d'actualité. Bien que le mouvement insurrectionnel commencé en mars dernier et qui continue jusqu'à ce jour, soit dirigé par les nationalistes et dirigé dans le sens des antagonismes nationaux—ce qui rend impossible l'acquisition de résultats vraiment heureux — le Congrès, considérant qu'il est inadmissible de contrecarrer un mouvement révolutionnaire, quel qu'il soit, décida d'entreprendre une propagande active afin d'orienter ce mouvement vers la lutte des classes et de créer des relations étroites avec les socialistes japonais afin de combattre de concert avec eux la noblesse et la finance des deux pays, Japon et Corée.

Quant à la Conférence de Versailles le Congrès adopta une résolution dont nous résumerons comme suit le contenu : Les représentants des puissances de l'Entente s'étant réunis, à la Conférence de Versailles, dans le seul but de partager les fruits de leur victoire et les petites nation-

alités n'ayant été représentées à la Conférence que par d'insignifiantes minorités, on ne peut douter que leurs légitimes revendications soient vouées à l'insuccès. Tel sera aussi le sort de celles de la Corée. C'est pourquoi la Conférence croit indispensable d'entreprendre au sein des masses une propagande active contre la Conférence de la Paix.

De l'avis du Congrès la Ligue des Nations est actuellement ce que fut la Sainte Alliance après les guerres napoléoniennes; elle est dans l'impossibilité de garantir aux petites nationalités, qu'elle met elle-même en minorité, les libertés essentielles. Le Congrès décida par conséquent d'exiger par l'agitation et la propagande le rappel des délégués de la Corée à la Conférence de la Paix et le rappel de ses représentants auprès de la Ligue des Nations,— si toutefois la Corée manifestait l'intention d'y adhérer.

Le Congrès examina ensuite la question de la III-e Internationale. Les armements du Japon et de l'Allemagne «opprimées» par ses vainqueurs d'une part; la cupidité des impérialistes anglo-franco-américains de l'autre; et enfin, les antagonismes de races peuvent, si les révolutionnaires socialistes du monde entier ne s'insurgent unanimentement contre la guerre, provoquer à nouveau une conflagration générale. Le Congrès décida d'entrer en relations avec les différents partis socialistes de l'Asie Orientale pour une action commune contre le pan-mongolisme et d'adhérer à la III-e Internationale, alors en voie d'organisation en Europe, pour combattre l'impérialisme mondial.

La résolution en question précisait notamment que «les socialistes de l'Asie Orientale ne peuvent en aucune façon demeurer en contact avec les majoritaires de la II-e Internationale, qui soutiennent la politique coloniale de leurs gouvernements.»

A l'époque où avait lieu notre Congrès nous ignorions encore la fondation, à Moscou, de la III-e Internationale.

Considérant la Sibérie comme devant être la base même de son activité politique et voyant avec douleur l'influence japonaise croître de plus en plus en Extrême-Orient, le Congrès, après examen de la question sibérienne et de ses rapports avec la République des Soviets russes, adopta la formule suivante: la victoire de la République des Soviets russes en Extrême-Orient et l'indépendance de la Corée étant conditionnées par les destinées de l'impérialisme japonais et notre parti, reconnaissant la nécessité d'établir la future République Coréenne sur le principe soviétiste, souhaite tout particulièrement l'aide des Soviets russes, si riches en précieuses expérience révolutionnaire, comptant sur les Soviets russes dans sa lutte contre l'impérialisme japonais et contre la bourgeoisie et la noblesse coréennes, charge le Comité Central d'accomplir immédiatement toutes les démarches que les circonstances rendront utiles.

Le Congrès définit son attitude envers le Conseil national coréen dans une résolution invitant les membres du parti à résigner les fonctions qu'ils occupaient au sein de cette assemblée et laissant au Comité Central le soin de décider du rappel pur et simple des représentants du parti, pour le cas où le Conseil poursuivrait une politique contraire à notre programme.

Le Congrès étudia enfin la situation au Japon, en Chine et dans tout l'Extrême-Orient. Un Comité Central fut élu.

Notre bourgeoisie nationale nous répétait que l'heure n'était pas aux conflits de classe, que toutes les forces vives de la nation devaient être réunies contre l'ennemi commun, contre le joug japonais, mais les travailleurs coréens conscients résolurent de ne céder en rien aux assurances hypocrites des politiciens bourgeois. Sous le joug de la bourgeoisie coréenne le peuple coréen ne souffrirait pas moins que sous celui des conquérants japonais.

Depuis ce Congrès le Parti Socialiste Coréen a définitivement rompu avec la bourgeoisie et la noblesse de son pays; il s'est placé sur la plateforme de la lutte des classes, adoptant pour mot d'ordre ces quatre mots : Libre République de Corée. Entré de la sorte dans la voie de la lutte révolutionnaire notre parti va de l'avant, vers l'avenir, énergiquement, hardiment, sûr du concours fraternel du socialisme chinois et japonais qui combat à ses côtés contre la réaction,

pour la libération définitive des travailleurs, pour la révolution mondiale.

Telles sont les directives du Parti Socialiste de Corée. Partout où les travailleurs des villes et des campagnes ne sont pas encore avec nous, nous développons le plus intense travail d'agitation et de propagande.

Jamais encore dans l'histoire du mouvement socialiste international, la nécessité d'une étroite union des masses laborieuses de tous les pays contre l'impérialisme mondial ne s'est fait sentir avec une telle évidence. Notre parti,

conscient de cette nécessité, répond avec joie à l'appel de la III^e Internationale et je suis, pour ma part, convaincu que nous ne tarderons pas à prendre rang dans le combat pour la révolution mondiale — et pour l'accomplissement de notre tâche révolutionnaire dans notre propre pays — parmi les prolétaires d'Europe, d'Amérique et d'Asie.

Djichoun PAK

(membre de la délégation coréenne, — membre du Comité Central du P. S. C.)

CHRONIQUE

FRANCE

Les élections et les pertes socialistes.

Les élections à la Chambre qui ont eu lieu le 18 nov. ont été, pour le Parti Socialiste Unifié, désastreuses. Il ne sera plus représenté à la nouvelle Chambre que par 55 députés, au lieu de 86. Il perd donc 31 sièges (1). Au nombre des députés battus se trouvent les deux leaders officiels, Renaudel et Jean Longuet, le socialiste-clémenciste Pierre Laval, les députés de «l'extrême gauche» Sixte-Quenin, Mayéras et Brizon (Kienthalien). Sont par contre réélus: Albert Thomas, Sembat, les social-patriotes récemment exclus des listes électorales du Parti, Lauchou, Aubriot, Rozier; parmi les révolutionnaires Alexandre Blanc. Au reste l'allure générale de ces élections est indiscutablement conservatrice. Bourgeois et petite-bourgeois français, vieux et nouveaux riches aux pesants coffres-forts, petits rentiers désolés d'avoir trop prêté au tsar, paysans crissus, enrichis pendant le massacre ayant fait bloc «contre le bolchévisme», ont même écarté, dans leur terreur imbécile, quelques-uns de leurs meilleurs amis. Une collection d'anciens ministres (Colliard, Lafferre, Morel) reste ainsi sur le carreau, en compagnie de radicaux de toutes nuances: Augagneur, Daubiez, René Renaud, Cruppi, etc. La démagogie républicaine de ces messieurs a purgé trop périlleuse. Les gains se répartissent entre les progressistes (76), l'action libérale (42), les conservateurs (40), les républicains de gauche (36), l'Action française royaliste et catholique (5). La presse est unanime à reconnaître la victoire éclatante de M. Clémenceau. «Ces élections nous annoncent dix ans de réaction», déclarent certains radicaux.

Certes le vieux dictateur de la Haute-Banque française en éprouve une juste satisfaction. Mais le Parlement français s'est montré si nul avant la guerre, si nul pendant la guerre, si nul pendant qu'on faisait la paix sans daigner l'en informer, il a vécu dans un tel discrédit à côté et en dehors des événements sociaux, que sa composition ne peut guère avoir d'influence réelle sur les destinées du pays. Qu'un parlement bourgeois contienne trente députés de plus (ou du moins) appartenant à tel parti bourgeois plutôt qu'à tel autre, voilà qui ne modifie pas sensiblement la situation de la classe ouvrière. Or, la défaite des socialistes unifiés prouve seulement à nos yeux:

1. Que la mécanique de dictature bourgeoise appelé Parlement est, en France, porté à un rare degré de perfection;
2. Que les hésitations et les faiblesses du Parti Socialiste Unifié lui ont fait perdre la confiance d'un grand nombre de travailleurs qui se sont désintéressés des élections;
3. Que le manque de hardiesse révolutionnaire du P. S. U. a rendu un immense service à la réaction.

(1) Nous avons sous les yeux la *Presse de Paris* du 19 nov. où le chiffre des pertes du P. S. U. est indiqué comme étant de 37.

Néo-majoritaires et «Centristes» — Longuet, Mayéras, etc. — en sacrifiant sans cesse l'esprit révolutionnaire au mythe et au fétiche de l'Unité du Parti, ont découragé les énergiques, fatigué et troublé les hésitants. Ce n'est pas avec eux, c'est sans eux, en dehors d'eux que le prolétariat révolutionnaire s'ouvrira un chemin. Le groupe parlementaire du Parti n'a pas, surtout depuis que se pose la question du bolchévisme, représenté ou éclairé les masses; il les a suivies à contre-cœur; quand elles acclamaient les Soviets dans les rues, il a timidement, platoniquement, médiocrement protesté contre l'Intervention; il ne fallait rien de plus pour en détacher les masses et pour unir contre lui toutes les nuances de la réaction. Et le fâcheux c'est qu'on ne peut rien espérer de mieux de sa nouvelle composition, M. Paul-Boncour, ancien sous-secrétaire d'État, radical d'hier, socialiste bourgeois, étant d'ores et déjà considéré comme son leader.

Que l'on tienne compte aussi du jeu très spécial du scrutin de liste grâce auquel Longuet, Mayéras, Frossard, P. Faure, Verfeuil, etc., ayant obtenu *chacun* de 110 à 115 mille voix ouvrières à St-Denis et Sceaux ne sont pas élus, — tandis que nous constaterons en d'autres endroits l'élection des candidats réunissant moins de 20 mille voix. C'est le cas du royaliste Léon Daudet élu par 19.685 voix! Les 115.000 socialistes de la cité ouvrière de St-Denis n'auront donc pas un seul représentant à la Chambre, tandis que les cinq royalistes élus ne groupent peut-être pas, tous ensemble, autant de voix! Ailleurs, notre camarade Jacques Sadoul, dont le seul nom est acclamé dans toutes les réunions réunit 40.363 voix, — et n'est pas député parce qu'on a pris soin de le juger — sans l'entendre — la veille des élections et de le condamner à mort. Beau début pour le nouveau système.

La candidature de Sadoul, remarquons-le, était bien une candidature de combat. Elle posait la grande question: pour ou contre le bolchévisme. Nous pouvons donc souligner que plus de 40.000 ouvriers, dans la banlieue de Paris, ont tenu à affirmer au grand jour leur ardent sympathie communiste, à l'heure même où toute la presse bourgeoise et socialiste «jaune» — sans exception — prêchait la croisade contre le bolchévisme.

Les scandales.

La série des scandales continue. Trois jours avant le scrutin la Société Générale arrêta le député Paul Meunier — gauche radicale. — directeur du quotidien *La Vérité*, sous l'inculpation d'intelligences avec l'ennemi.

M. Paul Meunier est-il le traître ou le louche intrigant que dénoncent ses ennemis politiques? Ou le vieillard en colère qui gouverne en France a-t-il saisi un prétexte pour étrangler en lui un adversaire comme il étrangle naguère M. Caillaux? Choses secondaires après tout. Ce qui nous intéresse c'est le tableau des bonnes mœurs bourgeoises. En dix-huit mois, nous aurons donc vu destituer, inculper, arrêter sous diverses inculpations de trahison ou de complicité:

un ancien président du Conseil, un premier président de la cour de cassation, un sénateur vice-président de la Commission de l'armée, un directeur de la Sûreté Générale, deux députés et je ne sais combien de journalistes influents... Tous patriotes de profession!—En vérité il y a quelque chose de pourri dans la bourgeoisie française.

Est-ce pour cela qu'elle se délecte à l'ignoble spectacle des exécutions? Tous les journaux français ont consacré des pages entières à relater dans ses moindres détails l'exécution de Pierre Lenoir (copropriétaire du *Journal* avec le sénateur Humbert, acquitté) que l'on dut fusiller, abruti de morphine et attaché sur une chaise. On comprend que l'imagination des gens qui se complaisent à de pareils spectacles, invente volontiers des «horreurs bolchévistes».

Crise du charbon.—Grèves.—Condamnations.

La crise du charbon, si grave déjà les années précédentes provoque à Paris de vives inquiétudes. En août-septembre-octobre la ville a reçu 283.192 tonnes de houille au lieu des 400.000 dont elle avait besoin. Ses stocks ont réduits à 14.000 t. Perte de combustible les usines de la banlieue ont été privées de courant. Cette situation grave se prolonge—sans que l'on y voie de remèdes!—malgré le pillage de l'Allemagne qui fournit par jour 17.000 tonnes de coke et de charbon!

Le mouvement gréviste, autrement important en fait que les victoires électorales de la réaction, ne discontinue pas.—A Lyon (fin oct.), grève dans l'industrie de la soie (tissage, moulinage). Près de 20.000 travailleurs réclament un salaire minimum. Les patrons, indignés de ne pouvoir satisfaire à des «commandes pressantes» (et lucratives) menacent de décréter le lock out! —A Marseille, les inscrits maritimes se mettent en grève pendant la période électorale.—A Paris les employés, vendeurs, vendeuses des grands magasins (Bou Marché, Galeries Lafayette, etc.), et ceux de l'Alimentation défendent leur droit par la grève. Des confits se produisent chez Potin.—Les travailleurs refusent d'emballer des munitions destinées à la contre-révolution russe.—Les imprimeurs, typographes, lyotipistes des grands journaux, à la veille des élections, décrètent la grève à Paris, paralysant ainsi toute la presse bourgeoise. Celle-ci résiste et les situations se présentent. Faisant appel au travail des renards, tous les journaux bourgeois réunis contre l'ennemi commun, l'ouvrier, font paraître un quotidien commun la *Presse Parisienne*, où *Le Temps*, *Le Radical*, *L'Action Française*, *L'Homme Libre*, etc., etc. figurent côte-à-côte. Royalistes, cléricalistes, radicaux de tout poil cette fois sont d'accord. Leur cri de guerre est «sus au bolchévisme!» Le Comité de grève autorise la parution de la *Feuille Commune* qui groupe dix journaux révolutionnaires ou d'opposition. Cette simplification de la presse — réduite à deux organes de classe — est caractéristique.

Le patronat d'ailleurs manifeste une tendance générale à la coalition. Après la Confédération Générale Agricole (et patronale) voici que se forme la Confédération Générale de la Production française, vaste syndicat d'exploiteurs résolu à défendre ensemble leurs bénéfices...

Condamnations (fin oct.). Les marins du *Provence* et du *France* sont jugés par de conseils de guerre. Pour s'être solidarisés avec les communistes russes et pour s'être mutinés ils sont sévèrement frappés. Nous avons des renseignements précis concernant ceux du *France*: 5 hommes condamnés à 2 ans de prison, deux à 3 ans, un à 4 ans, un à 5 ans, deux à 6 ans de détention et un à 8 ans.—Est-ce la bonne manière de prouver aux marins bolchéviques qu'ils ont tort?

Les ouvriers, les intellectuels, la presse et le bolchévisme.

Si profonde et si grande est la sympathie des ouvriers français envers leurs frères russes qu'ils ont voulu fêter le 2-me anniversaire de la victoire des Soviets par des grèves de démonstration. Ces faits ont été passés sous silence par la presse française et nous n'en sommes informés que par des

journaux scandinaves. Le 26 octobre une réunion syndicaliste à laquelle assistèrent les délégués de 27 syndicats avait lieu à Paris. Elle décidait de protester contre les restrictions apportées à l'amnistie et contre la politique d'intervention dans les affaires russes, par une grève fixée au 7 nov. jour anniversaire de la révolution d'Octobre. Les cheminots de l'État étaient décidés à faire grève.—La Bourse du Travail refusa ses locaux à ces organisations dont les desseins étaient apolitiques et non corporatifs (1).

Chose remarquable, un mouvement parallèle s'accroît puissamment dans les milieux intellectuels français. Tout ce qui est intelligent, instruit, jeune de cœur et d'esprit, sympathise ardemment avec la révolution prolétarienne de Russie. Après les manifestations réitérées des instituteurs, après le «*Nous accusons*» de M. H. Barbusse—qui a valu au noble écrivain une bordée d'injures de M. Bourtsév—*L'Humanité* du 26 octobre a publié, dans un numéro spécialement consacré à la république des Soviets, un manifeste signé de près de quatre-vingts intellectuels français (au nombre desquels figurent Anatole France, Georges Duhamel, Jules Romains, Henri Barbusse) unanimes à flétrir le blocus «crime sans précédent et sans excuse». Ils «refusent de s'y associer même par le silence» et «protestent contre cette infamie de toute l'énergie de leurs cœurs et de leurs esprits...» C'est ainsi que la pensée française se désolidarise de la «politique du crime» de M. Clémenceau.

La presse capitaliste répond à tout cela en continuant sa campagne — insane et ridicule — de calomnies contre les Soviets. Il faut vraiment le voir et le toucher pour admettre que l'on puisse, à Paris, en 1919, publier impunément tant d'énormités. Faisons rapidement de ces perles un tout petit collier. *The Times*, *Le Matin*, *Le Journal* (fin oct.) annoncent sérieusement à leurs lecteurs que «les bolchéviques suppriment en Russie les prisons et les remplace par des numéros». — *La Cause Communiste* du triste Bourtsév publie un portrait moral de Léline qui «prenait plaisir dans sa jeunesse à exciter des chiens sauvages à s'entre-déchirer» (C. C. N° 66). — Du même torchon, après des fausses lettres de Guilbeaux et divers autres faux documents bolchéviques, ces nouvelles: «Lénine et Trotsky songent à renoncer au pouvoir» (8 nov.). — «Le Gouvernement des Soviets se prépare à fuir au Turkestan». — «Les bolchéviques instituent la journée de 12 heures pour les ouvriers». — «Les bolchéviques nationalisent les enfants...» — Enfin *Le Temps*, journal gravo, du 30 oct. publiait que: «les femmes prolétaires de Pétrograd combattent devant Tsarskoe Selo sous le commandement des Chinois...» — Imbéciles, fourbes ou fumistes? Les trois sans doute. Mais imbéciles surtout.

Afin de défendre contre l'arbitraire et les brutalités de la réaction leur liberté de réunion des militants ouvriers ont formé une garde populaire, en qui l'on s'accorde à voir l'embryon des futures gardes-rouges... Ne lui appartenait-il pas d'imposer aussi un peu plus de retenue aux larbins de la presse bourgeoise?

V.-S.

ITALIE

La situation intérieure de l'Italie est nettement révolutionnaire. Des conflits quotidiens mettent aux prises possédants et prolétaires. Le peu de renseignements précis qui nous parviennent d'Italie ne nous permet que d'indiquer presque au hasard quelques épisodes de la grande bataille révolutionnaire en cours dans la péninsule. Le 9 oct. dernier à l'heure même où toutes les forces de police et de réaction étaient mobilisées à Piacenza en présence de la grève géné-

(1) Les informations ne nous parviennent que très difficilement. Nous ignorons encore à l'heure actuelle si la grève se produisit ou si les meneurs opportunistes réussirent à l'écarter cette fois encore. Mais la décision de 27 syndicats parisiens nous paraît avoir par elle-même une certaine importance.

rable des travailleurs agricoles, — en Sicile, à Castanisetta, les carabinieri mitraillaient des paysans: huit étaient tués, trente blessés. Les journaux ont annoncé à la même page les centaines d'arrestation de Piacenza et la massacre de Castanisetta. Cependant à Foggia, la Ligue Paysanne, s'inspirant des principes les plus simples de l'action directe, occupait les terres incultes, 4.000 travailleurs de la terre, suivis de près de cent attelages chargés d'instruments agricoles, exproprièrent paisiblement un propriétaire faïocant. Ici encore la force intervient: gens de police, carabinieri, cavalerie, artillerie, toutes les armes de la patrie bourgeoise viennent arracher aux prolétaires de la campagne la terre qu'il leur faut pour vivre, mais qui appartient à un parasite. Ajoutons pourtant que dans cette circonstance difficile, le Préfet de l'endroit annonce et promet un décret qui doit bientôt permettre aux paysans de défricher les terres incultes. Fort heureusement les paysans italiens savent qu'il ne faut égarer passage que lorsqu'on a passé. Les représailles, surtout sanglantes, ne feront que précipiter les événements. Le rôle des paysans dans l'action révolutionnaire s'annonce ainsi comme devant être en Italie un facteur important de la transformation sociale. Et l'unité d'aspirations du prolétariat des villes et des campagnes y crée pour la bourgeoisie la plus grave menace.

Au reste la péninsule vit sous une menace révolutionnaire croissante. Les grands gestes et les grandiloquentes paroles de M. D'Annunzio suffisent peut-être à divertir les va-t-en guerre nationalistes — mais ne sont pas faits pour distraire de ses intérêts un prolétariat nombreux, instruit et dirigé par le seul Parti Socialiste du monde qui n'ait pas renié le socialisme. Les récentes élections (18 nov.) ont presque doublé le nombre des députés socialistes à la Chambre. Alors que le parti ne disposait autrefois que de 81 sièges, il est désormais représenté par 163 députés. La plupart des grands centres seront représentés à la chambre, en majorité, par des socialistes: Turin a élu 11 socialistes sur 18; Mantoue 4 sur 6; Venise 3 sur 6; Ravenne 5 sur 8; Florence 8 sur 13; Milan 11 sur 20; Gènes en élit 6 et Rome 4.

L'intransigeance révolutionnaire des militants italiens est ainsi récompensée. Leur succès faisant contraste avec l'effondrement des socialistes opportunistes et patriotes du P. S. U. français, n'étant évidemment dû qu'à leur courageuse attitude d'opposition. S'ils demeurent en contact avec les masses, d'heure en heure plus pressées d'en venir aux actions décisives (!), l'Italie entrera bientôt dans une phase nouvelle de son histoire.

Parmi les organes du prolétariat italien, défendant les idées de la Troisième Internationale, mentionnons:

la revue bimensuelle *Comunismo* (Milan) dirigée par le camarade Serrati qui publie les principaux documents de l'Internationale Communiste et des articles des camarades Lazzari, Panekok, Léoiné;

la *Guerra di Classe* hebdomadaire syndicaliste de Bologne, auquel collaborent des militants de première valeur, tels que Luigi Fabbri, Armando Borghi, Enrico Leone.

V.-S.

ANGLETERRE

Le déficit et la misère.

Le capitalisme anglais est sorti de la guerre profondément meurtri, atteint de blessures qui, dans un laps de temps plus ou moins long, doivent le tuer. Plus d'une fois déjà les hommes d'état anglais ont agité devant la Chambre des Communes le spectre de la banqueroute. Lord Austen Chamberlain, chancelier de l'Échiquier, s'il a employé à la séance du 29 oct. un langage officiellement optimiste, n'a

(!) Notons ici que les opérations électorales ont été marquées à Milan par de sanglantes émeutes suivies de grève générale.

rien pu dissimuler de la gravité réelle de la situation. L'Angleterre doit faire face à un déficit de 473.000.000 de livres (soit au taux actuel du franc plus de 15 milliards), indépendamment de sa dette nationale, formidablement accrue par la guerre... victorieuse. Mais tout va bien néanmoins! déclare le chancelier et il le prouve: le département des Finances promet de ne porter nulle atteinte aux droits du capital; de ne pas avoir recours à l'impôt sur le revenu; de ne pas faire rendre gorge aux nouveaux riches. Sans doute se bornera-t-on à taxer encore un peu les vivres du pauvre? Sur quoi la chambre mise en bonne humeur rejeta l'amendement Clynes qui proposait la confiscation des fortunes de guerre et un impôt sur le capital. Cette semaine-là, simple coïncidence peut-être? le prix du sucre augmentait d'un penny par livre. Sydney Webb, socialiste modéré, apprécia la situation en ces termes: ou il faut recourir à un impôt sur le capital et le revenu, — ou il faut renoncer à toutes les réformes sociales projetées... Bernard Shaw, conclut en souriant: *économie de Bellam* (Bellam est le «Charenton» britannique) car il ne voit d'issue que dans la nationalisation des grandes industries, à laquelle, dit-il, «bon gré, mal gré vous devrez vous résigner». Le plus populaire des socialistes anglais semble bien exprimer là l'opinion des masses.

Quant au gouvernement il a recours à de fâcheux expédients. D'une part il annonce la suppression de tout secours au général Déakin, et ce lâchage formel provoque dans les sphères impérialistes un grand mécontentement. De l'autre il supprime l'allocation aux sans travail qui se comptent par centaines de mille. 30.000 femmes à Londres vont se trouver vouées à la plus hideuse misère. De toutes les villes industrielles, monte, menaçante, la plainte des sans travail. A ce bref tableau des énormes difficultés financières du royaume que l'on veuille bien ajouter: 1) les grèves d'une ampleur et d'une force sans précédent — dont nous parlerons dans un instant; 2) la guerre civile en Irlande; 3) la révolte intermittente de l'Égypte; 4) la guerre aux frontières septentrionales de l'Inde (où l'on organise une expédition de représailles contre certains tribus afghanes) et l'insolubilité du problème russe... On aura alors une idée de la situation, peu brillante — en vérité, du capitalisme anglais.

Les élections municipales. — La non-intervention.

Ce n'est pas sans de bonnes raisons que M. Lloyd Georges retire ses assurances de non-intervention dans les affaires russes. Après le Congrès de Glasgow, après les innombrables démonstrations ouvrières contre l'intervention, les élections municipales ont fourni à la volonté populaire une occasion de se manifester de façon éclatante. Car on ne saurait attribuer au très grand succès socialiste une signification purement locale. Les électeurs n'entendent certes pas faire du socialisme à l'échelle municipale. Il s'agit bien plutôt d'une manifestation d'état d'esprit et d'une protestation à peine voilée contre la politique financière du gouvernement et contre sa politique russe... Toujours est-il que le Labour Party qui, lors des élections municipales de 1912, n'obtint la majorité dans aucun conseil l'obtint cette fois dans 13 conseils londoniens (Deptford, Woolwich, Shoreish, Camberwell, Greenwich, Battersea, Islington, Southook, etc.). Il gagne dans le Comté de Londres 182 sièges, tandis que les réformistes locaux en perdent 130 et les progressistes 65. A Liverpool, à Manchester, à Birmingham les gains socialistes sont aussi considérables.

Et cette victoire électorale des socialistes dont le mot d'ordre est «Bas les mains devant la Russie ouvrière» survient quelques jours après l'équivoque discours de l'équivoque Lloyd Georges (surpris par M. Bullit en flagrant délit de mensonge) sur la non-intervention dans les affaires russes. «Nous ne pouvons financer indéfiniment la guerre civile en Russie», avait-il déclaré, en somme. Et M. Donald Maclean et Lord Robert Cecil de faire chorus: «On ne fait pas la guerre à une opinion». — «L'intervention active est inutile» (18 nov.). Le Times déplorait le lendemain l'entrée du Premier dans «la voie de Prinkiplo». C'est que les manifestations ouvrières ici, les victoires des armées rouges sur tous

les fronts ailleurs, contribuent à éclairer de mieux en mieux le Premier. Le 21 novembre il s'apercevait qu'il n'y avait ja uais eu de blocus «légal» de la Russie et publiait officiellement que la question de renvoyer la flotte anglaise dans les eaux russes au printemps ne se pose pas...

La grève générale des chemins de fer.

La grève générale des chemins de fer si redoutée du capital anglais s'est déroulée dans les derniers jours de septembre et les premiers jours d'octobre. Nous croyons devoir revenir sur ces événements d'hier, bien que les informations nous aient parvenu avec un certain retard. Le 27 sept. à 1 h. 50 le Ministère des Transports annonçait que la grève était complète sur toutes les lignes d'Angleterre. Le chemin de fer métropolitain de Londres cessait aussi le travail. La grève soudaine et totale paralysait l'activité de tout le pays. Elle avait été précédée d'un ultimatum, adressé au gouvernement, le sommant de satisfaire dans le délai de quelques heures aux revendications des cheminots (et l'on sait que la nationalisation des chemins de fer est l'une de ces revendications). Ses contre-coups étaient foudroyants. Le 27 sept. plusieurs usines de Wolverhampton fermaient faute de combustibles; les chefs de l'industrie métallurgique annonçaient la cessation du travail dans toutes leurs usines *avant huit jours*, pour la même raison. A Londres la population était aussitôt rationnée comme en temps de guerre: 400 gr. de pain par jour et par tête, 400 gr. de viande par semaine... Dans le seul pays des Galles le nombre des chômeurs, dans les industries atteintes par la grève, dépassait 400.000 h., ajoutons que l'immense majorité de ces travailleurs (mineurs, ferblantiers, dockers, chauffeurs de taxis et omnibus, Fédération des Transports, industries électriques) se montraient disposés à se solidariser absolument avec les cheminots; la grève pouvait devenir *générale*; il suffisait aux leaders de la classe ouvrière de vouloir. Et que l'on songe à la signification d'une grève générale qui eût réduit la classe capitaliste anglaise tout entière aux abois! C'est été le premier acte de la révolution. Le correspondant du *Journal* écrivait que dans ce cas la bataille eût été «bien près d'être perdue pour le parti de l'ordre...»

Robert Smillie ne cachait pas que «parmi les trade-unionistes la pression en faveur de la grève générale devenait si puissante qu'il ne serait peut-être pas possible de la refréner...» Ainsi l'immense majorité des travailleurs voulait la bataille décisive, et, cette fois encore, les chefs timorés hésitaient, reculaient! Le jour même où, à la Conférence de Carton-Hall (dont les débats ne furent pas publiés) les postiers, les imprimeurs et typographes, les travailleurs de l'acier, des industries électriques, la Fédération des Ouvrières, etc. examinaient sous quelle forme leur solidarité devait se manifester, M. Lloyd Georges déclarait, lui, «ne pas vouloir négocier avant la reprise du travail». Visiblement démonté par l'audace et la fermeté des cheminots le Premier gaffait — magnifiquement. La grève, disait-il, était le fruit d'une «conspiration anarchiste»; c'était un «crime contre la société... Et il faisait patrouiller dans les rues des soldats baïonnettes au canon. A Newport, Swansea, etc., de grands mouvements de troupes indignaient la population au point que les ouvriers de diverses industries menaçaient de se mettre en grève à la première intervention de la force armée. La flotte de guerre même entrerait dans les ports où la grève sévissait. Jamais on ne vit mieux combien l'armée, entre les mains des dirigeants, est une arme contre la nation. J. H. Thomas, leader des cheminots, — qui n'est pas un extrémiste — déclarait (30 sept.) que «la responsabilité de la révolution imminente retomberait sur ceux qui la provoquaient». Jours tragiques pour le capitalisme anglais! On ne saurait malheureusement en donner une image tant soit peu exacte en si peu de lignes.

Ainsi, les faits l'ont prouvé: le capitalisme anglais, du 26 sept. au 5 oct. environ, a été à *deux doigts de la Révolution*. Si le prolétariat anglais avait eu des chefs dignes de lui — ou s'il savait contraindre ses leaders à agir selon sa volonté, ou s'il savait se passer d'eux, — le prolétariat anglais serait, à l'heure actuelle, libre et victorieux. Cette fois en-

core les Smillie, les Thomas, les Cramps, aidant le capitalisme britannique, s'en tirent à bon compte... Le travail a repris. Des négociations se poursuivront jusqu'au 31 décembre sur la question des salaires. Les travailleurs auront satisfaction. Nul ne sera congédié, les salaires de la semaine de grève seront payés (!), etc., etc.

A nos yeux le seul résultat de cette grande bataille c'est que le prolétariat anglais a *enfin mesuré l'étendue de ses forces*. Il doit comprendre maintenant qu'il peut tout.

La révolte en Irlande et en Egypte.

L'Empire anglais perd ses forces par deux blessures: l'Irlande, l'Egypte. Dans les deux pays l'effervescence révolutionnaire dure depuis des mois et des années, avec de rares accalmies nécessaires aux préparatifs de nouveaux efforts insurrectionnels.

Le 26 oct. six chefs Sinn-Feiners, narguant l'autorité du roi, s'échappaient de la prison de Manchester. Evasion romanesque qui exigea de nombreuses complications prouvant quelle active sympathie entoure les rebelles Irlandais même aux mains de leurs ennemis. A la même date les Unions de Dublin décidaient en principe de répondre par la grève générale au refus du gouvernement d'autoriser le retour en Irlande de notre camarade Jim Larkin, actuellement en Amérique. Les Sinn-Feiners préparaient ouvertement une insurrection armée se sont donnés pour tâche de réquisitionner les armes de la police et des troupes. Quotidiennement des groupes armés et masqués attaquent les postes de police, les armureries, les corps-de-garde, et même les bâtiments de la Marine royale, pour les désarmer. Citons quelques faits: 28 oct: deux casernes sont attaquées à Dublin, une fusillade nourrie a lieu dans les rues. Le 30 oct., à Meath, un policeman en est tué. Le 16 nov. à Cork, les marins d'un caout automobile sont désarmés. Même date le *Minna Horn* est dévalisé: on a pris les instruments de radiographie sans fil. A Knocknagré des hommes masqués s'emparent de 20.000 livres, argent de l'Etat. Près de Boyle, fusillade entre Sinn-Feiners et policiers. Le 20 nov. à Cork, une armurerie est dévalisée. Le 19 à Drogheda, deux bombes éclatent dans les rues. M. Prim fait connaître à la commission de Justice de Dublin qu'an cours des trois derniers mois: un détective et un constable ont été tués; les raids armés ont eu lieu et 167 agressions. Les vols ne se comptent plus.

Les journaux anglais mêmes ne donnent des troubles très graves de l'Egypte qu'un tableau confus où nous distinguons les traits suivants: Le 24 oct. une possible manifestation est réprimée dans les rues d'Alexandrie à coups de mitrailleuses. Le 1-er nov. l'ordre est rétabli à Alexandrie: on compte 10 indigènes tués; la grève des chemins de fer menacé. Les jours suivants la grève des camionneurs et portefaix au Caire et à Alexandrie désorganise le transport du coton. Troubles étudiants. Pendant quinze jours les émeutes suivies du pillage des boutiques et de sanglantes repressions ne discontinuent pas. Le 18 nov. la foule saccage au Caire un bureau de police. 9 personnes sont tuées au cours des bagarres dans les rues. Les troupes anglaises interviennent. La métropole s'est émue. Une Commission, présidée par lord Milner, est désignée pour enquêter sur les causes des troubles en Egypte. A son arrivée (25 oct.) elle a été sifflée, accueillie à coups de pierre. Il a fallu tirer contre les barricades élevées dans les rues d'Alexandrie. Ce n'est pas la commission Milner qui remédiera à la misère sans issue du fellah. L'exploitation impitoyable des colons par l'impérialisme anglais ne peut être brisée que par la révolte des exploités. Ceux-ci le savent bien.

V.-S.

(1) Le public et les ouvriers seront représentés à la direction des chemins de fer.

DERNIERES NOUVELLES.

Les renseignements que voici viennent de nous parvenir:

Espagne. Au récent Congrès Socialiste 14.000 voix se sont prononcées pour la II^e Internationale et 12.530 pour l'Internationale Communiste. La majorité s'est prononcée contre le cartel avec les partis bourgeois et contre la participation de l'Espagne au blocus de la Russie.

Scandinavie. Au récent Congrès scandinave des gauches ouvrières, 268 délégués se rendirent, représentant environ 300.000 ouvriers organisés. Les syndicalistes ont vivement combattu le parlementarisme et la politique de la II^e Internationale. Des discours réformistes ont aussi été prononcés. Les résolutions communistes ont finalement été adoptées presque à l'unanimité.

L'Internationale de la Jeunesse.

Nous sommes informés qu'une conférence internationale des Jeunesses s'est tenue dans un

des grands centres de l'Europe. Des délégués de 15 pays y assistaient, représentant 220.000 adhérents. La conférence a décidé à l'unanimité d'adhérer à l'Internationale Communiste. Nous attendons des informations détaillées.

• •

Les représentants de la jeunesse prolétarienne ont eu à surmonter, pour se réunir, d'énormes difficultés. Ils ont dû passer de ville en ville, la bourgeoisie et les renégats du socialisme s'acharnant partout contre la jeunesse communiste. Nous sommes d'autant plus heureux d'apprendre que l'union internationale de la jeunesse s'est enfin réalisée.

Vive la Jeunesse Communiste internationale!
En avant, chers amis! Nous vaincrons!

G. Z.

10/1-1920.

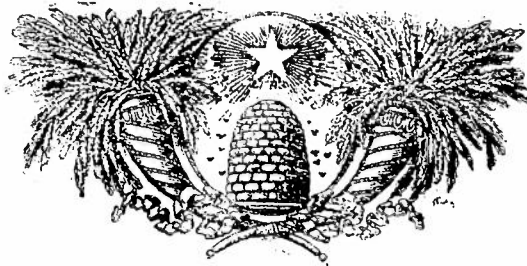


TABLE DES MATIÈRES

contenues dans les N^{os} 1 à 7—8

de „L'INTERNATIONALE COMMUNISTE”

(MAI—DÉCEMBRE 1919).

I. Manifestes et Appels.

| | N ^o Page |
|---|---------------------|
| Manifeste de l'Intern. Com. aux prolétaires de tous les pays | I, 5 |
| Vive le Premier Mai! Adresse du Comité Exéc. de l'Intern. Com. aux prolétaires de tous les pays | I, 21 |
| A bas la paix de Versailles! Appel du Com. Exéc. de l'Intern. Com. aux travailleurs du monde entier | II, 153 |
| Appels du Com. Exéc. de l'Intern. Com. aux travailleurs du monde entier | III, 293 |
| Une forme nouvelle d'intervention. Aux ouvriers anglais, français, américains | III, 295 |
| Aux travailleurs de tous les pays. Sur la terreur blanche en Hongrie | VII-VIII, 1140 |
| Aux travailleurs français (sur la condamnation de Jacques Sadoul) | VII-VIII, 1017 |
| Aux travailleurs de tous les pays. Pour l'Anniversaire de l'Assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg | VII-VIII, 1153 |

II. Articles.

| | N ^o Page |
|--|---------------------|
| Albert, M. Bienvenue au I-er numéro de <i>l'Internationale Communiste</i> | I, 59 |
| Alpari, J. La marche de la révolution en Hongrie | II, 205 |
| Arbati-Bally, C. Le mouvement révolutionnaire en Roumanie | VII-VIII, 1053 |
| Balabanova, A. Salut aux camarades italiens | I, 53 |
| — La révolution d'octobre et les grèves politiques de l'Europe occidentale | VI, 835 |
| Bystriansky, V. Terrorisme et communisme | VII-VIII, 1081 |
| Une leçon méritée (échange de radio télégrammes entre Lédebourg-Cohn et le cam. Tchitchérine) | VII-VIII, 1111 |
| Blauc, A. Hésitations | V, 683 |
| Blouzina, E. Les perspectives de la révolution en France | III, 349 |
| Boukharine, N. La dictature du prolétariat en Russie et la révolution universelle | IV, 511 |
| — La dictature du prolétariat en Russie et la révolution mondiale | V, 647 |
| Detchoff. Les Tessniaki, Parti Communiste Bulgare | IV, 523 |
| E. K. Les „samedis communistes” | V, 701 |
| Frédéric Adler menace la bourgeoisie autrichienne mais... (un avertissement sérieux de A. Bauer et Frédéric Adler) | V, 703 |
| Fauro, P. Démocratie et bolchévisme | III, 355 |

| | |
|---|----------------|
| Gorky, M. Hier et aujourd'hui | I, 29 |
| — Deux cultures | II, 175 |
| — Un livre (<i>Le Feu</i> , d'Henri Barbusse) | III, 317 |
| — L'Internationale des Intellectuels | VII-VIII, 1109 |
| Gortler, H. La révolution universelle | III, 313 |
| Gruber, E. La dernière étape | I, 59 |
| Gallbeaux, E. La Troisième Internationale et les problèmes actuels du prolétariat français | I, 65 |
| — De Brest-Litovsk à Versailles | III, 357 |
| — Les petits papiers de M. Charles Dumas | IV, 503 |
| — L'influence de la révolution d'octobre sur le prolétariat français | VI, 833 |
| Hoveci, J. La révolution économique en Hongrie | III, 331 |
| Hoogland, Z. L'Internationale de l'action | II, 195 |
| — Quand nous nous réveillerons d'entre les morts | VII-VIII, 979 |
| Ioffe, A. Le premier gouvernement prolétarien | VI, 813 |
| Geyer, E. En Allemagne: La social-démocratie indépendante et la dictature du prolétariat | VII-VIII, 1031 |
| Kohn, F. Polonia militans | VI, 873 |
| Kréstinsky, N. Les coopératives de consommation en Russie | VI, 907 |
| Kritzman, L. L'autocratie du prolétariat à la fabrique | VI, 915 |
| Lénine, N. La Troisième Intern. et sa place dans l'histoire | I, 31 |
| — Salut aux ouvriers hongrois | II, 159 |
| — Les héros de l'Intern. de Berne | II, 179 |
| — Les tâches de la III-e Intern. | IV, 471 |
| — Comment la bourgeoisie utilise les renégats | V, 613 |
| — L'économie et la politique à l'époque de la dictature prolétarienne | VI, 991 |
| — Les élections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat | VII-VIII, 983 |
| Loriot, P. „Notre crise” | V, 681 |
| — Révolution ou évolution | VI, 929 |
| Lonnatcharsky, A. L'instruction publique dans la Russie des Soviets | II, 225 |
| — L'instruction populaire dans la Russie des Soviets | IV, 517 |
| — L'instruction populaire dans la Russie des Soviets | VI, |
| — Le gouvernement des Soviets et les monuments historiques | VII-VIII, 1103 |
| Maclean, J. La situation des mineurs en Angleterre | III, 321 |
| Manouilsky, I. La situation actuelle en France (observations et impressions) | II, 213 |
| Marchlewsky, J. (Harsky). A la mémoire de Rosa Luxembourg et de Léon Iogouichés (souvenirs personnels) | III, 369 |
| — Que deviendra l'Allemagne? | V, 653 |
| — La Pologne et la révolution mondiale I | VI, 881 |
| — La Pologne et la Révolution mondiale II | VII-VIII, 1067 |

| | N° Page | | N° Page | |
|--|----------------|--|---|----------------|
| Miloutine, R. Le programme économique des communistes | III, 323 | III. Documents sur le mouvement International. | | |
| — Deux années de dictature économique du prolétariat en Russie | VII-VIII, 1091 | | Lénine, N. Message aux Communistes italiens, français et allemands | VI, 939 |
| Milkitch, J. Le socialisme en Serbie | III, 335 | | Zinoviev, G. Lettre ouverte à Frédéric Adler | IV, 545 |
| Münch, E. Les questions du programme dans le P. S. Suisse | II, 197 | | Manifeste du Secrétariat de l'Internationale Communiste pour l'Europe occidentale | VII-VIII, 1131 |
| — Pour la Troisième Internationale | V, 685 | | Appel du Parti Communiste Allemand | VII-VIII, 1135 |
| Pankhurst, S. La nouvelle guerre | II, 169 | | Appel du Parti Communiste Hongrois | VII-VIII, 1137 |
| — Le travail et la Ligue des Nations | III, 305 | | Appel du Parti Ouvrier Socialiste Danois | VII-VIII, 1139 |
| — Ouvriers et social-traités en Angleterre | IV, 485 | | Message du Comité Central du Parti Ouvrier Socialiste-Communiste Yougo-Slave | VII-VIII, 1143 |
| — L'Italie et la Révolution | VII-VIII, 1005 | | Déclaration du Comité Central du Parti Communiste Ukrainien (Borodibisti) | VII-VIII, 1144 |
| Panckoock, A. Un monde nouveau | II, 163 | | Résolution du Parti Communiste d'Autriche et d'Allemagne | VII-VIII, 1146 |
| Platten, F. La Troisième Internationale | I, 61 | Résolution du congrès de la Social-Démocratie Indépendante d'Allemagne | VII-VIII, 1146 | |
| Price, H. P. La question polono-allemande en Prusse Orientale, et les conditions de la paix | V, 675 | Adhésion du Parti Communiste Américain à la Troisième Internationale | VII-VIII, 1146 | |
| Reed, J. Le mouvement révolutionnaire en Amérique. 1) La terreur blanche | VII-VIII, 1047 | Message des Communistes Musulmans | VII-VIII, 1147 | |
| Riazanov, N. La Fondation de la première internationale | VI, 865 | Message de la Conférence des Communistes Tartares de Simbirk | VII-VIII, 1148 | |
| Roebig, V. La République des Soviets en Bavière | II, 201 | Adhésion du Parti Socialiste Britannique à la Troisième Internationale | VII-VIII, 1148 | |
| Roland-Holst, H. Les bolchéviks et leur activité | V, 663 | Lettre de Lorient à l'Internationale Jaune de Berne | I, 73 | |
| Rosmer, A. Le Congrès de Glasgow | VII-VIII, 10 | Sur la mort de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg. Appel du groupe Spartacus | I, 75 | |
| Roudniansky, A. Les unions professionnelles et la contre-révolution en Hongrie | V, 671 | Adresse du parti social-démocrate serbe à l'Internationale Communiste | I, 79 | |
| Rudas, L. La révolution prolétarienne en Hongrie | I, 47 | Lettre du cam. Béla-Kun au cam. Lénine | II, 229 | |
| Ratgers, S. Kautsky—Wilson | IV, 493 | Lettre du cam. Béla-Kun au cam. Ignace Bogar | II, 231 | |
| — La Ligue des nations et les petites nationalités | VI, 877 | A propos du refus du Parti Socialiste Italien de participer à la Conférence de Berne (lettre du cam. Morgari) | II, 239 | |
| — L'Amérique et la Révolution russe | VII-VIII, 1027 | Manifeste de Karl Liebknecht | IV, 537 | |
| Sadoul, J. La Troisième Internationale et la France | I, 63 | Appel du P. S. U. français | IV, 539 | |
| — Le devoir du prolétariat européen | IV, 497 | Appel aux ouvriers des pays de l'Entente | IV, 540 | |
| — L'esprit de révolution | VI, 829 | Aux ouvriers, soldats et marins: Anglais, Français, Italiens, Américains, Suédois, Finlandais, Estoniens et Serbes | IV, 543 | |
| — Aux ouvriers, paysans de France | VII-VIII, 1017 | Résolution de meetings à Pétrograd | IV, 545 | |
| Stoutchka, P. 5 mois du régime des Soviets en Lettonie | III, 343 | Message du Congrès du Parti Communiste finlandais | V, 727 | |
| Tchitcherlino, G. La politique extérieure des deux internationales | VI, 853 | Manifeste au prolétariat révolutionnaire d'Europe | V, 727 | |
| Timiriassoff, K. Une prophétie de Byron sur Moscou | IV, 507 | Résolution du troisième Congrès de la Fédération Ukrainienne du Parti Socialiste Américain | V, 732 | |
| — A propos de l'intervention. Ce que dit un Russe à un Anglais | VI, 847 | Alsace-Lorraine. | | |
| Tomsky, M. Le mouvement professionnel en Russie | V, 689 | Décisions du congrès du parti socialiste d'Alsace-Lorraine | V, 733 | |
| — Le mouvement professionnel en Russie | VI, 893 | Amérique. | | |
| Trotsky, L. Grande époque | I, 71 | Le Parti Socialiste Américain et la Troisième Internationale | III, 383 | |
| — Lettre aux camarades français | V, 613 | Fondation du Parti Communiste des E.-U. d'Amérique (Discours des camarades Right et Zinoviev) | VI, 949 | |
| — La Révolution d'octobre | VI, 809 | Angleterre. | | |
| — Jean Longuet | VII-VIII, 999 | Le Socialisme en Angleterre | V, 713 | |
| Talparovitch, G. L'Internationale Syndicale | VII-VIII, 1011 | | VII-VIII, | |
| Varga, E. La Hongrie Communiste | II, 207 | Berne (Conférence de). | | |
| Victor, A. Lettres de France (I) | II, 221 | Opinions sur la conférence de Berne (Raymond Péricat) | III, 383 | |
| Volodarsky, M. V. (1891—1918) | III, 365 | Lorient, Toller, Louise Münch, l'Avanti | III, 386 | |
| Zelkin, C. A la défense de Rosa Luxembourg | II, 209 | | | |
| — Vive la Troisième Internationale Socialiste | III, 299 | | | |
| — Rosa Luxembourg | V, 629 | | | |
| Zinoviev, G. Les perspectives de la Révolution prolétarienne | I, 39 | | | |
| — La Social-Démocratie comme instrument de réaction | II, 187 | | | |
| — Franz Mehring (1846—1919) | III, 361 | | | |
| — Deux dates | IV, 461 | | | |
| — Un acte d'accusation contre la II ^e Intern. | V, 651 | | | |
| — La révolution russe et le prolétariat Intern. | VI, 819 | | | |
| — L'Internationale qui meurt et l'Internationale qui se lève | VII-VIII, 1037 | | | |

| | N° Page |
|---|----------|
| Bulgarie. | |
| Programme du Parti Communiste Bulgare (Tessniaki, section de l'Intern. Com.) | IV, 527 |
| Résolution du Congrès du Parti Communiste Bulgare sur la situation en Bulgarie | V, 721 |
| France. | |
| Programme du Comité pour la reprise des relations Internationales | II, 241 |
| Les minorités français et le bolchévisme (résolution Frossard, Faure, Verfeuil et Lorient) | II, 245 |
| Finlande. | |
| Adhésion des ouvriers finlandais à l'Intern. Com. | V, 732 |
| Hollande. | |
| Adhésion des Communistes hollandais à l'Intern. Com. | I, 81 |
| Hongrie. | |
| Déclaration de Délégués du Parti Communiste hongrois | I, 81 |
| Texte de l'accord conclu dans la prison de Budapest entre le Parti Communiste et les social-démocrates hongrois | II, 247 |
| Irlande. | |
| Message des révolutionnaires irlandais | II, 247 |
| Adhésion à l'Intern. Com. des Partis Suédois, Norvégien et Bulgare | III, 381 |
| Italie. | |
| Adhésion des socialistes italiens à l'Intern. Com. | I, 81 |
| Le Parti socialiste Italien et l'Intern. | III, 382 |
| Résolution du Congrès de Bologne (Parti Socialiste Italien) | VI, 947 |
| Norvège. | |
| Message du Comité Central du Parti ouvrier Norvégien | V, 727 |
| Pologne. | |
| Résolution du Comité Central du Parti Communiste polonais | V, 733 |
| Suède. | |
| Résolution de la gauche du Parti Social-Démocrate Suédois | V, 729 |
| Suisse. | |
| Projets de résolution des organisations Suisses. | V, 729 |
| Résolution du Congrès de la Social-Démocratie Suisse. | V, 731 |
| Turkistan. | |
| Résolution de la Conférence des Communistes musulmans du Turkestan. | V, 734 |

IV. Correspondance de l'Internationale Communiste.

| | |
|--|----------------|
| Lettre de Slovaquie | IV, 549 |
| Le mouvement révolutionnaire en Italie | IV, 551 |
| Fabrice, Jean, Lettre de France | V, 705 |
| Fragment d'une lettre d'Angleterre | V, 711 |
| Un Communiste Français. Lettre de France | VII-VIII, 1115 |
| A. R. Lettre d'Allemagne | VII-VIII, 1117 |
| Un ami suisse. Lettre de Suisse | VII-VIII, 1121 |
| M. R.—V. G. Lettre de Yougo-Slavie | VII-VIII, 1125 |

V. Actes du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

| | N° Page |
|---|----------------|
| Adresse aux ouvriers et aux soldats de tous les pays (sur la République des Soviets hongrois) | I, 83 |
| Lettre du Comité Exécutif de l'Intern. Com. au Congrès des Communistes hongrois. | I, 85 |
| Adresse du Comité Exécutif de l'Intern. Com. au sujet de l'attaque contre la Hongrie | II, 245 |
| Message au Congrès du parti Socialiste Hongrois | III, 389 |
| Salut du Comité Exécutif aux Communistes bavarois | I, 85 |
| Un nouveau forfait du Gouvernement social-démocrate allemand (sur l'exécution du camarade Tychko) | I, 87 |
| Sur la mort de Rosa Luxembourg | III, 391 |
| Message au Congrès des camarades Suédois | II, 251 |
| Salut aux Communistes Slovaques | III, 390 |
| Message au Congrès socialiste Italien à Bologne. | II, 739 |
| Lettre au Congrès du Parti Communiste Finlandais | V, 741 |
| Comment la bourgeoisie combat l'Intern. Com. | II, 250 |
| Aux organisations de la jeunesse prolétarienne du monde entier | II, 251 |
| Le boycottage de l'Internationale Jaune. Aux ouvriers de tous les pays | IV, 553 |
| La grève internationale a échoué.—Vive la grève internationale.—Aux ouvriers de tous les pays | IV, 557 |
| Pour le cinquième anniversaire de l'assassinat de Jaurès. | IV, 561 |
| Pour le monument de Jaurès. | V, 742 |
| Le parlementarisme et la lutte pour les Soviets (circulaire du Comité Exécutif de l'Intern. Com.) | V, 735 |
| Aux prolétaires de tous les pays | VI, 955 |
| Aux travailleurs de tous les pays. Sur la terreur blanche en Hongrie. | VII-VIII, 1149 |
| Aux travailleurs français | VII-VIII, 1151 |
| Aux travailleurs de tous les pays. Pour l'Anniversaire de l'Assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg | VII-VIII, 1153 |
| Message au congrès scandinave des communistes et des socialistes de gauche | VII-VIII, 1156 |
| Aux ouvriers et aux paysans d'Ukraine | VII-VIII, 1155 |
| L'Internationale Communiste et les Partis Ukrainiens | VII-VIII, 1159 |
| Une aide financière à l'Internationale Communiste | VII-VIII, 1161 |

VI. Résolutions du Premier Congrès de l'Internationale Communiste.

| | |
|--|--------|
| Plateforme de l'Intern. Com. | I, 89 |
| Thèse du camarade Lénine sur la Démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne | I, 97 |
| Résolution sur l'attitude à prendre envers les tendances socialistes et la conférence de Berne | I, 107 |
| Thèses sur la situation internationale et sur la Politique de l'Entente | I, 113 |
| Résolution concernant la Terreur Blanche | I, 121 |
| Résolution concernant la nécessité d'attirer les ouvriers dans la lutte pour le socialisme. | I, 125 |
| Décision concernant la constitution de l'Intern. Com. | I, 125 |

| | N ^o | Page |
|--|----------------|------|
| Proposition concernant la constitution de l'Intern. Communiste | I, | 125 |
| Décision concernant la question d'organisation . . . | I, | 125 |
| Déclaration des membres de la conférence de Zimmerwald | I, | 127 |
| Message du Congrès à l'Armée Rouge | I, | 127 |
| Message du Congrès aux ouvriers ukrainiens | I, | 127 |
| Composition du 1-er Congrès de l'Intern. Com. à Moscou | I, | 129 |

VII. Rapport des délégués au Premier Congrès de l'Internationale Communiste.

| | | |
|--|------|-----|
| Rapport du camarade Albert (Allemagne) | II, | 253 |
| — — — — — Zinoviev (Russie) | II, | 259 |
| — — — — — Stange (Norvège) | II, | 263 |
| — — — — — Gruber (Autriche) | III, | 393 |
| — — — — — Sadoul (France) | III, | 397 |
| — — — — — L. Trotsky (Russie) | III, | 403 |
| — — — — — F. Platten (Suisse) | III, | 407 |
| — — — — — A. Roudniansky (Hongrie) | III, | 409 |
| — — — — — G. Grimlund (Suède) | III, | 411 |
| — — — — — Sirotta (Finlande) | III, | 413 |
| — — — — — Rudgers (Hollande) | IV, | 579 |
| — — — — — Rakovsky (Bulgarie) | IV, | 581 |
| — — — — — Milkitch (Serbie) | IV, | 581 |
| — — — — — Frellich (Galicie Orientale) | IV, | 583 |
| — — — — — Yalimoff (Orient) | IV, | 591 |

VIII. Héros et Martyrs de la révolution prolétarienne.

| | | |
|--|-----------|------|
| Balabanova, A. Eugène Münch | VII-VIII, | 1169 |
| Boukharine, N. Tibor Samuelli | V, | 743 |
| J. Compte-rendu du procès des assassins de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg | V, | 747 |
| K. V. I. A la mémoire d'Eugène Léviné | VI, | 957 |
| Lonnatcharsky, A. Extrait de souvenirs personnels | IV, | 573 |
| Safarov, G. N. Tolmatchev | VI, | 959 |
| V. La persécution des socialistes en Amérique | V, | 749 |
| Zotkin, G. Karl Liebknecht | V, | 747 |
| Zinoviev, G. Léon Tychko (logouichés) | V, | 745 |
| *. V. O. Lichtenstad-Mazlin | VII-VIII, | 1165 |
| Eugène Léviné | IV, | 567 |
| Biographie du camarade Ouritsky | IV, | 573 |
| 32 fusillés (récit d'un témoin) | V, | 751 |
| Eternelle mémoire aux communards hongrois | VII-VIII, | 1165 |

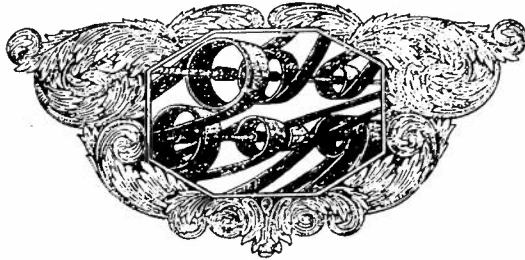
IX. L'Internationale de la jeunesse communiste.

| | | |
|--|----|-----|
| F. Le congrès de la jeunesse socialiste américaine Au combat! (Appel de l'Union de la jeunesse communiste allemande) | V, | 771 |
| O. G. Impressions personnelles sur le mouvement de la jeunesse communiste en Suisse | V, | 761 |
| Rytkin (O. Soar). Le mouvement communiste de la jeunesse en Russie | V, | 757 |
| Steinmann, I. L'Intern. Com. et l'organisation internationale de la jeunesse | V, | 755 |
| T. Le congrès scandinave de la jeunesse ouvrière | V, | 765 |

X. Rapports et chronique.

| | N ^o | Page |
|---|----------------|------|
| Allemagne. | | |
| Gordon, James. Dernières nouvelles d'Allemagne | I, | 133 |
| Kennet, A. Le développement de la révolution | III, | 426 |
| I. Allemagne | VI, | 966 |
| Amérique. | | |
| A. M. Amérique | IV, | 595 |
| J. et A. M. Amérique | V, | 786 |
| La révolution sociale devant les juges (procès de l'Industrial Workers of the World) | II, | 281 |
| A. M. Le Parti Communiste en Amérique | VII-VIII, | 1203 |
| Le mouvement révolutionnaire au Canada | IV, | 597 |
| Autriche. | | |
| Un Communiste autrichien. Le mouvement communiste et la situation politique en Autriche allemande | VII-VIII, | |
| Borino, A. (Winter). La fête de la Solidarité Internationale (le 1-er Mai en Occident) | III, | 422 |
| Bulgarie. | | |
| Djorov, St. La Bulgarie et l'impérialisme | I, | 131 |
| — L'activité de la social-démocratie (Tesniaki) en Bulgarie | V, | 775 |
| Chronique du mouvement révolutionnaire (France. — Grande-Bretagne. — Italie. — Suède. — Norvège. — Danemark. — Finlande. — Etats-Unis) | II, | 269 |
| Corée. | | |
| Pak, Dj. Le mouvement socialiste en Corée | VII-VIII, | 1207 |
| Estonie. | | |
| M. L. "En Estonie" | V, | 779 |
| Un Emigrant. Le mouvement professionnel en Estonie | V, | 784 |
| France. | | |
| Victor-Berge. L'état d'esprit du prolétariat français | I, | 139 |
| Cartigny, A. France | III, | 420 |
| — France | IV, | 599 |
| V.-B. France | VI, | 968 |
| — France | VII-VIII, | |
| V. M. et C. Chronique du mouvement révolutionnaire | I, | 139 |
| J. Espagne | V, | 796 |
| B. Suède | V, | 793 |
| B. Norvège | V, | 795 |
| M. Italie | V, | 795 |
| V.-B. Italie | VII-VIII, | 1214 |
| Finlande. | | |
| Sirola. Le mouvement social en Finlande | I, | 132 |
| Galicie. | | |
| Korf, A. La Galicie entre deux républiques de Soviets | I, | 133 |
| Hongrie. | | |
| Gabor, M. Comment tomba le gouvernement des Soviets en Hongrie | VII-VIII, | |
| Lucerne (Les acrobates de). Compte-rendu de la première réunion de l'Internationale jaune | IV, | 601 |
| Russie des Soviets. | | |
| Sorky, M. La Russie des Soviets et les peuples du monde | I, | 143 |
| X. Les unions professionnelles et le Communistariat du Travail dans la Russie des Soviets | III, | 429 |

| | N° Page | | N° Page |
|--|----------------|--|---------------------|
| Suisse. | | | |
| Cartigny, André. Le mouvement révolutionnaire dans la Suisse romande | I, 135 | Russie (<i>Lichtstrahlen</i> , 5-11-19) | VII-VIII, 1179 |
| Y. et H. I. Suisse | V, 797 | V.-L. En Amérique (<i>Voice of Labour</i> , août 1919.) | VII-VIII, 1183 |
| Arrestation de Friedrich Platten | I, 141 | XII. Bibliographie. | |
| Tchéco-Slovaquie. | | | |
| Rondziánsky, A. La république des Soviets Slovaques | III, 424 | V. M. Bibliographie | I, 145 |
| XI. A travers la presse Communiste Internationale. | | | |
| Publications reçues | VII-VIII, 1173 | V.-S. René Marchand: Pourquoi je me suis rallié à la formule de la révolution sociale | III, 451 |
| Chauvelon, L. Après le congrès réformiste de Lucerne (<i>L'Avenir International</i> , N° 22) | VII-VIII, 1175 | Systriánsky, V. Le procès de Karl Liebknecht | III, 415 |
| | | — P. Lavroff et la révolution ouvrière (La commune de Paris 18 mars 1871) | IV, 605 |
| | | | VII-VIII, |



INDEX ALPHABÉTIQUE

PAR NOMS D'AUTEUR DES ARTICLES

publiés dans les N^{os} 1 à 7/8 de l'Internationale Communiste.

| | | | |
|---|-----------|------|--|
| A. M. Angleterre (comptes-rendus et chronique) | III-IV-V. | | |
| — Amérique (Chronique) | IV, | 595 | |
| — Le mouvement révolutionnaire au Canada | IV, | 597 | |
| — Amérique (Chronique) | V, | 758 | |
| Albert, M. Bienvenue au 1-er numéro de l'Internationale Communiste | I, | 59 | |
| — Rapport au Premier Congrès de l'Intern. Com. (Allemagne) | II, | 253 | |
| Alpari, J. La marche de la révolution en Hongrie | II, | 205 | |
| A. N. Le parti communiste américain | VII-VIII, | 1203 | |
| Ar. Lettre d'Allemagne | VII-VIII, | 1117 | |
| Arbari-Bally, E. Le mouvement révolutionnaire en Roumanie | VII-VIII, | 1053 | |
| B. Suède (Chronique) | V, | 793 | |
| — Norvège (Chronique) | V, | 795 | |
| — La Persécution des socialistes en Amérique | V, | 749 | |
| Balabanova, A. Aux camarades italiens | I, | 53 | |
| — La révolution d'Octobre et les grèves politiques de l'Europe occidentale | VI, | 835 | |
| — Eugène Münch | VII-VIII, | 1169 | |
| Béla-Kun. Lettre au cam. Lénine | II, | 229 | |
| — Lettre au cam. Ignace Bogar | II, | 231 | |
| Berzin, J. (Winter). La fête de la solidarité internationale (le 1-er Mai en occident) | III, | 422 | |
| B'anc, A. Hésitations | V, | 683 | |
| Blonika, E. Les perspectives de la révolution en France | III, | 349 | |
| Bonkharine, N. La dictature du prolétariat en Russie et la révolution mondiale | V, | 647 | |
| — Tibor Samuelli | V, | 743 | |
| Bystriansky, V. Le procès de Karl Liebknecht | III, | 495 | |
| — P. Lavroff et la révolution ouvrière (La Commune de Paris, 18 mars 1871), | IV, | 605 | |
| — Terrorisme et Communisme | VII-VIII, | 1081 | |
| Cartigny, A. Le mouvement révolutionnaire dans la Suisse romande | I, | 135 | |
| — France (Chronique) | III, | 420 | |
| — France (Chronique) | IV, | 599 | |
| Chauvelon, E. Après le congrès réformiste, etc. Lucerne (L'Avenir International N ^o 22) | VII-VIII, | 1175 | |
| Communiste Autrichien. Le mouvement communiste et la situation politique en Autriche allemande | VII-VIII, | 1189 | |
| Communiste Français. Lettre de France | VII-VIII, | 1115 | |
| Delchev, I. Les Tessonaki, Parti Communiste Bulgare | IV, | 523 | |
| Djorov. La Bulgarie et l'impérialisme | I, | 131 | |
| E. K. Les "samedis communistes" | V, | 701 | |
| F. Le congrès de la jeunesse socialiste américaine | V, | 771 | |
| Fabrice, J. Lettre de France | V, | 705 | |
| Fredlich, M. Rapport au Premier Congrès de l'Intern. Com. (Galicie Orientale) | IV, | 583 | |
| Fauro, F. Démocratie et bolchévisme | III, | 355 | |
| Gabor, M. Comment tomba le gouvernement des Soviets en Hongrie | VII-VIII, | 1195 | |
| Geyer, K. En Allemagne. La social-démocratie indépendante et la dictature du prolétariat | VII-VIII, | 1031 | |
| Guilbeaux, H. La Troisième Internationale et les problèmes actuels du prolétariat français | I, | 357 | |
| — De Brest-Litovsk à Versailles | III, | 857 | |
| — Les petits papiers de M. Charles Dumas | IV, | 509 | |
| — L'influence de la révolution d'Octobre sur le prolétariat français | VI, | 853 | |
| Gordon, J. Dernières nouvelles d'Allemagne | I, | 133 | |
| Gorky, M. Hier et Aujourd'hui | I, | 29 | |
| — Deux cultures | II, | 175 | |
| — Un livre (<i>Le Feu</i> d'Henri Barbusse) | III, | 317 | |
| — L'Internationale des Intellectuels | VII-VIII, | 1109 | |
| Sorter, H. La révolution universelle | III, | 313 | |
| Grimlund, G. Rapport au Premier Congrès de l'Intern. Com. (Suède) | III, | 411 | |
| Gruber, E. La dernière étape | I, | 59 | |
| Havoc, J. La révolution économique en Hongrie | III, | 331 | |
| Höglund, E. L'Internationale de l'action | II, | 195 | |
| — Quand nous nous réveillerons d'entre les morts | VII-VIII, | 979 | |
| J. et A. M. Chronique d'Amérique | V, | 786 | |
| Joffe, A. Le Premier gouvernement prolétarien | VI, | 813 | |
| J. Le procès des assassins de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg | V, | 747 | |
| Kennel, H. Le développement de la révolution allemande | III, | 426 | |
| Kohn, F. Polonia militans | VI, | 873 | |
| Karl, A. La Galicie entre deux républiques de Soviets | I, | 153 | |
| Kréstinaky, N. Les coopératives de consommation en Russie | VI, | 907 | |
| Kritzmann, L. L'autocratie du prolétariat à la fabrique | VI, | 915 | |
| K. V. I. A. La mémoire d'Eugène Léviné | VI, | 937 | |
| Lénine, N. La Troisième Internationale et sa place dans l'histoire | I, | 31 | |
| — Salut aux ouvriers hongrois | II, | 159 | |
| — Les héros de l'Intern. de Berne | II, | 172 | |

- Lénine, V.** Les tâches de la III-e Internationale . . . IV, 471
 — Comment la bourgeoisie utilise les renégats . . . V, 633
 — L'économie et la politique à l'époque de la dictature prolétarienne . . . VI, 921
 — Les élections à l'Assemblée Constituante et la Dictature du Proletariat . . . VII-VIII, 983
- Loriot, F.** Lettre à l'Intern. Jaune de Berne . . . I, 73
 — Révolution ou évolution . . . VI, 929
- Lounatcharsky, A.** L'instruction publique dans la Russie des Soviets . . . II, 225
 — Idem (fin) . . . IV, 517
 — (Annexe) . . . VI, 903
 — Extrait de souvenirs personnels sur le cam. Ouritzky . . . IV, 573
 — Le gouvernement des Soviets et les monuments historiques . . . VII-VIII, 1103
- M. V. Voldarsky (1891—1918)** . . . III, 365
 — Italie (Chronique) . . . V, 795
 — V, 779
- M. L. En Esthonie** . . .
- Maclean, J.** La situation des mineurs en Angleterre . . . III, 321
- Manouilsky, I.** La situation actuelle en France (Observations et Impressions) . . . II, 213
- Marchlovsky, J. (Karaky).** Que deviendra l'Allemagne? . . . V, 653
 — A la mémoire de Rosa Luxembourg et de Léon Loguichés (souvenirs personnels) . . . III, 369
 — La Pologne et la révolution mondiale . . . VI, 881
 — Idem (Fin) . . . VII-VIII, 1067
- Militch, I.** Le Socialisme en Serbie . . . III, 335
 — Rapport au Premier Congrès de l'Intern. Com. (Serbie) . . . IV, 581
- Miloutine, V.** Le programme économique des communistes . . . III, 323
 — Deux années de dictature économique du prolétariat en Russie . . . VII-VIII, 1091
- Morgari.** Lettre, à propos du refus du Parti Socialiste Italien de participer à la Conférence de Berne . . . II, 239
- Münch, E.** Les questions de programme dans le P. S. Suisse . . . II, 197
 — Pour la Troisième Internationale . . . V, 685
- M. N. et V. B.** Lettre de Yougo-Slavie . . . VII-VIII, 1125
- O. S.** Impressions personnelles sur le mouvement de la jeunesse communiste en Suisse . . . V, 761
- Pak, J.** Le mouvement Socialiste en Pologne . . . VII-VIII, 1207
- Pannskoeck, A.** Un monde nouveau . . . II, 163
- Pankhurst, S.** Nouvelle guerre . . . II, 169
 — Le travail et la ligue des nations . . . III, 305
 — Ouvriers et Social-traités en Angleterre . . . IV, 485
 — L'Italie et la Révolution . . . VII-VIII, 1005
- Pérical, R.** Opinions sur la Conf. de Berne . . . III, 383
- Piaton, F.** La Troisième Internationale . . . I, 61
 — Rapport au Premier Congrès de l'Intern. Com. (Suisse) . . . III, 407
- Price, M. B.** La question polono-allemande en Prusse Orientale et les conditions de la paix . . . V, 675
- Rakovsky.** Rapport au Premier Congrès de l'Intern. Com. (Bulgarie) . . . IV, 555
- Right.** Fondation du Parti Communiste des E. U. d'Amérique (discours) . . . VI, 949
- Roebig, V.** La République des Soviets en Bavière . . . II, 201
- Rutgers, S.** Kautsky-Wilson . . . IV, 493
 — Rapport au Premier Congrès de l'Intern. Com. (Hollande) . . . IV, 579
 — La Ligue des nations et les petites nationalités . . . VI, 843
- Rutgers, S.** L'Amérique et la révolution Russe . . . VII-VIII, 1027
- Rosa, G.** Le mouvement révolutionnaire en Amérique.— I. La terreur blanche . . . VII-VIII, 1047
- Roland-Holst, E.** Les bolchéviks et leur activité . . . V, 663
- Rosmer, A.** Le Congrès de Glasgow . . . VII-VIII, 1023
- Rudas, L.** La révolution prolétarienne en Hongrie . . . I, 47
- Roudniansky, A.** Les unions professionnelles et la contre-révolution en Hongrie . . . V, 671
 — Rapport au Premier Congrès de l'Intern. Com. (Hongrie) . . . III, 409
 — La république des Soviets Slovaques . . . III, 424
- Rykin (O. Skar).** Le mouvement communiste de la jeunesse en Russie . . . V, 757
- Rizazanov, N.** La Fondation de la Première Internationale . . . VI, 866
- Safarov, G. N.** Tolmatchev . . . VI, 959
- Sadoul, J.** La Troisième Internationale et la France . . . I, 63
 — Rapport au Premier Congrès de l'Intern. Com. (France) . . . III, 397
 — Le devoir du prolétariat européen . . . IV, 497
 — L'esprit de révolution . . . VI, 829
 — Aux ouvriers et paysans de France . . . VII-VIII, 1017
- Sirota.** Le mouvement social en Finlande . . . I, 135
 — Rapport au Premier Congrès de l'Intern. Com. (Finlande) . . . III, 413
- Steinmann, J.** L'Intern. Com. et l'organisation internationale de la jeunesse . . . V, 755
- Stange.** Rapport au Premier Congrès de l'Intern. Com. (Norvège) . . . II, 283
- Stoutchka, P.** 5 mois du régime des Soviets en Lettonie . . . III, 343
- Suisse (Ami).** Lettre de Suisse . . . VII-VIII, 1121
- T.** Le congrès scandinave de la jeunesse ouvrière . . . V, 765
- Tchitchérine, G.** La politique extérieure des deux Internationales . . . VI, 853
 — Une leçon bien méritée . . . VII-VIII, 1111
- Timiriassoff, K.** Une prophétie de Byron sur Moscou . . . IV, 507
 — A propos de l'intervention. Ce que dit un Russe à un Anglais . . . VI, 847
- Tomaky, M.** Le mouvement professionnel en Russie . . . V, 689
 — Le mouvement professionnel en Russie . . . VI, 893
- Trotsky, L.** Grande époque . . . I, 71
 — Rapport au Premier Congrès de l'Intern. Com. (Russie) . . . III, 403
 — Lettre aux camarades français . . . V, 643
 — Jean Longuet . . . VII-VIII, 999
- Tzipérovitch, G.** L'Internationale Syndicale . . . VII-VIII, 1011
- Un Emigré.** Le mouvement professionnel en Esthonie . . . V, 784
 — II, 207
- Varga, E.** La Hongrie Communiste . . .
- Verfouil, R.** Lettre à propos de la Conférence de Berne . . . I, 81
 — II, 221
- Victor, A.** Lettre de France . . . II, 221
- Victor-Serge.** L'état d'esprit du prolétariat français . . . I, 139
- V.-S.** Bibliographie (René Marchand. Pourquoi je me suis rallié à la formule de révolution sociale) . . . III, 451
 — VI, 968
 — France (Rapport et chronique) . . . VI, 970
 — Amérique (Chronique) . . . VII-VIII, 1183
 — En Amérique . . . VII-VIII, 1211
 — France . . . VII-VIII, 1214
 — Italie . . . VII-VIII, 1215
 — Angleterre . . . VII-VIII, 1215
- V. M. et C.** Chronique du mouvement révolutionnaire . . . I, 139
- V. M.** Bibliographie . . . I, 145

| | | | |
|--|----------|---|----------------|
| X. Les unions professionnelles et le Commissariat du Travail dans la Russie des Soviets . . . | III, 429 | Zinoviev, G. Lettre ouverte à Frédéric Adler . . . | IV, 545 |
| Yallmoff. Rapport au Premier Congrès de l'Intern. Com. (Orient) | IV, 591 | — Un acte d'accusation contre la deuxième internationale | V, 651 |
| Y. et H.-I. Suisse (Chronique). Les procès politiques | V, 797 | — Franz Mehring (1846—1919) | III, 361 |
| Y. Espagne (Chronique) | V, 796 | — Léon Tyschko (Yoguichés) | V, 745 |
| Y. Amérique (Chronique). Fondation d'un Parti Communiste | V, 786 | — La révolution russe et le prolétariat international | VI, 819 |
| Zinoviev, G. Les perspectives de la révolution prolétarienne | I, 39 | — Fondation du Parti Communiste des E. U. d'Amérique (discours) | VI, 949 |
| — La Social-Démocratie comme instrument de réaction | II, 187 | — L'Internationale qui meurt et l'Internationale qui se lève | VII-VIII, 1037 |
| — Rapport au Premier Congrès de l'Intern. Com. (Russie) | II, 259 | Zotkin, Cl. A la défense de Rosa Luxembourg | II, 209 |
| — Deux dates | IV, 461 | — Vive la III Intern. Socialiste | III, 299 |
| | | — Rosa Luxembourg | V, 629 |
| | | — Karl Liebknecht | V, 477 |



Table des matières du numéro 7--8

| | Page | Page |
|---|--------------|--|
| Z. Höglund. Quand nous nous réveillerons d'entre les morts | 979 | Message des Communistes Musulmans 1147 |
| N. Lénine. Les élections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat | 983 | Message de la Conférence des Communistes Tartares de Simbirsk 1148 |
| L. Trotsky. Jean Longuet | 999 | Adhésion du Parti Socialiste Britannique à la Troisième Internationale 1148 |
| E. S. Pankhurst. L'Italie et la Révolution | 1005 | |
| G. Tsipérovitch. L'Internationale Syndicale | 1011 | |
| J. Sadoul. Aux ouvriers et aux paysans de France | 1017 | |
| A. Rosmer. Le Congrès de Glasgow | 1023 | |
| G. Rutgers. L'Amérique et la Révolution russe | 1027 | |
| K. Geyer. En Allemagne: La social-démocratie indépendante et la dictature du prolétariat | 1031 | |
| G. Zinoviev. L'Internationale qui meurt et l'Internationale qui se lève | 1037 | |
| G. Reed. Le mouvement révolutionnaire en Amérique. 1. La terreur blanche | 1047 | |
| E. Arbari-Rally. Le mouvement révolutionnaire en Roumanie | 1053 | |
| J. Marchlewsky (Karsky). La Pologne et la Révolution mondiale | 1067 | |
| V. Bystriansky. Terrorisme et communisme | 1081 | |
| V. Milioutine. Deux années de dictature économique du prolétariat en Russie | 1091 | |
| A. Lounatcharsky. Le gouvernement des Soviets et les monuments historiques | 1103 | |
| M. Gorky. L'Internationale des Intellectuels. Une leçon méritée (échange de télégrammes entre Ledebour-Cohn et Tchitchérine) | 1109 1111 | |
| Actes du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. | | |
| | | Aux travailleurs de tous les pays. Sur la terreur blanche en Hongrie 1149 |
| | | Aux travailleurs français 1151 |
| | | Aux travailleurs de tous les pays. Pour l'Anniversaire de l'Assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg 1153 |
| | | Message au congrès scandinave des communistes et des socialistes de gauche 1156 |
| | | Aux ouvriers et aux paysans d'Ukraine 1155 |
| | | L'Internationale Communiste et les Partis Ukrainiens 1159 |
| | | Une aide financière à l'Internationale Communiste 1161 |
| Héros et Martyrs de la révolution prolétarienne. | | |
| | | Éternelle mémoire aux communards hongrois. * * * V. O. Lichtenstadt-Mazin 1163 |
| | | A. Balabanova. Eugène Münch 1169 |
| Correspondance de l'Internationale Communiste. | | |
| Un communiste français. Lettre de France | 1115 | |
| A. R. Lettre d'Allemagne | 1117 | |
| Un ami suisse. Lettre de Suisse | 1121 | |
| N. N. et V. G. Lettre de Yougo-Slavie | 1125 | |
| Documents du Mouvement communiste international. | | |
| Manifeste du secrétariat de l'Internationale Communiste pour l'Europe occidentale | 1131 | |
| Appel du Parti Communiste Allemand | 1135 | |
| Appel du Parti Communiste Hongrois | 1137 | |
| Appel du Parti Ouvrier Socialiste Danois | 1139 | |
| Message du Comité Central du Parti Ouvrier Socialiste-Communiste Yougo-Slave | 1143 | |
| Déclaration du Comité Central du Parti Communiste Ukrainien (Borodbisty) | 1143 | |
| Résolution du Parti Communiste d'Autriche et d'Allemagne | 1146 | |
| Résolution du congrès de la Social-Démocratie Indépendante d'Allemagne | 1146 | |
| Adhésion du Parti Communiste Américain à la Troisième Internationale | 1146 | |
| A travers la Presse communiste internationale. | | |
| | | Publications reçues 1173 |
| | | E. Chauvelon. Après le congrès réformiste de Lucerne (L'avenir International N° 22) 1175 |
| | | "Russie" (Lichtstrahlen, 5—11—1919) 1179 |
| | | V.-S. En Amérique (Voice of Labour, août 1919) 1183 |
| Rapports et Chronique. | | |
| Un Communiste Autrichien. Le mouvement communiste et la situation politique en Autriche allemande | 1189 | |
| M. Gabor. Comment tomba le gouvernement des Soviets en Hongrie | 1195 | |
| A. N. Le Parti Communiste américain | 1203 | |
| Dj. Pak. Le mouvement socialiste en Corée | 1207 | |
| V.-S. France | 1211 | |
| V.-S. Italie | 1214 | |
| V.-S. Angleterre | 1215 | |
| G. Z. Dernières nouvelles | 1219 | |
| Table des matières des numéros 1--8 de l'Internationale Communiste | 1221 | |
| Index alphabétique des numéros 1--8 de l'Internationale Communiste | 1237 | |
| Illustrations.--Portraits de Bela-Kun, Tibor Samuelli, V. O. Lichtenstadt-Mazin et Eugène Münch. | | |